



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### **Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### **About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

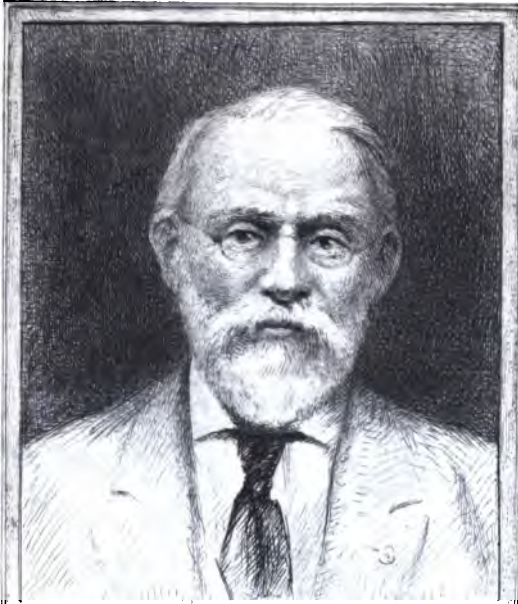
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

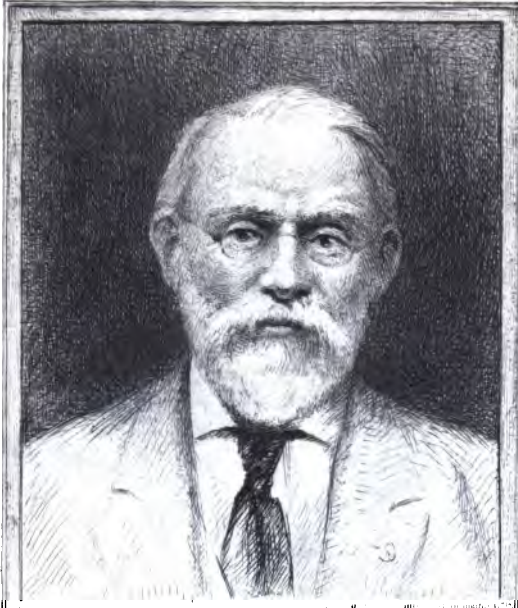
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

**B** 1,360,241



SILAS WRIGHT DUNNING  
BEQUEST  
UNIVERSITY OF MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY





SILAS WRIGHT DUNNING  
BEQUEST  
UNIVERSITY OF MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY











CORRESPONDANCE  
DE  
**P.-J. PROUDHON**

---

TOME CINQUIÈME

5



PARIS  
LIBRAIRIE INTERNATIONALE  
**A. LACROIX ET C<sup>o</sup>, ÉDITEURS**

13, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 13

—  
1875

Tous droits de traduction et de reproduction réservés

RG

CORRESPONDANCE

DE

P.-J. PROUDHON

Il a été tiré quarante-cinq exemplaires de cet  
Ouvrage sur papier vergé de Hollande

N<sup>o</sup> 

CORRESPONDANCE

DE

*Pierre*  
*Joseph*  
**P.-J. PROUDHON**

---

TOME CINQUIÈME



PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

A. LACROIX ET C<sup>o</sup>, ÉDITEURS

13, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 13

1875

Tous droits de traduction et de reproduction réservés





Dunning  
Tucker  
3.30.45  
52242

## CORRESPONDANCE

DE

# P.-J. PROUDHON

---

Burgille-les-Marnay, 3 septembre 1832.

A M. LE DOCTEUR CRETIN

Mon cher Cretin, je vous confirme la lettre que j'adresse par ce même courrier à Darimon, lettre qui était à la boîte avant que le facteur m'eut remis les deux vôtres.

J'ai répondu, il y a tantôt huit jours, à Beslay, au sujet de la candidature.

Je lui ai dit que je n'acceptais pas cette candidature, parce que je ne voulais pas être élu, et que je ne voulais pas être élu, parce que, d'une part, je n'ai pas *trois*

© A-24-45-BEE

*mois de misère* à donner chaque année à la République, et que, de l'autre, je ne veux point passer pour être subventionné par L.-N. ; ainsi, que la bourgeoisie et le prolétariat, à qui les 25 francs faisaient tant de peine, se cotisent, s'ils veulent, pour m'indemniser de mes trois mois, ou qu'ils portent leurs suffrages à de plus riches ; quant à moi, la nécessité et les vrais principes me défendent également d'accepter ni peu ni prou aucune fonction *gratuite*.

Ceci suppose que si j'étais élu, je prendrais le mandat au sérieux et me mettrais en mesure de le remplir en *prêtant le serment*. Or, comme sur ce point encore ce n'est pas pour la lutte qu'on cherche un candidat, mais pour une *manifestation*, je déclare que je refuse de nouveau la candidature, ne voulant pas servir d'instrument à la politique d'un comité occulte, mais prétendant, au contraire, lui imposer la mienne. Plus les temps sont difficiles, moins il y a lieu, suivant moi, pour un représentant du peuple d'accepter le mandat impératif. En effet, si quelqu'un est plus capable de donner un bon conseil à la République que le candidat, qu'est-ce qui empêche de choisir ce *quelqu'un* même ?...

Vous pouvez, si vous voulez, faire part de ma résolution à Girardin, et lui dire que je suis bien résolu à n'être ni Décius ni Raton, et que le sort du héros du 13 juin ne me tente nullement.

Si vous voyez Hervé, faites-lui mes amitiés et transmettez-lui mes remerciements.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 3 septembre 1852.

A M. DARIMON

Mon cher Darimon, je vous ai annoncé que je serais à Lyon le 1<sup>er</sup> ou le 2 du mois. Je n'y serai que le 6. Demain 4 courant, je quitte Burgille; je passe une nuit à Pesmes, auprès de Perron; de là je vais à Dijon, où je verrai probablement Tissot, et enfin je descendrai à Lyon lundi 6. Tout ce retard vient d'abord du séjour que j'ai fait à Besançon avec ma femme, puis du plaisir que j'éprouve à m'étendre ici au soleil, à boire, manger, dormir et rien faire, comme un patriarche.

Enfin, je me résigne. La lecture de cet animal d'Auguste Comte, le plus pédant des savants, le plus maigre des philosophes, le plus plat des socialistes, le plus insupportable des écrivains, me soulève; il faut dégager aussi la Révolution de celui-là. Il me suggère un nouveau plan pour la *Revue* projetée: c'est d'y publier mon traité économique. Qu'en pensez-vous?...

Avez-vous causé avec Boutteville de la *Revue*? Je lui ai écrit et l'ai prié de me donner son avis sur quelques questions que je lui ai posées; j'attends vos renseignements à toutes les observations que va me fournir mon voyage pour prendre un parti décisif et énergique.

Ma visite à Perron aura aussi pour but de nous assurer la neutralité de l'Élysée, pendant que nous démolirons jésuites, catholicisme, légitimité, orléanisme, parti prêtre, etc. En débarrassant ainsi l'Élysée, nous l'isolons; que peut-on demander de mieux? Une fois seul, il faudra bien qu'il marche.

Je possède les articles du *Siècle* et de la *Presse* sur mon livre; ceux de Veillot m'ont été aussi envoyés. J'ai négligé d'apporter de chez moi celui du *Constitutionnel*; je n'ai pas lu ceux de l'*Assemblée nationale* et de la *Patrie*, et j'attends la fin de ceux de la *Gazette*, qui en est à son numéro 13. Pourriez-vous, vous ou Cretin, parcourir ce fatras, et, si vous le jugez utile, me l'envoyer? *Si vis REVUE, para bellum!*

Je vous ai communiqué dans le temps mon manuscrit de philologie, envoyé au concours de l'Institut en 1840. J'avais envie de le prendre comme pièce justificative dans mon procès contre Turbergue, et n'ai pu le retrouver dans mes papiers. L'auriez-vous encore? L'aurais-je communiqué à quelqu'un. Ayez l'obligeance de le demander à Cretin, Boutteville, etc. Je serai obligé, si je ne le trouve, d'en prendre une seconde copie, ce qui me demandera plusieurs jours de travail.

Je compte au moins rester huit jours à Lyon et sur toute la ligne de Châlons à Marseille. Mon séjour à Besançon a produit, au dire de Perron, une certaine sensation; mais la police a dû me noter favorablement, attendu, suivant le même rapport, que le bruit court que je refuse de parler politique. En effet, j'ai passé à peu près *incognito*, me renfermant presque totalement dans le cercle des intimes, m'occupant des affaires et de la santé des gens.

Somme toute, c'est toujours le parti prêtre qu'il faut

attaquer le premier. *Delenda Carthago! Ecr. l'inf.!*  
Ma femme envoie ses amitiés à la vôtre; elle me paraît très-disposée à s'acclimater ici.

Il est très-probable, suivant ce que vous me manderez, que je fasse un tour à Paris avant d'emmener d'ici femme et miochesses; alors, nous tiendrons conseil sur la *Revue*, s'il y a lieu.

Je vous serre la main.

Bonjour à tous.

Tout votre

P.-J. PROUDHON.

Lyon, 8 septembre 1853.

A M. MAURICE LA CHATRE

Monsieur, votre aimable lettre du 17 août m'a suivi de poste en poste, et m'est enfin parvenue à Lyon avant-hier lundi 6 octobre. C'est vous dire que je n'ai pas encore pu voir ni feuilleter les livraisons que vous m'offrez du *Dictionnaire universel*. Mais je n'ai pas besoin d'attendre jusqu'à ce moment pour vous féliciter de cette entreprise et vous faire mes remerciements.

Comme vous, je crois la fondation d'un journal à la hauteur de la situation bien difficile, et je n'oserais peut-être pas m'y aventurer. Je ne refuserai jamais de payer de ma personne, mais je ne crois pas même aujourd'hui qu'on m'en laisse le temps, et puis je crois les témérités de la presse désormais hors de saison. Tout ce que la société me semble comporter en ce moment, c'est de la science, de la philosophie, de larges et profondes vérités dites avec calme et dignité. Et encore, ne suis-je pas bien sûr que l'esprit public fasse accueil à toutes ces choses. La nation semble fatiguée ; elle ne veut plus ni monter, ni marcher, en quoi le gouvernement la seconde à merveille. Il faut la piquer,

la secouer, l'irriter, pour la faire penser; or, c'est ce qui me paraît extrêmement périlleux. J'y pense sans cesse, je m'ingénie, et, je vous l'avoue, je ne sais comment m'y prendre. (Je parle ici du pays dans sa collectivité; je ne parle point des 20,000 ou 100,000 lecteurs de toute opinion, et dont l'esprit toujours ouvert est toujours prêt à recevoir toute espèce de communication.)

Je suis heureux de l'assurance que vous me donnez du libéralisme de M. Napoléon Bonaparte, et je m'en réjouirais davantage s'il n'était question en ce moment, en refaisant l'empire héréditaire, de donner à L.-N. la faculté de transmettre l'autorité à ses fils *adoptifs* comme à ses enfants légitimes. Ce vœu me semble dirigé tout à fait contre M. Napoléon Bonaparte.

Vous ne vous trompez pas sur mes sentiments pour M. de Girardin : c'est l'esprit le plus étonnant que je connaisse. La défectuosité de son instruction philosophique a pu quelquefois le trahir et nous mettre un instant en opposition, mais je suis toujours émerveillé de la promptitude avec laquelle cet homme se renie, ressaisit la bonne route et mitraille ses adversaires. Ce sont là des facultés que je n'ai point et que j'admire sans réserve. Quant à la loyauté de l'homme, nul ne la sent et ne la proclame plus que moi. J'ai souvent pensé au moyen d'unir nos efforts sans nous subalterniser l'un l'autre, car il faut que M. de Girardin reste lui-même, qu'il soit chargé d'une direction, qu'il commande son escadre, comme il faut que je reste moi. C'est un problème à résoudre, le cas échéant, pour un négociateur entrepreneur comme vous. Espérons !... En attendant, je fais des vœux pour lui et je guette l'occasion de faire plus.

Je vous serre la main comme à un vrai fidèle, et je vous dis comme Voltaire au marquis d'Argens, *Ecr. l'inf.!*

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.



Lyon, 10 septembre 1852.

A M. FURET

Mon cher Furet, je réponds, suivant votre désir, par écrit à la proposition que vous m'avez faite, tant en votre nom qu'au nom de vos amis, d'accepter la candidature au Corps législatif, pour la ville de Paris, dans les élections qui doivent avoir lieu le 26 courant.

Je n'examine point si une candidature aussi prononcée que la mienne serait, dans les circonstances et en vue de certaines éventualités, véritablement opportune. Je laisse cette question à votre prudence et à la prudence des électeurs.

Je réponds exclusivement sur ce qui m'est *personnel*.

J'accepterai donc la candidature aux trois conditions suivantes :

1° Que mon nom ne sera point un sujet de division dans le parti républicain, et qu'on ne s'en servira pas pour écarter telle candidature, celle de M. Goudchaux, par exemple, qui pourrait réunir plus de suffrages, exciter moins de répugnances, donner moins de prétextes à la réaction. Je ne tiens point pour moi-même à la candidature, je la redoute plutôt, elle m'est une charge et une entrave dans un moment surtout où j'ai

plus à faire par la pensée que par la parole. Puis, comme à la suite de mon dernier ouvrage, mon nom peut sembler un défi et que cependant je ne veux rien diminuer, retrancher ou adoucir de mes propositions, je ne voudrais pas faire manquer un succès qui, douteux avec moi, serait peut-être avéré avec un autre. Enfin, je tiens à mon ancienne tactique de ralliement : quoi que pense de moi la classe moyenne, j'aime mieux m'effacer devant elle que de l'indisposer, pourvu que je la voie rentrer dans la voie révolutionnaire.

2° Si ma candidature passe, je désire qu'elle reçoive pour signification la pensée développée dans mon livre, savoir : que le coup d'État du 2 décembre, le pouvoir dictatorial qui en est sorti, et le Président de la République lui-même, ont pour raison et pour but d'exprimer et de procurer la révolution politique et économique dans toutes ses conséquences ; que par là seulement le coup d'État du 2 décembre se motive, le pouvoir actuel s'explique, et le chef de l'État peut être absous.

Toute signification de parti serait par moi répudiée, non que j'éprouve la moindre antipathie pour des hommes avec lesquels j'ai si souvent marché et que je sers tous les jours, mais parce que cette signification me semble périlleuse pour moi, sans utilité pour les démocrates, et qu'ensuite notre cause me paraît, pour le moment, beaucoup mieux exprimée par la pensée révolutionnaire que par le principe démocratique.

3° Sur la question du serment, je désire, pour toutes les raisons que je vous ai données et pour d'autres encore qu'il est inutile de rapporter ici, garder ma liberté pleine et entière. Je n'entends point désapprouver les citoyens qui, précédemment et par la suite,

ont refusé ou refuseront le serment à L.-N. Quiconque obéit à sa conscience me paraît souverainement estimable, même lorsqu'il se trompe. Mais, pour ce qui me regarde, je persiste à dire qu'autre chose est le serment féodal qui se prêtait aux anciens rois, et autre chose le serment civique institué par la première Révolution.

Toute la société moderne peut se ramener à cette dernière espèce de serment, comme elle peut se ramener à une théorie du capital, du libre échange, du suffrage universel, etc., etc. Or, il est temps, selon moi, que la pensée révolutionnaire soit enfin manifestée au point de vue du serment : c'est ce que le *juror* représentatif exigé par la Constitution du 15 janvier me donnerait occasion de faire, à la surprise d'abord de l'opinion, mais bientôt, je l'espère, à sa complète satisfaction.

Telles sont, mon cher ami, les conditions que ma position nouvelle m'oblige d'apporter à ma candidature. Je ne les invente pas, je ne les impose pas, à vrai dire je ne fais que vous les rappeler à vous et à vos amis. Les électeurs ont le droit sans doute de donner au pouvoir tel avertissement qu'ils jugent utile, mais ils doivent savoir aussi que chaque candidat est par lui-même, par sa pensée connue, etc., une *expression* qu'il n'est point le maître de changer. Je suis l'auteur de la brochure publiée il y a six semaines sous le titre : *la Révolution démontrée par le 2 Décembre*. Si cette pensée paraît aux électeurs bonne à rappeler au pouvoir, qu'ils me nomment; dans le cas contraire, qu'ils cherchent un autre candidat; ma nomination serait un contre-sens.

Vous pouvez donner à qui de droit connaissance de cette lettre, trop négligée pour l'impression, et que je

ne désire, par conséquent, pas voir publier ni répandre.

Je ne crois avoir jamais eu rien à rétracter, mais autre chose est d'écrire pour ses amis, et autre chose d'écrire pour le public, et je n'aime point à introduire le public dans mon intimité.

Gardez-donc, je vous prie, cette lettre vers vous, tout en vous en servant *oralement* pour faire connaître ma pensée, et croyez-moi pour la vie votre fidèle coreligionnaire et ami.

P.-J. PROUDHON.

Lyon. 13 septembre 1852.

A M. DARIMON

Mon cher Darimon, j'ai reçu votre longue lettre du 8 courant, au moment même où je recevais la visite de Furet.

J'ai répondu à Furet, et, afin qu'il pût répondre plus pertinemment à qui de droit de mes intentions, je lui ai écrit que, la question d'*opportunité* mise à part (c'est aux électeurs qu'il appartient d'en juger), j'accepterais la candidature aux conditions suivantes :

1° Que mon nom ne serait point pris pour protester contre celui de M. Goudchaux ou tout autre, et mettre la division dans le parti républicain, et, comme je persiste malgré tout dans mes idées de ralliement, que j'aimais mieux m'effacer que de mécontenter la classe moyenne ;

2° Que ma candidature aurait pour signification la pensée développée dans mon dernier livre ;

3° Que j'entendais rester libre sur la question du serment.

Hors de là, néant.

Je vous suppose assez de pénétration pour voir que, dans ces termes, l'affaire est excellente, de même que

vous avez parfaitement jugé que, prise pour machine de guerre contre l'Élysée, ma candidature était un péril et un non-sens. Voilà donc qui me semble réglé.

J'ai répondu ensuite à M. B\*\*\*. Sans m'occuper de ce qui vous concerne, j'ai pris la chose comme venant uniquement de notre éditeur, et je lui ai détaillé quelques-unes de mes observations. Peut-être vous auront-ils communiqué ma lettre. En tous cas, je vous dirai que mon premier plan est de faire deux numéros par mois, chacun de 128 pages, dans le format de la *Revue des Deux-Mondes*; que je donnerais à cette Revue, pendant un an ou dix-huit mois, comme fonds de roulement, mon *Traité d'Économie*; qu'avec cela, je croyais le succès certain; mais qu'au préalable, il me fallait un ajournement pour l'*Histoire de la Démocratie*, etc.; qu'au surplus, je désirais avoir plus de renseignements sur les ressources de ces messieurs et les garanties financières de l'entreprise. Je veux une grande chose, ou rien; une chaire de révolution pour toute l'Europe, voilà ce que doit être la *Revue*. Donc, il faut que, par les capitaux, elle soit assurée de vivre; sans cela, je ne m'en mêle point.

J'attends la réponse de M\*\*\*.

Dans deux ou trois jours, je descendrai à Marseille. A propos de mes vues industrielles, sur lesquelles vous devez être instruit, je dois vous dire que, du côté des canaux et des chemins de fer, tout manque à la fois. L'ami qui, il y a six mois, se croyait à la veille d'entrer dans différentes combinaisons et m'avait fait concevoir de belles espérances, est évincé par d'autres spéculateurs. Ce sont désormais châteaux en Espagne... Mais MM. G. frères, cet ami et moi, nous formons un autre projet de navigation de

Marseille à Rio-Janeiro, projet où l'on désire m'intéresser et que nous allons mettre à l'étude et à la sollicitation. Le succès dépendra de notre habileté, du secret, etc., etc.

Si cela réussit, nous avons, je puis l'assurer, *du pain de cuit*. Mais tout cela est à l'état de germe ; ainsi, ne lâchons pas pied sur le reste.

Avez-vous vu le grand article de Cuvillier-Fleury sur ma brochure ? C'est bon à recueillir ; je vous charge de me procurer le numéro.

Je ne puis pas m'occuper de Langlois avant d'avoir de lui une réponse à ma dernière, datée de Burgille, et qui lui arrivera par M<sup>mo</sup> Buisson. J'ai le projet, si l'affaire du Brésil venait à bien, de lui proposer d'être capitaine sur l'un des vaisseaux de la Compagnie. J'ai pour cela la parole de ces messieurs.

La bourgeoisie, c'est-à-dire les gros intérêts, qui ne sont pas les intérêts généraux, sont ici ce que je les ai trouvés à Besançon, satisfaits du coup d'État, en tant que répression de la démocratie, mais pleins de haine pour L. N. Cette situation s'accuse de plus en plus, en même temps que la politique de l'Élysée devient plus incertaine ; d'où je conclus qu'il est désormais possible de tableur avec quelque certitude.

Écrivez-moi un brin et ayez confiance.

Je vous serre la main, ainsi qu'à Boutteville, Cretin, Massol, etc.

J'embrasse M<sup>me</sup> Darimon et son lieu.

A vous,

P.-J. PROUDHON.

Lyon, 15 septembre 1832.

A M. CHARLES BESLAY

Mon cher ami et ancien collègue, je réponds, par retour du courrier, à votre lettre d'hier.

Ah ! le père Goudchaux est donc de la coterie du *Siècle* ? Il dit, comme le *Siècle*, qu'il ne partage *en rien, mais en rien*, absolument en rien, les idées et la politique du citoyen Proudhon ! ce qui signifie qu'il veut conserver la division économique du peuple français, le budget du clergé, l'armée permanente, la magistrature inamovible, le suffrage universel ignorant et aveugle, cultiver l'amitié de l'Angleterre, s'entendre avec le pape, brûler les philosophes, organiser la féodalité mercantile par toute l'Europe, donner au peuple, pour catéchisme politique et social, la vieille déclaration de Lafayette, avec les commentaires de M. Plée.

Ces gens-là sont donc incorrigibles ! Je croyais les avoir embaumés, et ils grouillent encore !

Eh bien ! cher ami, je suis inconvertible et j'ai la prétention de n'avoir pas été enterré sous l'avalanche du 2 Décembre. Je sais bien que la démocratie parisienne, pas plus que celle de Lyon, de Besançon ou d'ailleurs, n'est à la hauteur ni des idées ni des circon-



stances ; je sais qu'elle est incapable de saisir une seule fois le véritable sens des événements et de s'orienter dans aucune position et par quelque temps qu'il fasse : n'importe, il faut la tenter toujours ; ses erreurs, bientôt apparentes, sont la seule lumière qui, de temps à autre, vienne éclairer nos ténèbres plus que cimmériennes. Que je sois porté ou rejeté comme candidat, c'est la moindre chose ; l'essentiel, en ce moment, est de savoir si le peuple de Paris se rallie à la fraction républicaine représentée par le *Siècle* et qui écrit sur son drapeau, en caractères gros et lisibles : *Haine au Socialisme !* c'est-à-dire : contre-révolution !

Le peuple de Paris accepte-t-il cette formule ? Qu'il le dise, qu'il déclare par son vote s'il se rallie au général Cavaignac, s'il se repent de l'insurrection de 48, s'il pleure ses erreurs de mars et avril 1850, où Carnot, entre autres, fut élu représentant du socialisme, à l'exclusion des candidats du *Siècle* et de ses amis. Le peuple de Paris fera ce qu'il voudra ; our moi, qui ne reconnais pas plus son infailibilité que celle des conciles, je reste ce que je suis et j'affirme, toujours dans le même sens, sinon absolument dans les mêmes termes, la Révolution.

J'accepte donc, itérativement, la candidature qui m'a été offerte par le citoyen Furet, mais en ajoutant à mes premières conditions, les modifications suivantes :

J'ai dit d'abord que je ne voulais point être porté en concurrence de M. Goudchaux, pour ne pas diviser les votes. J'accepterai jusqu'à cette concurrence, quoi qu'il en advienne, si la candidature de M. Goudchaux doit avoir, comme il résulte de votre lettre, une signification anti-socialiste.

J'ai dit que ma candidature devait avoir pour signi-

fication la pensée développée dans mon dernier travail. Je maintiens énergiquement cette condition, les renseignements que j'obtiens chaque jour sur l'état des esprits et les attaques combinées de la *Gazette*, de l'*Assemblée nationale*, de l'*Union*, du *Journal des Débats*, de la *Patrie*, de l'*Univers*, du *Siècle* lui-même; de tout ce qui est ennemi né du progrès, de la liberté, de l'égalité progressive, de l'émancipation des consciences, me prouvant assez que j'ai frappé juste dans ma dernière publication.

J'ai mis pour troisième condition que je voulais être libre sur le *serment*. Cette réserve, dont les motifs auraient dû paraître suffisants, tels qu'ils sont exposés dans ma lettre au citoyen Furet, a paru exorbitante. Je consens à en changer l'expression, et je veux bien, pour mettre à l'aise les consciences, déclarer ici que rien ne sera fait par moi sur ce point sans consultation préalable; que si, après explication publique et discussion orale, ma manière de voir est désapprouvée, ou bien je me rangerai à l'opinion générale, si je suis convaincu, et, conséquemment, je rétracterai mes paroles et refuserai le serment, ou bien, si le dissentiment persiste, je résignerai mon mandat et donnerai ma démission. En tout cas, la question aura été déférée au public, qui sera juge entre les non-sermentaires et moi.

Je n'ai rien à ajouter à ces déclarations, qui vous sembleront, comme à moi, suffisamment catégoriques.

Maintenant, cher ami, pouvons-nous compter sur un succès? Non, encore une fois; la raison publique, trop peu avancée, est retombée tout à coup, après le 2 Décembre, dans ses déplorables routines. Pendant que les niais et les tartufes font du *puritanisme*, les coteries se

reformat, et nous sommes aujourd'hui plus près de Henri V, Joinville, Cavaignac ou le père Roothan que nous n'étions, même sous le ministère de Barrot et Falloux. Les démocrates de la veille en sont aux manifestations ; la bourgeoisie intrigue et, tout en accusant l'Élysée de dilapidation, se fait adjuger par concessions le domaine public et toutes les sources de la richesse nationale ; les légitimistes font la révérence, enivrent le Président et de toutes parts conspirent ; les évêques vont jusqu'à suspendre les lois de l'Élysée pour faciliter les ovations populaires à L. N., tout en réformant la puissance et la *propriété* ecclésiastique. C'est dans cet état de choses que le *Siècle* me blâme, me réprouve ; que Goudchaux désarme le socialisme et que la vieille démocratie songe à faire contre l'Élysée une manifestation. Comme s'il s'agissait de l'Élysée en ce moment ! On dirait des oisons qui, pendant que le chasseur les couche en joue, se ruent sur l'épouvantail !

Vous pouvez communiquer ma lettre à Furet et, au besoin, lui en donner copie. Cette misérable élection va être contre moi le signal de nouvelles colères, soit ; j'aime mieux en finir tout de suite avec ces rosses républicaines que d'avoir à compter avec elles quand le jour sera venu. Aussi bien n'ai-je jamais considéré en elles que l'étiquette. On sait ce que je pense des individus et de la secte.

Donnez aussi à Darimon communication de ma lettre, et dites-lui de ne pas tant s'échauffer à l'endroit de cette candidature. Telle que je l'accepte, elle me sert ; telle que je la refuse, elle me sert encore. Ce n'est pas sans réflexion que j'agis ainsi.

A l'égard du projet de *Revue*, qu'il me laisse faire et ne *rectifie* ni ne *retire* mes allégations. Me fussé-je

trompé sur certain fait, cette erreur, plus ou moins réelle, ne fait pas de mal au projet; il sera toujours temps d'en revenir.

Je vous serre la main, cher ami, et vous remercie de vos bons offices.

P.-J. PROUDHON.

20 septembre 1853.

A M. ALFRED DARIMON

Tenez, lamentateur éternel, soyez satisfait et ne m'en parlez plus. Lisez l'incluse à Beslay, gardez-en copie et faites le nécessaire. Je ne veux point être élu, je ne veux point être posé, je ne veux pas être discuté; qu'ils aillent donc tous au diable!... Et vous, et celui dont vous m'adressez une missive non signée, qui depuis un mois m'excitez contre le *Siècle*, et qui aujourd'hui vous effrayez de la criailerie, vous n'avez pas plus de fermeté dans vos haines que dans votre jugement. Vous ne savez point haïr! grande faute, vice irrémédiable, pour des hommes politiques.

Beslay ne devait pas, en communiquant ma lettre, laisser transcrire ce qui vous regarde. C'est une allusion à un passage de votre dernière lettre, où vous me dites que l'*Histoire de la démocratie ne me coûtera pas quatre heures par jour, pendant un an*, comme je l'annonce à B\*\*\*.

Je n'ai plus pensé, en faisant cette allusion qui devait être comprise de vous seul, que l'on rapporterait à l'ensemble de ma lettre ce passage qui en est tout à fait distinct; de là votre méprise et vos remontrances.

J'écris aujourd'hui même à B\*\*\*; vous lirez proba-

blement ma lettre. <sup>0</sup>Oui, je veux faire la *Revue*; mais cela est plus difficile, plus périlleux, que vous n'avez l'air de le croire; c'est pour cela que je tiens à me mettre en mesure avec l'entrepreneur, de même que je souhaite qu'il s'y mette lui-même vis-à-vis du public. Je veux une grande et sérieuse, et productive affaire, sinon, non.

J'ai passé quinze jours en voyage, et ne suis point descendu dans le Midi. J'ai trouvé partout sous cette épiderme de glace, qui ferait croire à un observateur superficiel que la nation ne vit plus, le même sentiment, au fond, la même haine contre le 2 Décembre. J'ai remarqué surtout l'espérance secrète des anciens partis, depuis la légitimité jusqu'au *Siècle*. Enfin j'ai constaté ce fait alarmant, que tout en détestant l'Élysée, on s'apprête à rentrer dans la routine de la *Gazette*, des *Débats*, du *National*, ou de la *Réforme*. L'intrigue est bien menée et réussira, si nous nous conduisons toujours comme je suis forcé, par vous, de faire aujourd'hui...

Bonjour à votre femme, un baiser à Bibi. Kathe devient grosse et joufflue comme une paysanne; Marcelle a la petite vérole; la mère va, comme vont les femmes, toujours cahin caha.

Du reste, la misère avec la pluie tombe sur la face du pays et nous promet pour l'hiver des souffrances innombrables.

Je vous serre la main et aux amis.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Je serai à Paris dans les premiers jours d'octobre, pour solliciter une grosse affaire de navigation.

Je vous recommande de nouveau, après avoir pris connaissance et copie de ma lettre à Beslay, de la lui envoyer sous enveloppe, et, si votre temps vous le permet, de tenir la main à ce que ma candidature soit *purement et simplement retirée*. Quant à ma dernière lettre, qui a fait déjà *tant de mal*, à ce que dit l'anonyme qui m'écrit par votre entremise, je ne la rétracterai point; je compte au contraire sur l'indiscrétion de Beslay pour faire encore circuler la seconde. Vous trouverez à tout cela sans doute plus d'orgueil que de prudence; je vous autorise à vous plaindre de moi bien haut, à déplorer cet égarement, etc., etc. Quant à moi, voyez-vous, mon cher Dar, j'ai senti la dent de ces vipères, et je ne puis leur pardonner qu'en les tuant. Il faut du temps pour m'élever à la haine; mais une fois arrivé là, je n'en reviens pas.

On espère me convaincre de bonapartisme et de tout ce qui s'ensuit, en répandant partout que la peur du socialisme soutient seule L. B., et que sans moi, par exemple, il serait tombé peut-être! C'est un piège à la façon jacobine, qu'il suffit d'apercevoir pour l'éviter. Laissez seulement se constituer la *Revue*, et l'on verra!

Burgille-les-Marnay. 20 septembre 1852.

A M. CH. BESLAY

Monsieur et ancien collègue, en même temps que vous m'engagez à soutenir ma candidature, d'autres amis, à qui je dois également de la déférence, m'écrivent que la masse républicaine est incapable de comprendre mes raisons; que ce qu'elle voit dans l'élection du 26 est moins un acte politique qu'une manifestation de *conscience*; qu'ainsi M. Goudchaux étant pris pour expression de la conscience, lui créer un concurrent serait non-seulement une faute, mais une mauvaise action; que ma lettre du 15 courant, communiquée par vous, fait scandale, etc., etc.

Je suis trop loin des choses pour pouvoir les juger. Mais puisqu'il s'agit de conscience, non de principes; puisqu'on cherche, pour l'opposer aux tendances réactionnaires qui surgissent de toutes parts, dans le pouvoir et hors du pouvoir, non point en homme de révolution, mais une rosière, il est clair que M. Goudchaux doit l'emporter. Je serais en contradiction avec moi-même si, de quelque manière que ce fût, je l'empêchais. N'ai-je pas tout récemment représenté la nuance à laquelle appartient M. Goudchaux comme le symbole



de l'honnêteté?... D'ailleurs, ce n'est point par un vain antagonisme, c'est par la discussion que je dois répondre aux calomnies du *Siècle* et combattre cette fraction qui depuis le 10 décembre 1848 n'a su qu'accuser le socialisme des malheurs de la République.

Je viens donc vous déclarer, monsieur et ancien collègue, qu'après nouvelle réflexion je me désiste de toute candidature; je vous prie en conséquence de faire connaître, au besoin par la voie des journaux, ma dernière et irrévocable résolution. Que la démocratie vote en masse pour M. Goudchaux; je serais désolé qu'un seul suffrage patriote se perdit sur mon nom devenu suspect et mis à l'index. C'est aux honnêtes, je le reconnais, de nous conduire jusqu'à nouvel ordre; pour le moment, la Révolution règne, mais ne gouverne pas.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 20 septembre 1852.

A M. CH. BESLAY

Mon cher monsieur Beslay, je reçois aujourd'hui de Lyon, avec vos deux lettres du 18, une lettre de M. Goudchaux, contenant des explications sur le propos que vous m'avez rapporté. Il en résulte qu'en me confirmant dans la résolution que je vous ai fait connaître hier, de décliner toute candidature, je dois apporter dans cet acte plus de sang-froid et en faire disparaître tout vestige de ressentiment.

Je vous serais donc obligé, en maintenant ma résolution définitive, de vouloir bien ne pas communiquer ma dernière lettre.

J'ai accepté, vous le savez, la candidature *conjointement* avec M. Goudchaux, parce que je tenais à exprimer par cet acte mon idée constante de rapprocher la classe moyenne et le prolétariat.

Un peu plus tard, j'ai sollicité cette candidature, *concurrentement* à M. Goudchaux, parce que je croyais le socialisme menacé, répudié, par les amis de ce candidat, et qu'à aucun prix je ne pouvais ni ne devais souffrir l'humiliation de notre parti et de nos idées.

Aujourd'hui, j'ai entre les mains une lettre où M. Goudchaux, en m'exprimant son *amitié* et son *estime*

pour moi, témoigne de ses *opinions démocratiques et sociales*; je crois que cela doit suffire pour faire tomber toute espèce de méfiance. Qu'importe que l'homme pense, sur quelques points, autrement que nous? Il s'agit de la tendance, de l'esprit général; il s'agit surtout de la signification donnée par les électeurs, à défaut de celle donnée par le candidat.

Faites donc, je vous en prie, pour M. Goudchaux ce que vous eussiez fait pour moi-même; n'enflammons pas davantage les esprits pour cette misère; réservons, pour combattre les ennemis de la liberté, cette ardeur que nous dépensons à nous contrebuter; c'est déjà quelque chose que nous ayons réussi, à propos d'une candidature insignifiante, puisqu'elle ne peut aboutir, à agiter l'opinion. La République n'est pas morte puisque ses amis se disputent à qui l'exprimera le mieux.

Nous allons avoir à suivre des affaires d'une toute autre importance. Je compte être à Paris, du 1<sup>er</sup> au 10; je vous entretiendrai peut-être de grands projets. Que n'ai-je vingt-cinq ans, au lieu de quarante-quatre! Dix ans me suffiraient pour acquérir la fortune, sans laquelle un homme à idées manque toujours de consistance et de crédit. C'est alors que nous pourrions tenter quelque chose et traiter avec les puissances!...

Aujourd'hui, je ne suis toujours qu'un misérable écrivain, aussi peu digne de considération vis-à-vis la bourgeoisie républicaine qu'auprès de la bourgeoisie bonapartiste!...

Je vous serre la main et vous remercie de toutes vos démarches pour mon exaltation.

Votre tout dévoué.

P.-J. PROUDHON.

21 septembre 1832.

## A M. DARIMON

Mon cher Darimon, si M. Goudchaux m'avait donné son adresse, je ne vous ferais pas dépenser 25 centimes pour le port de celle-ci, que vous voudrez bien, après lecture, lui remettre. Dites à Cretin que je n'accepte pas un mot de toutes les considérations dont il me berce, au sujet de la candidature; qu'il a eu tort de voir une contradiction dans ma première réponse à Beslay, et celle exprimée dans ma lettre à Furet; que les circonstances modifiant les faits modifient les idées; que je ne puis admettre que ceux qui me proposent la candidature soient tous des brouillons, des intrigants, des banqueroutiers, etc., tandis que les partisans de M. Goudchaux sont la crème des hommes honnêtes, sages, éclairés, patriotes; que les commérages sur Beslay sont aussi insipides que les insinuations sur Furet, et qu'en dernière analyse, je persiste à dire et à croire que ma candidature, posée dans les termes de ma première lettre, était une chose utile; posée sur les motifs de la deuxième, était un acte de nécessité, comme la renonciation que j'en fais aujourd'hui entre

les mains de Goudchaux, est une solution avantageuse et honorable.

Allons ! que cela finisse, et occupez-vous de la *Revue*. Soixante-quatre grandes pages tous les quinze jours, cela fait bien de la matière et me paraît suffisant. Préparez-vous à travailler. Mais que B\*\*\* ne traite point cela par-dessous la cuisse ; il faut à cette affaire une position respectable au point de vue industriel comme à celui des idées. Croyez-vous que nous puissions paraître avant la proclamation de l'Empire ?

Je vous embrasse *tretous*, à tort et à travers.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Si Goudchaux pouvait, par quelque conseil que ce fût, faire imprimer la lettre que je lui écris, le sens de l'élection serait ainsi fixé. Ce serait un bon coup!...

Je tiens à votre disposition la copie de cette lettre.

Burgille-les-Marnay, 21 septembre 1852.

A M. GOUDCHAUX

Monsieur et ancien collègue, je n'ai reçu qu'aujourd'hui 21 votre lettre datée du 19 courant, et qui m'est revenue de Lyon.

Je prends acte d'abord des témoignages *d'amitié* et *d'estime* que vous exprimez par deux fois pour ma personne, et plus encore de l'adhésion que vous montrez au *Progrès démocratique et social*. J'accepte, en outre, de grand cœur, les explications que vous voulez bien me donner sur les critiques que vous auriez faites de mon livre, critiques qui, ne tombant que sur les *idées*, respectaient les *intentions* et ne mettaient point en doute la loyauté de l'auteur. Moi qui, parmi mes amis les plus anciens et les plus intimes, compte plus d'un adversaire; moi qui me suis toujours flatté de faire, par mes écrits, des esprits libres et jamais de disciples, pourrais-je vous en vouloir d'une critique où mes opinions sont seules intéressées?...

Ceci dit, je rétracte tout ce que, depuis huit jours, j'ai pu écrire, dans deux ou trois lettres, de désobligeant pour vous, et si cela venait à votre connaissance, je vous prie de l'oublier. Je suis assez tourmenté, du

reste, pour que vous ne me gardiez pas rancune de quelques paroles peu fraternelles.

J'ai commencé par déclarer, à propos de cette candidature où nous nous trouvons en antagonisme, qu'autant je tiendrais à honneur de me voir porté dans une circonscription pendant que vous le seriez dans une autre, autant il me répugnait d'être votre concurrent, et par cette concurrence de diviser la République. En m'exprimant ainsi, j'obéissais à une pensée déjà vieille chez moi, celle de procurer la réforme sociale par la réconciliation de la classe moyenne et du prolétariat. A peine j'avais fait connaître ma détermination qu'il m'arrive des renseignements, plus sincères sans doute qu'exactes, desquels il résulte pour moi que M. Goudchaux, partageant à mon égard, à l'égard de tout le socialisme, les insinuations calomnieuses récemment exprimées par le *Siècle*, pose sa candidature autant contre le socialisme que contre l'Élysée. C'est alors que, modifiant ma pensée première, j'ai autorisé à mon tour mes amis à soutenir ma candidature contre la vôtre, ne voulant pas laisser humilier davantage un parti que je n'ai pas l'outrecuidance de résumer en ma personne, mais que, seul de tous ses fondateurs, je représente en France aujourd'hui. Ce n'est plus pour mes seules opinions que je lutte en ce moment, en effet, c'est pour la cause de MM. Louis Blanc, Pierre Leroux, Cabet, Considerant, qui tous sont en exil et ne peuvent plus se faire entendre. Sans doute, je n'ai pas mandat de ces messieurs, et peut-être qu'ils désavoueraient ma conduite, tant est grande la méfiance qu'inspire la rivalité! mais, dans ma conscience, je ne devais pas laisser périr leur droit et le mien; c'est pour cela, monsieur, qu'après une longue hésitation, après un

consentement conditionnel et presque équivoque, j'ai demandé avec ardeur, avec véhémence, à être porté candidat.

Votre lettre m'autorise à penser, — ce que votre bouche m'avait d'ailleurs exprimé maintes fois, — que si nos idées diffèrent, si notre politique n'est pas la même, nous *tendons* cependant *au même but*. Vous êtes autant, peut-être plus socialiste que moi.

Devant cette déclaration, ma candidature me semble désormais sans objet, et c'est avec une véritable joie que je vous réitère ici le vœu que j'ai transmis déjà à mon ami M. Beslay, celui de n'être plus candidat.

Vous craignez que ma dernière brochure ne m'ait aliéné davantage encore la classe moyenne, sans laquelle nous ne pouvons rien. J'ai cru, au contraire, que cette brochure me concilierait ses sympathies.

Vous n'approuvez pas ma théorie du *serment civique* que j'oppose au *serment féodal*. Je suis convaincu que cette théorie renferme toute la Révolution.

Vous êtes si frappé des dangers que présente, sous ce double rapport, mon travail, que vous eussiez voulu qu'il se vendit *cinquante francs*. — D'autres personnes voudraient qu'il ne se vendit que cinquante centimes, et ces personnes-là, ce ne sont pas, certes, des gens de réaction.

Mais enfin vous êtes pour le *progrès démocratique et social*, vous affirmez votre sympathie pour moi ; vous n'agissez que par excès de prudence. Il n'y a plus là de quoi exciter mon ressentiment. Parce que j'ai sollicité et obtenu du chef actuel de l'État un acte de justice, parce que jusqu'à un certain point je lui suis redevable, vous ne me croyez point sa créature ni son compère, et vous n'accuserez point, avec tant d'autres, le socialisme



d'avoir perdu la République. Il suffit. Vous pouvez, monsieur et ancien collègue, dire à tous que je décline, pour ma part, la candidature qui m'a été proposée ; que j'appuie la vôtre de toutes mes forces, et que je supplie mes amis et tous les démocrates, de quelque nuance qu'ils soient, de suivre mon exemple.

Faites de la présente l'usage que vous croirez utile, et croyez à mes sentiments de haute considération et de dévouement sincère.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 21 septembre 1852.

A M. LE DOCTEUR CRETIN

Mon cher Cretin, à l'heure où je prends la plume pour vous écrire, ma réponse à Goudchaux fait route pour Paris ; elle vous arrivera dans quelques heures. Que Goudchaux la publie, c'est tout ce que je souhaite, et quand je n'aurais obtenu que l'avantage de recevoir de lui une profession de foi suffisamment socialiste, et d'expliquer une fois de plus la conduite que j'ai tenue dans cette circonstance, comme dans celle des élections de mai 1849 et du 9 juillet de la même année, j'estime que cet avantage valait la peine que je me suis donnée d'abord d'accepter, puis de poser ma candidature; enfin, de motiver tour à tour et cette candidature et mon refus.

Quant à vous et à tous nos amis les plus intimes, je ne trouve point, je vous l'avoue, même à ce moment, où je suis rentré dans la position d'indifférence où vous tenez tant à me voir fixé, que vous ayez jugé sagement les circonstances et le devoir qu'elles m'imposaient.

Ma première lettre à Furet, — acceptation de la candidature *conjointement* avec Goudchaux, — était d'une

part, le symbole de mon vœu le plus ardent, celui de la réconciliation entre le peuple et la classe moyenne; de l'autre, la signification la plus révolutionnaire possible donnée à l'élection. Vous ne trouvez pas que ces considérations fussent suffisantes, et vous m'avez assailli de toutes sortes de pauvretés sur F\*\*\*, B\*\*\*, etc. Tout ce que vous m'avez dit, loin de me retenir, était de nature à me lancer; car vous n'attaquiez que des individus, des coteries, des intrigues, et moi je voyais la *chose*.

Ma deuxième lettre à Beslay, — acceptation de la candidature, même *contre* celle de Goudchaux, — devait vous éclairer sur les motifs réels de ma conduite. Vous n'y avez vu que la colère de l'amour-propre. N'est-ce pas vous cependant qui, après l'article de L. Plée, m'avez dénoncé les hypocrites du *Siècle* et avez sollicité de moi une réponse? Eh bien! cette réponse, je la faisais énergique en me portant candidat; car je ne puis pas toujours écrire et faire la guerre de plume. Ici encore vous n'avez saisi que les petites raisons, tandis que je cédaux grandes. Vous me voulez écrivain, faisant des livres, une Revue, restant dans le sanctuaire de mon cabinet, et ne souillant jamais mes bottes à la boue de la politique active. C'est quelque chose assurément d'être un saint de bois; pour moi, j'estime que le moindre caniche, mordant les talons aux passants, garde encore mieux la maison de son maître.

Vous me faites des dilemmes sur le *serment*, sur les *acclamations* de l'Empire, et vous prétendez qu'en aucune hypothèse, je ne pouvais, sans grand danger, sans un péril extrême pour ma considération et ma liberté, accepter une candidature. Je ne vous comprends plus.

Ce que j'ai publié sous forme de livre, dois-je refuser de l'attester devant un Corps législatif, même devant

un empereur ?... Voilà pour moi toute la question ! Eh bien ! oui, je voulais une élection socialiste ; oui, j'eusse prêté le serment civique, sauf, à première violation de la loi de la part du pouvoir, à le retirer en donnant ma démission. J'aurais prouvé, en acceptant le mandat et jurant ou rétractant mon serment dans ces termes, que la Révolution était dans l'Empire, bon gré, mal gré l'empereur ; et je l'aurais crue, ainsi que moi-même, plus en sûreté parmi nos législateurs muets que dans les tiroirs de mon bureau.

Maintenant, voici M. Goudchaux qui vient bénévolement vous tirer de peine, en me fournissant une occasion telle de retirer ma candidature, que ce retrait équivaut pour moi à un triomphe. Je me désiste donc, après avoir exercé cette espèce de pression sur la république bourgeoise et obtenu une quasi-satisfaction. Mais vraiment, je serais plus heureux, plus content, si je devais cette solution à votre habileté qu'à la bonhomie de M. Goudchaux...

Maintenant, c'est une affaire finie : occupons-nous d'autre chose. Il s'agit de la *Revue* ; il faut qu'elle se fasse, mais dans de hautes et puissantes conditions. Nous aurons à rendre, pour le public, les questions d'économie, de philosophie, d'histoire, de morale, de sciences comparées, aussi intéressantes que celles de l'ancienne politique ; nous aurons à vaincre, pour cela, de grandes difficultés, et peut-être à esquiver de grands périls. Au lieu de représenter, comme vous et Darimon avez commencé de faire, l'entreprise comme facile et courante, reprenez-la, vis-à-vis de B\*\*\*, à mon point de vue ; dites-lui que vous ne saviez pas d'abord quelle étendue, quelle universalité, je comptais donner à notre œuvre ; que votre cadre étant plus réduit que

le mien, votre devis devait naturellement s'en ressentir... enfin, arrangez-vous pour appuyer et faire prévaloir mon plan. Je vous répète que l'affaire est grave, que pour la bien faire, il y faut du travail, de l'intelligence, de la variété, et par conséquent de l'ARGENT, et que si vous croyez n'avoir à exécuter qu'une besogne littéraire, plus ou moins habile dans ses exercices, plus ou moins subtile devant la censure, vous vous trompez. Je ne pense pas que six heures par jour m'en tirent, plus quatre heures pendant un an, que je devrai donner à l'*Histoire de la démocratie*, quoi qu'en dise Darimon!... Vous me reprochez, à propos de la candidature, ma facilité vis-à-vis des sollicitateurs et courtiers. En vérité, c'est vous qui êtes faciles, faciles à produire des Revues, faciles à oublier vos griefs, faciles à laisser échapper les occasions d'agir sur le public, faciles à vous séparer du mouvement général et à vous tenir dans votre coin!... De même que vous ne voyez à ma candidature pas un motif, *mais pas un*, pour parler comme M. Plée, vous ne découvrez à la Revue *pas une* difficulté, mais *pas une*!... Encore une fois, vous n'êtes pas *difficiles*, vous.

Nous liquiderons tout cela dans une quinzaine, si la chose en vaut encore la peine. En attendant, croyez bien, une fois pour toutes, mon cher Cretin, que si je ne défère pas toujours à vos conseils, je ne doute pas le moins du monde de votre amitié. Si vous pouviez vous bien convaincre de cela, vous ne vous aviseriez jamais, dans vos lettres et pour appuyer vos raisons, de me rappeler vos sentiments.

Je vous serre la main et à Darimon.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Faites-moi donc le plaisir de me ramasser les numéros du *Siècle* où je suis si généreusement attaqué. — N'oubliez pas non plus le numéro des *Débats* contenant l'article de Cuvillier-Fleury, que j'ai déjà demandé à Darimon.

Burgille-les-Marnay, 22 septembre 1832.

A M. CH. BESLAY

Mon cher M. Beslay, j'ai votre lettre du 20 courant et vous confirme la mienne d'hier.

La chose est arrivée comme vous l'aviez conjecturée. Les explications de M. Goudchaux peuvent passer pour une profession de foi telle que ma compétition devient absolument sans objet. Je pense qu'il fera imprimer le désistement que je lui adresse : il réserve tout, ne sacrifie rien et met la classe moyenne dans la nécessité de prendre l'initiative et d'agir pour nous.

En somme, et bien que d'ici, sans journaux, je ne puisse juger de l'état de choses, je crois que vous aurez bien fait d'exercer sur les *honnêtes et modérés* une certaine pression, et de leur rappeler que sans le socialisme la République n'est rien. Ceci dit, allez au scrutin, et *nommons, nommons Goudchaux!*...

J'espère que vous n'en voudrez pas à Darimon et à mes autres amis de l'opposition qu'ils ont faite à ma candidature; ils agissaient aussi dans l'intérêt de la cause, mais à un autre point de vue. Ils ont tant souffert de la politique et de ses vieux partis, qu'ils tremblent toujours de voir la Révolution s'y compro-

mettre. Ils ont raison, dans leur sens ; seulement je ne crois pas que cette considération doive aller jusqu'à une abstention totale ; c'est pourquoi j'ai accepté la candidature que, peut-être, si j'eusse été sur les lieux, j'aurais maintenue.

Mais c'est dit : je me désiste et n'en veux pas revenir.

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.



Burgille-les-Marnay, 27 septembre 1832.

A M. M. LA CHATRE

Monsieur, je compte être à Paris, comme vous, courant octobre. Nous pourrions donc nous rencontrer, soit chez vous, soit à mon domicile, rue de la Fontaine, 9, au choix de la partie la plus diligente.

Je ne comprends pas qu'appréciant la situation comme vous faites, vous en conceviez la moindre tristesse d'esprit. L'humanité souffre, sans doute, de voir une nation ainsi trainée dans la fange, rançonnée et bafouée; mais ni la raison, ni la conscience ne découvrent là qu'un cas de misère et de scélératesse trop ordinaire pour qu'elles s'en émeuvent. N'oublions donc pas, je vous en supplie, que pour notre malheureuse patrie, pour le pays en masse et pour chaque citoyen en particulier, la question du *pain quotidien* est tellement prépondérante, tellement poignante, qu'à peine reste-t-il aux âmes un peu de sensibilité pour sentir l'injure faite à la nation et à la liberté.

Que des légitimistes, qui ne voient rien hors de leur prétendu principe et des us et coutumes de la féodalité; que des orléanistes infatués de leur équilibration parlementaire, du reste, pensant des masses, ce qu'en

pensent les féodaux; que des républicains idéologues, commentant le verbiage de 93 (voir le dernier manifeste de Ledru-Rollin et consorts, publié dans la *Nation*, de Bruxelles); que des jésuites, enfin, pour qui le beau idéal de la société est l'ignorance fanatique du moyen-âge, s'obstinent à fermer les yeux sur les réalités économiques du siècle, cela se conçoit. Ils n'existent, tous tant qu'ils sont, que pour retenir le progrès et justifier le 2 Décembre, qui semble né tout exprès pour faire la charge de tous les despotismes.

Mais vous, un esprit positif et sérieux, formé à une autre école, comment pouvez-vous céder à la tristesse? Prenez garde, cette tristesse prouverait que vous partagez encore les préjugés des vieux partis, que vous affirmez leurs théories et leur critérium. Certes, la honte doit être grande pour la France, aux yeux des uns et des autres, d'être ainsi prosternée dans la boue et le sang; ils sont si nobles, eux, si sublimes!...

C'est en les fuyant tous, songez-y, sans savoir néanmoins où elle doit arriver, que la France est tombée dans le fossé de 52. C'était impossible autrement. Il y a une raison secrète qui crie au pays: « toutes ces vieilles idées, ces vieux partis sont absurdes », et il les fuit. Mais après? c'est là le *hic*.

Je crois comme vous que lorsque la classe propriétaire s'avisera que le crédit mutuel et gratuit peut la tirer de l'enfer de ses hypothèques, nous ne tarderons pas à avoir un *specimen* de la Banque du Peuple; je crois, de plus, que pour la faire réussir, il sera bien de procéder, au début, non plus comme je l'ai tenté, par voie d'adhérence ou adhésion démocratique, mais simplement par voie d'entreprise, par une société en commandite, au besoin anonyme. Avec quelques millions

de capital, on peut, en appliquant le principe de la mutualité, arriver à faire un service d'escompte, circulation, etc., égal à celui de 15, 20, 25, 30, etc. millions; on peut donc, en prêtant à 1 %, réaliser un bénéfice de 3, 4, 5, etc. % du capital.

Cela est l'*a b c*, non-seulement de la Banque du Peuple, mais de toute banque possible; je l'ai dit, pour ma part, assez clairement et assez haut, et je m'étonne toujours qu'en présence de la stérilité des sociétés de crédit foncier, la seule concurrence financière ne suscite pas un établissement dans ces conditions...

Je ne refuse pas vos avances, monsieur, touchant une vaste entreprise littéraire, où j'entrerais avec mes amis; je vous en remercie, au contraire, et j'en prends note. Mais je suis, pour le moment, chargé d'obligations très-peu littéraires. J'ai beaucoup à écrire, ce qui m'effraye de plus en plus, car je deviens paresseux, je fatigue, et je voudrais bien, au lieu d'écrire par moi-même, faire un peu écrire les autres. Je vous dirai même que si je rêve un sort fortuné, c'est celui où je pourrai vivre dans ma médiocrité, sans rien écrire du tout!...

Je vous serre la main bien cordialement.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 27 septembre 1832.

A M. BESLAY

Mon cher monsieur Beslay, vous avez tort de me reprocher d'avoir envoyé ma lettre de désistement par l'intermédiaire de Darimon. J'avais intérêt, puisque je faisais tant que de me désister, que les amis sussent bien, et tout de suite, dans quel sens et en quel style je le faisais. Nous étions trop loin d'être d'accord sur le fond de la question pour que, même en déférant à leur avis, je ne tinsse pas à leur faire comprendre une dernière fois le fond de ma pensée.

Je vous demanderai aussi la permission de ne pas croire que personne, dans le comité socialiste, ait pu se formaliser de mes expressions. J'ai parlé de la *Démocratie*, non du Comité. Il est évident que quand je désigne *tout le parti*, je ne m'adresse pas à ceux de ses membres qui, comme moi, s'occupent de le faire marcher.

Quant à Goudchaux, je sais aussi bien que vous ce que vaut une lettre diplomatique ayant pour but de me rassurer sur ses intentions sociales et ses sentiments à mon égard ; mais j'ai cru qu'une fois décidé à ne pas accepter la candidature, il me convenait de prendre acte des *paroles* de Goudchaux, je veux dire de

mon concurrent bourgeois, en même temps que je lui expliquais mes raisons et mes craintes. *Ce qui est écrit est écrit*, souvenez-vous-en.

Connaissez-vous le manifeste, ou tout ce qu'il vous plaira, publié dans la *Nation* de Bruxelles, et signé L. Rollin, Delescluze, etc. ? C'est une déclaration idéologologique où j'ai mon coup de patte. De plus en plus bêtes, mon cher ami, sont ces gens-là ! Et vous croyez que la Démocratie profite de l'expérience, qu'elle s'instruit par ses fautes ! Vous voulez que je sollicite les suffrages de ce monde qui m'exècre quand je soutiens seul le drapeau ! Laissons courir, tenons-nous, pour quelques temps encore, en dehors, et continuons de fourbir nos idées et nos armes !

J'ai vu avec peine qu'à l'occasion de cette méchante candidature, où je ne me suis laissé entrainer un instant, qu'en vue d'affirmer une fois de plus, contre les *modérés de Cavaignac*, le pur socialisme, vous et mes autres amis vous ayez cru devoir rechercher, pour me mieux combattre, les motifs d'intérêt ou d'ambition qui nous faisaient agir les uns et les autres. Ce que vous me dites de D\*\*\*, C\*\*\*, etc., on me le dit de vous, de Goudchaux, de Furet, de ceux que je ne connais pas ! Quand donc serez-vous des hommes et regarderez-vous les affaires *au fond*, au lieu de les traiter au point de vue des personnes.

Vous croirez sans peine que ces cancan, bien qu'ils me contrarient de votre part à tous, ne me touchent guère : je suis l'homme qui passe le mieux l'éponge sur ces misères de l'amitié. Oubliez cela.

Tout à vous,

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 4 octobre 1832.

A M. DARIMON

Mon cher Darimon, j'ai changé mes dispositions relativement à mon départ pour Paris. Tout bien considéré, je trouve que la saison est trop avancée et trop peu agréable pour que je laisse ma famille à Burgille encore longtemps, et je préfère encore attendre quelques jours moi-même pour emmener tout mon monde avec moi et faire d'une pierre deux coups; ce qui m'évitera des frais personnels d'aller et retour, soit au moins une centaine de francs, dont j'ai d'ailleurs le présent emploi.

En ce moment, le temps, quoique variable, est assez beau. Marcelle est en pleine convalescence de sa petite vérole, mais exige des ménagements; Catherine a attrapé je ne sais quel bobo qui lui donne la fièvre; la mère souffre de la tête, du cœur, de l'estomac, etc. Me voilà hypothéqué au moins pour huit jours. Donnez-moi, en attendant, des nouvelles de vous, des vôtres, des amis, de la candidature, des élections, de l'enthousiasme impérial, etc., etc. ! Surtout, prenez note, *en vue de la Revue*, de tous les faits politiques, ecclésiastiques, économiques, universitaires, judiciaires, etc., qui vous paraîtront intéressants. J'ai été, de mardi à

vendredi derniers (28 septembre — 1<sup>er</sup> octobre), à Besançon, où je ne pense plus retourner, quelque séjour que je fasse à Burgille. Cette ville m'ennuie : la classe ouvrière est excellente, mais impuissante ; la bourgeoisie, grande et moyenne, ne vaut pas la corde. C'est une caste bête, immorale, avide, sans principes, toujours prête à piller la fortune publique et à exploiter le pauvre, et s'accommodant pour cela également bien de l'Empereur, de la République, de l'Église et du Roi.

J'ai su par *l'Impartial* que nos amis Sougère et Jourdan, du *Siècle*, étaient pris par la correctionnelle ; mais j'ignore l'issue du procès ; j'éprouve toujours, comme la canaille du 2 Décembre, un plaisir secret, quand je vois nos sages bourgeois pris dans leurs propres préjugés. Étaient-ils furieux, en 48, contre le socialisme et l'insurrection !... Pouvaient-ils jamais assez réprimer, foudroyer la mauvaise presse ? *Patimini legem, quam ipsi fecistis* ?

En vérité, je ne sais pourquoi L.-N. est, après les socialistes, l'homme le plus exécré de France. Tous les vieux partis, les rouges compris, devraient être à genoux devant lui. Ah ! comme nous saurons le leur dire quand nous aurons notre *Revue* !

Mais l'aurons-nous, cette *Revue* ? J'en doute toujours, malgré mon désir. Tous les jours j'en prépare le plan, la distribution, la tactique ; mais je ne crois pas, cette fois, que L.-N. ou M. de Maupas, nous laissent passer ! Ce serait dommage pourtant. Je jure que nous ne leur ferions pas de mal.

Je suis occupé du matin au soir à transcrire et mettre en ordre ma collection de dates sur l'histoire grecque, romaine et orientale : 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> période de l'*Histoire universelle*.

Cela fera quelque jour un ensemble qui, je l'espère, fera oublier le fameux *Discours sur l'Hisitoire universelle* de ce grand blagueur de Bossuet.

Bonjour à Cretin, Boutteville, Massol et *tutti quanti*.

Mes amitiés à M<sup>me</sup> Da. et un baiser à Bibi.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.



Burgille-les-Marnay, 8 octobre 1852.

A M. BOUTTEVILLE

Mon cher Boutteville, je vous écris encore cette fois avant de partir. J'ai réfléchi qu'après tout, mieux valait que j'attendisse une quinzaine de plus à Burgille, et qu'au lieu de faire un voyage seul à Paris, j'emmenasse tout mon monde, ce qui m'économisera des frais. Vous me ferez donc plaisir de m'écrire encore une fois avant que j'aie vous rejoindre.

J'ai reçu votre lettre amicale concernant ma dernière candidature. Vos réflexions sont en général fort justes; mais j'avais mis à cette candidature une condition qui, si elle eût été acceptée généralement, m'eût fait à mon tour, du mandat législatif, un vrai succès : c'est que mon élection aurait eu vis-à-vis de l'Élysée la même signification que mon livre. Quelques-uns le voulaient; les autres, soit rouges, soit modérés du *Siècle* protestaient!

Cette décision m'a décidé au désistement.

Un autre motif s'était joint au premier pour que je persistasse, c'est la haine que m'a vouée le *Siècle*, et en ma personne à tout le socialisme, et à laquelle je désirais répondre en attendant mieux. J'ai cédé encore sur

ce point à la lecture de la lettre de Goudchaux. Voilà le fait tout nu ; il s'est passé, au moins de ma part, dans une région d'idées dont vous ne teniez pas compte, mais qui, en définitive, m'a paru à la fin comme à vous-même encore trop au-dessus de la multitude.

Laissons cela et parlons affaires.

Le projet de *Revue* est fortement chauffé par B\*\*\*, et je ne demande certes pas mieux que de m'en charger ; je le désire de toute mon âme ; mais plus il va avant, moins j'espère en sa réalisation. Mes doutes viennent tous du gouvernement. La chose impériale va si bien, il arrive au futur César tant de protestations contre-révolutionnaires, tant de félicitations de la conduite qu'il a tenue en décembre et depuis, contre les socialistes ; il me semble lui-même, malgré son flegme, tellement enivré des ovations plus ou moins sincères, plus ou moins spontanées et générales qu'il reçoit en chaque lieu, que je doute sérieusement d'une plus longue tolérance, soit des journaux indépendants ou appartenant à d'anciens partis, soit même des ouvrages et brochures contenant des idées différentes de celles du maître et de ses ardents souteneurs les jésuites. Je doute, vous dis-je, et je viens vous demander ce que vous en pensez à votre tour ? Si j'interprète bien les dernières élections de Paris, la capitale se sépare et s'abstient : la moitié des électeurs inscrits ne votent pas ; sur l'autre moitié, la moitié, soit le quart de la totalité, vote pour l'empereur. J'ai d'assez bons renseignements pour croire qu'à Lyon, et probablement à Marseille, les sentiments sont semblables ; il y a, quoi qu'on dise, de la froideur, de l'antipathie, même pour le pouvoir. Peut-être est-ce pour triompher de ces dernières hésitations que le Président marche droit à la solution im-

périaliste; lui aussi pense qu'il faut en finir; peut-être une fois proclamé, nommé par le peuple et couronné, modifiera-t-il sa politique et fera-t-il un peu de progrès, un peu de révolution sociale, ne pouvant faire, comme son oncle, autre chose!... Mais ces *peut-être* ont-ils quelque valeur? N'y a-t-il pas autant lieu de croire que l'empereur s'appuiera de plus en plus sur les jésuites, et, partant, s'engagera plus avant que jamais avec la politique des Nicolas, des Metternich et des Bomba? Comme vous voyez, nous en sommes à tabler sur les *intentions d'un homme*, car je ne vois pas en ce moment de force supérieure apparente, et de lui suffisamment appréciée, qui le contraigne. Sans doute, la révolution est *dans les choses*, je le sais mieux, j'ose le dire, que qui que ce soit, mais le fait est nié, méconnu, avec plus d'emportement que jamais, par une masse bourgeoise aveugle, féroce, et qui fait de ce qu'elle appelle son *salut* une condition de vie ou de mort pour Bonaparte. Puis la vieille haine de l'oncle pour les républicains, son dédain de la multitude idolâtre, se trahit de plus en plus chez L.-N. A Toulouse; un cri d'*amnistie* s'étant fait entendre, il fronce le sourcil et dit : *Sachez la mériter?* Insulte gratuite, et qui prouve que le Président en est venu à se faire une vertu de ce que d'autres appellent crime et parjure.

Certes la société ne rétrograde pas; mais, pour le moment, elle *marque* le pas seulement au son des tambours napoléoniens, et qui sait combien d'années cela durera? Qui ne voit déjà que la Révolution, au lieu de suivre la ligne droite, est forcée de biaiser, témoin ma propre brochure! Qui ne voit, en un mot, que pour peu que nous ayons cinq ou dix ans de ce régime, le cours des événements en Europe en sera dévié? Que faire

donc, je vous le demande? « Venez à Paris, me direz-vous; entendez-vous avec B\*\*\*; faites votre demande d'autorisation et vos doutes seront éclaircis. »

C'est bien aussi ce que je ferai; mon impatience, mon anxiété est trop vive pour que je tarde davantage. Mais est-il mal à moi de prévoir un insuccès, et, cela posé, de porter mes regards plus avant dans l'avenir et de chercher une autre fortune?..... Et vous, ne pensez-vous pas de même?.....

Si notre *Revue* paraît, elle aura du succès, j'en réponds; ce sera la révolution, celle prêchée par le *Peuple*, le *Représentant du Peuple* et la *Voix du Peuple*, assise au foyer des Tuileries, au cœur même de l'empire, menaçant de haut l'Église et le capital et l'autorité. Au contraire, la *Revue* interdite, le socialisme de plus en plus exécré passe à l'état historique et s'éteint dans son expression première, dans l'oubli de la bourgeoisie et des masses. Croyez-vous que la police ne le comprenne pas, et que, dans ses préoccupations actuelles, elle ne préfère suivre sa politique de conservation avec la bourgeoisie et le clergé, plutôt que d'entrer tout doucement dans la voie de la tolérance philosophique et des réformes?

C'est un fait constant dans l'histoire, et que je recommande à votre attention, que toute monarchie nouvelle, toute usurpation, toute tyrannie, tout césarisme, commence avec l'appui du peuple, et, aussitôt installé, cherche l'adhésion des grands et se met en garde contre le peuple. L.-N. n'est pas homme à changer de tactique; comme son oncle, dont il adore les vestiges, il pense que la société, c'est une administration, une armée, un clergé, une magistrature, et que tout le reste est *poussière*. Parfois, de cette pous-

sière il sort une voix forte comme le tonnerre, qui change les dynasties et dont se prévalent, comme d'un ordre divin, les nouveaux venus; mais c'est tout. Leur fortune faite, ils ne font cas, et avec raison, du peuple, et, pour l'empêcher de crier, lui mettent la main sur la gorge. Ne sommes-nous pas en plein dans cette routine à la fois démagogique et usurpatrice, révolutionnaire et rétrograde? Et, l'histoire en main, ne pouvons-nous prévoir, nous faibles citoyens, le sort qui nous attend demain, après-demain, jusqu'à la fin de notre vie peut-être, comme nous prévoyons avec certitude le sort qui attend les pouvoirs parjures, les sacerdoces fanatiques, les aristocraties pillardes et avares?...

Si vous jugez que ma pensée et mon cœur faiblissent, cher ami, obligez-moi de me fortifier de quelques bonnes paroles. Je les attends avec impatience, je ne partirai point avant d'avoir reçu de vos nouvelles.

En attendant, je vous recommande la *Démocratie moderne*. Guidez-vous toujours par ce principe général, hélas! trop vrai, que l'utopie démocratique formulée dans son idéal, par Rousseau, est diamétralement contraire à la notion, à la loi de *progrès*; qu'il est absurde de vouloir faire marcher une société dans les voies de la liberté en tournant le chariot et mettant les bœufs derrière, en autres termes, en prenant les esclaves pour chefs, la classe élevée, *éduquée*, pour instrument. Montrez bien l'illusion des Montesquieu et *tutti quanti*, sur la sagesse populaire, sur ses bons instincts, ses choix heureux; prouvez par les faits que les masses, dans ce qu'elles ont accompli de passable, ont toujours été poussées, sollicitées, ostensiblement ou secrètement, par des esprits d'élite formés dans leur sein, et que chaque fois que le peuple a été abandonné à lui-même, il n'a

su, comme les écoliers imitant leurs maîtres d'études, que copier en marge les exemples qu'il avait eu sous les yeux, et faire rétrograder la société. Sont-ce les masses qui ont donné à la *Réforme* son caractère savant et rationnel? Non. C'est Luther, Mélanchthon, etc. Les masses ont produit le carnaval de Munster. Est-ce le peuple qui a su introduire le rationalisme, la publicité et le contrôle dans le gouvernement? Non, ce sont les bourgeois. Les masses ont fait Robespierre et Napoléon.

Ce qui fait ici la contradiction et qui détermine tous les mouvements démocratiques, c'est que la démocratie indique l'égalité, et que les classes régnautes, concluant du passé à l'avenir, et de leur pratique à un droit naturel, nient l'égalité, et comme Aristote et Malthus, affirment la servitude perpétuelle des masses. Nous affirmons, au contraire, la possibilité de leur éducation, c'est-à-dire la possibilité d'une liberté générale et d'une égalité devant le travail et le capital comme devant la loi; nous ne nous arrêtons que devant le partage des produits, qui est le communisme. Pour arriver à cette liberté et égalité générales, telles que je les définis en ce moment, nous n'admettons point avec Rousseau et la Constitution de 93 l'initiative *directe* du peuple; nous croyons qu'il suffit, après avoir posé nettement l'idée, de former un parti qui la représente, et qui, par la discussion, se multipliant et s'élevant au pouvoir, termine enfin la série du despotisme et de la démagogie, en organisant le travail et l'échange.

D'après cela, vous devez, dans votre travail, en même temps que vous ferez ressortir l'impossibilité de la thèse démocratique, ne pas ménager les gouvernements

monarchiques et autres qui, de tous temps, se sont prévalus de l'incapacité des masses pour asseoir leur tyrannie et exercer leurs spoliations. A cet égard, vous me ferez plaisir de recueillir simplement les faits, pressés et significatifs, et de les mettre par *ordre de date*.

Je me propose, dans notre histoire, de traiter les Charles-Quint, les François I<sup>er</sup>, les Louis XIV, etc., etc., comme j'ai fait récemment de Napoléon.

Gardez-moi, je vous prie, mes lettres et notes, concernant notre commun travail. Elles serviront à me remémorer et abrègeront pour moi cette partie du travail que les rhéteurs nomment *invention*.

Amitiés à M<sup>me</sup> Moulin et à vos excellentes filles. — Ma femme va très-bien, Marcelle est à peu près guérie de sa petite vérole, et mange des *gaudes* comme une paysanne de vingt-cinq ans. Elle ne sera point marquée, et le satin de sa peau la rendra comme par le passé toujours digne de vos adorations. Catherine est une enfant malingre, nerveuse, irritable, passionnée, qui par conséquent aura de l'étoffe si elle se soutient, mais qu'il faudra élever *sévèrement*.

Je vous serre la main, cher ami, de tout mon cœur.

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 17 octobre 1852.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, j'avais bien résolu de ne pas passer les vacances que je me suis données, sans chômer quelques heures avec vous; le diable qui me persécute a été plus malin que moi.

Au lieu de partir pour Paris au commencement de ce mois, comme je m'y étais d'abord attendu, puis de revenir chercher ensuite ma famille, après avoir fait une dernière tournée à Besançon, j'ai été attrapé, il y a dix jours, par une esquinancie violente, comme peut-être vous vous souviendrez de m'en avoir vu. Ce n'est que d'hier que je suis délivré de l'apostème, et que par conséquent j'entre en convalescence. Il m'est impossible, vous le comprenez, d'aller flâner, en l'état où je suis, dans notre capitale de Franche-Comté, promener trois jours durant sur le pavé de nos rues conservatrices ma compromettante personne, rien écrire, rien penser, rien dire, et faire surgir dans la pensée des indiscrets et des mouchards cette question peu aimable: Que fait-il ici? A quoi s'occupe-t-il? Que cherche-t-il?...

J'ai vu, à mon dernier passage à Besançon, Alexandre



Renaud qui m'a paru bien disposé pour liquider sans m'écraser, ma dette envers lui et ses cohéritiers. Il m'a suggéré une idée dont je veux faire mon profit. En ce moment, me dit-il, les propriétés se vendent encore; seulement, il ne faut pas en demander plus qu'elles ne valent. Faites voir par des estimateurs sincères, vos amis, la maison; demandez-leur la vérité et puis agissez. Nous tenterons encore une fois la mise en vente.....

Je vous mets donc en réquisition le premier. Si jamais vous passez par la place Bacchus, descendez jusqu'au petit Battant, parcourez la maison; — le maréchal qui occupe le haut est le nommé Meunier, mon parent, et qui vous servira de guide. Tant d'impôt, tant d'entretien, tant de loyers, tant de revenu net! ajoutez la *convenance* pour certaines personnes, et le compte est fait.

Je chargerai Guillemain et Mathey de faire la même descente de lieux, et puis, ma foi, il faudra bien en finir!

Si vous saviez, mon cher ami, combien il m'ennuie de batailler sans cesse pour mon pain quotidien!... Je devais avoir, du produit de mes publications, un capital acquis et comptant de 30,000 francs. Chaque anicroche de la Révolution a détruit mes espérances, et j'en suis encore à m'élever, par de nouvelles et plus intéressantes études, assez haut *au-dessus des orages* pour que mes livres aient enfin dans l'opinion et aux yeux du pouvoir le même sauf-conduit que ceux de Rousseau et de Voltaire.

Je ne compte pas, cette année au moins, vous embrasser et causer avec vous. Je passe la huitaine à Burgille, après j'enlève mes filles et leur mère et

par les blancs, enfin déchirés par L.-N., toutes les facultés sociales retournent à l'animalité pure ; plus d'opinion, plus de conscience générale, plus de raison publique, plus d'honneur du pays, plus de solidarité des citoyens.

Chacun pense à soi, chacun fait la désagrégation des esprits et des cœurs dont la combinaison formait notre être collectif ; l'être français est au comble, et L.-N. est le maître, régissant sur des cadavres !...

La Révolution s'accomplit ainsi peu à peu, en suivant le plus long chemin. Elle s'accomplit, vous dis-je, sur les données que nous avons toujours combattues en L. Blanc et autres ; en ce moment, au lieu de créer le bien-être général par la *liberté*, elle le produit, contrainte qu'elle est, par l'autorité et la raison d'État. La propriété, attaquée de toutes parts et haletante, n'existera bientôt plus que nominale ; l'industrie et le commerce, serrés par les grandes compagnies de mines, chemins de fer, navigation méditerranéenne et atlantique que patronne l'État, ne seront bientôt plus que des délégations publiques, comme les bureaux de tabac. Le socialisme du Luxembourg l'emporte en ce moment, appuyé par le préjugé gouvernemental, la superstition catholique et la *subjectivité* du Président. Au dehors, vous verrez la Sainte-Alliance n'avoir ni le courage, ni le crédit ou la force de faire respecter son article fondamental, concernant la légitimité ! Comme en 92-93, les princes de l'Europe se trouveront impuissants ; Bonaparte sera reconnu *Empereur héréditaire* ; ce serait Cartouche ou Mandrin, qu'il le serait également. L'Angleterre sera rendue amie avec un traité de commerce qui nous livrera ; la Belgique de même ; restent la Prusse, la Russie et l'Autriche, qui seront bien

forcées de tolérer ce qu'elles ne peuvent empêcher. L.-N. ne demande qu'à jouer de sa liste civile et jouer avec ses hochets; je doute toujours qu'il ait la fantaisie de faire campagne. Entre temps, le déficit se creuse, la classe moyenne s'en va, retombant de partout dans la plèbe, à laquelle il n'est possible, avec les plus grands efforts, de donner que des satisfactions de très-courte durée. L'État, attirant tout à lui, sera contraint dans quelques années de se charger de tout, si bien que nos principes ont et acquièrent chaque jour une chance de réalisation qu'ils n'avaient pas précisément par le succès donné à l'utopie !.

Vous cherchez la lumière dans les ténèbres actuelles; voilà ce que je puis vous dire comme *certain* pour la France, après une observation attentive, à Paris et dans nos départements, de quatre mois. *L'économie de la société se transforme de fond en comble* : voilà le fait. Maintenant, quel est le mouvement de la politique, en soi et abstraction faite de l'économie? Ce mouvement est NUL, et si vos espérances reposent sur quelques éventualités de ce genre, je vous plains. Ce sera quelque chose de monstrueux assurément que le nouvel *Empire*, mais tel quel il ne peut durer tout autant que L.-Philippe. Tout est mort, idées et partis, il n'y a que des cendres. La colère reste dans quelques âmes qui aiment à se repaître de la chimère d'une grande expiation, et à force d'y rêver, de la vouloir, finissent par la croire inévitable et prochaine. Pour moi, la raison me dit que ce ne sont pas des rêves et, malgré les blessures de mon cœur, je fais ce que je puis pour ne me point laisser aller à ces impuissantes indignations. L'Histoire fournit peu d'exemples de ces grandes réparations telles qu'il en faudrait une après ces quatre

années de trahison et d'infamie. L'usurpation du 18 brumaire fut tout aussi coupable que celle du 2 décembre ; or, jugez ! Napoléon est quatorze ans empereur, idole de l'armée, de la populace et des grands. Quand il tombe, ce n'est pas la République qui revient, c'est la Royauté !...

... Cette impunité de l'Histoire vient de ce que la vie universelle ne peut s'arrêter un seul instant ; qu'elle opère sous tous les régimes et par tous les moyens, transformant les vieux éléments, créant de nouveaux intérêts, et détruisant ainsi peu à peu jusqu'à la pensée de la vengeance, en rendant la vengeance impossible, nuisible même à ceux qui la voudraient le plus. Il n'y a plus lieu à vengeance, quand hommes et choses, intérêts et idées, tout ce qui avait été en litige, a disparu et qu'il n'y a plus de passions qui en vivent et les représentent.

L'*Économis*, je veux dire les intérêts économiques, aujourd'hui dominant tout. Avec eux, l'État et sa raison restent fatalement subalternes ; l'Église n'est qu'une sœur de charité vieille et maussade ; toute la politique à la Rousseau et à la Robespierre, une utopie qui tourne au ridicule. Montesquieu lui-même n'y entendrait rien, et ses maximes sont usées. Ce n'est plus l'honneur monarchique ou la vertu républicaine qui mènent les États, c'est la nécessité du *pain quotidien*. Là est la raison secrète de toutes nos défaillances et du triomphe du crime, mais là aussi est la puissance invincible qui fait tout.....

D'après ces idées, nos amis, comptant sur la possibilité d'obtenir l'autorisation de faire une Revue, me poussent à en prendre la direction et à paraître au plus tôt. J'y consens, tout fatigué que je sois, et triste et

saturé d'amertumes. Il faut marcher : je suis forçat à perpétuité!

J'ai espéré un instant de me faire une retraite dans quelque emploi de commerce honorable; cette espérance est maintenant détruite. Je suis repoussé de partout comme si j'avais la peste; on se croirait maudit si l'on avait rien de commun avec moi. J'ai à peu près la conviction, la preuve que je ne trouverais pas emploi de 1,200 francs dans une maison de commerce, à Paris, Lyon ou ailleurs. Je suis donc rejeté violemment dans le métier d'homme de lettres; au lieu de suivre de grands travaux, comme je l'aurais voulu, dans le silence d'un emploi honnête, il faut que je vive du produit quotidien de ma plume!...

J'ai reçu, il y a environ un mois, une longue lettre de H\*\*\*, avec l'annonce d'une deuxième de même importance. Je l'attends encore.

Avez-vous su qu'à l'occasion de ma dernière brochure, deux citoyens de Londres et Bruxelles m'ont décoché un nouveau coup de griffe? En vérité, je ne sais à qui ils en veulent le plus, de Lui ou de moi! La nullité de ces hommes a été et sera longtemps la plus grande misère de l'époque et la source de toutes les autres.

Bonjour à M<sup>me</sup> Tessié du Motay, si vous la voyez.

Je vous serre la main.

Burgille-les-Marnay, 19 octobre 1832.

A. M. SUCHET

Mon cher Suchet, malgré l'espoir que je vous en ai donné et que j'ai longtemps nourri, je ne vous verrai pas cette année. Je suis bien allé à Lyon, où j'ai passé quinze jours, là j'ai cru par deux fois à la réalisation de mon voyage, d'autant plus que les convenances de MM. Gauthier s'y trouvaient; d'autres raisons, venues à la traverse, m'ont empêché de descendre le Rhône, et, depuis un mois, je suis à Burgille, travaillant un peu et me préparant à rentrer prochainement à Paris.

Quel fruit aurai-je recueilli de ce voyage?

Du côté de la santé, une secousse générale, tant chez les miens que chez moi : ma plus jeune fille a eu la petite vérole, ses croûtes sèchent en ce moment; Catherine se redresse sur ses jambes et prend des forces. Ma femme a été plusieurs jours incommodée par la fatigue; moi-même enfin, j'ai gagné une forte esquinancie, comme celle dont vous m'avez vu souffrir à la Conciergerie, et qui s'est terminée par suppuration. Somme

toute, nos enfants auront gagné quelque chose à ces deux mois et demi de vacances ; mais nous avons eu force mauvais temps. Depuis huit jours seulement, nous avons eu du beau et du frais, et cela promet de tenir jusqu'à la fin de la lune.

Quant aux affaires, je n'ai guère plus à me louer. Je n'étais pas éloigné, vous le savez, d'accepter une position industrielle ou commerciale, s'il se présentait pour moi quelque chose de suffisant et d'honorable ; quelques ouvertures m'avaient été faites à cet égard, tant à Paris qu'en province. J'ai eu lieu de reconnaître que partout on éprouvait la même antipathie pour le socialiste ; je pourrais à cet égard vous citer telle anecdote qui vous prouverait la couardise des humains. Bref, j'ai acquis à peu près la certitude que je ne trouverais pas à vivre en travaillant chez les autres, et qu'il me faut ou périr ou me pourvoir seul. Voilà, cher ami, au vrai, la situation.

Un libraire me propose de prendre la direction d'une *Revue*, et me fait des offres que je crois acceptables. Mais une *Revue* signée de moi sera-t-elle autorisée ? sera-t-elle soufferte ? J'en doute toujours.

En attendant, je vais retourner à Paris ; je mettrai la dernière main aux travaux que j'ai commencés, et je laisserai se produire les événements. Je n'espère plus, au moins de bien longtemps, des jours meilleurs ; je serais heureux qu'ils ne devinssent seulement pas pires. La tyrannie cléricale croissant toujours, je ne répons pas de finir mes jours en France, et je songe à me faire quelques ressources pour le cas où je devrais passer en Amérique.

Il y a quelques semaines, le Comité central de Londres publia un manifeste dans la *Nation*, journal de

République, et les deux élus marqueront deux nouveaux points à l'Élysée!..

Quand je vous dis, mon cher ami, que ces démocrates me dégoûtent, et qu'au premier mot qu'ils se permettraient à mon adresse, je les écraserai sans pitié.

Adieu, je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 31 octobre 1853.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, je suis de retour à Paris depuis jeudi soir, 28 courant, après deux mois et demi de vacances. Je vous ai écrit dans le temps pour vous prier de m'avertir de votre présence au pays, si vous y faisiez une visite : je n'ai reçu de vous aucune réponse, et je conclus que vous n'avez pas quitté Voves. Le séjour de Burgille, quoique troublé par de longues et fortes pluies, a profité à mes deux filles : l'aînée surtout y a gagné singulièrement. Son teint a pris une bonne couleur de pomme rainette vermillonnée, ses jambes se redressent toutes seules et le régime des *gaudes*, qu'elle continue à Paris, lui va à merveille. La plus jeune, quoique vaccinée, a eu une bonne petite vérole, qui n'est pas même entièrement expurgée, mais qui ne laissera point de traces. Pendant toute la maladie, elle n'a pas eu un moment de fièvre et n'a cessé de bien manger ; elle ne paraît souffrir que des *démangeaisons*. En résultat, ma fille aînée est une enfant de petit bois, nerveuse et lymphatique, grimacière, espiègle, etc. La deuxième est grasse, sanguine, membrue, un tempérament diamétralement opposé.

La mère est un peu agacée, fatiguée, et vous a réclamé bien des fois. Quel dommage que nous ne soyons pas à Voves ! nous serions vos premiers abonnés. Nous allons passer l'hiver comme nous pourrons dans notre étroit logement, mais au printemps prochain, ma grande ambition est de nous loger plus à l'aise, sur jardin ou campagne, avec air et soleil, et de donner à ma femme l'assistance d'une bonne. Tout bien considéré, je trouve que la position s'améliore, et quoique l'Élysée s'abandonne en ce moment à la réaction jésuitique, qu'il sera forcé de céder aux exigences de l'opinion : ce sera son salut, à mon avis, et du profit pour tout le monde. Mon libraire Garnier m'annonce une 6<sup>e</sup> édition. Un autre libraire me fait des offres très-aimables. En somme, je crois, comme je vous l'ai dit avant mon départ, que je viendrai à bout de me ressusciter.

Plût à Dieu que chacun fût, proportionnellement, en aussi belle perspective ! Déjà la misère se fait sentir à Paris, et je crains que cet hiver elle ne sévisse d'une manière générale. En Franche-Comté et Bourgogne, récolte du vin nulle ; regain perdu par les inondations ; pommes de terre, zéro ; turquet médiocre. Le paysan, sans fourrage, tue ses vaches et vend la viande *quatre sous*. Peu de cochons engraisés, par la rareté des denrées alimentaires ; à Burgille, le lard se vend *dix-sept sous la livre*. L'angoisse saisit au cœur le paysan et le citadin. On se voit pauvre, on a peur ; c'est ce moment que les impatients de l'Élysée choisissent pour faire des dépenses d'ovations et proclamer empereur un homme tout-puissant et qui a *dix ans* devant lui. Misère politique, misère morale, misère partout et sous toutes les formes, voilà notre époque ! Donnez-moi de

vos nouvelles, mon cher **Maguet**, et faites mes amitiés à **Besseteaux**. Ah! mon cher ami, je vous ai longtemps prêché le retour au pays, mais je finis par croire que nous y retournerons ensemble, et que vous attendrez à **Voves** que j'aie pris mes mesures. Mais au moins vous déciderez-vous quand vous me verrez faire mes malles. Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON

*P.-S.* Un autre ennui : **Dessirier**, que la suppression du *National* a forcé de retourner à **Besançon**, au lieu de se livrer à l'exercice de son état, ou de chercher une position nouvelle, se lance plus que jamais à la poursuite de ses chimères. Il assassine le maire, l'Académie, le conseil municipal de sa méthode, sollicite des subventions, une inspection ; fait des voyages à l'étranger, mange ce qui lui reste, fait des emprunts à son père, qui en sèche de douleur. **Dessirier** a quelque argent à attendre de ses vieux parents ; tout sera dévoré en cadoteries ; après quoi il tombera dans la vieillesse, l'impuissance et la misère, et mourra à l'hôpital. J'en suis navré.

Pars, 7 novembre 1852.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, on assure à l'Élysée que la proclamation de l'empire sera accompagnée d'une large amnistie. Cela m'a été répété et confirmé par deux hommes de ma connaissance, et qui se sont dévoués à la fortune de L.-N. Pour moi, je ne sais plus que croire de ce gouvernement équivoque, et je finis par n'avoir de foi à rien. La réaction jésuitique et bourgeoise continue de sévir, au nom du salut social, contre les socialistes et les républicains; Rôchet, que vous connaissez bien, ancien blanquiste, jadis détenu à Mont-Saint-Michel, mais très-tranquille à Nanterre, vient de perdre son emploi, après une perquisition domiciliaire et la saisie de ses livres et papiers. Le clergé exerce la censure sur toute la librairie et semble résolu à proscrire jusqu'à la science; tout s'organise pour plonger le peuple français dans une crasse ignorance, faire fleurir la superstition, et élever sur cette base le plus exécrable despotisme. Enfin, malgré les encouragements que je reçois et la réprobation croissante qui s'attache à la politique ambiguë suivie depuis le 2 Décembre, le dégoût me gagne, et si

je trouvais un libraire qui me garantit 4,000 francs par an en échange de mon travail, je quitterais Paris et j'irais vivre à l'étranger.

Nos amis vous ont dit sans doute que nous étions à la veille de publier une *Revue*. Tout surchargé que je sois, j'en accepte la direction; j'essayerai ce qu'il est possible de faire pour le service de la Révolution. Mais ce qui est navrant, c'est que je rencontre à chaque pas, sur chaque question, l'hostilité des républicains, des démocrates, des universitaires, etc. Je doute; aujourd'hui, si la contre-révolution n'est pas encore plus du côté des rouges que du côté des blancs?...

Avez-vous lu cette nouvelle de la *Gazette d'Augsbourg*, d'après laquelle Bakounine aurait été *incorporé comme simple soldat dans l'armée du Caucase*? La tyrannie russe, pour mieux perdre ses victimes, irait-elle jusqu'à répandre de faux bruits sur leur sort? Au moins, en France, nous savons encore où sont tous nos amis et ce qu'ils deviennent.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON,  
Rue de la Fontaine, 9, Paris.

Paris, 10 novembre 1832.

A M. A. MADIER-MONTJAU

J'ai le plaisir de vous envoyer enfin, par M<sup>me</sup> Madier, la collection complète de mes publications. Il n'y manque que mon dernier ouvrage, que vous avez reçu au moment de la publication.

Dans cette collection, vous trouverez les deux premières livraisons de la *Solution*, publiées immédiatement après la Révolution de Février dans le format in-8°. Je n'ai pu vous l'envoyer in-18, attendu que ce travail n'a jamais été réimprimé, et que ce qui se vend est encore de la première édition.

Si vous m'en croyez, vous lirez, autant que possible, cette collection *par ordre de dates* ; ce mode de lecture vous montrant le *progrès* de l'auteur, et pouvant servir à vous expliquer plusieurs contradictions, apparentes ou réelles, qui se rencontrent çà et là dans l'ensemble de la collection.

Cet ordre de dates est le suivant, que vous feriez bien de mettre en tête de la collection :

1. *Recherches sur les catégories grammaticales*, mentionnées très-honorablement dans le concours de Volney, mai 1839 (inédit) ;

2. De la Célébration du Dimanche, août 1839;
3. Qu'est-ce que la Propriété? premier Mémoire, juillet 1840;
4. Lettre à M. Blanqui, deuxième Mémoire, mai 1841;
5. Avertissement aux Propriétaires, troisième Mémoire, janvier 1842;
6. Ma Défense devant le Jury, février 1842;
7. Création de l'Ordre, juin 1843;
8. Appel au Conseil d'État, sur les actions de jouissance des canaux (opuscule), août 1843;
9. Système des contradictions économiques, 2 vol., juillet 1845;
10. De la concurrence entre les chemins de fer et les voies navigables, 1846;
11. De la solution du problème social, 2 livraisons, mars 1848;
12. Organisation du Crédit, avril 1848;
13. Rapport du citoyen Thiers, et Discours du 31 juillet 1848;
- 14-15. Résumé de la Question sociale, ou Banque d'Échange et Banque du Peuple, suivi du Rapport des délégués, septembre-novembre 1848;
16. Le Droit au travail, septembre-novembre 1848;
17. Idées révolutionnaires (choix d'articles publiés dans le *Représentant du Peuple*, 1848);
18. *Les Confessions*, 1849;
19. Intérêt et Principal, controverse avec Bastiat, décembre 1849 et janvier 1850;
20. Idée générale de la Révolution, juin 1851;
21. La Révolution démontrée par le coup d'État, juillet 1852.

J'attendais, mon cher Madier, une lettre de vous; on me dit que vous ne saviez pas mon adresse. Écrivez-

moi sous celle de notre ami Bailly, parce que mon nom excite trop la curiosité de la police.

Parti assez brusquement de Paris, le 10 août, avec toute ma famille, pour la Franche-Comté, je suis de retour depuis le 28 octobre après deux mois et demi de vacances. Je n'en ressens pas moins encore les inconvénients de la captivité; j'ai les deux mains percluses de rhumatismes ainsi que les coudes et les épaules, et j'ai peu de force musculaire.

J'ai sondé le terrain en province pour voir si je pourrais me recaser dans le commerce, j'ai acquis la triste conviction que je ne trouverais pas à gagner chez tous ces bourgeois 100 écus par an.

Je suis donc rejeté violemment dans une carrière socialiste et littéraire, et condamné à vivre du produit de mes livres, sous un régime qui me paraît décidé à n'en souffrir, de la part de mes pareils, aucune. Je vous donne en cent à résoudre ce problème. Je tâche de ne me point montrer hostile au pouvoir, en ne faisant, toutefois, aucune concession et n'acceptant rien : si je passais pour hostile, je serais expulsé à l'instant; si je cédaï en quoi que ce fût, je serais déshonoré. Résolvez-moi encore cette difficulté.

Nos amis se proposent de faire, aussitôt après la déclaration de l'empire, une *Revue*, dont je serais le directeur. Il faut bien que j'accepte; mais faites-moi donc le plaisir de me dire comment je me comporterai là-dedans sous la critique des jésuites et la menace de l'animadversion publique?... Vites-vous jamais un homme plus à plaindre que moi?

Je sais que le gouvernement n'est pas fâché, à l'occasion, de se servir de mes brochures pour faire peur à la bourgeoisie, et c'est ce qui fait dire aux



patrons du *Siclé* et à ses paroissiens, que je suis le compère de l'Élysée. De mon côté, je crois que tout compté, la manifestation de quelques idées justes et hardies est encore ce que nous avons à faire de mieux, et c'est ce qui me fait braver le soupçon et la calomnie.

Ah! mon cher ami, croyez-vous donc qu'après l'inertie du Gouvernement provisoire et de la commission exécutive, après la réaction qui a suivi, du 24 juin au 19 décembre 1848, après la longue trahison de l'Assemblée législative, après l'année de dictature qui vient de s'écouler, après la proclamation de l'Empire qui va se faire, après les divisions et la profonde incapacité révolutionnaire des démoc soc, croyez-vous, dis-je, que la situation n'ait pas été changée, que la Révolution ne soit pas entrée dans une ornière nouvelle, d'où il ne s'agit plus de la faire rétrograder, mais où au contraire, il faut la pousser bride abattue? La société, comme la terre, tourne chaque jour, quel que soit le gouvernement qui la dirige; elle modifie, transforme ses conditions et ses éléments, et toujours, en tous temps, après les périodes de crime comme après les années de vertu, la question pour l'homme d'État est de partir des faits accomplis, légitimes ou illégitimes, pour porter plus haut, vers l'idéal social, le mouvement. C'est pour cela que je me résigne à paraître s'il faut le *conseiller* de l'Élysée, en maintenant toujours mon drapeau; c'est pour cela que je désapprouve tout acte d'opposition qui ne tendrait qu'à remplacer un homme par d'autres hommes, et que je considère le mouvement républicain de 48 et tout le parti comme bien et dûment enterrés. Les hommes peuvent revenir, les choses ne se relèveront pas. Et quand vous reviendrez, si vous revenez,

la marche à suivre sera toute différente de ce qu'elle eût été le 3 décembre si nous avions vaincu; de ce qu'elle serait demain, si le futur empereur trouvait sous sa couronne le poison ou le poignard que lui voue l'horreur des républicains.

En deux mots, le régime républicain officiellement aboli, je me replace sur le terrain de la *révolution*, que consacre le sénatus-consulte du 5 courant de la *démocratie* théorique dont L.-N. prétend être le représentant; du *progrès*, enfin, que tous ces imbéciles affirment sans le comprendre. J'essayerai, de ces hauteurs, d'entretenir le véritable esprit révolutionnaire et de combattre la réaction, en restant toujours vrai, toujours moi-même, et me garantir de mon mieux de la persécution bourgeoise, jésuitique et impériale, ainsi que des calomnies républicaines.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 10 novembre 1852.

A M. GUILLEMIN

Je suis de retour à Paris depuis le 28 octobre, avec toute ma séquelle. Le voyage s'est assez bien passé; la mère et les enfants se portent bien. Quant à moi, que la violence de mon esquinancie, la diète prolongée et le sang perdu avaient affaibli plus que je ne croyais, je n'ai fait encore, depuis mon retour, que boire, manger, suer, faire quelques visites et dormir. Ce n'est que d'hier que j'ai ressenti les forces me revenir et la capacité de travail.

J'ai quitté Besançon, la Franche-Comté, avec la quasi-certitude que je ne trouverais pas, en province, avec l'aide de la bourgeoisie, cent écus à gagner par an. Depuis que je suis à Paris, j'acquies tous les jours une autre conviction, c'est que bientôt, avec le secours de tous les libraires et la meilleure volonté de la part du public, je ne trouverai pas 100 écus à gagner en 365 jours. Si je le pouvais, si j'avais quelque espoir de travailler utilement à l'étranger, je quitterais Paris et la France, et je secouerais contre ma nation la poussière de mes souliers!...

Malgré tous les propos rassurants qui me reviennent,

malgré la réprobation, j'ose dire universelle, malgré le ridicule monstrueux de ses manifestations, malgré l'odeur épouvantable de corruption, de vénalité, de débauche, de mensonge, de scélératesse, qui se répand autour de lui, etc., le régime actuel *se consolide*, et je ne vois aucun principe de résistance sérieuse se montrer à l'horizon. Ce qui m'épouvante, et qu'on ne vit jamais, c'est qu'il y a au sein du pouvoir actuel une théorie profonde du despotisme, de l'asservissement des nations, appliquée par le génie infernal des jésuites, les efforts combinés de l'armée, de l'administration, de la magistrature, de la bourgeoisie, de l'incapacité républicaine, le tout basé sur une connaissance profonde, telle qu'elle n'exista jamais, de la révolution, de ses principes, de ses transformations, de ses moyens et de son but. Je me suis demandé bien des fois si la faveur que L.-N. accorde aux prêtres n'aurait pas une fin?... Eh bien! mon cher, je crois qu'ils ont fait un pacte indissoluble. Les jésuites gouvernent, sont les maîtres partout, et pour me résumer sur leur omnipotence, je vous répéterai ce qu'on m'a dit, et que je crois vrai, c'est que L.-N. est affilié à la congrégation comme le fut Charles X; que la cause est commune entre eux, et toutes les idées, tous les sentiments communs. J'en recueille chaque jour mille indices, celui-ci entre autres: tandis qu'on me fait insinuer d'écrire contre la bourgeoisie et l'orléanisme, on m'interdit la question du clergé. Le clergé, c'est la prunelle de l'empereur!...

Je puis tout dire sur le capital, le crédit gratuit, la Banque du peuple, etc., après les décrets sur la rente et la banque, après les réductions nouvelles dont on parle, les idées les plus hardies, il y a quatre ans, sur le crédit, sont devenues des lieux communs: à cet égard,

et avec un peu de prudence, la police me laisserait encore de grandes facilités.

Mais sur l'Église, le clergé, les jésuites, l'enseignement ecclésiastique, la puissance, le gouvernement, les propriétés des prêtres, sur l'origine de la religion, ses dogmes, son histoire, etc., etc.; silence! Questions réservées: il ne sera plus permis, comme sous Louis XIV et Henri IV, d'en dire son sentiment. Le catholicisme triomphe sur toute la ligne, et sur toute la ligne se montre insolent. On destitue les maires, les professeurs, les instituteurs de culte dissident. On décrète les églises pour des communes qui ne renferment pas dix ménages chrétiens; on ne souffre pas dans des populations protestantes un seul organe, un seul magistrat, non catholique. A Paris, on casse, on révoque tout ce qui déplaît aux jésuites; on refuse des diplômes aux jeunes gens; la jeune fille de Boutteville vient d'être refusée après un brillant examen, en haine de son père.

C'est une Saint-Barthélemy qui s'exécute par l'excommunication, l'interdiction du travail et de toutes les fonctions libérales, en attendant qu'on l'étende au commerce et à l'industrie. La librairie, gênée par mille entraves, ne pourra bientôt plus vendre une géographie, traité d'histoire naturelle, un ouvrage de littérature qui ne porte l'estampille de la police, c'est-à-dire de la sainte congrégation. Et pas une réclamation, pas une plainte, pas un acte de résistance légale: applatissement complet.

Girardin, qui avait cru jadis que la *Presse* pouvait tout dire, est découragé, de plus ruiné. Toute sa fortune était dans la *Presse*, dont il avait accumulé les actions entre ses mains; la *Presse* ne donnant plus de bénéfices, Girardin n'ayant pas d'économies, sa fortune est zéro,

Il est anéanti, perdu de courage comme de ressources.

Depuis la fatale loi sur l'enseignement, L.-N. a perdu déjà deux ou trois générations; encore vingt ans de ce système, développé et appliqué avec toutes ses conséquences, tous ses moyens, et la France, inférieure pour l'intelligence à l'Italie, pour le caractère à l'Espagne, tombe juste au-dessous de ces deux nations, abêties depuis quatre siècles par le catholicisme.

Nos amis comptent beaucoup sur le succès de la prochaine *Revue*. J'en ai acceptée la direction; mon plan d'études est fait, nous sommes convenus d'attendre la proclamation solennelle de l'empire avant de faire la demande d'autorisation; nous nous embarquerons après. Je reprendrai donc la plume encore une fois; mais, avec les jésuites pour censeurs, je suis sans espérance. Je n'espère pas même, non, je n'espère plus que la police laisse vendre un seul de mes écrits, fût-il de pure Économie; encore une fois, il ne s'agit plus d'une simple répression contre ces attaques plus ou moins déguisées qui peuvent s'adresser au nouveau gouvernement par la voie de la presse, il s'agit d'une véritable conspiration contre la science humaine, contre l'entendement humain. Si je me trompe, nous le saurons bientôt, et la *Revue* vivra; car je suis résolu de transporter tout le débat révolutionnaire sur le terrain scientifique et les imprescriptibles droits de la pensée. C'est retranché dans la citadelle de la *méthode* que je veux combattre; c'est de là, si on m'y laisse, que je veux écraser prêtres, aristocrates et bourgeois.

Mais si la réaction m'interdit jusqu'aux questions de pure science, alors il faudra bien reconnaître que la tyrannie en veut à la raison humaine, et que, pour

mieux l'exploiter, on veut l'aveugler ; dans ce cas, je passe à l'étranger. Voilà, mon cher ami, quelle est ma perspective ; elle ne me quitte pas. J'irai dire aux nations ce qu'est devenue la France ; en échange de leur hospitalité, je leur apprendrai ce que c'est que la tyrannie du sabre coalisée avec celle de l'encensoir, et si l'étranger, à son tour, m'expulse comme impie, je n'aurai plus qu'à piquer une tête, en maudissant les hommes, du haut de quelque mât dans l'Océan.

J'ai été aux Tuileries, au palais du Sénat, à la Préfecture, voir quelques connaissances que j'ai parmi les amis de L.-N. Tout ce monde devient stupide à force de servilité. Ils ont confiance au prince ; ils croient que ce qu'il en fait est pour le mieux ; qu'il est prudent, retors, mais bien intentionné : au demeurant, le plus *libéral* des souverains. Quels arguments a un homme qui juge d'après les *faits* leur enchaînement et leur tendance. Somme toute, les serviteurs du pouvoir sont les plus mal informés sur les projets du pouvoir et les sentiments du peuple ; je finirai par ne plus les voir du tout. Quant aux rumeurs qui circulent sur l'Élysée, elles sont, comme d'habitude, les unes effrayantes, les autres dégoûtantes ; celles-ci probables, d'après les faits connus ; celles-là ridicules.

On parle beaucoup de complots militaires, par exemple, de régiments disloqués, d'officiers et de soldats envoyés en Afrique ; on m'assure qu'à la suite de la rentrée de L.-N. à Paris, dix-sept soldats ont été fusillés sans jugement, dans les fossés de Vincennes. On menace la bourgeoisie de Paris de la ruiner si elle fait signe de mauvais vouloir : cela ne sera pas difficile. Il est question de réduire la rente à 4 p. 100, d'autres disent à 3 p. 100, mais cela ne se fera pas d'un coup ;

d'abolir l'octroi de Paris, qui rapporte 40 millions, et de le remplacer par une taxe *progressive* sur les valeurs locatives, ce qui mettrait le boutiquier et le fabricant aux abois. On dit que dès le huitième mois de gouvernement, les dépenses de l'Élysée montaient à 17 millions, cinq de plus que la liste civile, que le voyage présidentiel coûte plus de 30 millions (ce que je crois exagéré, malgré les 6,000 *coquins* qui suivaient ou précédaient le prince); que la liste civile de l'empereur sera portée à 36 millions, etc. C'est à l'Élysée, à ses corruptions, à ses intrigues qu'on attribue la crise ministérielle de la Belgique et du Piémont, les mouvements des catholiques en Irlande et la scission qui se manifeste chez les Belges, grâce aux intrigues cléricales en faveur de la réunion à l'empire français. On dit que l'Élysée achète force journaux étrangers, ne pouvant autrement les faire taire; qu'une somme de 1,200,000 francs a été récemment comptée au *Times*, etc. On arme toutes les places fortes de la frontière, de Huningue à Dunkerque; on a commandé trois millions de fusils nouveau modèle, portant à 1,400 mètres. De leur côté, l'Angleterre, la Belgique, la Prusse, Bade, etc., arment aussi; tout se prépare pour un immense grabuge en Europe, dont les débuts, grâce à la *furia francese* et aux façons brusques de L.-N., pourront jusqu'à certain point être favorables à la France, mais dont la fin pourra bien être aussi l'invasion et le démembrement du pays.

On vient de placarder la comédie nouvelle du *sénatus-consulte*, et autres pièces concernant le rétablissement de l'empire. Paris est d'une indifférence écrasante; ce qui l'occupe, c'est l'orgie agioteuse et la chronique élyséenne. Des chemins de fer, qui ne produisent pas la



moitié de l'intérêt des sommes qu'ils coûtent, sont cotés à des taux fabuleux ; tout le monde joue, se vautre, cherche à obtenir par la hausse et la baisse ce que ne donnent plus ni le travail ni l'échange. A cette incandescence d'agiotage, les rieurs font de temps à autre diversion par des historiettes dignes des romans les plus érotiques du dix-huitième siècle. Ces anecdotes s'impriment tout au long à Saint-Pétersbourg et font rire S. M. Nicolas à gorge déployée.

Le mardi gras est complet ; pour nous achever de peindre, il faudrait que ce repas monstre *des gardes du corps* (octobre 89) eût des représailles de septembre (92). Mais je doute que la Révolution, lancée dans un sentier inconnu, revienne sur ses pas ; je crois plutôt que nous en sommes au gouvernement du jeune Octave, neveu de César, fameux par la médiocrité de son génie et la nullité de ses talents militaires, mais en qui s'établit d'une manière définie et durable le gouvernement impérial.

Je rêve de temps à autre à mon Testament politique. Je le compose d'une suite de chapitres commençant chacun comme ceux d'Isaïe, par une imprécation. Malédiction sur le prêtre ! Malédiction sur le soldat ! Malédiction sur le juge ! Malédiction sur le fonctionnaire ! Malédiction sur le bourgeois ! Malédiction sur le plébéien ! Malédiction sur tous !... (*Onus Egypti ! Onus Tyri ! Onus Moab ! Onus Babylonis ! etc.*).

Tous l'ont voulu, tous sont coupables, le républicain, le socialiste, le paysan, l'ouvrier, le bourgeois ; le robin et le calotin, l'homme de sabre et l'homme de plume ! Nation lâche, vaniteuse, sensualiste, sans morale, sans foi, digne d'être jetée en pâture aux chevaux des Cosaques et des Tatares.....

Quand m'enverrez-vous le petit travail dont vous avez bien voulu vous charger pour moi ? Le temps approche où notre *Revue* devra paraître, et comme je vous l'ai dit, je me propose d'attaquer la contre-révolution avec toute l'artillerie de la science économique et de la philosophie moderne. De grâce, ne vous laissez pas entraîner à vos investigations et donnez moi cela tel quel.

Un particulier en qui je ne me fie guère m'a annoncé qu'il voulait me donner (prêter) 100,000 francs pour commencer la Banque du peuple, mais il faut pour cela que les actions du chemin de Paris à Lyon montent à 1,115 (elles sont à 1,040). Nous verrons bien !

P.-J. PROUDHON.

Paris, 15 novembre 1833.

A M. ANTOINE GAUTHIER

Mon cher Antoine, je suis, depuis mon retour à Paris, dans un état de prostration physique qui m'ôte la capacité du travail, et souffrant par-dessus le marché d'un rhumatisme articulaire, reliquat de la Conciergerie, qui me ronge les dix doigts et me rend presque perclus. J'ai la garantie des médecins que ma faiblesse cédera sous peu au repos et à l'usage du vin rouge et du rôti; quant au rhumatisme, que cela s'en ira comme c'est venu! Amen. En attendant, voilà quinze jours que je passe à *rien faire!*

Je ne veux plus m'occuper de rien où il faille solliciter l'intervention du gouvernement; j'aime mieux vivre toute ma vie avec 3 ou 4,000 francs, que je puis tirer du produit de ma plume, que de risquer de m'enrichir dans une affaire quelconque où serait la main du gouvernement. Qu'il subventionne les compagnies maritimes, qu'il afferme les canaux, dissolve la compagnie de la Loire, fasse la hausse et la baisse, s'empare des privilèges ou les distribue à ses créatures, cela m'est égal, je ne veux plus entendre parler de lui. Il me suffit qu'il me laisse philosopher à mon aise et gri-

gnoter mon pain tranquillement. Peut-être, las de littérature, fatigué de politique, dégoûté de métaphysique et de socialisme, finirai-je quelque jour par revenir à une simple fonction mercantile ou industrielle; je n'en sais rien, je ne dis ni oui ni non. Mais du gouvernement, je n'en veux pas; je ne veux rien de lui; j'écarte de moi toute affaire où il faut se commettre avec ses agents et ses ministres. Il me dégoûte; c'est bien dire assez.

Je recevrai du reste, et toujours avec plaisir, les indications et renseignements que vous pourrez me fournir sur toutes choses, décidé à prendre d'ici à un mois ou six semaines la direction d'une *Revue*, où seront traitées à fond toutes les questions d'intérêt général, je profiterai de toutes les communications qui me seront faites et les solliciterai au besoin. Sous ce rapport, l'opinion de la *Revue* pourra servir à éclairer le gouvernement, mais *gratis*, bien entendu, et sans autre relation de lui à moi. Plus de pétition, de sollicitation, de requête, de demande, d'exposé de motifs, etc., etc. Avec le gouvernement actuel, tout cela est illusoire, superflu, ridicule, niais. On traite donnant donnant, comme Parraudier et Pellaprat. Pour cela, il n'est pas besoin de raisonnements ni de rhétorique; ce qu'il faut, c'est du *comptant*.

A propos, tu seras peut-être curieux d'apprendre qu'aux dernières élections le gouvernement m'a fait écrire indirectement pour m'engager à maintenir ma candidature, et que si j'avais persisté, il ne m'aurait pas donné de concurrent!... Que dis-tu de ce coup de politique? Le gouvernement qui me repousse de toutes ses forces, on ne me le laisse pas ignorer, appuyant mon élection contre celle de Goudchaux!... Le tout,

pour me compromettre aux yeux des uns, et afin de dire aux autres : *La Révolution relève la tête*, jetez-vous dans mes bras. — Quelle profonde politique !...

J'ai eu le plaisir de voir déjà deux fois M. Gauthier. Je lui ai même promis d'écrire pour lui un article sur les *Ponts*. Je n'ai pas encore pu seulement y réfléchir. M. Gauthier doit être en ce moment à Lyon ; il m'a annoncé en partant qu'il reviendrait sous peu de jours avec Victor.

Je te souhaite le bonjour. Mes respects à M<sup>mes</sup> Gauthier.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 28 novembre 1852.

### A M. MAURICE

Mon cher Maurice, vous m'écrivez à Burgille, et il y a juste un mois que je suis à Paris, avec toute ma séquelle. Je me doutais bien qu'après ces mauvais temps d'août, septembre et octobre, il y aurait un été de la Saint-Martin magnifique; mais je ne pouvais prolonger davantage une oisiveté; ma femme grillait de revoir ses pénières, et je suis parti le 27 octobre, emmenant tout avec moi.

Depuis mon retour, j'ai eu comme vous, mon cher ami, un peu de mal. Une esquinancie, à l'occasion de laquelle j'avais perdu beaucoup de sang par les sangsues et les hémorragies, m'avait fort affaibli; j'ai été près de quinze jours dans un état de somnolence et d'accablement invincible. Le médecin m'a dit qu'il fallait me refaire du sang et m'a conseillé, en conséquence, les viandes rôties et le vin rouge, ce dont je me trouve à merveille. Puis, un rhumatisme m'est tombé sur les dix doigts; la nuit, j'ai toutes les articulations percluses, et ce n'est pas sans douleur que je vous écris. Je suis la médication homéopathique, parce que j'ai peu de foi aux autres et que je n'attends rien de celle-là; en

quoi il m'apparaît que je ne me trompe guère. Un retour de santé et de vigueur : c'est là toute ma foi médicale.

Vous voyez, mon cher ami, que si vous avez été *étreinté* du genou, je ne l'ai pas été moins que vous du gosier et des doigts; mais, grâce au ciel, nous en sortirons tous deux.

Pourquoi, après m'avoir exprimé avec tant de franchise votre sympathie pour ma personne et ma famille, et vos vœux pour ma fortune, me dites-vous en finissant que vous *craignez bien que je ne suive pas vos conseils*? Vous me faites tort par ces paroles. Je me suis toujours piqué d'avoir de la constance, c'est vrai, mais non pas de l'obstination, et il n'y a pas d'homme qui soit plus anxieux de l'opinion et des conseils de ses amis que moi. Vous direz à cela : comment donc ne les suivez-vous point? Mon cher, c'est que je ne le peux pas.

Il y a un proverbe qui dit : *Là où la chèvre est attachée, il faut qu'elle broute*. C'est ce que j'éprouve chaque jour, quelquefois à mes dépens et d'une façon invincible. Quatorze ans d'études et de publications ont insensiblement fait de moi un personnage à part, et quand je le voudrais, je ne puis plus m'en dédire. Il faut vivre ou périr avec mon originalité. J'ai été tâter à Lyon le terrain, et j'en suis revenu mécontent. Après ce premier pas, j'ai cherché à me pousser dans un chemin de fer suisse; j'en avais une occasion magnifique. Après m'avoir d'abord agréé avec plaisir, les fondateurs, des *gentlemen*, ont déclaré qu'ils croiraient se compromettre en me donnant un emploi. Un autre ami, très-sûr, cherche à me trouver un coin dans les canaux : il n'obtient rien pour lui-même. Je vous citerais encore d'autres vues qui se sont offertes; partout

J'ai rencontré des difficultés ou des motifs de répugnance insurmontables. Voulez-vous que j'aie solliciter un emploi du gouvernement? Le jour où il me sentira en déconfiture, rendant l'âme, implorant un morceau de pain, il m'imposera la loi dure, m'affichera, me déshonorera, et, en dernière analyse, après m'avoir moralement tué, me jettera à la rue. J'en ai sous les yeux plus d'un exemple. M'accueillir honorablement, de la seule façon que je voulusse l'être, ce serait pour le pouvoir se compromettre; l'adhésion du moindre bourgeois orléaniste lui serait cent fois plus agréable que la mienne. Et puis que voulez-vous que le gouvernement fasse d'un homme de mon espèce? Vous parlez de bibliothèques, il y a aussi des emplois d'archivistes, de consuls, vice-consuls, secrétaires, etc., etc. Tout cela, ce sont des sinécures, c'est-à-dire des façons déguisées d'acheter des consciences. Quoi donc? irai-je grossir le nombre des mangeurs du budget et des bêtes muselées et mises à l'engrais? C'est impossible.

Vous voyez, mon cher ami, que je raisonne avec vous en dehors de mes idées, de mes convictions, de mes antipathies, de mes rancunes. Je laisse de côté tout ce que j'appelle la question d'honorabilité et de conscience, je me place à votre point de vue, celui de l'utile. Eh bien! à ce point de vue comme à l'autre, je trouve pour conclusion : *non*. Or, quand la force des choses est si bien d'accord avec mes inclinations secrètes, puis-je faire mieux que de leur obéir?

Toutefois, rassurez-vous, si l'auge gouvernementale me fait défaut, mon travail, libre comme ma pensée, ne parait pas encore à la veille de rester absolument sans fruit. Dans la voie où je cours, je ne m'enrichirai point, c'est vrai, mais je vivrai; à moins de maladie et



d'impuissance, j'élèverai mes filles, je paierai mes dettes, cela me suffit. Voici un aperçu véridique de ma situation :

Par compte arrêté à l'amiable entre mes libraires Garnier frères et moi, date du 24 courant, il m'est redû net, sur la vente de mes œuvres diverses, 5,866 fr. 70. (Mes deux dernières publications, *l'Idée générale* et la *Révolution démontrée*, m'ont été réglées, sans aliénation de propriété, 10,500 francs. C'est sur cela que je vis depuis deux ans.)

Je ne dois rien qu'à vous et à MM. Renaud. Je paye, fin courant, 1,528 fr. 28, tant pour mon frère que pour moi. Je compte, courant 55, liquider toutes mes dettes, si, comme j'ai lieu de l'espérer, l'émolument de cette année approche de celui des précédentes. En effet, mon avance étant augmentée de 50 p. 100, je pourrais, sans risque de l'avenir, au lieu de payer des intérêts, éteindre le principal.

Pour atteindre ce but, voici maintenant quels sont mes aperçus :

Par un engagement en bonne forme, je dois fournir le manuscrit de quatre volumes in-8° ordinaires, d'une *Histoire de la Démocratie*, par laquelle il m'est alloué 12,000 francs, 5 à 6,000 francs environ iront aux deux collègues que j'y fais travailler; le reste servira à me rémunérer de mon propre travail. Je pourrais, je crois, finir cela en un an, et si l'ouvrage réussit, j'ai part aux bénéfices jusqu'à concurrence de 8,000 francs.

Mais il est peu probable que cette entreprise soit menée à fin cette année, attendu que le même libraire me propose la direction d'une *Revue* bi-mensuelle, avec 300 francs d'appointements par mois. Avec ce travail,

je pourrais donc me faire 5 à 6,000 francs; c'est aussi mon espérance.

Enfin, j'ai sur le chantier d'autres travaux considérables et que je compte placer avec avantage; car enfin il ne faut pas que cette grande réputation, que j'ai payée si cher, soit pour moi sans compensation. Résumez tout cela, et vous reconnaîtrez, je pense, que je ferais un très-mauvais marché, à ce moment, de me donner au gouvernement pour une place de 6,000 fr., abstraction faite du jugement de l'opinion et du témoignage de ma propre conscience. Je suis libre, et cela vaut quelque chose; avec le gouvernement je ne le serais plus, et j'aurais chaque jour à craindre, de la part d'un pouvoir livré aux jésuites, la destitution. Qu'en dites-vous?

Tout cela n'arrête pas ma pensée, et ne m'empêche pas de former encore d'autres projets. Je ne m'arrête point. Je vous dirai plus, malgré les clabauderies des sots et les anathèmes d'une bourgeoisie sans principes, sans intelligence, je crois la situation tellement bonne pour moi, et l'avenir si plein d'espérances, que je n'accepterais pas, toujours abstraction faite de ma dignité, une place de 10,000 francs du gouvernement !.. Il faudrait ici entrer avec vous dans des considérations sur la marche du gouvernement, ce qui me mènerait trop loin. Il suffit que je vous dise qu'il est peut-être plus près d'avoir besoin de moi que moi d'avoir besoin de lui. Devant une pareille interversion des rôles, irai-je bêtement me prostituer ?..

Je vous l'ai dit, je crois, cet été, mon cher ami, avant d'écrire ma dernière brochure : il faut que j'opère ma résurrection. Eh bien! j'ai réussi; ce n'est pas seulement de l'argent que m'a valu mon travail, c'est une

place plus haute dans la considération publique et dans l'opinion. Certes, je suis de ceux qui vont lentement ; il y a vingt-cinq ans que je travaille, et tout compté, je suis juste à zéro. Toutes mes dettes payées, il me resterait un mobilier de cent écus et rien dans ma bourse : il faudrait vivre sur le crédit. Dans cette carrière si peu fructueuse, j'ai eu bien du mal, vous en savez quelque chose. Et je ne suis sans doute pas au bout ! Mais avec tout cela j'arrive, pas fort haut en vérité, mais j'arrive, je vis ; j'aurai eu le plaisir, j'espère, d'élever deux enfants, de récompenser d'un mari passable une bonne fille, et je mourrai peut-être sans laisser de dettes ; cela me paraît déjà beau pour un esprit de ma trempe. Qui sait si un coup de fortune ne me portera pas au delà ?...

Voilà, mon cher ami, mon prospectus pour l'année 1853. C'est modeste, j'en conviens, mais qui donc a le droit de n'être pas modeste. Ne jouant pas à la Bourse, ne recevant d'actions d'aucun de nos grands faiseurs, vivant uniquement sur mon travail, des produits d'une plume sévère, il me paraît difficile de faire mieux, et, je vous l'avoue, j'ai l'âme en paix, je suis content. Laissez-moi reprendre haleine, ouvrir mon nouvel ordre, assurer ma prochaine campagne, et cela fait, vous pouvez compter que je ne garderai pas de l'argent en bourse tandis que j'en dois à d'autres ; mon premier besoin, après celui de l'estomac, a toujours été de me libérer.

Vous m'avez toujours montré tant d'affection, mon cher Maurice, que je n'ai pas craint de vous montrer mon bilan au clair. Il y a six mois, j'étais plein d'inquiétudes, en arrière avec mon libraire et une perspective périlleuse. Si mon livre avait été saisi ou prohibé, je me serais trouvé plus bas que jamais. J'en suis sorti

avec de l'audace, mais de pareils traits ne se répètent pas. Maintenant je couvre le lion de la peau du renard; je serais bien malheureux si je ne sors d'embarras. Comptez sur ma prudence, et soyez sûr qu'autant je me suis prodigué, autant je tiens, dans l'intérêt même de l'idée que je poursuis, à ne me plus compromettre.

Mille amitiés à ces dames.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 5 décembre 1832.

A. M. X\*\*\*

Nous nous sommes manqués de peu : votre lettre est datée du 28 octobre et le même jour j'arrivais à Paris. Elle ne m'a été remise que le lendemain ou le surlendemain, quand déjà vous n'y étiez plus.

A un écrivain aussi pénétré que je le suis de la soudaineté de la révolution sociale, et de l'incapacité presque absolue de la génération présente d'en bien comprendre les causes et les lois, il ne faut, pour tout encouragement, que quelques bonnes paroles comme celles que renferme votre lettre. De qui pourrais-je en effet, en ce moment, attendre ma justification, c'est-à-dire ma récompense ? Le peuple a été laissé dans l'ignorance, et ses instincts le poussent toujours là où précisément la Révolution ne veut pas qu'il aille ; la classe moyenne, la classe aisée, sont pleines de préjugés hostiles aux aspirations les plus authentiques de l'époque ; tandis que la force des choses les entraîne, leur entendement proteste, de toutes ses facultés, de toutes ses catégories, contre cet entraînement. Pour tout le reste, clergé, administration, magistrature, etc., la constitution en est diamétralement opposée aux prin-

cipes de la société nouvelle : comment donc, dans ce monde d'aveugles, une réprobation universelle ne s'élèverait-elle pas contre les novateurs ?

Soyons indulgents, charitables pour cette génération infortunée, endoctrinée depuis cinquante ans par les traîneurs de sabre, les éclectiques, les doctrinaires, les romantiques, les jacobins, les néo-chrétiens, etc., etc. Ce n'est pas leur cœur qu'il faut accuser, c'est leur intellect. Cependant la destinée s'accomplit en silence, et depuis que vous, monsieur, m'avez adressé ces quelques pages, si flatteuses pour moi, l'idée de l'abolition *ou réduction progressive* de l'intérêt, préconisée par les journalistes du gouvernement, est devenue presque un des principes de la politique impériale ! Le sauveur du 2 Décembre n'a pu ni su faire autre chose que d'entrer dans cette voie, où il recueille déjà les applaudissements du peuple et d'une partie des bourgeois ; le mouvement, se généralisant, s'étend de la sphère mercantile ou bancaire à la sphère agricole et se propage à l'étranger. A la Bourse, c'est un lieu commun que le capitaliste ne doit plus chercher les rentes, mais le dividende ; non plus le placement sur hypothèque, mais la commandite !... Voilà où nous en sommes, et comptez, monsieur, sur la logique française pour aller jusqu'au bout dans cette direction, et tirer du nouveau principe sa dernière conséquence...

Je pourrais, sur la question de l'Église comme sur celle de l'État, vous signaler déjà de nombreux symptômes qui indiquent l'accomplissement latent des prédictions qui les concernent ; mais il est encore trop tôt d'en parler, et j'aime mieux laisser ce soin à votre propre sagacité. Sans doute que le monde qui vous environne ressemble un peu à celui des autres provinces :

eh bien ! monsieur, observez de près, allez au fond, et, si je ne me trompe, vous reconnaîtrez bientôt qu'une transformation est en voie de s'opérer dans toutes les âmes dégagées tout à l'heure de l'institution politique et religieuse. Ces grandes négations commencent à être comprises, et j'ose dire que l'effroi qu'elles ont d'abord causé n'a pas été pour peu de chose dans le succès qu'elles ont commencé d'obtenir, tant il est vrai que la haine comme l'amour, procédant du même principe, inverses l'un de l'autre, peuvent produire des résultats identiques!...

Nous sommes en trop beau chemin pour ne pas continuer *notre œuvre*, comme vous m'y exhortez; je dirais même, si je ne craignais de me laisser emporter à la vanité, que jamais philosophe n'a obtenu de pareils triomphes ! Quoi ! c'est cette même théorie économique, dont la première expression en 1840 effraya le conseil des ministres, et faillit attirer un procès criminel à l'auteur, qui, en 1842, sous un ministère moins tolérant, le conduisit devant la Cour d'assises; qui, en 48, lui attira le blâme que vous savez; qui, en 49, le fit jeter pour trois ans en prison : c'est cette théorie qui est maintenant glorifiée et réalisée par l'État!...

Ce qui était une monstruosité il y a dix ans, est devenu un lieu commun ! Tous ces grands vainqueurs de l'abomination socialiste, MM. Blanqui, Thiers, Bastiat, etc., les voilà convaincus eux-mêmes, par la pratique de la nation et de l'État, d'hérésie!... Oh ! monsieur, ne médisons pas de notre siècle, n'accusons pas, comme tant de rhéteurs, de corruption et de lâcheté notre race française. Elle ne sait presque rien, sans doute; mais enfin ceux qu'on eût brûlés jadis pour récompense de leur idées, peuvent avoir de nos jours le

plaisir de les voir régner en dix ou quinze ans de discussion; n'est-ce donc rien que cela?... Encore un peu et nos enfants jouiront du règne de la raison pure et de la liberté sur la terre, si tant est que nous-mêmes n'ayons pas la satisfaction avant de mourir d'en saluer l'aurore.

Il me semble qu'en ce moment le monde se voit tourner, tant la conscience du mouvement social devient vide chez tous les hommes. Profitons de cette disposition jusqu'à ce jour unique, et hâtons-nous d'ouvrir de plus en plus large la route qui doit conduire l'esprit humain à l'acquisition de cette science supérieure et finale, l'Économie sociale, dont toutes les autres ne sont que des instruments et des moyens.

Je répondrai une autre fois au reproche que vous m'adressez d'être trop frondeur en philosophie. Pour aujourd'hui, je ne pense qu'à une chose, vous remercier, monsieur et ami, en répandant mon âme dans la vôtre, de vos sympathiques encouragements. Oui, la Révolution est souveraine, *Christus regnat, vincit, imperat*; s'il est une vérité dont on soit en ce moment convaincu aux Tuileries, c'est celle-là, n'en doutez pas. Après s'être repenti d'abord d'avoir laissé paraître mon dernier livre, le pouvoir ravisé s'en félicite, et compte presque le progrès de sa popularité d'après le nombre des éditions de cette brochure!...

Continuez, je vous en supplie, monsieur, à me donner de vos nouvelles, et, quand vous le pourrez, à me faire des amis parmi ces républicains de la veille, pleins de leur 93, et à qui le culte de Robespierre et Babœuf a presque fermé l'esprit sur les vérités de l'ordre social. J'ai souffert beaucoup déjà de leurs soupçons et de leurs calomnies; mais quelque impatience qu'ils m'aient



causée, je n'ai contre eux ni haine, ni rancune. Ils savent si peu! Ils sont si dupes! Saturés de leur idéologie, ils entendent si mal la politique! Tandis que Louis Blanc m'accuse de *vendre le socialisme*, son portrait encadré sert de pendant au mien dans la chambre de ma femme! Pouvais-je refuser cette place à l'homme qui, malgré la faiblesse de ses déductions et son incompetence, représente le mieux le principe *gouvernemental*!...

Que l'empire ou plutôt l'empereur se débrouille comme il pourra : une ère nouvelle est définitivement inaugurée. Provisoirement, la République, je veux dire la forme républicaine, est écartée; mais la Révolution est en marche; qu'avons-nous à craindre? La République! elle reviendra, comme fruit de la Révolution sociale, pour montrer une fois de plus à nos prétendus révolutionnaires que ce qu'ils prenaient pour *moyen*, c'était la *FIN*, et *vice versa*.

Nous songeons, mes amis et moi, à fonder, pour le 1<sup>er</sup> janvier prochain, une *Revue*. C'est là, monsieur, que nous suivrons votre exhortation : continuez votre œuvre. Mais vraiment, je me trouve si sûr de vaincre en ce moment que je me trouve paresseux. Sus!...

Je vois quelquefois M. Marchand; c'est par lui et pour lui fournir l'occasion de vous écrire que je vous adresse la présente.

Serrement de main fraternel.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 11 décembre 1852.

A M. MADIER-MONTJAU

Mon cher Madier, j'ai reçu hier votre bonne lettre de huit pages, qui m'a fait grand plaisir et grand bien. Je vous en remercie de tout cœur, et pour vous témoigner ma satisfaction, ma reconnaissance, j'ai résolu d'y répondre sur-le-champ.

Ce qui m'en a plu d'abord, et qui m'a donné de l'état de votre âme une très-bonne opinion, c'est qu'elle est beaucoup moins à cheval, beaucoup moins rude à mon égard que je ne m'y attendais. Comment notre ami Madier, me disais-je en vous écrivant, va-t-il prendre ma nouvelle résolution? Que dira ce cœur exalté, élevé si haut dans la haine par les publications de V. Hugo, Schœlcher, etc.; que dira-t-il de mon calme philosophique? Que pensera-t-il de cette résolution affreuse, qui met de côté respect de la loi, religion du serment, sentiments humains, considérations de morale, de justice, etc., pour ne plus raisonner des affaires de ce monde que d'après les *règles abstraites de la fatalité*?...

J'ai été en peine, je vous l'assure, mon cher Madier, de votre jugement sur mon compte, et de la manière dont vous prendriez tout à la fois et mes spéculations

et mes confidences. Bravo! vous m'aimez toujours, vous me gardez votre estime, et si votre âme républicaine fait ses réserves, au moins votre esprit se place sans effort à la hauteur où des événements atroces, exécrables, ont poussé le mien. Vous me comprenez, si vous ne me suivez pas; encore une fois, je vous remercie. A cette preuve, je reconnais en vous un véritable ami.

Oui, depuis le 2 Décembre je travaille à me faire un cœur de pierre. Au lieu de juger avec le vulgaire, avec tous nos amis, les choses actuelles au point de vue de la liberté et de la morale (des mots qu'on n'entend plus!), j'ai pris le parti d'aller plus au fond, et comme un pur esprit dégagé des conditions de la conscience et de la sensibilité, de voir tout d'après les *lois absolues* qui, par le crime comme par la vertu, gouvernent les sociétés. Sans doute, je n'entends pas prêcher l'indifférence, et je ferai en sorte que le lecteur ne s'y trompe pas. Mais, les convenances observées, les droits de la morale humaine maintenus, que voulez-vous que fasse de mieux un écrivain, en face du despotisme penché sur sa tête, et d'une société sa complice? Connaissez-vous une façon plus énergique de flageller peuple et bourgeois que de leur dire : Ce n'est plus avec les idées de *bien* et de *mal*, de *juste* et d'*injuste*, que je traite vos intérêts. De telles idées ne vous vont plus, car vous êtes pire que des bêtes, vous êtes des démons. Là où a péri la moralité, il ne faut plus parler morale et justice; il faut parler *fatalité*!

Eh bien! la fatalité vous mène; elle a fait, depuis cinq ans, tous les événements; elle en accomplira bien d'autres. Au nom de la liberté, nous vous avons rappelés à la République, et vous l'avez méprisée; au nom de la

loi, nous vous avons rappelés à la Constitution, et vous l'avez foulée aux pieds; au nom de la morale, nous vous avons appelés à l'égalité, à la fraternité, au désintéressement, à la pudeur, et vous avez sifflé tous ces principes! En vertu de votre libre arbitre, vous avez détruit tous les éléments constitutifs de votre liberté. Maintenant, volontairement déchus, savez-vous ce qui vous gouverne? La fatalité. Regardez-vous dans un miroir!...

Oui, comme dit M. de Broglie, *le peuple a le gouvernement qu'il préfère, et la bourgeoisie le gouvernement qu'elle mérite*. Tout ce qu'impriment vos proscrits pour infirmer cette vérité, mon cher Madier, est faux, archifaux. Napoléon III est l'expression légitime, authentique des masses bourgeoises et prolétaires. S'il n'est pas précisément le produit de la *volonté* nationale, à coup sûr il l'est de la *permission* nationale, ce qui revient, pour le fait et les résultats, absolument au même. Or, étant donnés un peuple et une bourgeoisie qui par trois fois acclament ou laissent passer, signer de leur sang l'homme du 10 et du 2 Décembre, il n'y a plus, comme V. Hugo, Schœlcher et *tutti quanti*, à argumenter de liberté, de justice, de morale : la société n'est plus menée par des principes, elle est livrée à ses instincts. L'instinct, c'est la fatalité dans une nation. Donc, j'explique par des combinaisons logiques et fatales à la fois, ce qui se passe sous mes yeux, et tout mon rôle sera de l'expliquer de plus en plus. C'est dans des temps pareils qu'un homme peut être prophète; rien n'étant plus aisé que de prévoir les événements que la fatalité gouverne, comme la route d'un lièvre que son instinct conduit. Voilà mon livre, voilà la justification des passages qui vous ont fait peine; j'ai manqué peut-

être à la clarté, en n'expliquant pas mon système comme je le fais ici ; il vous convient, et vous devez à votre amitié pour moi, mon cher Madier, de suppléer maintenant à mes paroles. Je prends note de votre observation pour l'avenir, et vous, qui plus d'une fois serez appelé à me défendre, pesez ma réponse.

Vous avez encore le culte du peuple, mon cher Madier ; il faut absolument vous défaire de cette fausse religion. Il faut servir la liberté et la morale pour elles-mêmes, et comme votre plus précieux trésor ; laissez donc là les questions subjectives ; sans mépriser le peuple, qui n'est que sauvage et que nous avons à civiliser, n'en faites pas votre souverain. J'ai vu, le 7 décembre 1851, quand le pavé du boulevard était encore rouge de sang, ce brave peuple faire queue aux petits théâtres, content, joyeux, sans nul regret ni remords. Que de fois je l'ai surpris, depuis cinq ans, en flagrant délit d'indifférence, d'immoralité, de complot impérialiste, d'ingratitude pour ses initiateurs ! Ah ! certes, il ne m'a pas trompé ; mais la lâcheté, même prévue, est toujours hideuse à voir. Je frapperai sur ce peuple, je vous en préviens, jusqu'à ce que j'aie fait voler en éclats le dogme prétendu de sa souveraineté ; car ce n'est pas assez pour nous de ne pas revoir les incapables de 48, il ne faut pas que nous revoyions leur idole...

*Nous travaillons ! cela va bien !* vous disent les héros des faubourgs, de plus en plus fanatiques du régime impérial. Des hommes de nos amis, qui les connaissent bien, portent à 60 ou 70 % le nombre des ouvriers bonapartistes, et chose bien plus honteuse, on s'est aperçu que ceux qui promettaient de voter *non* aux dernières élections, par une rouerie à eux, votaient *oui*.

Je vous dis que peuple et bourgeois ont trouvé

*leur homme* : laissez-nous donc tranquilles avec vos rappels à l'ordre, à la morale et à la vertu. Le peuple et les chiens ont léché votre sang sur le boulevard, du sang de bourgeois!...

Maintenant, mon cher ami, permettez-moi à mon tour un avertissement qui vous sera pénible. — Que l'émigration s'abstienne le plus qu'elle pourra de prendre aucune initiative sur les affaires de France; elle ne voit pas les hommes et les choses, et elle n'y entend rien. Les proclamations venues de Londres et Jersey ont été réprochées ici de tout ce qui réfléchit et qui pense; de telles pièces ne réussiront qu'auprès des esprits brutes à qui il faut tennailler la fibre, et qui, un instant réjouis de cette violence, vont voter *oui* le lendemain. Le livre de V. Hugo, remarquable par son *chic*, est trop long des deux tiers, et à force de ne voir dans le 2 Décembre que L.-N. manque son effet.

Je vous le répète : vertu, justice, honneur, dignité, morale, respect humain, esprit public, patriotisme, tous ces sentiments, qui ressusciteront un jour, sont présentement morts dans l'âme nationale. Les lui rappeler, c'est la fatiguer, l'irriter en pure perte. Agiotage, férocité, hypocrisie, servilisme, tous les sentiments bas et ignobles, voilà ce qui nous gouverne. Ne croyez pas pour cela à la déchéance de la race : vieille absurdité renouvelée des Grecs et des Romains. Il y a éclipse, léthargie, catalepsie, voilà tout. Il faut manœuvrer en conséquence, et je vous répète que l'émigration n'y entend rien.

Je voudrais faire une excursion jusqu'à Bruxelles, vous voir, voir Marc et les quelques-uns capables de me comprendre, ce qui signifie de ne me point haïr. Deux jours de causerie nous feraient à tous du bien.

Je pourrais vous dévoiler le fond de mon âme, vous révéler le feu concentré qui me brûle, et les effrayantes pensées qui m'agitent.

Hélas ! je crois que mon rôle est fini. Ce n'est pas avec des sermons sur le beau et l'honnête que nous relèverons cette nation gisante ; c'est avec la révélation des destinées effrayantes qui l'attendent.

Plus de ce style vertueux que connaissent seul les républicains ; je vous le répète, il nous faut un verbe *fatal*. M'entendez-vous, enfin, moraliste de la vieille roche?...

La *Revue* dont je dois être rédacteur en chef publiera son premier numéro, sauf empêchement imprévu, le 15 janvier prochain. A dater de ce jour, je vais vous conduire, comme en 48, par des sentiers inconnus, où la censure, le parquet, j'espère, ne pourront m'atteindre. Les oreilles en tinteront à plus d'un républicain ; ce sera toujours comme en 48 ; je frapperai, s'il faut, sur les réclameurs, protestants, et désavouants ; je m'attends encore à être obligé de sacrifier plus d'un démocrate sur cet autel effrayant de la *nécessité*, comme en 48. Que voulez-vous ? je ne puis plus prendre conseil que de moi-même ; la dictature de L.-N. sera l'excuse de la mienne. Quand toutes les têtes se courbent, la première qui se lève est chef de droit. Me demanderez-vous encore en vertu de quel mandat je prends la parole pour la liberté et la Révolution?.,.

Ma femme est très-sensible à votre souvenir, et flattée des quelques mots qui la regardent. Dites à votre tour à M<sup>me</sup> Madier, que je suis l'un des hommes à qui elle a inspiré la plus haute estime et vénération.

Si vous voyez Marc, serrez-lui la main pour moi, et rappelez-lui qu'il m'avait promis quelques mots sur

mon dernier ouvrage. Comme je suppose, d'après vos relations, que vos réflexions lui sont communes, vous pouvez, si vous le jugez utile, lui faire part de la présente.

Non, mon cher ami, perchés comme nous l'étions sur nos sommets politiques et économiques, nous n'avions pas vu combien bas était tombée sous ses derniers gouvernements, la nation française. Napoléon I<sup>er</sup>, les Bourbons, Louis-Philippe, ont semé ; Louis-Napoléon moissonne ; tous les jours il se promène seul, à pied, sans escorte, à travers Paris stupéfait de son audace. Il n'y a pas un homme, même dans le parti républicain, qui soit à la hauteur morale de s'y opposer, et vous venez me parler vertu ! C'est par la terreur des calculs, vous dis-je, qu'il faut agiter cette nation gangrenée.

Adieu, serrement de main fraternel, et quand tout le monde vous dira que je *trahis* la République, répondez simplement que je fais mon devoir.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 18 décembre 1853.

A M. LE RÉDACTEUR DU *MONITEUR*

Monsieur le Rédacteur, permettez-moi d'emprunter la voie de votre journal pour accomplir ce que je regarde en ce moment comme un impérieux devoir civique. Les occasions où il nous est possible de le faire sans péril sont trop rares pour que, lorsqu'elles se présentent nous les laissions échapper.

La note insérée au *Moniteur* du 16 décembre, concernant l'étendue et les conditions de l'amnistie accordée par le décret du 2, est une rétractation de celle qui avait paru dans le numéro du 9 et jusqu'à certain point, une violation du décret lui-même.

D'abord, en ce qui concerne les contraventions et délits de presse, le décret était explicite. Il ne distinguait point entre les individus condamnés antérieurement ou postérieurement au 2 décembre; tous, sans exception, et de quelque date qu'ils fussent, étaient amnistiés; prison et amende leur étaient remises.

En ce qui touche les autres condamnés, exilés ou expulsés politiques, je ne dis pas *proscrits*, puisque ce

mot déplait au *Moniteur*, la note du 9 était aussi on ne peut plus générale. Elle n'établissait aucune classification, ne faisait point de catégories, ne distinguait pas entre les dates et les juridictions. Elle semblait au contraire avoir recherché les expressions les plus compréhensives pour englober dans la munificence impériale toutes les victimes qu'a faites la Révolution depuis cinq ans; elle disait :

« A l'exception de ces hommes qui (sous prétexte de politique) se sont rendus coupables de ces crimes que toute morale réproouve, *tous ceux qui souffrent des suites de nos malheureuses discordes civiles* seront rendus à la liberté, à leur famille, à leur patrie, sans autre condition que de se soumettre à la volonté nationale, si clairement manifestée par le dernier scrutin, et de prendre l'engagement de ne rien faire désormais contre le gouvernement de l'élu du pays. L'Empereur ne veut rien exiger de plus, et le bon sens ainsi que les *nécessités sociales* disent assez qu'il est impossible de demander moins. Le vœu le plus cher de Sa Majesté est de voir effacées jusqu'aux traces de nos *anciennes divisions*; elle ne garde du passé que le souvenir de services rendus. Il ne tiendra pas au prince que la patrie vient de couronner, qu'elle soit plus longtemps séparée d'aucun de ses enfants. »

Tels sont les propres termes de la note du 2 décembre.

Maintenant on nous dit, sur l'interpellation d'un journal et après sept jours de réflexions, que par ces mots, *tous ceux qui souffrent de nos anciennes discordes civiles*, il ne faut plus entendre que les individus

expulsés ou condamnés à la suite du 2 décembre, *moins les chefs*, et quant aux condamnés politiques antérieurs, ceux de 1848, 49, 50 et 51, condamnés tant par les tribunaux civils que par la Haute Cour de justice et les Conseils de guerre, pour délits de presse, insurrection, société secrète, etc., etc., pour ceux-là, dis-je, il y a exception légale, *leur grâce ne pouvant être accordée que dans les formes déterminées par la loi.*

Et, chose étrange, le journal qui avait fait les interpellations, le *Sidèle*, ne trouve rien à redire à la chose; il remercie avec effusion de style, le *Moniteur*, et se déclare satisfait.

C'est contre le scandale de cette rétractation honteuse de la volonté impériale, obtenue après coup par je ne sais quelles aveugles et impitoyables influences que je proteste de toute l'énergie de ma raison et de ma conscience.

Je ne relèverai pas l'allégation du *Moniteur*, à savoir que les condamnations prononcées avant le 2 décembre contre des prévenus politiques ne pouvant être levées que par le *droit de grâce* et selon des *formes déterminées*, ne pouvaient être levées que par l'amnistie. C'est une subtilité de juriste que n'avait pas prévue le rédacteur de la note du 2 décembre, — comme s'il fallait tant de façons à un empereur pour mettre en liberté quelques détenus! — et qui disparaîtra tout à l'heure dans la définition de ce mot : *Amnistie.*

Je ne rappellerai pas davantage à la feuille officielle qu'en fait de justice gracieuse, la plus large interprétation est de règle. Elle sait cela comme tout le monde et n'aurait à me répondre autre chose qu'en me montrant au bout de l'amnistie, comme conséquence

extrême et possible, certains noms que je n'aurai pas l'indiscrétion de citer dans ce débat.

Ce que j'affirme et que je revendique au bénéfice de tous les condamnés et expulsés politiques, c'est la pensée de sécurité pour le pays, honorable à l'empereur, d'une haute portée philosophique et sociale, qui se trouvait au fond de la note du 9 décembre; pensée qui, complétant le décret du gouvernement provisoire relatif à l'abolition de la peine de mort en matière politique, tendait à considérer le citoyen frappé dans les luttes civiles comme un prisonnier de guerre et conséquemment à lui créer au-dessus des vengeances et des dérisions de la politique, un droit analogue à celui qui protège le soldat désarmé et livré à la merci du vainqueur.

Les lois de la société sont révélées par l'histoire; ces lois fatales dans la collectivité, deviennent impératives à l'égard des individus. Or, que nous révèle l'histoire dans la question qui nous occupe? Elle nous montre à chaque page de ses sanglantes annales, que si le gouvernement est jusqu'à certain point chose nécessaire, on ne peut affirmer d'aucune forme de gouvernement qu'elle est, à l'exclusion des autres, légitime; et partant que le débat sur le principe, la nature et les formes du pouvoir dans la société, est éternel. Aussi longtemps qu'il existera des gouvernements parmi les hommes, il y aura une controverse et des passions politiques, des dissensions et des guerres; il y aura des partis vainqueurs qui se proclameront sauveurs de la société et gouvernants par la grâce de Dieu et la volonté nationale; et des partis vaincus livrés à la proscription des Conseils de guerre, des commissions mixtes et des Cours prévôtales, comme des factieux et des

brigands. Qui devant l'histoire a tort; qui a raison? Tout le monde et personne. Le gouvernement étant chose de nécessité, non d'institution légitime, il faut, pour obéir à la nécessité, que l'un des partis succombe afin que l'autre règne; il n'y a pas d'autre légitimité que celle-là. Les victimes de la lutte, ceux qu'on appelle proscrits ou condamnés politiques, sont le prix de la paix telle quelle dont jouit la patrie sous la domination de leurs rivaux. Alors, en attendant que du nouvel établissement surgissent de nouvelles difficultés, s'accomplit au dernier acte la fusion des partis antagonistes ou l'amnistie. L'amnistie sur laquelle ont tant divagué depuis cinq ans de prétendus républicains, l'invoquant sans cesse au nom de la charité et de la pitié, l'amnistie est le dénouement du drame politique; elle a lieu le jour où, par une cause quelconque, l'opposition au pouvoir venant à cesser, la raison d'État perd son empire, et vainqueurs et vaincus confondent leurs prétentions et leurs griefs dans un mutuel oubli.

Ainsi, d'après cette loi des fluctuations gouvernementales, toute notion de mérite et de démérite, de pardon et de grâce d'un parti à l'autre disparaît. La distinction exprimée dans la note du *Moniteur* du 16, n'est pas seulement un outrage à la dignité humaine et à la morale des nations; c'est la négation du mouvement même des sociétés. Devant la politique et devant l'histoire, malgré tous les arrêts, sentences et définitions des tribunaux ordinaires ou exceptionnels, entre deux partis en politique, il n'y a lieu sur le terrain de la politique pure, ni à crime ni à délit; il n'y a qu'une compétition du pouvoir, et la lutte finie une raison d'État.

Or, ce qui est vrai de deux partis antagonistes, l'est

aussi de l'individu, soi-disant *condamné* politique, vis-à-vis du pouvoir; il n'appartient pas à la justice, c'est un *prisonnier d'État*. Le jour donc où ce prisonnier d'État déclare, suivant les termes du *Moniteur* du 9 décembre, *se soumettre à la volonté nationale, exprimée tellement quellement au consentement même tacite et prendre l'engagement de ne rien entreprendre contre le pouvoir*, ce jour-là, la raison d'État qui l'a fait saisir, incarcérer ou expulser, cesse de plein droit; l'amnistie lui appartient; il ne peut être retenu que par une volonté arbitraire. Et si plus tard, rendu à la liberté, il viole sa promesse, alors il tombe sous le coup de la justice criminelle; ce n'est plus un prévenu politique, c'est un parjure contre lequel la loi prononce peine afflictive et infamante.

Voilà, je le répète, ce que contenait en principe et en perspective la note du 9 décembre : option offerte à tous condamnés et expulsés politiques, au nom de la nécessité sociale d'une part et de la raison d'État de l'autre, ou de subir jusqu'à la fin la loi du glaive qui les frappe, ou de rentrer dans leurs familles sous la condition de ne rien faire contre le gouvernement. L'amnistie ainsi entendue et proposée était un pas de plus dans la civilisation; acte de loyale, sinon de légitime autorité, et qui, exigeant de son auteur intelligence, caractère et volonté, l'élevait bien au-dessus du titre précaire d'une bataille et d'un scrutin.

Quel conseil perfide est venu changer cette première et heureuse inspiration du nouvel empereur?... Pour moi, je suis de ceux qui jugent que le vieux principe démocratique, formulé par Rousseau, adopté par la République de 1793 et de 1848, exprimé par le suffrage universel et direct, a fait son temps; je crois que ce

n'est plus sur cette terre sablonneuse et mouvante qu'il convient de poursuivre l'œuvre révolutionnaire; et, acceptant la défaite du 2 décembre comme une expiation des erreurs de 48, trouvant les conditions de la note du 9 courant acceptables dans l'état actuel des choses, j'étais prêt à exhorter ceux de mes amis politiques que la prison ou l'exil retiennent encore, à souscrire un acte d'amnistie qui n'avait plus pour eux rien de déshonorant.

Est-ce que par hasard cette cessation systématique d'hostilités serait devenue vis-à-vis de la démocratie un motif nouveau de suspicion? Nous craindrait-on davantage, calmes, résignés, studieux, cherchant la liberté par d'autres issues que combattant dans la rue et entonnant chaque matin une Marseillaise? On croit faire de la sécurité autour de l'Empire; on ne fait que creuser le gouffre des haines et allumer la rage des représailles. On a peur de voir revenir quelques chefs populaires, comme si le retour de ces *chefs*, aux conditions de la note du 9, n'était pas précisément le résultat le plus heureux que le pouvoir pût se promettre de l'amnistie!... Mais ne craignez rien; des chefs de parti n'acceptent pas d'amnistie, ils l'accordent. Aussi ne s'agit-il point des chefs en ce moment, il s'agit des soldats.

Au nom de tous les détenus et exilés politiques, pour qui l'option proposée par la note du 9 décembre est de droit naturel; au nom de leurs familles désespérées, au nom de la paix publique et du progrès, je proteste contre la rétractation insérée au *Moniteur* du 16 décembre dernier; je demande que le bénéfice de l'amnistie soit acquis à tous les individus qui depuis 1848, condamnés à tort ou à raison, ou expulsés, *souffrent de nos dis-*

*cordes civiles*, et je propose que le principe de cette amnistie, généralisé par un nouveau décret impérial, fasse partie désormais de notre droit public et soit reconnu comme loi de l'État.

Je suis, monsieur le Rédacteur, votre tout dévoué,

P.-J. PROUDHON.



Paris, 21 décembre 1852.

A M. GUILLEMIN

Mon cher Guillemin, j'ai reçu votre manuscrit, et l'ai lu sur-le-champ avec un plaisir infini. Les deux questions ont été parfaitement comprises par vous et bien résolues. C'est clair et limpide. Je n'aurai qu'à y joindre mes considérations antinomiques ou de philosophie générale, et je crois que la machine économique commencera à s'apercevoir. Je vous remercie donc, quitte à revenir à la charge et à mettre de nouveau à contribution votre complaisance.

Notre petit groupe d'amis commence à prendre de plus en plus de consistance et de vie, et tous, nous rêvons de faire quelque chose dans la sphère mercantile et industrielle. Les temps sont favorables pour nous; si vous avez pu suivre les journaux de ces derniers temps, le *Constitutionnel*, le *Pays*, la *Patrie*, la *Presse*, les *Débats*, vous y aurez vu que le crédit gratuit est à peu près affirmé et prêché partout, ici, directement; là, sous forme de réduction progressive illimitée. Le directeur du Crédit foncier, Wolowski, avec qui j'ai dîné il y a trois jours, me déclare lui-même qu'avant quatre ans il espère réduire son annuité de 5 à 4, tout

compris, et il ne nie pas la gratuité. Enfin, cette grosse question est désormais acquise à l'opinion; ce pourquoi j'ai tant lutté en 48, et qui, en dernière analyse, m'a valu trois ans de prison, est aujourd'hui presque un lieu commun; nous sommes justifiés et glorifiés partout. Vous pouvez dire cela hardiment : encore six mois d'expérience et un peu de discussion de notre part, et de propagande pour aider à la chose, et la victoire est complète. Toutes les citadelles du capitalisme enlevées, je ne vois plus ce que la censure pourrait nous interdire; nous tenons tout, avec le capital; l'Église et l'État!...

Depuis ma dernière lettre, ces faits et les réflexions qu'ils soulèvent m'assiégeant, j'ai pris mon courage à deux mains et me suis résolu de travailler sérieusement à la *Revue* dont je vous ai parlé, et qui paraîtra peut-être le 15 janvier. C'est un dernier coup de collier qu'il faut donner, et, laissant de côté l'empire et l'empereur, je crois pouvoir surmonter, au regard du public comme de la police, toutes difficultés. Au reste, nous verrons bien!...

A travers toutes ces préoccupations, je ne vous perds pas de vue, et je pense que si la *Revue* nous fournissait de quoi vivre, je vous proposerais de venir ici collaborer avec moi, avec un appointement de 200 francs par mois, en attendant mieux. Nous ne pouvons guère, les uns ni les autres, pour tous nos projets, nous passer de vous, et mon avis est que nous devons franchir le Rubicon et entreprendre quelque chose. Charles Edmond est de retour; il se propose de vous écrire de tout cela; Darimon pareillement. Ainsi, tenez-vous prêt et avertissez M<sup>me</sup> Guillemin de ne pas entamer d'affaires, ni de faire de bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans.

Dimanche prochain, à midi, j'ai rendez-vous avec M. Verdeau, pour parler de toutes affaires en général. L'excellent homme veut aussi vous placer ; mais il n'est pas heureux. En ce moment, il en est réduit à jouir de l'estime générale que lui valent ses talents, ses connaissances, sa probité, son esprit ; mais c'est à peu près tout, et j'ai peur que le malheur qui l'accompagne ne commence à détourner les gens de lui.

Un nommé *La Châtre*, libraire, que vous connaissez, je crois, et qui devait, disait-il, me verser 100,000 fr. pour commencer la Banque du Peuple, tourne sans cesse autour de moi ; il vient de m'envoyer l'épreuve d'un prospectus de *Banque d'échange*. Un autre ami m'informe qu'à la Bourse il se ramasse des fonds et se négocie une autre entreprise du même genre, et qu'on se prévaut de mon nom. Je ne sais ce que ce peut être. Enfin, mon cher ami, je suis en train de devenir la grande autorité économique du moment ; car, malgré les réserves exprimées par les journaux conservateurs à mon endroit, il est trop clair pour tout le monde que le principe de la réduction progressive de l'intérêt a été la grande affaire du citoyen Proudhon, et que ce qui se passe est la justification de mes idées. Bastiat et toute la vieille école sont battus. J'ai raison enfin, on l'avoue, et j'ai raison dans les termes où je voulais l'obtenir, c'est-à-dire qu'en admettant que les capitalistes, d'après l'ancien système de crédit, perçussent une rémunération légitime, il était cependant possible de faire mieux et à plus bas prix.

Voilà où en sont les choses, et cela ne contribue pas peu à me rendre cœur. Je vois d'ici l'empire et la papauté forcés bientôt d'amener pavillon, d'autant qu'il ne paraît plus qu'aux Tuileries on soit si ardent à la

guerre qu'il y a un an! La coalition continentale est reformée; l'Angleterre y adhère; la France, ni plus ni moins que sous Louis-Philippe, se retrouve hors du concert européen; et comme Napoléon ne voudrait pas faire une guerre révolutionnaire, il est condamné de fait à l'immobilité. Or, le *statu quo* l'use très-vite : c'est comme la neige au mois d'avril..... Henri V devient de plus en plus redoutable, et la position du *sauveur de la société* est si mauvaise pour Napoléon, en présence d'une légitimité vivante, que dans six mois il faudra faire volte-face ou succomber sous le ridicule.

Faites de ma part mes excuses et mes amitiés au directeur quand vous le verrez. Je ne me suis pas présenté chez lui parce que je sais qu'il faut ménager à l'occasion la susceptibilité des dames, et que, ne pouvant alors me poser en vieille connaissance, et ne voulant point paraître en bête curieuse, j'ai jugé plus convenable de m'abstenir; d'ailleurs, je voyageais *incognito*. Dans six semaines, les situations seront changées : aux appointements près, je serai, dans le monde financier, une autorité aussi recommandable que M. Micaud. Nous pourrons, alors, en nous voyant, traiter de puissance à puissance, et l'ancienne amitié n'y perdra rien. Les révolutions vont vite par le temps présent, et je sais plus d'une brave Bisontine qui, avant trois ans, me fera amende honorable : laissez faire, laissez passer.

Ma femme vous fait ses compliments, ainsi qu'à M<sup>me</sup> Guillemin. Il y a trois jours que son pot-au-feu, tout bouillant, s'est effondré entre ses mains, et elle s'est brûlé douloureusement les mains, les bras et la figure; toutefois, cela ne laisse pas de vestige. Cathe

est un vrai gamin de Paris. Marcelle se débarbouille; c'est Cretin qui soigne toute la famille : il nous fait manger son homéopathie; en tout cas, cela ne fait pas de mal.

Bonjour à Mathey, François, Abram, M. Félix, etc.  
Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 29 décembre 1852.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, je vous ai fait prier récemment, par Guillemin, d'envoyer à MM. Garnier frères, rue Richelieu, 10, et par la voie la plus économique, la caisse de brochures qui vous restait à la gare. Cette petite expédition est-elle faite ?

Je viens aujourd'hui vous demander un autre service : c'est de passer chez M. l'avocat Oudet, et de vous informer si le manuscrit que je lui ai adressé par Lafitte et Caillard, lui est parvenu. La conservation de ce manuscrit m'importe beaucoup ; je serais heureux de savoir ce qu'il est devenu. Du même coup, vous demanderez où en est mon procès.

J'ai vu dimanche dernier M. V\*\*\*. Il a à peu près renoncé à s'occuper d'affaires sérieuses ; il prétend qu'aujourd'hui tout ce qui est entreprise réelle, œuvre de production, de commerce, d'industrie vraiment utile, est impraticable et ruineux. Il n'y a plus que le jeu, l'agiotage, dit-il, où l'on puisse gagner quelque chose, et il fait comme tout le monde, il va à la Bourse, et, à ce qu'il me raconte, il moissonne. Il ne compte pas moins que de refaire sa fortune par cette voie, tout autre lui étant, à ce qu'il assure, fermée. N'ayant pas le secret de ses opérations, je n'ai pu soulever aucune

considération ; mais j'ai gémi de voir cet homme si intelligent, honnête au fond, rejeté, à ce qu'il assure, des entreprises sérieuses dans les intrigues et manipulations de la Bourse. J'ai peur que le malheur qui s'est attaché à ses spéculations positives, ne le suive dans celles de la Bourse : alors la chute serait profonde, irréparable.

M. V\*\*\*, qui n'oublie point, à travers ses campagnes, ses anciens amis, a eu une occasion de s'occuper de vous. Un de ses amis, ancien saint-simonien, Lemonnier, occupe dans la société du *Crédit mobilier* un poste élevé, et lui avait demandé des employés capables. M. V\*\*\* songea aussitôt à Guillemain et à vous. Mais il dut confier à Lemonnier, que vous aviez passé par la *Banque du Peuple*, et cela fit tache à la recommandation. Lemonnier craignit pour lui-même ; il lui aurait fallu presque vous garder incognito dans l'administration, où vous eussiez été pris l'un et l'autre pour des espions de la République démocratique et sociale. Bref, l'absence de sécurité fait que M. V\*\*\* n'a pas osé vous déplacer ni l'un ni l'autre, d'autant que vous ne pouviez le faire qu'avec des avantages suffisants. La chose est restée là. Et d'une.

Dans ma dernière, je faisais part à Guillemain des espérances que me donnait la publication de la *Revue* projetée : encore un château en Espagne de démoli. Le ministre de la police, Maupas, vient de nous faire savoir qu'il *n'y a lieu de nous accorder l'autorisation*. C'est tout à la fois, une revanche que prend ce monsieur de mon dernier livre, publié malgré lui, et un effet de l'influence occulte des jésuites qui, je le crains, s'attachera désormais à mes pas, et mettra le haro sur toutes mes publications. Qui sait si dorénavant il me

sera possible de publier en France, un seul ouvrage?... Quoi qu'il en soit, j'ai de la besogne sur le chantier et du pain sur la planche pour un an; je suis résolu de travailler et d'attendre, et, dans un an, qui vivra verra!

Vous savez sans doute que Duchêne est rendu à la liberté; ce n'a pas été sans peine, malgré les termes positifs du décret du 2 décembre! Mais je n'ai rien obtenu pour Pilhes, d'autant d'ailleurs que la note du *Moniteur* du 9, qui déterminerait les conditions d'une mise en liberté, a été démentie et révoquée par une note du 16, qui fait exception pour les condamnés des Hautes Cours. Telle est la bonne foi et la générosité des princes!...

Vraiment, je ne sais plus qui je dois haïr et mépriser le plus aujourd'hui, de cette multitude ignoble, qui nous a jetés dans cet abîme de tyrannie; de la bourgeoisie avide et lâche, aussi dépourvue de conscience que de lumières, qui ne hait dans Bonaparte que l'usurpateur de ses privilèges; du pouvoir, qui base sa politique sur les passions les plus viles, les instincts les plus honteux de l'espèce; du clergé qui l'encense, de la magistrature qui le justifie, de l'armée qui le défend? Quel cœur de damné, quelle âme de satan pourrait suffire à tant de mépris et à tant de haine? J'en suis épuisé.

Je vous souhaite la bonne année à tous : François, Abram, Félix, etc. J'embrasse sur les deux joues M<sup>me</sup> Guillemin, et suis pour son vieux mari, à la vie et à la mort, ainsi que pour vous.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 1<sup>er</sup> janvier 1833.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, parmi les lettres que l'époque du nouvel an m'impose, ma femme me recommande de ne pas oublier la vôtre. C'est vous dire combien elle partage mes sentiments pour vous et votre famille, et quel souvenir elle garde de vos politesses.

En terminant ma dernière lettre, je vous parlais de la nécessité où j'étais de me tenir en garde contre les événements. Eh bien ! mes prévisions n'ont pas tardé à être confirmées. Je viens, vous le savez sans doute, de perdre mon procès contre Tubergue : la Cour a voulu, contre un mécréant, un socialiste, signaler son zèle ; le clergé a recommandé chaudement ma partie adverse ; bref, il est acquis en ce moment qu'un homme de mon espèce n'a pas le droit de se plaindre quand on le pille et qu'on le vole.

Je n'appellerai pas ; je me tiens pour battu ; je vais seulement m'occuper d'opposer publication à publication, et de déferer toute l'affaire au public. Jamais on n'aura vu un méchant ouvrage, imprimé, débité, malgré le désaveu de l'auteur et ses efforts pour l'anéantir, et cela, en concurrence du livre qu'il recon-

naît seul comme véridique et légitime. Voilà pourtant ce qu'est notre magistrature; voilà nos tribunaux; voilà la justice de notre vieille société! Et l'on s'étonne qu'il y ait des socialistes!

Ce qui m'arrive à Besançon n'est pas le seul tour que me joue en ce moment le parti prêtre; le ministre de la police, Maupas, grâce aux influences cléricales, vient de refuser son autorisation à la *Revue* dont je devais être le rédacteur en chef. Le motif avoué, non écrit, est que je me serais promis, dans cette Revue, d'écraser les jésuites et le catholicisme! C'est à la lettre. Me voilà donc bien et dûment constitué en ennemi public et mangeur de robes noires!..... Tandis que la racaille démocratique et sociale, qui grouille dans les prisons, ou sèche en exil, m'accuse d'être vendu à Bonaparte, sa police me bâillonne, et ses juges me condamnent, pour délit d'antipathie contre le clergé!

Ces contre-temps ne laissent pas que de me nuire. Il faut que je paye, d'un côté, des frais et amendes, et que de l'autre je retrouve par une autre production les avantages que me promettait la *Revue*: ce qui me ramène toujours au *b a, ba*. — Cela ne finira qu'avec ma vie!...

La dislocation du régime actuel a commencé juste avec son installation. Tout le monde avait prévu, et tout le monde voit et répète aujourd'hui que la proclamation de l'empire a été le point de départ de la dégringolade impériale. Tout ce que fait le pouvoir est tellement à rebours de sa position et de son intérêt, que les personnes les plus éclairées ne doutent presque plus que L.-N. ne soit victime d'une immense trahison organisée autour de lui.

Si l'on n'avait encore quelque crainte de la République et du socialisme, disent-elles, Napoléon n'exis-

terai plus. La fusion est faite entre les deux dynasties ; les puissances étrangères sont hostiles ; la bourgeoisie (monarchique et constitutionnelle) occupe toutes les positions dans l'armée, l'administration, l'ordre judiciaire ; on n'attend plus qu'une chose pour agir, c'est que le scandale déborde, ce qui ne peut aller loin.

Comprenez-vous maintenant, cher ami, sous quel régime nous vivons ? Croyez-vous au dévouement de ces gens qui tous ont juré fidélité à l'empereur ? Apercevez-vous la conspiration flagrante et la dynastie napoléonienne vilipendée, fleurdélisée, en attendant qu'une révolution de palais l'envoie de nouveau en exil ou aux galères.

Si le *Moniteur* ose imprimer que M. Baroche, président du conseil d'État, jouit de cent cinquante mille francs de traitement, que ne doit-on pas penser du gaspillage des fonds de l'État ?...

Non, mon cher ami, ce n'est déjà plus Napoléon III qui règne, ce sont les jésuites, c'est la Sainte-Alliance. c'est la bourgeoisie orléaniste, légitimiste, fusionniste ; et c'est ce qui m'effraye. On a laissé faire ce monomane impérial ; on permet à quelques aventuriers de se vautrer dans l'or et dans la fange ; on laisse la République exhaler son dernier souffle ; après quoi, on fera justice des uns et l'on musellera l'autre, peut-être pour des siècles.

J'attends.

Mes respects à ces dames, fille, femme et mère.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 1<sup>er</sup> janvier 1833.

### A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, nous avons reçu les lapins, avec lesquels nous célébrerons le nouvel an et boirons à votre santé. Nous vous embrassons et prions en même temps de présenter nos amitiés les plus sympathiques à M. Besseteaux et au père Eustache. Quant à ma visite, il ne faut plus y compter avant le mois de mars; tout à l'heure vous saurez pourquoi.

Enfin la crise se décide pour vous, mon cher Maguet; il vous faut opter entre votre lieu de naissance et votre patrie adoptive. Vous ne pouvez plus ni reculer ni tergiverser. Sous un rapport, je m'en réjouis pour vous, car cela va vous mettre dans la nécessité de régler, une fois pour toutes le reste de votre existence et de sortir du provisoire. Je suis désolé de vous faire croire que, comme le renard de La Fontaine, qui n'avait plus de queue, je tends à insinuer à mes amis d'imiter ma conduite. Je sais mieux que personne qu'elle n'est pas à suivre, et je serais le premier, si vous vouliez marcher sur mes traces, à vous en dissuader. Mais il y a établissement et établissement, et, aussi vrai que je le dis, je crois pour vous à la nécessité d'en former un. Que

ce soit à Voves, à Dampierre, ou ailleurs, il n'importe, mais songez-y; vous ne vous posséderez tout entier, vous ne serez chez vous et ne vous appellerez vous, que lorsque, avec une alliance convenable, vous aurez fait élection définitive d'une résidence. Dites-vous cela, cher ami, et sans passion. Vous avez quarante ans, sans accès de jeunesse; agissez en conséquence! Songez que je ne vous parle ni amour, ni douceurs conjugales, rien de toutes ces niaiseries de roman; je vous parle au nom de votre personnalité, de votre moi. Dans votre état de médecin vous n'êtes ni posé, ni entier, tant que vous êtes seul. Il vous faudrait au moins, comme à un prêtre, une nièce ou une sœur...

Quant à moi j'éprouve des contraintes de plus d'une sorte, et qui, si je ne sentais avant tout l'importance pour un homme de compléter son être et de se produire dans l'intégralité de ses fonctions, seraient bien de nature à me faire regretter le parti que je vous conseille. D'une part, le ministre de la police, Maupas, refuse d'accorder l'autorisation à la *Revue* dont je devais avoir la rédaction en chef; il n'a pas caché qu'il se vengeait de mon dernier succès, et qu'il tenait à me bâillonner. Du reste, il y a de l'influence jésuitique là-dessous; les journaux répètent les canards les plus étranges sur ma résolution d'exterminer le parti prêtre, etc.; ce à quoi, prétend-on, le gouvernement se refuserait positivement. Ce refus me contrarie et change toutes mes dispositions d'existence. Il va falloir aviser.

D'un autre côté, je viens de perdre devant la Cour impériale de Besançon ce méchant procès que j'avais avec un libraire, qui prétendait avoir le droit d'exhumer et débiter malgré moi un méchant petit ouvrage

que j'avais fait vendre à l'épicier afin de l'anéantir. La Cour, réformant le jugement du tribunal de Commerce, prétend que ce libraire a été *habile* (le mot est joli), mais qu'il a fait un acte licite... Les plaidoiries ont duré trois jours; la salle était pleine de curés : c'était une bonne fortune de me faire perdre une cause juste, et de forcer la circulation d'un travail plein d'erreurs, mais où l'on prétend qu'il y a des passages favorables à certains mythes bibliques, que j'ai depuis longtemps réfutés!...

Je n'appellerai pas; je me tiens pour battu. Je n'ai pas plus de foi aux magistrats de cassation qu'à ceux de notre estimable Cour bisontine.

Il m'est trop prouvé que ces gens-là ont soif de sang de philosophe; et puis on pourrait croire, si j'insistais davantage, que j'ai en effet à rougir de mon premier essai. Je vais donc mettre en ordre mes notes, refaire le Mémoire que j'ai envoyé en 1839 à l'Institut et faire une contre-publication dans laquelle je protesterai contre celle qu'un arrêt de Cour me veut imposer malgré moi. Vit-on jamais quelque chose de plus monstrueux en fait de mauvaise foi judiciaire? Un livre imprimé, vendu malgré le désaveu de l'auteur, malgré ses efforts pour le supprimer, et cela à côté de l'ouvrage refait, augmenté, corrigé par lui-même; en concurrence du sien!...

Je n'ai plus contre cette indignité qu'une ressource, c'est de déférer la question au public, d'exposer les faits, de publier les deux sentences, d'inviter les amateurs à comparer et, s'il y a lieu, de dénoncer au *Sénat conservateur* l'iniquité dont je suis victime.

Toute affaire cessante, je travaille à cette publication, qui sera prête, je l'espère, en février, au plus tard. Il y

DE P.-J. PROUDHON.

137

aura de quoi faire grincer des dents à toute la canaille jésuitique, je vous en préviens; ma vengeance sera complète.

Adieu, cher ami, et bonne année.

Tout à vous,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 1<sup>er</sup> janvier 1833.

A M. MADIER-MONTJAU

Mon cher Madier, j'ai reçu votre dernière, datée de *jeudi matin* ; une autre fois, je vous en prie, mettez le quantième.

Je puis bien m'appeler comme feu Jérémie, l'homme des désolations, *vir afflictionum* : depuis le 24 février je n'ai cessé de pleurer sur la République. Et quand je cherche à mon deuil quelque allègement, quelque rayon d'espérance, tout aussitôt je le vois anéanti par l'inertie intellectuelle, l'incapacité politique, les préjugés absurdes de tous ceux qui se portent pour sa défense. Oui, votre lettre me désespère, car elle me prouve pour la millième fois que cette République, que les intelligences n'ont pas comprise, n'a pas plus de fondement dans les volontés. Nous spéculons sur les oscillations de la multitude, nous ne sommes pas des républicains.

Vraiment, vos scrupules tombent à propos, et le respect humain démocratique que vous me manifestez est bien justifié par les circonstances ! Avec cette bourgeoisie avide et lâche, sans générosité comme sans principes, qui vole à la Bourse ce qui lui répugne de gagner par le travail ; — avec cette classe ouvrière cor-



rompue, envieuse, calomniatrice, qui prend la haine de ses patrons pour du patriotisme, et dont le premier bonheur est de voir massacrer ceux qui se dévouent pour elle ; — avec ce prolétariat campagnard, qui jamais ne sentit battre l'honneur national sous sa blouse, à qui la tyrannie est précieuse pourvu qu'elle humilie le citoyen, qui hait d'instinct science, philosophie, art, industrie ; qui, par sympathie d'ignorance et de superstition, est toujours prêt à se rallier aux excitations cléricales contre les entraînements de la liberté ; — avec cette démagogie pleine de rancunes, formée de l'écume des classes de la société, qui de tout temps considéra ses chefs comme ses premiers ennemis, et dont le triomphe est de ruiner sans cesse les conseils formés pour son salut ; — avec cette masse informe, inintelligente, pénétrée de barbarie, de fanatisme, de férocité, et qu'on appelle *peuple* ; — avec cette canaille humaine, dis-je, il faut, suivant vous, et à peine de déshonneur, mettre une sourdine à sa conscience, imposer silence à sa raison, abdiquer son moi, son droit, prendre pour règle du juste et de l'injuste le dictamen de la place publique, et en toutes choses voir, avant d'agir, de quel côté est tournée la girouette populaire!...

Vous, martyr d'une tyrannie fondée sur le caprice de la multitude, victime du droit immolé à César aux applaudissements de la plèbe, vous en êtes là ! Quand je vous parle raison, vérité, justice, conscience, vous me répondez *opinion!*... Eh ! cher Madier, croyez-vous donc que j'en suis encore, comme en 1848, à vouloir faire avancer la Révolution en agissant sur les masses ? Est-ce que j'attends rien d'elles, désormais ? Est-ce que j'en appelle à leur jugement ? Est-ce qu'elles ne sont pas finies, finies dans la contradiction et le suicide ?

Est-ce que, bien loin de les saluer comme souveraines, mon vœu le plus ardent n'est pas de les conspuer et les maudire jusqu'à ce que le remords les torde ou qu'elles m'écrasent? Du *qu'en-dira-t-on*, je m'en ris, je le brave d'où qu'il vienne, Paris ou Bruxelles, Genève ou Londres, Belle-Isle ou Sainte-Pélagie, la Croix-Rousse ou Saint-Antoine. La tyrannie existe : qui l'a faite? Vous me dites que c'est l'assassin prémédité du 2 Décembre. Eh! non, c'est l'indignité de tout ce que nous avons servi, flatté, adoré, sous les noms de bourgeoisie, peuple, prolétariat, etc. Affranchi par cette défection générale d'un compte que je devais jadis à l'opinion, je ne relève plus que de ma conscience et de la conscience de mes amis. Là est ma loi et mon juge; tout le reste, je le récuse. Il a failli, et tant qu'il n'aura pas expié, je crache dessus et le foule aux pieds.

Certes, je n'ignore pas ce qui se dit de moi à l'étranger aussi bien qu'en France, mais encore une fois, je ne reconnais plus ce souverain. Avant que je souscrive à ses arrêts, il faut qu'il fasse pénitence : jusque-là, j'ai le droit de parler sans prendre conseil de ses ombrages, car après tout, ce n'est plus sa cause que je défends, puisqu'il l'a trahie, c'est la mienne. Entre la Révolution et le parti prétendu révolutionnaire, entre la liberté et notre race, il n'y a plus de rapport que celui qui existe entre la foi et l'hérétique, entre le Christ et celui qui le renie.

Vous voyez, cher ami, combien nous sommes loin de nous entendre, et sur quel pied j'entends me placer désormais en traitant de la Révolution et de la liberté... C'est de ce point de vue supérieur que j'engageais aussi les républicains de ma connaissance que la lutte politique a poussés en prison ou en exil, à racheter s'ils

pouvaient leur liberté moyennant le renoncement à l'action politique ; je leur disais qu'en principe et sauf l'abjuration de leur foi révolutionnaire, ils pouvaient honorablement traiter à cette condition ; — et j'ajoutais qu'en principe, au point de vue de la cause, c'était le seul mais signalé service qu'ils lui puissent rendre.

Je n'ai été compris de presque personne, si ce n'est, m'assure-t-on, de Barbès ; aussi je ne m'en occupe plus. J'ai versé mes dernières larmes sur le sort de la République ; je ne songe plus, en observant les événements, qu'à châtier de ma parole vengeresse tous ceux qui ont trahi la cause du progrès, à quelque côté qu'ils appartiennent. Les événements s'approchent, et quand ils seront accomplis, vous rendrez alors justice à ma sollicitude.

Maintenant, voyons quels seront ces événements. Je voulais que les républicains rentrant dans leurs familles formassent un groupe muet, et sans donner signe de vie tant que durera Napoléon, fussent prêts lorsqu'éclatera l'intrigue de palais, qui tôt ou tard doit l'emporter. Cette chance est la dernière qui nous reste : l'orgueil et la fantaisie démocratiques ne seront satisfaits que lorsqu'elle aura disparu. Savez-vous où en est l'Élysée ? Tout ce qu'il fait depuis un an est si bien à rebours de ses intérêts, de sa sûreté, de sa durée, qu'aujourd'hui nous en sommes ici à croire que tout ce gouvernement élyséen n'est autre chose qu'une vaste conspiration organisée pour la perte de Bonaparte. L'empereur est enfermé, isolé, dans un cercle de trahisons légitimistes, orléanistes, fusionnistes, bourgeoises, jésuites, d'où il ne peut plus sortir que pour aller à Vincennes. Il se croyait obéi, adoré ; il est vendu. On lui a tant et si bien prêché la *paix*, qu'il ne fera pas

et ne peut plus faire la guerre : or, la paix est sa mort assurée. On lui a tant crié qu'il avait sauvé la société et tué l'hydre révolutionnaire par le coup d'État du 2 décembre, qu'il n'ose plus avancer dans le sentier des réformes et que tout ce qu'il y a fait a été pure singerie. Or, sans un mouvement de réforme économique fortement prononcé, il ne peut se soutenir, il est perdu. On lui a fait croire que son principal appui était la religion, et il s'est livré aux prêtres, qui ne l'aiment pas, qui lui disent en face qu'ils ne veulent pas de lui, et déclinent en l'encensant toute solidarité avec ses œuvres. Avec ou sans le clergé, Bonaparte est perdu, et pas plus qu'il ne peut avoir le clergé il ne peut, en l'obtenant se faire pardonner par le pays son cagotisme ! — Des haines profondes couvent au sein de l'armée. Pour toute gloire, L.-N. ne peut offrir à l'armée que la guerre aux insurgés.

La désaffection, la haine croissent dans la bourgeoisie avec une intensité effrayante qui n'a de pendant que la rigueur déployée par le pouvoir contre les démocrates. Le 2 décembre paraît un décret qui amnistie tous les délits de presse : eh bien ! une foule de citoyens amnistiés par ce décret, sont gardés dans les prisons par les agents de Sa Majesté. Vous autres, exilés, avec vos misérables finesses politiques, ne voyez là qu'une hypocrisie de l'usurpateur : c'est tout simplement l'effet du système de trahison dont je vous parle. Des hommes graciés depuis six mois *nominativement*, sont encore retenus en Algérie ; la camarilla qui gouverne le manequin impérial ne permet pas de rentrer à ces hommes héroïques. Le 9 décembre, une note paraît dans le *Moniteur*, qui est une avance faite aux républicains, et leur suggère les termes d'une rentrée honorable. J'en

puis parler, puisque je connais le rédacteur et que j'ai en partie inspiré la rédaction de la note. Le 16, une nouvelle note paraît qui révoque la première. Il ne faut pas que les républicains rentrent, autrement la République hériterait de L.-N. et la Restauration serait impossible. Je ne finirais pas de vous rapporter tous les symptômes de cette conjuration que L.-N. est seul à ne pas voir : articles menaçants de journaux, allusions malignes, silences affectés, encouragements perfides. Quand vous voyez dans les *Débats* une approbation donnée à un acte politique de N., comprenez que c'est un article de la future Charte. Je me borne à un trait :

L'éditeur B\*\*\* sollicite l'autorisation de publier une *Revue* bi-mensuelle, sous la direction de M. P.-J. Proudhon. Le ministre refuse. Savez-vous les motifs? C'est que, d'après certains rapports de police répétés par quelques journaux, je me serais flatté, dans cette *Revue*, de combattre le clergé et les *vieux partis*, et de pousser N. à la guerre. Qu'il y ait du vrai et du faux dans ce bruit, là n'est pas la question. Ce qu'on ne veut pas, c'est un organe indépendant qui viendrait déranger l'intrigue, ameuter l'opinion et la vile multitude contre les nouveaux prétendants, combattre l'esprit prêtre, fournir peut-être à N. quelque raison justificative d'une guerre contre l'Europe!... Il paraît même qu'avant de notifier son refus, le ministre se serait assuré contre toute réclamation de ma part faite en haut lieu : *que M. Proudhon, a-t-il dit, aille maintenant réclamer auprès de l'empereur!* Ne voyez-vous pas maintenant, à l'extérieur, une circonvolution analogue se former contre l'empire, appuyée au dedans par tous les dynastiques réunis? D'une part, ce sont les chefs de la Sainte-Alliance qui, dit-on, ne veulent pas recon-

naître l'hérédité impériale et lui ont soufflé la princesse Wasa ; de l'autre, c'est l'Angleterre, faisant tomber le ministère Murillo en Espagne, soutenant le Piémont, la Belgique et la Suisse dans leurs efforts constitutionnels, et enfin l'Amérique, qui parle d'intervenir, et contre laquelle l'*Univers* jette le cri de guerre. — Pour moi, l'empire, qui pouvait durer, car tout gouvernement peut durer s'il veut, l'empire, ainsi gouverné, travaillé, est mort : je ne jouerais jamais cent sous pour lui sur une longue durée.

Dans cette situation générale, où la Restauration bourbonienne apparaît comme le terme fatal, inexorable du mouvement, je n'ai compris depuis un an (revoyez les quatre premières pages de mon dernier livre), je ne comprends encore pour les républicains qu'une seule politique, c'est de rentrer en France et de pousser l'empire dans les voies de la Révolution. Dans la Révolution, l'empire durerait plus longtemps, à coup sûr, mais le triomphe de la République serait assuré au bout d'un certain temps ; en tout cas, nous n'aurions pas perdu une minute. La réaction monarchique le sait, aussi tous ses efforts ont pour but d'empêcher N. d'avancer dans cette carrière de la Révolution, comme d'étouffer les voix qui l'y appelleraient.

Dites maintenant avec la tourbe de vos exilés, dites que si je ne suis pas vendu je suis bien complaisant ; dites que la première loi est de frapper le tyran, que le conseiller est une trahison, un crime ; vantez-vous que lui mort vous aurez bon marché du reste, et cent autres vilénies que celui qui connaît la démocratie peut toujours imaginer sans erreur ; rabâchez toutes ces vieilles antiennes du jacobinisme, rengorgez-vous dans votre orgueil de sectaires, etc., etc. Pour moi, je vous déclare

que vous ne méritez tous que la servitude et la honte; je vous accuse d'avoir pour la patrie moins d'amour que vous n'avez de haine pour vos rivaux et de faux point d'honneur; je dis qu'avec un peu de conduite, vous pouviez peut-être encore sauver la cause de la Révolution et que vous ne l'avez pas voulu.

J'ai, dans une publication qui a eu le plus grand retentissement, donné le signal au parti républicain, j'ai soulevé contre moi les anathèmes de la royauté et de l'Église; mon bureau est chargé des journaux et des brochures écrits pour m'écraser une dernière fois. J'ai réussi à me faire tolérer par un acte de la volonté du maître qui a fait pâlir toutes les petites individualités subalternes. Sous les plus éclatantes et les plus significatives réserves, j'ai ouvert à L.-N. une perspective séduisante où la République n'avait qu'à le pousser pour qu'il y entrât. Qu'ai-je obtenu par tous ces efforts d'esprit, de dialectique, de haute raison, de convenance républicaine? — Le *Siècle* m'a dénoncé comme compère, les habiles de Londres comme *faux docteur*, les mieux intentionnés m'ont traité de visionnaire : il n'y a que la réaction qui ait compris la puissance de ma tactique et qui ait senti la vigueur du coup.

Soit, mes braves citoyens. Vous aurez le plaisir de voir choir l'homme du 2 Décembre, mais vous ne le remplacerez pas; vous aurez encore à vous morfondre pendant bien des années devant la monarchie *légitime*. Vous verrez alors combien était bien inspiré le vote du 17 novembre, qui repoussa la proposition des questionnaires; délivrés de l'orgie impériale, vous porterez le bât des deux dynasties réconciliées, et vous n'aurez que ce que vous aurez mérité justement.

Pour moi, ma séparation est faite d'avec vous. Mes

preuves sont faites ; la royauté, l'Église, le capital savent qui je suis. Je n'ai pas peur que la postérité dise que je me suis mépris sur la marche de la Révolution et de la contre-révolution ; elle me vengera de vos injustices, et, en lisant mes sarcasmes aux hommes de cette République, elle dira que j'ai accompli mon devoir bravement. D'autres, aussi bien que moi, affrontèrent pour la Révolution les chaînes et la mort ; aucun n'a soutenu le flot de la calomnie universelle, aucun n'a livré, comme j'ai fait, son caractère, sa réputation, son honorabilité, sa dignité.

Maintenant la police m'ôte la parole et je rentre dans mes études ; communistes, fouriéristes, babouvistes, jacobins, rouges, modérés, seront satisfaits de me voir réduit au silence : j'ai tant compromis la République, tant de fois trahi la question sociale, tant corrompu la tradition révolutionnaire !... J'ai tant blasphémé les grands hommes de 1789 et 1848 !... Rien que le bâillon de la police, appliqué sur ma bouche par la main de Maupas, ne pouvait venger dignement la cause du progrès et de la liberté.

Réjouissez-vous donc, chers amis, vous pouvez rentrer *sans condition* : il sera fait suivant votre désir. Mais quand vous rentrerez, si vous rentrez, vous ne serez rien : trop heureux encore qu'on ne vous impute pas, comme le plus grand de vos crimes, d'avoir provoqué par votre sottise démocratique la fantaisie populaire de Napoléon III !...

J'ai eu le plaisir, il y a huit jours, de déjeuner avec votre père. C'est un vieillard aimable, éloquent, clairvoyant, aussi libéral que ses fils quoi qu'il porte une autre livrée, et avec qui j'ai passé deux heures fort agréables.



Je fais mes compliments de bonne année à M<sup>me</sup> Mardier-Montjau. Et à vous, cher ami, malgré ma grande colère, je serre affectueusement la main.

Votre tout dévoué.

P.-J. PROUDHON.

4 janvier 1853,

## A M. MADIER-MONTJAU

Mon cher Madier, nous sommes en pleine Restauration jésuitico-monarchique. Otez Napoléon III, mettez à sa place Henri V, et la situation sera logique; tout sera dans l'ordre. Les journaux de ce jour vous apprendront que le *Moniteur* adhère aux traités de 1815, ce qui met à néant votre opinion sur la guerre, et vous prouve combien j'ai mieux jugé que vous la situation. Napoléon III est enlacé; la paix lui est imposée; les traités de 1815, le couronnent de leur infamie; il n'y a plus qu'un acte à jouer, c'est d'être enlevé une nuit de son palais et jeté à Vincennes. Cela se fera, vous dis-je, car cela est nécessaire. A présent que le nom de Napoléon est déshonoré, que l'homme du 2 Décembre est devenu, comme je le lui ai dit, le gardien de la Sainte-Alliance, à présent que la société est définitivement sauvée, il faut qu'il quitte le pouvoir; il serait par trop contradictoire, absurde, que ce sauveur fût usurpateur. Ce qui est surtout sauvé dans la société, c'est la *légitimité*; or, sauver et perdre, affirmer et nier, donner et retenir ne vaut.

Hier soir, c'était jour de triomphe pour le jésuitisme.

Tout le Panthéon a été illuminé; l'archevêque a officié pontificalement; à onze heures du soir, le quartier latin et le faubourg Marceau étaient empuantés de l'odeur des lampions à un kilomètre à la ronde.

Si vous lisez la *Presse* d'aujourd'hui 4, vous y trouverez, avec la nouvelle de l'acceptation des traités et la description de cette fête cléricale, l'annonce du refus d'autorisation dont vient de me gratifier M. de Maupas. Il m'est amer, mais il m'est glorieux que le public apprenne par un même bulletin l'acceptation des traités de 1815, le triomphe des jésuites et la strangulation de la pensée libre en ma personne. Mais puissent aussi bien que moi, les républicains n'avoir rien à se reprocher vis-à-vis de la République; forts, ils n'ont pas su agir; combattants, ils n'ont pas su se défendre; vaincus, ils ne savent pas se relever !...

Je vous souhaite la bonne année.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 6 janvier 1833.

A M. X\*\*\*

Mon cher X\*\*\*, j'ai entendu parler de ta concession de chemin de fer, en même temps que de ton décès. Grâce au ciel, il n'y a qu'une de ces nouvelles de vraie; te voilà en chemin de devenir honnête homme et de faire race.

Répondant à la proposition que tu me fais, de m'occuper de la sollicitation de ton affaire, je te dirai que je n'y vois pour le moment aucune difficulté. Je suis, tu le sais, on ne peut plus mal en cour; le ministre de la police vient de refuser son autorisation à la Revue que je voulais fonder, et j'ai lieu de penser que ce refus s'étend à toute publication sortie de ma plume. Ainsi je me trouve disponible, grâce à notre gouvernement de jésuites; il ne me reste, pour ne pas mourir de faim, qu'à rentrer dans la carrière industrielle, où j'ai fait mes premières armes. Je consens donc à me mettre à tes ordres pour l'obtention de tout chemin de fer; et si, la victoire gagnée, je puis encore, en ma qualité

d'ancien commissionnaire de transport, faire agréer, par ton moyen, mes services à ta compagnie, je me tiendrai pour satisfait.

Tout à toi.

P.-J. PROUDHON.

Mon intervention dans cette affaire a pour but naturellement de faire valoir les titres de la Compagnie que représente X<sup>\*\*\*</sup>, c'est la thèse générale. En outre, de démontrer au gouvernement, en ce qui concerne X<sup>\*\*\*</sup>, qu'il serait de bonne politique de montrer au peuple l'exemple d'un prolétaire, jadis conspirateur politique et prisonnier d'État, récompensé de son initiative industrielle et des efforts de son intelligence dans cette occasion, par un succès d'ailleurs justifié sous tous les rapports. En même temps, appel des républicains sur le terrain des affaires, où nous dévoront et nous accablent les vieux partis. Faut-il donc leur laisser tout engoutir ? Non.

Voici la demande d'audience que j'adresse, aujourd'hui même, au ministre de l'intérieur, M. de Persigny :

Monsieur le Ministre,

Je viens solliciter de votre bonté un entretien de quelques minutes, pour une affaire qui me paraît intéresser à la fois la chose publique, les finances de l'État et la politique de l'Empereur.

J'ai cru devoir, avant toute autre démarche, m'adresser à vous, monsieur le ministre, comme à celui des conseillers de Sa Majesté, qui passe pour le plus sympathique aux idées libérales, je dirai même au progrès de la démocratie.

Si dans cette circonstance j'étais assez heureux pour obtenir votre assentiment, monsieur le Ministre, je n'hésiterais point à poursuivre une sollicitude qui,

tout en satisfaisant mes aspirations les plus chères, se concilie parfaitement avec les règles de la justice et d'une administration intelligente.

Je suis donc, en attendant avec la plus vive impatience vos ordres, monsieur le Ministre,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

P.-J. PROUDHON.

7 janvier 1833.

## AU PRINCE NAPOLEÓN

Prince, grâce à vous, l'un de nos meilleurs amis, le citoyen Tessié du Motay, a pu, malgré sa contumace, revoir son pays, sauver les débris de sa fortune et poursuivre à Paris, sous l'ombre de la police, ses hautes et vaillantes études. C'est à vous que nous devons ce service, et je vous en remercie du fond du cœur.

En ce qui me regarde, j'ai pu voir dans une lettre, toute de votre main, avec quelle gracieuse prévenance vous aviez voulu que je fusse informé du succès de votre intervention. Cette lettre, Prince, j'ai cru qu'elle était ma propriété, et je la conserve avec orgueil.

J'ai su enfin que, tout récemment, vous aviez daigné prendre quelque intérêt à une Revue qui devait paraître sous ma direction, mais que le ministre de la police refuse d'autoriser. Que de raisons pour moi, Prince, de vous porter le tribut de ma reconnaissance, et combien vous devez être surpris d'un retard qui déjà frise l'impolitesse ! Aussi, depuis longtemps, me fussé-je rendu à mon devoir si, avant de me présenter devant vous, Prince, je n'avais résolu de tenter une dernière

fois votre excellent esprit : vous jugerez tout à l'heure si le sentiment qui m'anime est indiscretion ou zèle.

Sans doute, allez-vous penser, il s'agit de faire revenir M. de Maupas de sa décision à l'endroit de la Revue!... Non, Prince. Je ne veux rien entreprendre aujourd'hui contre l'agrément de M. de Maupas. Je ne ferai pas, lui ministre, de Revue; je ne compromettrai point votre dignité dans cette querelle de jésuites; je ne voudrais plus même, pour servir de passe-port à mes idées, de la parole toute-puissante de l'empereur. Pourquoi?... C'est ce que je vous conjure en ce moment, Prince, et par-dessus toute chose, de vouloir entendre.

Ma conduite est connue, autant au moins que mes principes. On sait que, faisant toujours passer les institutions sociales avant les formes politiques, mettant la raison révolutionnaire fort au-dessus de la raison d'État, je suis adversaire déclaré de toute abstention comme de tout désespoir. On sait qu'après avoir combattu de toutes mes forces les innovations que je juge hostiles à la liberté, je n'ai plus d'autre pensée, l'événement accompli, que de tirer le meilleur parti des situations nouvelles, pour la gloire du pays, le bien-être des masses et le progrès de l'humanité. C'est ce qui a dirigé ma conduite après l'élection du 10 décembre et, plus tard, sous le régime de la loi du 31 mai; c'est ce qui a inspiré ma dernière publication. Cette tactique, je l'eusse continuée sous l'empire : l'opposition acharnée de M. de Maupas, les ennuis que me suscite la haine du clergé, le haro universel des calomnies bourgeoises, dynastiques, républicaines; une foule de symptômes alarmants, qu'il serait trop long de rapporter, m'avertissent enfin de garder le silence.



Oui, Prince, pour la première fois depuis cinq ans, je sens la peur qui me gagne. J'ai soutenu, tribun novice, l'anathème d'une assemblée; j'ai affronté, pour ce que je croyais vrai, la réprobation de mon pays; jusque sous les verrous, j'ai bravé les colères du pouvoir et du parquet. C'est qu'alors la lutte existait; nous avions, radicaux, un pied dans la Constitution; rien n'était décidé contre la République, contre la Révolution. A présent, même avec la tolérance du chef de l'État, avec la garantie de sa parole, je ne me croirais plus en sûreté. Devant le mouvement de contre-révolution bourgeoise, monarchique et sacerdotale organisé depuis treize mois autour et sous le couvert du président et de l'empereur; devant ce cercle de trahisons qui l'enveloppe comme une forteresse, je prévois trop à quelles rages m'exposerait une protestation solitaire, inopportune; et, après avoir échappé à la bataille des idées, je ne me sens plus le courage d'être victime d'un anachronisme. La bête féroce n'est jamais plus terrible que lorsqu'elle défend sa proie. Eh bien! républicain, révolution, progrès, liberté, et, pour dire tout, empire et empereur, tout cela est devenu la proie de nos éternels ennemis. Ce qu'ils comprenaient qu'on leur disputât sur le champ de bataille, ils ne souffrent plus qu'on veuille le leur ravir après la victoire : c'est une dépouille qui leur appartient; malheur à qui oserait y toucher! Aux yeux de tous les partis, républicains et dynastiques, radicaux et bourgeois, laïcs et clercs, le mouvement qui nous a fait passer de la République à l'Empire nous porte à la Restauration : combattre ce mouvement, comme je l'ai tenté naguère, c'est indirectement soutenir Louis-Napoléon, c'est affirmer l'empereur; c'est se dévouer, en

pure perte, à la haine universelle et au blâme de la postérité. Donc, que la police de M. de Maupas étouffe toute contradiction, et que les événements s'accomplissent ! J'attends Henri V.

Pardon, Prince, d'avoir osé vous entretenir d'un sujet si atroce. Mais, puisqu'aujourd'hui la fortune impériale est devenue solidaire de la Révolution ; puisqu'il s'agit de la gloire de votre nom autant que de l'intérêt démocratique et social, l'heure est venue de fouler aux pieds tout puritanisme et de sortir des réserves de l'amour-propre. Quand l'étranger envahit la France, un républicain austère, Carnot, s'offrit à l'empereur pour la défense de ses places. A présent que la contre-révolution du dedans et du dehors nous écrase, il est temps que républicains et impériaux entrent en explication.

Nous sommes effrayés, et à bon escient. Ce qui se passe, au dedans et au dehors, trahit un système dont la pensée est trop claire et le but trop proche.

N'est-il pas vrai, par exemple, que ce mot fameux, *l'Empire, c'est la paix*, si étrangement exploité depuis le dernier voyage du président de la République, est devenu le signe de ralliement des ennemis de la Révolution et de l'Empire, comme, en 1851, la Constitution était devenue le mot d'ordre de tous les partis ? N'est-il pas vrai qu'à la faveur de ce mot, prononcé à bonne intention, une pression perfide a été exercée sur les conseils du chef de l'État ; qu'aujourd'hui, *l'Empire, c'est la paix*, est synonyme du mot de Louis-Philippe, *la paix partout, la paix toujours*?... et qu'après treize mois de temps perdu, tandis qu'il eût peut-être suffi d'un simple retrait des forces françaises en Italie pour faire tomber la Sainte-Alliance aux genoux de l'empe-

reur, nous sommes de nouveau écrasés sous les concessions et les hontes du règne de dix-huit ans !

Du côté du Rhin, l'Empereur, acculé par les trois puissances aux traités de 1815, c'est-à-dire rendu participant des dépouilles de Waterloo, complice de l'assassinat de Sainte-Hélène; — au nord, au sud, à l'ouest, cerné par une ligne d'États constitutionnels, la Belgique, la Suisse, le Piémont, l'Espagne, l'Amérique, l'Angleterre; le ministère Aberdeen, formé en haine du pouvoir impérial, s'emparant de l'initiative française, faisant tomber le ministère Murillo, appuyant le Piémont réformiste; mettant, de concert avec l'autocrate, notre influence en Turquie à néant; à l'intérieur, tous les organes des dynasties déchues applaudissant à cette coalition immense, faite au nom des principes libéraux : que faut-il de plus pour démontrer à tous les Français la déchéance de notre patrie ? Et que cette déchéance, après Louis-Philippe, après Lamartine, après Cavaignac, après la Législative, nous la devons, grand Dieu ! au nom de l'Empereur, à un Napoléon !... Ah ! la Restauration est maintenant justifiée. Les Bourbons ont *subi* les traités de 1815, cela est vrai ; mais la dynastie de Juillet, mais la République de Février, mais le nouvel Empire les ont *ACCEPTÉS* ; inclinons-nous devant le patriotisme de Henri V. Qu'il se présente à présent, une charte à la main, il sera reçu en libérateur ; — qu'un écrivain s'avise de le combattre, comme je l'ai voulu faire, cet écrivain, quels que soient ses antécédents, sera un *vendu*, un *traître*, un ennemi de la liberté et de la patrie.

Prenez garde, Prince, qu'en vous signalant ce système détestable, où vont s'abîmer l'honneur de votre maison et les espérances de la démocratie, je n'accuse

point directement l'intention des conseillers de Sa Majesté; je ne possède aucun renseignement à cet égard, et je raisonne absolument dans l'hypothèse de leur dévouement à l'Empereur et de leur sincérité parfaite. Mais vous ne pouvez ignorer que si, en justice, *l'intention est réputée pour le fait*, en politique le fait est réputé pour l'intention; et c'est au point de vue des faits que je dis : Ces hommes, après avoir trahi la République, trahissent l'Empereur.

Après avoir regardé le dehors, jetons un coup d'œil sur le dedans; c'est ici surtout que nous allons voir la conspiration à l'œuvre, que nous allons la saisir *flagrante delicto*.

On a répété à satiété que la haute fortune de Napoléon III était due au souvenir de son oncle; ce qu'on aperçoit moins, c'est que son malheur vient aussi de son respect pour cette tradition.

Assurément, ce n'est pas devant un Bonaparte que j'aurais l'inconvenance de critiquer la résurrection d'une foule de lois et de décrets rendus comme un hommage à cette grande mémoire; mais il y avait une manière de suivre de glorieux vestiges, et l'on n'en a profité que comme d'une route royale, qui devait nous conduire plus sûrement à la Restauration.

Toute l'analogie entre les deux empereurs consistait en ce que le premier avait eu une révolution à finir et à protéger tandis que l'autre a une révolution à commencer et à répandre. L'unique pensée de la contre-révolution, — et sa besogne a été facile, — a donc été de faire prendre le change sur ce point essentiel; de crier, après le 2 Décembre, haro sur le parti républicain, de proclamer Louis-Napoléon sauveur de la société, parce que, grâce à la prompte connivence de la

bourgeoisie, de la noblesse, du clergé, etc., etc., il avait écrasé, dispersé le socialisme, puis, cette grande félonie consommée, on a parlé de Monk, et le Monk se refusant, nous en sommes, tout à l'heure, au roi légitime.

Tel a été le plan, fort simple, de la contre-révolution; on peut voir avec quel succès il a été suivi. Je n'ai plus que la peine de citer.

Le premier Consul avait rouvert les églises et rétabli le culte. C'était jusqu'à un certain point dans les dispositions de l'époque. Après Voltaire, Rousseau, Dupuis, Volney, la critique s'était reposée; les masses n'avaient point été atteintes; l'idée subséquente n'avait pas surgi; la nation n'était pas mûre. La faute religieuse, indestructible dans l'humanité, ne pouvant chez nous recevoir d'autre expression, l'Empereur y suppléa par une restauration provisoire.

Mais, après cinquante ans de progrès philosophique et de propagande rationaliste, j'ose dire que l'exaltation de l'Église n'est plus qu'un anachronisme, quelque chose de violent et d'immoral, comme l'entreprise de Julien l'Apostat. Aussi les effets de cette puissance donnée au clergé sont-ils désastreux, et cela sans profit aucun pour la popularité de l'Empereur, sans même qu'il ait pu obtenir le dévouement de ce clergé.

Sait-on, en effet, aux Tuileries, quelle opposition, quelle haine éclate partout parmi les prêtres envers Napoléon III? Sait-on la correspondance de M. de Luçon, plus maladroit que ses confrères, avec Henri V; le mot de M. Dupanloup, *que l'Église reçoit de toutes les mains, mais ne se livre pas*; le programme récent de M. de Montalembert, invitant l'Église, relevée par Napoléon, à repousser toute solidarité avec son gouver-

nement, déclarant sa non-confiance à la stabilité du nouveau pouvoir, et, en prévision d'un retour auquel tant d'intérêts conspirent, se ralliant aux théories constitutionnelles ?

Sait-on que dans le Jura les curés se sont montrés fort dédaigneux de la dernière élection, et que, s'il eût dépendu d'eux, pas un paysan ne se fût rendu au scrutin ?

Sait-on qu'à Lyon, lors de la proclamation de l'Empire le 5 décembre, il y eut abstention presque générale, et, comme par un concert secret, pas d'illumination ; et que, trois ou quatre jours après, à propos de l'inauguration de la Vierge de Fourvières, toute la ville resplendit de feux de joie ? Sait-on que le sentiment universel à Lyon est que ce contraste a été une protestation contre l'Empire ?

Sait-on que, l'intolérance du clergé est telle, que l'on parle partout d'une seconde révocation de l'Édit de Nantes, et qu'en trois mois toute la population protestante a été aliénée de l'empereur.

Sait-on que, grâce à la commission jésuitique formée par M. de Maupas pour la surveillance de la librairie, la circulation des livres d'histoire, de littérature et de science, dans les campagnes, est à peu près interdite ? que là on avoue effrontément aux libraires que le but du gouvernement est de restreindre le progrès des études, qu'il y a déjà trop de savants, que le paysan n'a besoin de savoir que son catéchisme, etc., etc. ?

Sait-on... ? mais que dis-je ! qui oserait rapporter à l'empereur que ses journaux, en racontant son assistance à la messe ; que ses courtisans, en demandant à l'archevêque la permission de faire gras le vendredi, couvrent l'empire d'un ineffaçable ridicule ; qu'on ne

voit dans cette dévotion affectée qu'hypocrisie ou faiblesse d'esprit; et que le clergé, qui sait à quoi s'en tenir sur le mérite des pratiques religieuses, est le premier à s'en moquer?...

De la religion, passons aux affaires.

Le premier Consul avait rétabli les finances de l'État, ranimé le commerce et l'industrie, ramené la prospérité dans le pays.

Le Président a voulu, avec raison, jouir de la même gloire. Pendant quelque temps, sa popularité soulevée par l'allure réformatrice de quelques décrets; les affaires, encouragées par la vigoureuse impulsion qu'il a donnée aux travaux publics, ont fait croire que la France entrait réellement dans une nouvelle ère : l'en- vie en est venue aux républicains.

Mais bientôt la désillusion est arrivée; et l'on peut dire dès à présent que la non-confiance, le discrédit, la stagnation, le malaise, sont devenus irrémédiables.

A Napoléon III, comme à Louis XIV, il fallait un Colbert, qui recréât de toutes pièces la France nouvelle, et fournit à l'empereur les moyens de soutenir au dehors une politique fière. Il ne suffisait plus, comme jadis au premier Consul, de l'assistance de quelques banquiers, comme on en trouvera toujours, appliquant aux finances de l'État la routine de leurs bureaux, et s'imaginant qu'ils enrichissent le Prince quand ils font, par des jeux de Bourse, la fortune de ses favoris.

Cette différence des temps n'a pas été comprise : aussi la fortune nationale est tombée entre les mains des loups-cerviers; toutes les bonnes pensées de Louis-Napoléon ont été dénaturées. Le *Crédit foncier* n'est qu'une institution de privilège, inaccessible aux trois quarts des petits propriétaires et sans action possible

sur l'économie nationale; le *Crédit mobilier* n'est considéré que comme une vaste centralisation d'agiotage. Bref, au lieu d'un renouvellement économique, comme celui qui suivit le 18 Brumaire, nous sommes revenus aux orgies de 1722, et tout le monde prévoit pour les institutions du Président le sort de la banque de Law...

Pendant son consulat et sous l'empire, le premier Napoléon avait fait de la conciliation et de la concorde. On voyait dans ses conseils, parmi les plus hauts dignitaires, les anciens serviteurs des rois à côté des conventionnels et des régicides. Les circonstances se prêtaient à cette politique, et quoique l'empereur, à ses derniers moments, ait eu à se plaindre des nobles; quoiqu'il ait dit : *les blancs sont blancs et les bleus sont bleus*, on peut dire qu'en dernière analyse, ses revers ne sont pas venus de là.

Est-ce la même chose aujourd'hui ?

D'abord, il n'y a pas de ralliement autour de l'empereur. On s'abstient, on boude, ou plutôt on s'empare, grâce à ce désir trop vivement exprimé de ralliements, de toutes les positions; on se fait adjudger chemins de fer, canaux et mines, banques et privilèges; on remplit l'administration, les tribunaux, les états-majors; on se rend partout maître; on ne laisse à l'empereur que sa livrée, si tant est que cette livrée ne soit pas remplie elle-même d'espions et d'assassins. Nous sommes en pleine monarchie philippiste, en vrai gouvernement bourgeois. Et l'on peut dire aujourd'hui de Louis-Philippe, comme on l'a dit de Voltaire, que *s'il n'a pas vu tout ce qu'il a fait, il a fait tout ce que nous voyons*.

Cela éclate surtout dans la polémique des journaux soi-disant dévoués à l'empereur. N'est-il pas déplorable, en effet, de voir dans le *Constitutionnel*, la *Patrie*,



le *Pays*, l'empereur Napoléon III aspirer au titre de souverain légitime, à l'exclusion de Henri V et des d'Orléans, sur ce principe qu'ayant sauvé seul la société, il a seul droit de la gouverner? — Comme si la société qu'a sauvée le 2 Décembre n'était pas, par le fait et par les explications qu'en donnent tous les jours les feuilles impérialistes, la vieille société monarchique; comme si la pièce la plus précieuse de ce sauvetage n'était pas la royauté; comme si, par conséquent, il n'y avait pas contradiction pour Louis-Napoléon à vouloir être tout à la fois *sauveur* et *empereur*, c'est-à-dire *USURPATEUR!*...

Je le répète, Henri V aujourd'hui est seul logique, et comme ce qui est logique tôt ou tard se réalise, Henri V reviendra. C'est une opinion qui court les rues maintenant, en attendant qu'elle coure les campagnes; et si l'empereur entendait de son cabinet ce qui se dit dans les bureaux et partout, il saurait que sur cent fonctionnaires publics salariés de l'État, il y en a quatre-vingt-quinze qui se moquent de lui et appellent de leurs vœux Henri V. Je tiens cette confidence d'un des serviteurs les plus dévoués de Sa Majesté : il en était effrayé en me parlant, et j'en frissonne moi-même...

Je ne pousserai pas plus loin ma critique. Je ne dirai rien surtout de ce qu'on appelle *l'entourage* : j'aurais peur de toucher aux affections de l'empereur, et je veux éviter tout ce qui semblerait une personnalité. Mais je ne puis dissimuler une chose qui a surpris l'opinion et qui froisse le sentiment des convenances, si délicat chez des Français : c'est que MM. de Saint-Arnaud et de Maupas n'aient pas suivi dans sa retraite M. de Morny, et que des hommes qui ont été les instruments du 2 Décembre aient cru pouvoir rester les ministres de l'em-

pereur. Il y avait là une pudeur que M. de Morny a comprise, une loi d'ordre public, de bienséance gouvernementale, qu'il ne fallait pas violer. Serait-il donc vrai que l'empereur a les mains liées vis-à-vis de ces messieurs, et qu'il n'oserait leur demander une démission nécessaire?...

Je m'arrête, car je ne puis tout dire : un volume n'y suffirait pas.

Il se peut que je me trompe ; il se peut que l'empereur voie les choses autrement que je ne fais : après tout, il est le mieux placé pour discerner ce qui convient à sa renommée et à ses intérêts. Mais je déclare que je suis résolu, jusqu'à un nouveau changement politique, de m'abstenir volontairement. Je ne veux pas m'exposer au poignard ni des rouges ni des blancs, en faisant dire que je suis l'épouvantail, compère de l'empereur, qui arrête seul la contre-révolution. Pour que je reprenne la parole, il ne me faut pas moins qu'un coup d'État qui change ou le ministère ou la dynastie.

La proscription continuant à l'égard de mes coreligionnaires, les effets de l'amnistie arrêtés, restreints par la volonté des fonctionnaires subalternes ; l'omnipotence des jésuites sévissant sur la police, l'administration, l'Université, et atteignant jusqu'aux familles ; la colère de la classe moyenne, ses appréhensions, ses peurs, dirigées habilement contre le régime impérial, accusé tour à tour de socialisme et d'absolutisme, me disent assez que l'heure est venue pour moi d'une réserve sévère.

Peut-être l'empereur se confie-t-il en la force immense qu'il tire de huit millions de suffrages !... Il ignore que, depuis le 10 décembre, le principe de la souveraineté effective du peuple, manifestée par voie

de scrutin, a été incessamment démolé par la propagande contre-révolutionnaire; que le plus fort argument contre le suffrage universel et direct, et partant contre le titre de Napoléon III, est tiré précisément des votes du 10 décembre 48, du 21 décembre 51 et du 20 novembre 52. Plus le peuple lui a donné de voix, plus, au jugement même des républicains, ce peuple est incapable, plus il a manifesté son incompétence.

D'ailleurs, le suffrage universel est maintenant muet, et pour longtemps. La multitude rentrée dans son inertie, la force reste à l'aristocratie bourgeoise, qui ne pardonnera à l'empereur que le jour où il aura abdiqué.

Voilà, Prince, les choses que j'avais à vous dire, avant la visite de reconnaissance que je vous dois. Vous avez passé toujours pour un esprit libéral : à ce titre, vous méritez la haine, non-seulement de toute l'aristocratie non ralliée, mais de celle même qui feint de l'être, et qui repousse en vous, avec la tendance révolutionnaire, la perpétuité de la famille Bonaparte...

Cette communauté d'intérêts qui unit en ce moment votre destinée à celle de la Révolution est mon excuse; qu'elle serve de passe-port à la présente.

J'attends de vous, Prince, un mot qui m'indique l'heure et le jour où vous pourrez me donner audience : puissiez-vous me rendre autant de sécurité que je vous ai exprimé d'alarmes !...

Je suis, Prince, avec le plus profond respect, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 13 janvier 1833.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, la caisse est arrivée en bon état, ainsi que le manuscrit. Je vous remercie de vos bons soins dans cette double circonstance, et vous prie de m'envoyer la note de vos déboursés; car tout m'a été rendu *franco*.

J'ai lu les réponses de Guillemin à Darimon et à Charles Edmond. Je savais bien que ces messieurs imaginaient quelque entreprise de leur façon; mais je ne savais pas quoi, et ils ne m'avaient pas fait part de leurs questions. Les réponses de l'ancien, si catégoriques, si *ad rem*, les ont déconcertés.

Non, ce n'est pas de la banque que nous pouvons faire, bien que M\*\*\* et sa Compagnie fassent en ce moment quelque chose d'approchant; bien que notre ami Beslay se soit constitué le banquier de deux ou trois associations, avec lesquelles il fait je ne sais quel trafic, où je tremble qu'il ne s'enfonce. Et le jour où, donnant de ma retraite le signal de la liquidation de la Banque du Peuple, j'ai déclaré que ce ne serait pas moi, mais le pouvoir, qui réaliserait ma pensée, ce jour-là j'ai dit assez clairement que ce que l'infirmité intellectuelle du

pays ne pouvait porter, tôt ou tard la nécessité des choses l'accomplirait. Tenons-nous-en là, et ne revenons pas sur une sage décision.

Si nous voulons entreprendre quelque chose, soit; mais cherchons un travail de production, tel que transport, commission, manufacture, agriculture, etc. Or, c'est rentrer dans la catégorie générale des entrepreneurs; il n'y a rien d'original; nous n'avons pas la moindre donnée sur rien; c'est à étudier de fond en comble. Dans le temps, il y a huit ou dix ans, j'ai fait une inspection de la Seine, et il m'a semblé qu'un bon service de navigation, de Rouen à Paris, y donnerait des bénéfices considérables et assurés. Je ne sais plus où en est la question, si l'on a suivi cette idée, etc.

Pour moi, je suis à l'affût de quelque emploi sortable dans un chemin de fer ou autre entreprise analogue; en attendant, je vais poursuivre activement mes travaux. Mon budget réglé, je me trouve à peu près en mesure d'atteindre l'année prochaine, c'est-à-dire que j'ai un an d'avance pour vivre. Ajoutons ma part de travail dans l'histoire de la *Démocratie moderne*: total, deux années d'existence assurée, autant que dans ce monde une chose peut l'être. Dans l'intervalle, je ferai bien quelque chose. Je songe, par exemple, à former, avec un petit nombre d'amis, une souscription pour faire paraître à l'étranger la *Revue* qu'on refuse d'autoriser à Paris; je vous avoue que j'irais volontiers m'installer à Genève si j'avais 4,000 francs ou même 3,000 de bien solidement garantis.

Ce n'est point que je voie l'avenir autant en désespéré qu'il y a un an, six mois, ou même six semaines. Tout au contraire, depuis la proclamation de l'empire, je suis de plus en plus tranquille et comme certain d'une

prompte solution. Et je vois que cette conviction, d'ailleurs assez bien motivée, gagne partout. *On n'a pas confiance*, cher ami; on ne me croit point. Ce qui est surtout à noter, c'est que le pays où l'on croit le moins au *statu quo*, c'est le gouvernement lui-même. Sur cent fonctionnaires, il y en a quatre-vingt-quinze, c'est l'aveu de Perron, qui se fichent de l'empereur et attendent Henri V. Aussi, ce pauvre Perron est dans une inquiétude mortelle; il a peur qu'on ne lui demande compte plus tard de son dévouement à l'empereur. J'ai eu l'occasion de voir le prince Napoléon, fils de Jérôme, héritier présomptif. Il partage toutes ces idées sur la conspiration, avouée ou spontanée, qui éclate autour de l'empereur. Tout le monde, je vous le répète, sent cela; les ouvriers même des faubourgs commencent à s'en inquiéter; les institutions de crédit de L.-N. sont délaissées; la bourgeoisie se retire, et les cancan sur la vie, *la vie toujours suivie* qu'on mène ici-bas, vont leur train.

L.-N. est allé beaucoup trop loin dans la réaction; il ne peut plus revenir, et cela le rend odieux et illogique tout à la fois. A l'intérieur, son impuissance à satisfaire tous les égoïsmes ne tardera pas à éclater. Au dehors, la position n'est pas tenable.

En effet, du côté du Rhin, nous voilà acculés aux traités de 1815, que nous venons de reconnaître piteusement, et en échange desquels nous n'avons pas obtenu un sourire de *frère* ou de *cousin*. Pendant que cette honte nouvelle nous est imposée, un cercle d'États représentatifs plus ou moins libéraux, appuyés par l'influence anglaise, pèse sur nous, nous étreint, nous corode, et rend de jour en jour le régime impérial plus insupportable : ce sont la Belgique, la Suisse, le Pié-

mont, les États-Unis et l'Angleterre. Il n'y a pas jusqu'à la Prusse et la Grèce qui en ce moment n'aient le pas sur nous. Notre influence a été rasée en Turquie lors de l'emprunt turc ; on nous a soufflé la princesse Wasa, espoir de notre dynastie ; on autorise en Prusse la publication de *Napoléon le Petit*, et l'on arme, on arme, on arme!... On sait que L.-N. fera la guerre comme il a fait son coup d'État ; mais voilà tout à l'heure quatorze mois de temps perdu qui ont été bien employés par l'étranger ; l'étranger ne sera pas surpris ! A l'intérieur, les partis ne se reposent pas ; la démolition se fait par le silence de la presse presque aussi bien qu'avec son secours.

Les orléanistes et légitimistes fusionnés remplissent le Sénat, le Corps législatif, le Conseil d'État, les états-majors, etc., etc. Le clergé, qui voit venir l'avalanche, proclame son insolidarité d'avec l'empire. Que voulez-vous de plus ? L'affaire est si sûre que vous entendez force gens dire : *Nous ne sommes pas pressés !* En effet, L.-N. s'éteint, c'est chose connue ; et quant à sa famille, elle ne compte pas !...

Disons un mot de mon procès.

C'est le clergé, ainsi que me l'a formellement dit le prince Napoléon, qui a obtenu contre moi le refus d'autorisation de la *Revue*. On n'a pas voulu laisser M. Proudhon blasphémer périodiquement le bon Dieu et la sainte Église, ou, comme disait Diderot, Monsieur de l'Être et Madame Javotte.

C'est le clergé qui m'a fait perdre mon procès. D'après ce que me raconte M. Maurice, le procureur général lui-même a été surpris du jugement. Enfin, dans toute la ville, il est acquis que cet arrêt est un

mouvement honteux de l'esprit de parti, non un acte de justice.

C'est déjà quelque chose.

Je vous ai dit et je vous réitère, que je n'ai pas plus de confiance en la Cour de cassation et son premier président, M. Troplong, qu'en la Cour du Doubs ; cependant, si les amis m'y engagent, je me résignerai à cet appel. Ce sont 2 ou 300 francs de plus qu'il m'en coûtera. Le bénéfice le plus clair pour moi sera de traîner l'affaire en longueur, assez longtemps pour que je puisse publier mon livre, qui, refait, augmenté et embelli d'études bibliques à la façon du *Misereere*, formera un fort volume in-8°...

En même temps, je publierai pour l'édification du public un petit *Mémoire*. L'avocat fera le reste.

C'est une guerre à mort entre la prêtraille et moi. Songez-y bien qu'ils me traqueront partout, m'ôtant le travail, le pain, les droits naturels, civils et politiques, ameutant contre moi les autorités constituées, la canaille et les dévots, Je connais leurs façons d'agir souterraines ; c'est pour cela que je voudrais transférer à Genève mes pénates.

Mais à moins d'un assassinat, par le fer ou par le poison, qui coupe court à la lutte, je ne céderai pas ; et je vous le prédis, ils y périront ! Les résultats que j'ai obtenus depuis trois ans m'en sont une garantie.

Adieu. Bonjour à Guillemin et bonjour à Oudet.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 13 janvier 1853.

A M. MARC DUFRAISSE

Mon cher Marc, je suis fier de vos éloges ; je suis reconnaissant de vos bons avis. Mais comme, malgré la vanité, qui s'enfle, la conscience me dit que je n'ai pas si bien fait que vous le prétendez, vous me votez, pour quinze pages sur le catholicisme, une couronne d'or ! De même aussi la conviction me fait croire que sur le point de vos reproches, vous ne m'avez pas compris ; permettez-moi donc de m'expliquer mieux, ou, si vous voulez, de me rectifier.

Vous me reprochez d'avoir dit ou laissé croire que *L.-N. est l'agent fatal de la Révolution.*

Je coupe court à vos critiques, je les anéantis d'un mot, en protestant contre ce travestissement de ma pensée ; j'en nie avoir dit cela...

Ce que j'ai dit, ce que je me suis efforcé de prouver, et dont la vérité est aujourd'hui acquise à notre cause, prenez bien note de ceci, mon cher ami : c'est que *L.-N., par la nécessité historique des événements et par le cours forcé de l'opinion, est forcé, à peine de vie, de servir la Révolution ;* vous allez sentir la différence.

Dire avec vous que Bonaparte est *l'agent fatal* de la

Révolution, sans expliquer autrement cette nécessité, et surtout sans en relever le pourquoi, la condition et la sanction (trois choses qui laissent subsister le libre arbitre de l'individu), ce serait tomber dans le fatalisme reproché à Cousin, Thiers, etc., pour qui *tous les chemins conduisent à Rome*, c'est-à-dire pour qui tout est au mieux dans le meilleur des mondes ; ce serait dire que L.-N. ne peut mal faire, desservir la cause qu'il croit combattre, etc., etc. Ce serait plus que du fatalisme, ce serait du mysticisme à la façon des catholiques et des jésuites. Ce serait faire pis encore : ce serait, indirectement, absoudre le crime du 2 Décembre et encourager l'assassin.

Je suis bien loin, je vous le répète, d'une pareille opinion ; je m'accuserai, si vous voulez, de m'être mal ou insuffisamment expliqué, puisque un esprit tel que le vôtre a pu ne me pas saisir ; mais, enfin, telle n'a pas été ma pensée, et ce qui me rassure, c'est que d'autres l'ont parfaitement comprise.

J'ai cru prouver, d'abord, en exposant l'état de la société au 2 décembre ; 2<sup>o</sup>, en rappelant nos *antécédents historiques*, je me suis efforcé de démontrer, dis-je, cette chose capitale :

*En principe*, que tout événement historique, bon ou mauvais, a sa cause essentielle (non occasionnelle) dans les antécédents historiques et l'état des esprits ;

*En fait* : 1<sup>o</sup> Que par le progrès des trois derniers siècles, et en vertu des besoins économiques qui pressent la société de toutes parts, la révolution était de nécessité si impérieuse, que les détenteurs du pouvoir, quels qu'ils fussent, en seraient les agents ou périraient ;

2<sup>o</sup> Quant à l'acte du 2 Décembre, qu'il fallait y voir

deux choses, la chute d'un ordre politique qui avait failli à la Révolution (en conformité de *principe*) ;

3° Un acte d'usurpation audacieuse, conçu dans une pensée scélérate, accompli par le crime, mais qui néanmoins ne fût jamais parvenu à s'imposer, n'eût pas abouti, si le succès n'avait été rendu possible à son tour par l'état d'oppression triple et quadruple où languit la France et par les exécrables idées de despotisme qui, sous différents noms, remplissent toutes les têtes.

Ainsi, le 2 Décembre, dans mon livre, reste crime, crime inexcusable, crime qui ne peut être expié que par une politique de révolution aussi ardente que l'a été l'usurpation.

Mais ce n'est pas tout que d'avoir constaté ce crime, de l'avoir signalé (dans la mesure de ce qui m'est permis), je me suis demandé, ce que n'ont point fait V. Hugo, Schœlcher, etc., et c'est à cet égard qu'à mon tour je les accuse ; je me suis demandé, dis-je, comment la perpétration d'un si grand attentat avait été possible, et c'est à cette question que j'ai voulu répondre par mes chapitres II, III, IV et V.

Relisez-les avec ces pensées ; intercalez, s'il le faut, entre toutes les lignes, les pages du *Napoléon le Petit*, que j'accepte pour vraies, *relativement*, et à condition qu'elles ne démentiront pas les miennes, et à l'aide de ce complément, que j'ai dû, écrivant à Paris, laisser dans l'ombre, vous avez l'intelligence de ma pensée. Ce n'est pas tout d'avoir démontré la culpabilité de Bonaparte, auteur *occasionnel* du 2 Décembre : il faut expliquer comment ce grand coupable a pu réussir, en d'autres termes, quelles sont les causes organiques, animiques et économiques qui rendaient, le 2 dé-

cembre 1851, le succès d'un forfait aussi monstrueux, possible et certain, *s'il se trouvait un homme qui osât l'entreprendre!*

Bien loin donc de tomber dans le fatalisme, je montre, ce que personne n'a jamais fait avec une pareille évidence, que la société, soumise à des lois immuables, peut cependant être détournée de sa destinée providentielle, lorsque, après s'être fait à elle-même une organisation factice, des notions fausses, des intérêts factices, il se rencontre un parti, un homme et une occasion de retourner contre la société cet organisme vicieux, ces fausses idées, ces injustes intérêts.

Non, cher ami, je n'ai point voulu séduire et attirer Bonaparte; défaites-vous à mon égard de cette opinion naïve; bien moins encore, ai-je eu la pensée machiavélique de l'amener au suicide, en le conduisant sur ce terrain brûlant de la Révolution, et par-dessus tout, je repousse l'idée d'avoir voulu lui créer un titre soit de l'insuffisance des républicains, soit de son succès.

Toutes mes paroles, il me serait facile de le faire voir, protestent contre de telles hypothèses.

J'ai dit simplement : Le cours des choses est tellement ordonné en France, qu'une révolution économique est désormais inévitable, et que tous les pouvoirs qui voudront l'empêcher y périront, premier point.

En même temps la Constitution sociale est tellement contraire à la liberté, et les préjugés régnants si bien tournés à la violation du droit et de la loi, que l'occasion du 2 Décembre étant donnée, si un usurpateur comme L.-N. se présentait, il était inévitable qu'il réussit.

Ces deux propositions restent dans le principe général, que tout événement historique a sa cause *essentielle*

dans la situation antérieure, dans l'état des idées et des choses.

Elles sont en même temps corrélatives, puisque si une révolution est nécessaire, c'est qu'il y a un état social détestable, état dont l'illégitimité résulte précisément de la possibilité des césarismes, des tyrannies, etc., etc.

Je vous en prie, mon cher ami, réfléchissez de nouveau sur ces choses. — Je ne pouvais faire toutes ces distinctions, qui, tombant d'aplomb sur L.-N., faisaient de moi un accusateur tout à la fois, et de la société et de son tyran, mais j'ai cru en avoir dit assez pour être entendu. En France, où le silence qui règne autour du chef de l'État diminue l'éblouissement que cause ailleurs la contemplation de l'attentat; en France, on m'a paru ne pas se méprendre sur mon idée. Je ne suis pas surpris qu'à Bruxelles, où libre cours est laissé à la haine et à l'indignation, où tous les écrivains, emportés par l'horreur du méfait, oublient ce que j'appelle la cause *essentielle*, la raison de possibilité, je ne m'étonne pas, dis-je, que là, ma discussion ait passé pour une apologie. Encore un coup, réfléchissez, et il me paraît impossible que vous ne rendiez pas justice à ma *philosophie de l'histoire*, comme dit la *Gazette*, car cette philosophie est toute la Révolution.

1. Oui, les républicains sont tombés en 48 pour avoir failli à la Révolution; car cette Révolution est *nécessaire*;

2. Oui, la Législative est tombée à son tour en 51, pour y avoir failli;

3. Oui, aussi, l'état social, cet état qui réclame une révolution, est tel, que toute tyrannie, toute usurpation y est possible avec une occasion et un homme;

4. Oui, enfin, l'usurpateur qui abuse de cet état monstrueux pour fonder sa propre tyrannie est coupable au premier chef, à tous les chefs; voilà ce que j'ai dit, ce que j'affirme.

Vous ne niez pas la première, la deuxième, la quatrième proposition; admettez la troisième, et mon livre est expliqué. — Admettez cette troisième, dis-je, et la Révolution se justifie, elle vous paraît, comme à moi, nécessaire et sainte; niez cette troisième, et la Révolution est sans motif, sans cause, sans but.

Et telle est la logique de l'histoire, qu'une révolution qui ne peut s'accomplir contre l'ordre social qu'elle doit abolir, s'accomplit à son profit, au moins pour un temps...

Voulez-vous que je me résume en termes plus familiers? — La révolution sociale serait sans base, aujourd'hui, si l'état social ne rendait pas possible la fortune d'un L.-N. — Est-ce clair?..... Mais le pouvais-je dire?...

Mon cher Marc, je crois qu'il faudra prêcher encore longtemps sur ce texte nos malheureux amis; car, ni ils n'admettent que la condition de la société soit si mauvaise, puisqu'il leur faut encore des prêtres, des soldats, des juges, des gendarmes, etc.; ni ils ne croient à cette logique des événements, qui, ne reculant pas devant les plus grands forfaits, présente toujours la tyrannie comme sanction de la liberté...

Passons à d'autres choses,

Vous avez vu mes lettres à M\*\*\*; vous savez quelles appréhensions me préoccupent. Je vois arriver, à bref délai, la fin de tout ceci, et je crains que du côté de la République il n'y ait rien de prêt. Cela me désole, me confond, me met en fureur. L'empereur souffre, s'usc

et s'éteint, c'est un fait connu. Pendant ce qui lui reste de vie, on le caresse en le retenant; toutefois, on fait tout ce qu'il veut; mais, en attendant, on fait le lit de Henri V, on restaure l'ancien régime. Les orléanistes et les bourbonniens n'en sont pas aux scrupules; ils se fourrent partout et prêtent serment tant qu'on veut. Ils tiennent chemins de fer, Banques, institutions de crédit; ils sont sénateurs, conseillers d'État, députés, ministres; ils haïssent cordialement la famille Bonaparte et ne le lui cachent pas. — Napoléon, l'héritier présomptif (que j'ai vu récemment) est sans crédit. Il comprend le péril, il le proclame, il n'y peut rien. L'empereur s'amuse et s'obstine.

Vous savez que l'autorisation de faire une *Revue* m'est refusée : ce refus est dû aux influences cléricales. — A ce propos je vous dirai en passant que vos craintes, à l'égard de cette *Revue*, étaient on ne peut plus mal fondées. Outre les explications ci-dessus, cette *Revue* était destinée à populariser les notions de la science économique, de l'histoire, etc., etc. Ce devait être surtout une guerre à mort au clergé et une provocation incessante à l'humeur révolutionnaire de l'empereur. Enfin, elle ne paraît pas, il est inutile de lui faire une apologie.

Une autre fois je vous ferai part de tout ce que je tente en ce moment pour la chose; tandis que les autres parlottent, rugissent ou conspiraient; moi, j'agis de toutes les façons, et sans peur de me compromettre. Il y a longtemps que je foule aux pieds *le qu'en-dira-t-on?* Je m'arrange seulement avec ma conscience, j'établis mes opérations en règle, et cela bien et dûment ordonné je vais de l'avant... Peut-être aurai-je quelque jour le plaisir de vous en entretenir.

Vous savez que l'amnistie n'est qu'au quart exécutée, grâce à l'influence de l'entourage. C'est peut-être à cela qu'est dû le retard qu'éprouve Faure. Cependant, je ne comprends pas ce qui l'empêche de rentrer ainsi que Laugrand qui est à Londres, après l'exemple de Duchêne, qui vient de quitter Belle-Isle. Voyez-le, et sachez de lui ce qui le retient.

Je vous serre la main, mon cher Marc, et vous prie de faire mes amitiés à M. M.

A vous de cœur,

P.-J. PROUDHON.



Paris, 69 février 1833.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, avant-hier soir, j'ai reçu de MM. Gauthier frères, de Lyon, un gros paquet contenant le dernier Mémoire que j'ai rédigé pour eux à Burgille, de nouvelles pièces et documents que je ne connaissais pas et les observations de leur avocat; le tout avec prière de refaire mon travail en conséquence. Du reste, mon système de défense est complètement adopté par l'avocat, qui, il paraît, s'est trouvé illuminé de mes raisons; il ne s'agit que d'y faire rentrer les faits et choses que j'ignorais.

L'affaire sera appelée le 26 courant, pour être plaidée dans la huitaine ou quinzaine qui suivra, au plus tard. Il y va d'une très-grosse somme, dont la perte, jointe au sinistre du *National*, gênerait ces messieurs. Je vais me mettre à la besogne *instanti quo*, et dans quelques jours ils recevront leur Mémoire.

J'ai eu la visite deux fois de M. Antoine, lors de son passage à Dunkerque...

Mais ce n'est pas pour toutes ces choses que je vous écris.

Je vais avoir dans quelques mois un procès à soutenir pour mon propre compte devant la Cour de cassation. J'ai reçu enfin hier soir, 12, signification de l'arrêt que je me suis donné le plaisir de lire. Si Oudet est embarrassé de formuler les motifs d'un appel, moi non. Il y a là de quoi de faire casser cent fois cet arrêt, et couvrir de honte notre Cour impériale. J'ai trois mois, à partir du jour de la signification pour me pourvoir ; le pourvoi formé, l'affaire viendra aussi lentement que je voudrai. Il serait ridicule, quand je plaide tant pour les autres, que je ne fisse rien pour moi-même. A l'œuvre, poltron ! J'ai la plus belle matière pour un Mémoire, matière que je me promets de féconder, tout en observant les convenances auxquelles me condamne le respect forcé de la Cour. Pour Dieu ! je n'eusse jamais cru que la bêtise, la mauvaise foi, l'hypocrisie de ces messieurs pussent aller aussi loin. Ah ! ils ont vu trouble dans cette question de *propriété*, ou tout ce qu'il vous plaira, littéraire. Je saurai bien la ramener cette question à ses termes simples ; et ce qui ne sera pas moins agréable à mon cœur, en faire une question de droit public (question de presse, etc., etc.) autant que de droit privé. Il faut que le public tout entier soit saisi de cette question, et la Cour de cassation tenue en arrêt sous le regard de l'opinion. Nous verrons par quelles rubriques celle-ci se dérobera à la question *inévitabile, unique, fondamentale, politique, juridique, mercantile et sociale*, que je lui vais poser !...

Mais, avant tout, il faut liquider la première partie du débat. Je vais me mettre en mesure de payer, sans autre délai, les frais, tant en instance qu'en appel ; car, l'arrêt est exécutoire par provision, je suppose. Voudriez-vous donc, mon cher Mathey, me servir d'inter-

médiaire, vous ou Guillemin, pour ces divers points dont il faut me débarrasser :

1° Voir le sieur Valot, avoué de Turbergue, et vous entendre avec lui pour le remboursement des frais sans attendre commandement ni poursuites, chose inutile. Vous pouvez lui dire que mon intention est d'appeler, sans doute; mais que je crois inutile de me laisser faire des frais.

Valot vous donnera sa note, conforme au texte de l'arrêt et détaillée par articles; vous la soumettrez à l'avoué Girod, mon avoué pour qu'il vérifie le tout, et me ferez part du résultat. Je paierai de suite.

2° Voir MM. Girod et Oudet, leur demander toutes les pièces, et le plus de détail possible sur les débats. J'ai déjà fait cette réclamation à Oudet, qui n'a pas le temps d'écrire. Ce qui m'intéresse le plus, est de savoir jusqu'où est allée la manifestation cléricale en faveur de Turbergue, combien il y avait de prêtres à l'audience, ce qui se disait dans le public, etc. Ensuite ce qu'a dit Trépart dans son plaidoyer; Trépart, qui se mêle de philologie, et qui a dénoncé mes hérésies grammaticales; Trépart qui a donné à entendre à la Cour qui l'a dit formellement, à la suite des bavardages des curés, que je voulais retirer un ouvrage favorable à la religion et le remplacer par un autre moins favorable, que c'était pour couvrir une apostasie que je plaidais, etc., etc. Tâchez de vous renseigner au mieux près de MM. Girod et Oudet, et autres spectateurs de la lutte, s'il y en a; et je vous en prie, faites-moi un narré exact, ce sera me rendre un service essentiel. Est-ce qu'Abram, qui n'avait rien à faire, n'a pas suivi le procès? Il doit savoir quelque chose.

Voyez aussi M. Maurice, mon ancien ex-associé, et

recueillez de sa bouche ce que vous pourrez, concernant la vente et livraison faite à *Renaud*, puis à *Baudot*, etc. N'y a-t-il pas eu des exemplaires en feuilles retirés de chez un charcutier nommé Raguët?...

Je vous en supplie, des détails, des faits d'audience, des allégations d'avocat; le système de Trépart, s'il vous est possible, et le *dessous des cartes* d'après la rumeur bisontine. Comptez sur moi pour faire entrer cela dans mon *Mémoire*, sans que la Cour ait droit de s'en plaindre. Elle aura bien assez de son arrêt!...

Enfin, puisque Oudet ne me répond pas sur la question de ses honoraires, je ne puis faire moins que de lui offrir 100 francs. Quand viendra le solde de tous les frais, vous le prierez de ma part d'accepter cette faible reconnaissance de ma misère!... Si je gagne en cassation, et si la vente de mon *Mémoire* et de mon livre me dédommage suffisamment, il sait que je ne serai pas oublieux ni ingrat.

Je travaille sans relâche à la publication de mon travail philosophique. Je n'ai jamais fait qu'escarmoucher avec le catholicisme, laissant la théologie et me bornant à attaquer l'Église. Cette fois, j'y vais de tout cœur. Je vous jure d'avance que jamais pareil coup n'aura été porté, en langue française, à notre sainte Mère l'Église, à *M<sup>me</sup> Javotte*, ainsi qu'à *Monsieur de l'Être*, comme disait Diderot. Et cela sera imprimé, cela courra la France; j'y mettrai mes soins, et il faudra bien que la théologie dégainne pour tout de bon, au lieu de calomnier et de brûler. Oui, il faudra que le procès du catholicisme s'instruise sérieusement à la face des nations, comme celui de la propriété a été instruit, et il ne sera pas aussi aisé de répondre!...

J'ai vu ici M. Fleury, que vous connaissez pour

l'avoir rencontré chez moi et qui arrive tout fraîchement de Besançon. Il m'a dit que la haine de vos bourgeois contre l'Empereur était au comble, et il m'en a donné lui-même un bel échantillon. Il est incontestable que le mouvement de l'opinion nous emporte dans le sens orléano-légitimiste! la République est insensiblement désertée, les modérés du parti, dégoûtés du suffrage *universel et direct*, se rallient à une monarchie représentative et tout se prépare pour une substitution brusque, sans éclat, de la personne de Henri V à celle de M. Napoléon III. Depuis quelques semaines, il est vrai, le parti démocratique a paru fermenter et s'agiter à Paris. Mais il ne faut pas trop se faire d'illusions. Il n'y a pas d'entraînement dans la masse: les renseignements que me fournissent les ouvriers d'élite que je connais sur les hommes de cette classe sont désespérés. On n'aime pas les proscrits qui cependant croient toujours porter en eux l'âme et l'essence de la Révolution; on se désaffectionne de Bonaparte, c'est vrai, il y a bien de sa faute, car, quoi qu'on dise, il lui serait bien aisé de triompher partout; le culte de l'oncle est toujours là. Mais cette désaffection ne profite guère à la démocratie au moins jusqu'à présent. Comment en serait-il différemment? Depuis les blancs jusqu'aux rouges, tout est conjuré contre le socialisme, et si Ledru-Rollin revenait, ce serait pour *sauver* de nouveau la *société*. Sous une pareille contradiction, la démocratie fléchit, et la révolution, au lieu d'éclater et faire explosion se produit par une multitude de fuites imperceptibles. Enfin, après les proclamations de nos proscrits, lors de l'établissement de l'Empire, voici celles de MM. Kossuth et Mazzini dans les *Débats* et leur échauffourée de Milan! Sans doute, il faut le

croire, ces messieurs sont de grands conspirateurs, des tribuns incomparables, des hommes à tour de main. Mais ils n'entendent rien à la grande guerre des révolutions; ils ne savent ce que c'est que de préparer les esprits, de créer une idée, de la planter, de la faire germer, croître et fructifier, d'en jeter partout la graine et à l'aide de ce ferment, de produire un mouvement dans les esprits qui infailliblement amène un mouvement dans les intérêts. Ces hommes me sont odieux vous dis-je!

Nous n'avons pas encore vu Herzen. Duchêne est retenu à Tours par le préfet qui lui refuse un passeport. A travers mes études, je tâche de m'introduire dans le monde des affaires, non à la façon des projets de nos amis, mais par des voies plus réelles et pratiques. J'ai manqué ces temps derniers une bien grosse affaire; je me laisse en ce moment attirer vers d'autres. Tout ceci sera l'objet d'une autre lettre.

Amitiés à Guillemin, Abram, Prével, etc. Baisemain à M<sup>me</sup> Guillemin.

Et soignez mon affaire, je vous en prie.

P.-J. PROUDHON.

23 février 1833.

A M. CHARLES BESLAY

Mon cher monsieur Beslay, j'ai reçu vos deux amicales lettres, une du 17, datée de Charleroi, et celle d'hier.

Je vous remercie de la clientèle que vous m'avez procurée de M. Brunton ou Brunten, que je n'ai pas encore été voir, mais pour qui je ne dédaignerai peut-être pas de faire quelque chose. En ce moment, je suis accablé de travail; j'ai hâte de terminer un important ouvrage qui me servira à sonder de nouveau le terrain, et connaître jusqu'à quel point le pouvoir actuel, esclave des jésuites, se propose d'étouffer la libre pensée.

Si cet ouvrage, tout de philosophie, passe malgré les prêtres, je puis me regarder jusqu'à un certain point comme ressuscité de nouveau à la vie littéraire, la plus douce, la plus heureuse, quoique la moins lucrative pour moi.

Merci de votre bon souvenir pour ma famille. Ma femme est courbaturée, Catherine coqueluchée, et Marcelle étouffée par un affreux catarrhe. La maladie

sévit sur nous; je tiens encore bon, mais ne suis pas trop solide...

Pour comble d'ennuis, j'avais arrêté un joli logement avec jardin, rue Saint-Jacques; le propriétaire s'est dédit quand il a su mon nom, ma profession, enfin, quand il a eu connaissance de mon identité. Ne serait-il pas plaisant que les propriétaires se vengeassent de moi en me laissant dans la rue?

Bonjour, cher ami.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 17 mars 1853.

A M. HODÉ

Cher citoyen Hodé, j'ai écrit à Pilhes il n'y a pas encore huit jours. Je n'ai, par conséquent, rien de bien neuf à lui dire. Voici pourtant un mot que je vous prierais de lui transmettre, et qui lui fera certainement plaisir.

Un de mes amis, ami de Pilhes, et qui prend part aux démarches que j'ai faites pour obtenir son transfèrement, m'écrit ce qu'il suit : « J'ai vu aujourd'hui le prince Napoléon. Il m'a dit, relativement à l'affaire Pilhes et Langlois : J'en ai écrit une lettre à Persigny et je lui ai parlé ensuite. Le ministre m'a répondu qu'il s'entendrait à ce sujet avec M. Frémy et donnerait des ordres en conséquence. Il s'agit donc aujourd'hui d'aller voir M. Frémy et de lui rappeler la promesse faite par le ministre. »

Ainsi que je l'ai écrit à Pilhes, voilà trois ministres saisis de son affaire : Persigny, Abbaticci, de Maupas. Il aura bien du malheur si nous n'obtenons rien.

Je vous serais donc obligé, cher citoyen, de faire part de ce détail à notre ami Pilhes, et, s'il vous est possible, de faire avertir Langlois, que des démarches

très-actives sont faites en ce moment par sa famille et ses amis pour obtenir son transfèrement ; qu'on le prie, en conséquence, de ne rien faire qui puisse compromettre le succès de ces deux démarches, attendu qu'il ne nuirait pas seulement à lui-même, mais à toute sa famille, que la moindre imprudence de sa part rendrait suspecte. Ceci est de la dernière importance. Nos amis de la prison et de l'exil ne savent pas un mot de l'état des choses, et se figurent que la République est morte s'ils ne prennent en masse sa défense.

Je n'ai pas de nouvelles de M. Bouryès. J'espérais, samedi dernier, le rencontrer chez Boutteville.

Je vous salue, citoyen, fraternellement.

P.-J. PROUDHON.

20 mars 1853.

## A M. CHARLES BESLAY

Mon cher ami, vous avez mal lu, ou vous n'avez pas senti la portée des articles de *l'Industrie*, numéros des 7, 14 et 21 février, signés ANDRÉ PASQUET.

Ledit *André* est bien mon homme revenu de Belle-Isle, ancien collaborateur du *Peuple*, aujourd'hui financier finançant à la Bourse, dans la catégorie de ceux que j'ai nommés les *Prudents*.

Le pauvre garçon défend sa cause et me traite de *moraliste atrabilaire*, ayant envie de ramener la France au *brouet noir lacédémonien* et autres drôleries.

Soyez tranquille : le particulier sera touché, et si vous voulez me rendre votre exemplaire, troisième édition, pour un de la quatrième, vous en aurez la réjouissance.

J'ai reçu hier la carte de l'ami *Michel* GOUDCHAUX, notre ancien ministre des finances de la République. Comme je n'étais pas à la maison quand il s'est présenté, je présume qu'il reviendra. Encore un qui n'est pas satisfait de la citation que j'ai faite à son endroit, page 174 (lisez). Que me veut-il?... qu'il s'explique

dans le *Siccle* : Je verrai après quelle absolution je lui pourrai donner.

Je vous vois tout à l'heure à la rue. — En cas d'accident, je vous offre mon lit de camp, et à Lisbeth la mansarde.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 21 mars 1853.

A MM. ORSCHGER ET MESDACH

Messieurs, j'ai pris connaissance de tous les documents que vous avez bien voulu me confier hier, chez mon ami, M. Beslay.

La question est pour moi jugée, et je suis prêt, messieurs, à vous offrir le faible secours de ma plume, si vous le croyez utile à votre cause, mais seulement aux conditions suivantes :

1° Je signerai mon Mémoire comme ont signé les leurs, MM. *Caulier et Soude*.

2° La question hygiénique étant à peu près épuisée par ces deux messieurs, et d'ailleurs tout à fait de la compétence de la commission, — je me renfermerai plus spécialement dans le point de vue *économique*, je veux dire dans le droit monstrueux que s'arrogerait le pouvoir exécutif, de supprimer à son gré telle ou telle industrie sous un prétexte quelconque, et dans les abus qui en sont inséparables : le monopole, la concussion, la corruption, etc., etc., etc.

3° Le pouvoir ayant une tendance prononcée à s'emparer de cette dictature sur l'industrie, le commerce et

la propriété, je la signalerai et la combattrai dans mon Mémoire.

Il est entendu que je me renfermerai dans les bornes d'une modération qui ne laisse au pouvoir aucun prétexte de malveillance envers MM. Orschger et Mesdach, pas plus qu'envers le rédacteur lui-même.

Si ces conditions, messieurs, vous agréaient, vous n'auriez qu'à me faire parvenir tous les renseignements utiles, soit sur les industries insalubres ou réputées telles, et dont un *état* général serait une excellente pièce de conviction, soit sur ce qui concerne en particulier la céruse, le blanc, le zinc, etc.

Vous m'assigneriez en même temps l'époque, passé laquelle mon travail deviendrait inutile, afin que je prenne mes mesures avec moi-même et ne me laisse pas surprendre par une échéance funeste.

N'ayant pas votre adresse à Paris, messieurs, je suis obligé de vous faire parvenir la présente par l'intermédiaire de M. Beslay.

Je suis, messieurs, votre bien dévoué.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 29 mars 1853.

## A M. GUILLEMIN

Mon cher Guillemin, Abram m'a remis votre lettre. Il n'en avait pas besoin. Je ferai pour lui toutes les démarches que je pourrai. J'irai voir, s'il faut, M. Wowski, à qui j'écrirai, du reste, de mon plus gracieux style.

Je réponds maintenant au désir que vous m'exprimez d'être renseigné sur l'état de nos projets et de nos espérances. Mathey vous a fait part sans doute de la lettre où je l'informais de ma participation éventuelle aux bénéfices du chemin de fer de Besançon à Mulhouse. Voici l'état de l'affaire : Demain mercredi, le ministre Magne présentera son rapport au gouvernement. Aucune compagnie ne peut lutter avec la nôtre. 1° Elle se fait tout son capital à l'étranger ; 2° se contente d'une garantie d'intérêt de 3 % ; 3° s'engage à ne jeter d'actions sur la place qu'après avoir *dépensé moitié* au moins de son capital ; 4° accepte le tracé qui conviendra le mieux au gouvernement. La troisième clause surtout est inouïe par le temps qui court. Nos capitalistes sont les banquiers et personnages les plus riches de Hollande, d'Angleterre, de France et d'Espagne. Mais le ministre

Magne, j'en suis convaincu, favorable à une autre compagnie, se montre de plus en plus hostile, et je crains toujours un *coup de chien*. Déjà l'on s'est effrayé dans le conseil à l'idée que des *rouges* étaient les bout-en-train de cette compagnie; mais il y a tant de monde plus ou moins *avantagé*, notre compagnie est si supérieure, Magne si bien percé à jour, que la concurrence ne sait comment s'y prendre pour nous évincer. D'ici à huit jours nous aurons une solution : vous le verrez par les journaux.

D'après son premier traité passé avec la compagnie, H\*\*\* devait recevoir une commission de 2,400,000 fr. Les retards inévitables et d'autres causes feront réduire cette commission en une rente de 75,000 francs, payable en emplois dans le chemin, ou 1 million comptant. C'est de l'argent anglais, gagné à la pointe de la baïonnette et en rendant au pays un vrai service par la formation d'une compagnie modèle!...

A cette occasion, j'ai pu me mettre en rapport avec des hommes qui s'occupent de former des entreprises de toute sorte.

1° Un service de transport du Havre à la Chine qui promet un bénéfice annuel de 50 % du capital. La société débiterait au capital de trois millions, c'est-à-dire pour la construction de trois navires à voile de 1,000 tonneaux chacun. On me demande quelques articles sur la chose.

2° Une banque financière en concurrence de la Société de crédit foncier, où veut entrer Abram. On doit me soumettre la combinaison; un des banquiers anglais qui a souscrit pour le chemin de fer de Besançon à Mulhouse fournira, dit-il, 100 millions. Il m'attend avec impatience pour causer de ces choses.



3° Enfin un de nos amis, le citoyen Toché, que vous ne connaissez pas, a fait un plan de société pour l'achat et la vente de toutes les grandes propriétés : c'est une continuation des anciennes bandes noires, mais avec plus de profondeur économique et une tendance accusée vers nos réformes. L'idée a été soumise à MM. Péreire et Lemonnier, gros bonnets du *Crédit mobilier* et du *Foncier*, qui ont reçu la communication avec bienveillance, et surtout en vue de l'idée socialiste dont ils sont toujours dévoués serviteurs, assurent-ils ; ils ont promis de faire pour elle quelque chose. Le *Crédit mobilier* est impopulaire à cause de son immense réputation d'agiotage : les fondateurs, anciens saint-simoniens, voudraient donc faire quelque chose pour la gloire de Dieu et de l'Église.

Il n'est pas une de ces combinaisons : le chemin de fer, le service sur la Chine, la banque foncière et la nouvelle bande noire qui ne puisse, si elle vient à bonne fin, nous caser tous. C'est, du reste, le dessein formel de tous ceux d'entre nous qui s'occupent d'affaires, ne pouvant servir autrement la Révolution.

Si la concession H\*\*\*, mieux servie, avait pu être enlevée en temps opportun, et que le premier traité eût été exécuté, à nous deux H\*\*\* seulement nous aurions formé une première mise de 500,000 francs par la *Banque du Peuple*. Cette idée ne me quitte pas ; tout ce que je fais est dans cette espérance, et je guette le moment où il me sera possible de l'introduire auprès de quelques banquiers qui voudront faire de la gratuité, et par ce moyen doubler chaque année leur capital.

Ce que je n'eusse jamais supposé en 48 devient chaque jour une chose rationnelle et probable. Le sys-

tème capitaliste, par la puissance de ses propres combinaisons, se détruit lui-même; cela devient chaque jour plus sensible, et certainement l'heure approche où, par un dernier coup porté à l'édifice, tout le système de l'ancienne société croulera.

De tous côtés on se remue pour détrôner le numéraire. Le sieur Bonnard, de Marseille, vient de fonder une société à Paris pour sa *Banque d'échange* : c'est une exploitation atroce, mais enfin c'est un coup de bas à ce métal. Les citoyens *d'Esclée* (système Mazel modifié) et de *La Châtre* ouvrent aussi des banques d'échange; tout s'agite, tout court aux entreprises; la discussion socialiste, de 48 à 52, a découvert un nouveau monde dans la puissance du *crédit*, dans le *bon marché*, l'*échange direct*, etc., etc. Il est impossible que la Révolution ne triomphe pas sous peu et d'une façon définitive.

Priez Dieu que quelque chose nous réussisse, et ne faites pas de bail avec votre propriétaire.

Au premier jour, nous pouvons reparaitre sur la scène et tenir le premier rang, tant dans le monde conservateur que dans le monde républicain.

Calme plat du reste, mais qui n'a rien d'affligeant. La démocratie n'est point du tout morte à Paris; je ne demanderais, dans un moment bien choisi, que cinquante lignes de la *Presse* pour la mettre sur pied. Que j'aie seulement un succès d'homme d'affaires; et comme ma fortune ne se séparera jamais, pas plus dans l'opinion que dans ma volonté, de la fortune de la République, vous verrez toutes les oreilles se dresser et un craquement se faire entendre.....

Tout mon monde est malade : la mère et les filles. Nous déménageons la semaine qui vient; notre nou-

DE P.-J. PROUDHON.

197

veau domicile est *rue d'Enfer*, 83, entre le Val-de-Grâce et le Luxembourg. Très-bon quartier, très-joli logement.

Bonjour à M<sup>me</sup> Guillemin et aux amis.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 20 avril 1833.

A M. CH. BESLAY

Mon cher ancien collègue, vous avez dû croire que je vous oubliais, et qu'une distance de un kilomètre de plus entre nos domiciles deviendrait pour moi un abîme infranchissable. Il n'en est rien. Un déménagement, chose qui m'arrive pour la première fois de ma vie, est chose encombrante, même pour un aussi pauvre ménage que le mien; puis j'ai été sans cesse distrait par des affaires et des courses, qui m'ont volé une partie de mon temps, car je regarde le temps que j'y ai consumé comme perdu.

Vous verrez qu'il faudra que je ferme ma porte et que je ne me rende accessible qu'aux amis qui, comme vous, auront une carte spéciale et signée de ma main!

Que devient l'aimable M. Brunton?...

Où en êtes-vous avec M. J. Meunier?

Où en sont vos affaires de chemin de fer et de coupes de bois?

Ne pouvant décidément rien faire par moi-même, je vais recueillant à droite et à gauche des renseignements

sur les entreprises qui se brassent, et je me propose d'en composer une notice intéressante sur la bourgeoisie moderne.

Préparez-moi donc des matériaux.

Je vous serre la main, et à bientôt.

P.-J. PROUDHON

Paris, 28 avril 1853.

A M. MAURICE LA CHÂTRE

Monsieur La Châtre, je vous remercie de votre dernier envoi concernant vos cités ouvrières.

Je commence un petit travail sur toutes les questions que nous avons remuées l'autre jour avec M. d'Esclée, et sur la tendance de ce temps-ci. C'est vous dire que je m'occuperai tout naturellement de votre entreprise et de vos efforts. Mais, selon ma mauvaise habitude, le sujet ne manque pas de s'étendre sous ma méditation, et, à force de rechercher la vérité dans la généralité, il m'arrive de ne pouvoir plus rien faire où je ne m'occupe un peu de tout. Je tâcherai cependant d'être court, et, pour vous, tout en vous prônant de n'être que juste.

J'aurai, avant de mettre sous presse, l'occasion de vous revoir.

Mes hommages très-respectueux, je vous prie, à la très-aimable M<sup>me</sup> La Châtre.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 24 mai 1853.

A M. SUCHET

Mon cher Suchet, je profite de l'occasion que m'offre votre jeune ami M. Noble, avec qui hier je me suis un instant entretenu de vous, pour vous exprimer, ainsi qu'à M<sup>me</sup> Suchet, mes sentiments les plus affectueux, ainsi que ceux de ma femme.

Après la dernière visite de la trop bonne M<sup>me</sup> Suchet, j'ai été pour la voir chez Jourdan; en ce moment M<sup>me</sup> Suchet était sortie, et Jourdan m'a dit que nous aurions le plaisir de la *revoir*. J'ai vécu un peu sur cette espérance; je dis moi, car ma femme était dans l'incapacité absolue de sortir, et, je l'avoue, j'ai attendu bravement l'arrivée de M<sup>me</sup> Suchet; je lui en demande pardon!... Au milieu de tout cela est arrivée l'époque de notre déménagement, dont les détails ont pris plus de trois semaines!...

Bref, mon cher ami, nous sommes logés rue d'Enfer, 83, dans un rez-de-chaussée élevé de deux pieds au-dessus du sol : exposition au midi, toutes les chambres parquetées et un vaste jardin devant nous. Ce logement nous coûte un peu cher, mais j'y trouve une économie de 100 francs d'eau par an et 200 francs de

médecins et apothicaires, ce qui donne pour bénéfice net, la *santé*. Catherine est splendide. La plus jeune, après une dentition laborieuse, compliquée de petite vérole, fluxion de poitrine, catharre, etc., serait morte déjà sans ce changement d'air et cette acquisition de soleil. Enfin, voulez-vous tout savoir? Je suis à la veille de me voir propriétaire responsable d'une troisième fille, ce qui me fait juste, en comptant la mère, *quatre!*... Jugez si j'ai du temps à perdre! Cela m'a mis dans la nécessité de donner à ma femme, pour sa fête, une bonne de dix-huit ans, de mon pays, qui lui est de quelque soulagement.

Quant à moi, j'ai de la *besogne* par-dessus les yeux, un engagement entre autres avec un libraire qui suffit à entretenir mon travail pour deux ans. Dans deux ans, qui *vicra verra!*...

Et vous, et M<sup>me</sup> Suchet, et votre cher enfant, si doux et si passionné en même temps, si modeste et si fier? Que faites-vous tous? Le soleil du Midi assure-t-il à M<sup>me</sup> Suchet des jours mieux suivis, une santé plus constante? Que pensez-vous faire de notre petit homme? Depuis que je ne l'ai vu, il a dû grandir de deux pouces, et me dépasser. Je suis ingrat envers lui, envers vous, mon cher Suchet, et je me le reproche amèrement. Je n'ai à faire valoir pour excuse que des circonstances atténuantes : mon éloignement d'une lieue, la cherté de mon temps, qui me fait supprimer toutes sorties et presque fermer ma porte à tout le monde. La plaie qui me dévore, le fléau qui me ruine, en effet, c'est le gaspillage de mes instants. Je m'en irrite, je supprime relations et correspondances, et je deviens brutal et féroce. Plaignez-moi, car vous avez bon cœur; ne me jugez pas!



Un fait qui j'espère vous raccommo-dera à mon en-droit, c'est que j'ai réussi, par l'entremise de Napoléon, fils de Jérôme, notre ancien collègue à tous deux, à faire transférer de Belle-Île en prison de Paris nos deux amis *Pilhes et Langlois*. Ils sont en ce moment à Sainte-Pélagie, logés chacun dans une chambre au pavillon de l'est. V\*\*\* habite le même corps de bâtiment. Il est question de faire la même opération pour Paya : vous verrez que toute la colonie y passera. Je suis assez content de Pilhes et de Langlois, et de leur manière d'apprécier les choses. Je ne puis en dire autant de V\*\*\*, qui continue son rôle d'hypocrite d'une façon dégoûtante. L'autre jour, par exemple, Napoléon tenait entre ses mains une lettre dudit V\*\*\*, sollicitant l'autorisation de sortir *trois fois* la semaine; j'en suis sûr, puisqu'un de nos amis a vu cette lettre et a parlé de l'affaire à Napoléon. Et cet animal de V\*\*\* de dire là-dessus qu'il ne sait pas qui sollicite pour lui, et à qui il doit les petites faveurs qui lui arrivent! Ces gens-là sont *dégoûtants*, je vous le répète. Et si j'ai été heureux d'une chose dans ma vie plus que de votre voisinage, plus que de votre liberté même, ça été de vous voir soustrait à cette société de *jacobins*.

Vous avez peut-être appris par les journaux que je m'étais occupé d'une affaire de chemin de fer. Le fait est vrai, malheureusement sans succès. L'opposition du ministre Magne, le courant contre-révolutionnaire qui ne permet pas à l'empire de rien faire de conforme à une stricte justice et aux aspirations démocratiques, la tendance à la féodalité mercantile, enfin mon nom même, tout cela a empêché la concession ou du moins l'empêchera, car la décision n'est pas prise. Il serait trop long de vous entretenir en détail de cette affaire,

où vous pouvez croire que je n'ai démenti en rien mon caractère et mes opinions, *au contraire!*...

La situation est, du reste, toujours la même; on n'a pas *confiance*, moins que jamais confiance; les partis dynastiques conspiraient; l'atmosphère est chargée; la conscience publique murmure; la honte et le ressentiment débordent. Mais la fatalité comprime tout, et le poids mis sur la chaudière révolutionnaire est si lourd, qu'il n'y a pas possibilité *in statu quo* d'éclater..... C'est tout ce que je me permettrai de vous dire sur la politique. Vous voyez les journaux, vous voyez la province, vous recevez des communications quotidiennes. Vous en savez autant et plus que moi.

Bonjour donc, cher ami, souvenir inviolable et amitié éternelle.

A vous tout entier.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* J'ai cinq ou six ouvrages différents sur le chantier, que je mène de front. Cela ne me permettra pas de rien publier de sitôt encore, et vous n'entendrez point, je présume, parler de moi avant l'automne!

Paris, 25 mai 1853.

A M. NODÉ

Cher citoyen, Pilhes m'a prévenu de votre visite et de son objet. Je vous recevrai, avec plaisir de *quatre à cinq*, heure à laquelle ma journée de travail est près de finir, et où, si je dois aller en ville, je ne suis pas encore sorti.

Je ferai les démarches nécessaires pour Paya, mais j'y mets une condition, c'est que nos amis *Pilhes, Langlois* et *Vauthier* s'y associeront, en écrivant, sous prétexte de remerciement, une lettre au prince Napoléon, par laquelle ils lui signaleront la bonne œuvre à faire concernant le malheureux Paya.

Il entre dans mes principes, assurément, d'aider tant que je le puis, par des démarches personnelles qui répugnent à beaucoup d'autres, les captifs et les exilés. Mais je n'entends pas que mon entremise ne soit acceptée par eux que *sous bénéfice d'inventaire*, et qu'ils se tiennent dans leur prétendue dignité puritaine prêts à me désavouer, tandis que j'accomplis à leur égard, sans souci de ma réputation, les devoirs de la charité.

*Aidez-vous les uns les autres!* Que chacun pratique ce précepte comme moi. Sinon, non.

Vous pouvez dire cela à qui de droit.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

17 juin 1853.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, je suis en train d'écrire un mémoire de 25 à 30 pages in-4° pour MM. Gauthier. Il y a urgence et il s'agit d'une compagnie de navigation transatlantique au capital de 50 millions. Je vous ferai voir cela.

Je suis donc forcé d'ajourner ma visite à dimanche suivant, 26 juin. Nous serons alors débarrassés de cet insipide printemps; les blés n'en seront que plus beaux et mieux épiés et la campagne plus belle.

Je compte partir samedi, 25, comme j'aurais fait après-demain, 18, sans l'affaire de MM. Gauthier.

Bonjour aux amis.

Je vous serre la main et ma femme vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 3 août 1853.

A M. CHARLES BESLAY

Mon cher ami, j'apprends que vous êtes accouru chez moi sur un avis que j'étais dans l'inquiétude. Je m'empresse de vous rassurer en attendant que j'aie vous serrer la main.

Je n'ai pas de sujets nouveaux de tristesse : il me suffit de reste de l'ennui que me donne un régime de police qui ne laisse au libre-penseur presque aucune liberté de pensée et d'expression, et qui, par là, menace de m'ôter entièrement mon principal moyen d'existence.

Ma brochure est chez l'imprimeur. Les frais de timbre ont obligé le libraire à étendre la matière afin de sortir des limites du fisc ; au lieu d'une centaine de pages, il faut que nous en ayons 160. La censure a déjà pris connaissance de mon travail : elle le laisse passer en disant qu'il a tous les défauts et toutes les qualités de l'auteur. C'est comme les précédents, je ne me corrigerai jamais.

Je travaille à un autre opuscule qui verra aussi le

jour dans une quinzaine, mais je ne signe pas, la chose n'en vaut pas la peine.

A bientôt, cher ami. Au premier voyage que je ferai à l'imprimerie (rue Saint-Louis, au Marais), j'irai voir si votre bière est piquée. Il fait si chaud!

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

7 août 1853.

## A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, on me dit que vous êtes l'auteur des articles publiés dans la *Presse* sur la colonisation de la CAMARGUE.

J'ai entre les mains, sur le même projet, une brochure publiée par le comte *Wincelast Jablonowski*.

Dites-moi si vraiment vous vous occupez de cette affaire et ce que je dois en penser. Elle m'intéresse ; j'ai reçu la proposition de m'en occuper, et sans autre invitation, sans que je sache à qui la chose peut être utile, avec le plus entier désintéressement je me propose d'en rendre un compte très-exact dans le MANUEL que je publie avec Duchêne pour le compte des Garnier.

Réponse s'il vous plaît.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 14 août 1833.

A. M. BOUTTEVILLE

Mon cher Boutteville, avez-vous lu les *Débats* et la *Gazette des Tribunaux* du 12 courant, le *Droit* et le *Journal des Faits* du 13.

Vous y aurez vu comment mon beau-père *Piégaré*, impliqué dans le complot dit de *Vincennes* ou de la *Ligue fédérale*, a été condamné, sur la minute saisie chez lui et écrite de ma main d'une demande de secours au comte de Chambord, à deux ans de prison. Vous y aurez vu en même temps comment le pauvre vieux a été traîné dans la boue, traité de *mouchard* et *d'escroc*.

Comme bien vous pensez, nous avons fait les frais de tout l'incident, et, en fin de compte, c'est moi qui suis le bourreau de mon père. On a puni en lui toute une famille d'ennemis acharnés de la race Bonaparte.

J'ai une réponse à faire : elle est écrasante, malheureusement elle est d'une publication à peu près impossible. Je la rédigerai cependant pour vous et pour tous vos amis; vous la communiquerez aux journalistes républicains Nefftzer, de la *Presse*. Dumont, de l'*Estafette*, Jourdan, du *Siècle*. Vous déciderez avec eux si, après le silence de la plupart des journaux sur le scan-

dale qu'on a essayé de soulever contre moi, il convient de publier cette réponse ou s'il faut la réserver pour un temps plus libre.

Je vous serais obligé en attendant, mon cher ami, de voir aujourd'hui Darimon dans votre promenade, et de le prévenir de tout ce scandale qui me laisse la conscience bien tranquille, mais qui m'étouffe de rage en voyant la justification interdite.

Je passerai ma journée au travail; j'ai besoin d'être un peu seul.

Croyez, mon cher ami, que malgré le coup qui me frappe dans ma famille d'adoption, et, le procureur impérial se l'est imaginé du moins, jusqu'à certain point dans mon honorabilité, je jouis intérieurement de ce malheur qui vient constater si à propos la pauvreté de ma vie, le désintéressement de mon mariage (on m'accusait d'être riche du côté de ma femme), et surtout l'horreur profonde et mal dissimulée que m'inspire la tyrannie impériale ancienne et nouvelle.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Ma femme a fait la récolte de ses abricots. Elle vous en envoie six et en garde autant à M. Darimon.

Marcelle vient à l'instant même de faire seule et sans apprêt son premier pas !...

1853.

A M. CHARLES EDMOND.

Mon cher Edmond, votre lettre d'hier soir, en me montrant toute l'étendue de votre dévouement pour moi, m'avait de nouveau bouleversé les sens. Après le départ de M<sup>me</sup> D\*\*\*, j'étais en proie à une agitation qui faisait trembler et pleurer ma femme, quand tout à coup je m'écrie : *Comment donc ai-je fait cela?* Je cherchais la raison *raisonnable* qui m'avait fait agir, et que je ne trouvais pas. C'est alors qu'un mot de ma femme m'a donné la clé de cette affreuse énigme : *Vous n'avez pas voulu*, me dit-elle, *désobliger mon père, et je me souviens que* VOUS RIEZ AUX ÉCLATS!... — Aussitôt j'ai pris le journal et j'ai relu, pour la première fois, cette pétition, dont il ne me restait qu'un vague souvenir, et que je ne me rappelais qu'à travers les commentaires du procureur impérial, les réflexions du public, vos regrets, etc.

C'est ce que l'on peut appeler *une charge!*... Quand je vous aurai fait le rapprochement de chacune de ces phrases, écrites en style de *pétition* et de *biographie* (j'ai fait métier de l'un et de l'autre), avec les réalités grotesques de la vie de mon bonhomme de beau-père, à qui

je les ai fait ce matin raconter de nouveau, et qui les a dites très-sérieusement, vous comprendrez alors comment cette espèce de *gaieté* est tombée de ma plume, et quelle mystification il y a ici pour la police et le parquet. J'ai perdu tantôt le numéro du journal que j'avais hier, sans cela je vous en régèlerais sur le champ.

Vous y verriez comment j'ai fait descendre le fils d'un GABELOU, d'une *famille honorable de Normandie*; comment j'ai fait échapper son père à la *guillotine de Robespierre*; comment j'ai fait de ma belle-mère une monarchique du côté *paternel et maternel*, etc.

L'histoire de la reine Hortense est une hallucination du vieux, qui y croit toujours. Il s'agit d'une vente de *galans de tambours à l'aigle et à l'N*, qui lui fut demandée en 1816, et où il faillit mourir de peur.

Son combat avec les *dragons de Fouché* est digne de Sancho Pança. Tout le reste est à l'avenant. J'ai entre les mains la relation imprimée du procès des Prouvaires, dans lequel il figure comme un *sosie* (toujours à table); on l'avait surnommé le *général Sainte-Croix*. Il en porte encore la moustache.

Voyez aussi le dernier paragraphe emphatique, avec la *riçournelle* obligée de toutes ces pièces de diplomatie à l'usage des écrivains publics et des pétitionnaires.

Il faut être de la famille et avoir entendu ces choses pour comprendre ce qu'il y a de cocasse dans ma malheureuse rédaction, où les gobe-mouches de la police n'ont pas manqué de voir une grosse affaire.

Enfin, grâce à Dieu! c'est expliqué pour moi, car vous avez dû voir que je n'y comprenais rien du tout, et que par conséquent je m'embétais. Notez que le Vieux a eu soin de rédiger, en style baroque et sans orthographe, toutes les circonstances de ses campagnes;

c'est sur ces documents trouvés chez lui qu'on l'a fait *indicateur*, etc.....

Maintenant, cher ami, il ne peut me convenir en aucune façon de dire ces choses au public, de montrer M. Proudhon s'égayant aux dépens de son beau-père; surtout de paraître ici vouloir jouir de la mystification de la police et du parquet.

Cela se dira très-modérément à l'audience d'appel, et tout sera fini.

Enfin, je repose; faites comme moi. Il n'y a pas même ici à m'accuser d'imprudence, et si j'avais commencé par où j'ai fini, si j'avais LU, si au lieu de m'effaroucher de tout ce scandale, je m'étais reporté au fait, au temps et au style, je n'aurais pas eu un instant de trouble, ni vous non plus.

Je vous serais obligé de voir Morin et Massol, et de les prévenir, afin qu'ils n'aillent pas aggraver le mauvais effet de cette composition, dont le ridicule saute aux yeux dès qu'on la lit en face du père Piégard.

Dites à Morin aussi de me renvoyer ma dernière lettre, qui ne sert plus qu'à attester l'état d'un esprit qui se cherche, et qui, en dehors de la réalité et du fait, ne parvient à faire que des conjectures sans fondement.

Je vous serre la main, et vous prie de me pardonner ce tourment bien involontairement causé.

P.-J. PROUDHON.

Août 1833

## A M. CHARLES EDMOND

A la bonne heure!

Je vous trouve enfin; vous me devinez. De deux choses l'une pour moi : ou courber la tête, c'est le suicide, ou bien sortir de là par un coup à ma façon, à la Beaumarchais, à la Proudhon, si vous voulez!

Depuis que cette infâme épithète a retenti à mes oreilles, qu'elle m'a montré le vrai point de l'attaque, je dirige toutes mes forces de ce côté.

Je pouvais répondre du sens de ma minute, mais je ne savais que dire de cette pièce *émanée du père* et qu'ON N'A PAS LUE. Je la lirai aujourd'hui même. J'ai déjà recommencé l'interrogatoire du vieux; je le pousse sans ménagement; si je ne le sauve, du moins en partie, il sera, je le jure, ma première victime.

Je dois vous dire que ses réponses, son air, me donnent beaucoup d'espoir et confirment de tous points ma manière de voir sur son compte.

J'irai aux enquêtes; il est très-connu de Berryer, Larochefoucauld, etc. Vous sentez de quel importance il est pour moi que le caractère de l'homme soit connu partout pour tel que moi je le vois et l'ai voulu dé-

peindre. Je ne puis me priver d'aucun de mes moyens.

Arrière donc les conseils de la résignation ! qu'on n'en parle plus, qu'on me laisse tranquille ! Que j'aie à demander pardon au public de mon *laisser-aller*, du débraillé de ma vie intime, passe. Je me livre tout entier ; mon rôle, encore une fois, n'est pas d'être ce qu'on appelle un chef de bande politique, c'est d'exterminer les bandes et leurs chefs.

Je vous remercie, je vous embrasse, cher Edmond. Vous venez de tracer le programme de tout ce qui me fermente dans le cerveau. Mais, comme vous dites, prudence.

Le vieux a fait depuis quatre jours son appel. L'occasion, la voilà donc !... L'affaire viendra après les *vacances* ; d'ici là, un seul mot aux illusions qui pourront se produire ; ce sera toute ma réponse.

Bonjour.

Ma femme vous envoie de ses abricots pour Marie.

P.-J. PROUDHON.

22 août 1833.

## A M. CHARLES EDMOND

Cher Edmond, je viens enfin de voir *la pièce émanée du père*. Tout mon tort est de ne pas l'avoir connue. Leur affaire serait faite!...

Infamie, scélératesse, mensonge, calomnie par réticence, tout ce que vous pouvez imaginer de *noir*, d'*atroce*, déployé par le procureur impérial contre ce pauvre homme!

On a calculé que mon ORGUEIL reculerait devant la publication de *cette pièce*, qui n'accuse que misère, dévouement, etc. On s'est trompé.

Je sais ce que c'est, la misère; j'y ai vécu. Je sortirai de là blanc comme ange et sublime.

Adieu.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Chose étonnante, la pétition, écrite sur les renseignements verbaux du père, reproduit les mêmes détails naïfs que la pièce; mais quelle différence, pour la manifestation de la vérité, entre le style de l'*écrivain* public et la naïveté de l'auteur.



1853.

## A M. LE DOCTEUR CRETIN

Mon cher docteur, Marcelle vous garde cinq ou six abricots de sa récolte et s'imagine que quelque jour à votre passage elle pourra vous les offrir. La mère voudrait bien aller elle-même vous les présenter, et moi, si j'étais libre aujourd'hui, je le ferais. Mais c'est une visite remise que je dois d'ailleurs à votre père.

Les amis, après bien des tergiversations, m'ont enfin éclairé sur le véritable point de la question en ce qui concerne mon beau-père.

Il s'agit de savoir s'il a été *mouchard*, si je l'ai su, si j'ai implicitement donné mon adhésion à des actes que réprouvent tous les honnêtes gens.

Voilà de quoi *il tourne!*...

Dès que ce mot, inouï pour moi, *d'indicateur* m'a été révélé dans toute sa puissance diffamatoire, j'ai dû me mettre aux enquêtes. On disait qu'une pièce, *émanée du père*, exprimait clairement ce que la pétition ne disait qu'en termes honnêtes.

Cette pièce n'a pas été *citée au tribunal*, et moi je ne

la connaissais pas. Je la possède enfin, et je n'ai plus qu'à déclarer que si je l'avais écrite JE M'EN HONORERAI.

Je vais faire un petit bout de Mémoire où elle sera imprimée et toutes explications données sur le reste.

J'ai passé huit jours de torture atroce. Je n'ai jamais pu douter de l'honorabilité de mon vieux beau-père, mais il m'a fallu, jusqu'à preuve contraire, tout supposer, tout craindre, chercher, m'informer, interroger; enfin c'est fini, hormis de protester devant le public contre la diffamation publique du parquet.

Suis-je assez malheureux? Quoi, si le vieux Piégard m'eût trompé, si lorsque j'éprouvais, je l'avoue, une certaine sympathie pour sa conduite de 1813 contre le régime impérial (la date de la minute est du 25 janvier 1852); si, dis-je, lorsque je donnais par complaisance d'ailleurs les mains à une demande qui à mes yeux rappelait d'honorables services, il se trouvait que, *ipso facto*, sans m'en douter, j'eusse mis ma conscience à la discrétion d'un vieux mouchard, je serais moi-même traité comme tel, et il faudrait m'ensevelir dans la honte, me tuer!...

Voilà pourtant jusqu'à quel point la haine me poursuit! Il se peut très-bien que la Cour *confirme*; est-ce que pour cela je serais infâme?...

Je brûle, je me dévore d'indignation et de haine.

Tant de haines soulevées qui ne demandent qu'un prétexte! Tant d'intérêts menacés qui voudraient m'anéantir! Comment espérer une justification?...

Je n'espère rien, mais je ne puis céder, et, malgré les amis qui me conseillent la résignation, une séparation entière d'avec *cet homme*, je persiste à croire que la

lutte seule est le parti qui me convienne et qui m'honore.

D'ailleurs, devant ma conscience qui le justifie, je ne puis hésiter.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 23 août 1833.

A M.

Mon cher \*\*, ce qui m'a le plus blessé hier de ta part, c'est ton interminable préambule. Il semblait que tu eusses la conscience que ce que tu allais me proposer était honteux pour moi, et tu avais tout l'air d'un agent de corruption. Tu devais me dire simplement : La concession est faite à M. Pereire, mais M. Magne et M. Pereire lui-même ont jugé que mes offres méritaient une indemnité; le concessionnaire me fait offre de 40,000 francs à partager entre toi et moi. A quoi je t'aurais répondu avec la même simplicité : J'ai pris part à la sollicitation à la fois dans un but de *politique* et dans l'intérêt d'un principe. Ce principe c'est la concurrence que j'eusse voulu faire surgir entre les voies de fer, par la clé de Besançon à Mulhouse. L'Empereur en a décidé autrement; je n'ai pas d'indemnité à recevoir pour mon principe. De l'argent et une idée, sont deux quantités incommensurables.

Accepte donc pour toi, je te le répète, tu en as le droit, parce que tu as voulu faire une affaire industrielle, et que tu as contribué à faire obtenir au gouvernement des conditions meilleures. Mais remercie de

ma part M. Pereire, si tu le juges à propos ; et pour la dernière fois sache bien que ni peu ni prou je ne veux rien, et n'entends pas que tu m'en parles davantage. Tu m'offenserais cette fois si tu y revenais. Tu sais, et tu peux en rendre témoignage, les résultats *politiques* et *économiques* que je m'étais promis d'avance de tirer du succès, si le succès avait été pour nous ; tu te rappelles quelle étrange convention je t'ai proposé de faire dans ce but ! Et bien ! mon cher, je parlais de cœur ; et si je regrette la chance que j'ai un instant entrevue, ce n'est pas pour moi-même, c'est pour *la chose*...

N'en parlons plus. A présent que c'est une affaire faite, renvoie-moi les lettres et billets que je t'ai adressés à cette occasion, et je te rendrai si tu veux les tiennes.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 31 août 1853.

### A M. TROUOSSART

Monsieur Trouessart, M. Marchand, votre ami, a pris la peine de venir jusque chez moi m'apporter votre opuscule sur la Saint-Barthélemy. Il a bien voulu en même temps me faire part de la lettre que vous lui avez écrite à ce sujet, et qui, parmi beaucoup de louanges que je ne mérite point, m'apportait un sérieux remords... Enfin, vous m'offrez de vous-même, Monsieur, et avec une simplicité de cœur qui me confond, l'occasion de réparer un injuste, mais involontaire oubli; je répare ma faute et vous remercie.

Causons tout de suite.

Il est utile de rappeler de temps en temps les vérités de l'histoire, comme vous l'avez fait au congrès scientifique d'Angers, en 1843; il est moral surtout de protester contre des doctrines impies, telles que celles de MM. Copefigue, le fantaisiste, et Le Normant, le catholique. Sous tous ces points de vue, vous avez fait une bonne œuvre. Voulez-vous seulement me permettre une observation? Les faits que vous avez rapportés en preuve des causes de la Saint-Barthélemy ne sont point ignorés des catholiques, je veux dire des Fal-

loux, des Montalembert et autres lanternes du parti ; bien mieux, ils s'en vantent au fond de l'âme, et vous n'avez point à craindre que, fussent-ils maîtres de tous les livres qui sont sur le globe, ils songeassent à détruire ces pages accusatrices de la vieille papauté. L'extermination des hérétiques et des philosophes, par le fer et le feu, tient essentiellement au dogme, à la discipline, à la tradition catholique et papale ; et quand, homme encore trop chrétien, vous essayez, en chargeant la papauté, de disculper le catholicisme, quand du moins vous laissez entrevoir que vous séparez le pontife de la religion, vous manquez votre but, et vous faites sourire vos adversaires. Il convient à leur politique, pire cent fois que celle du *Prince*, de prendre tour à tour le masque de la tolérance, de l'humanité, de la philosophie, de la liberté de conscience ; *tout est saint pour les saints !* Mais l'exclusion, la persécution, la tyrannie des âmes, l'hébètement des esprits, sont le fond véritable du catholicisme. C'est à ce point de vue qu'il faut les attaquer ; c'est sur ce terrain qu'il faut mettre la discussion avec eux, les contraindre à une rétractation solennelle, ce qui emporte l'abjuration de leur foi, ou les forcer de paraître dans la vérité de leur nature, ce qui ne leur laissera pas chance de longue vie.

En vous bornant à accuser le pape, vous ne faites qu'une œuvre tronquée ; c'est un reproche, si j'ose ainsi dire, qui tombe sur la vie privée du souverain pontife, et qui, par là même, devient moins digne de foi ; ce n'est pas un acte de large et profonde critique, qui, s'en prenant loyalement aux idées, sauve les hommes en damnant le système. Votre opuscule, en un mot, laisse le pape et la Saint-Barthélemy avec lui, sous la protection du catholicisme, que vous n'attaquez point ; il

fallait aller droit à celui-ci, et laisser à ses fanatiques représentants l'excuse de la foi, c'est-à-dire de l'humanité.

Je vous demande pardon, Monsieur, de mettre tant d'importance à un travail auquel vous-même en attachez sans doute beaucoup moins; mais nous vivons à une époque où les théories qui amenèrent la Saint-Barthélemy se remontrent à découvert, et sont remises dans la politique des princes, d'accord avec les évêques et les pontifes. En 1843, de telles considérations devaient sans doute vous frapper beaucoup moins, et peut-être eussiez-vous alors pensé que le moment était inopportun pour les faire valoir. C'est ce sentiment qui a prévalu après 1848; nous en portons aujourd'hui la peine. Je trouve dans votre lettre une expression de découragement qui m'afflige. Vous paraissez ne pas croire que notre malheureux pays se relève; le sentiment de l'injure qui lui est faite, et qu'il souffre impunément, vous ôte jusqu'à l'espoir d'un réveil politique et social. Vous exprimez à cette occasion les lieux communs si répandus depuis Salomon sur la *vieillesse*, la *décadence*, la *dégénérescence* des nations; comme si cette thèse d'école était un article de foi! Souffrez encore, monsieur, que je vous exprime ici toute ma pensée; j'en ai le droit, car de tels discours me font mal.

Je laisse de côté la question générale du développement et de la *décadence* des nations, sur laquelle je professe des opinions diamétralement opposées aux vôtres, mais qui, étant encore à l'état de paradoxe, exigeraient une dissertation et me mèneraient trop loin. Je m'en tiens à notre France actuelle.

Croyez-vous donc franchement que cette nation, si pleine d'ardeur, de vie, en 1847, ait changé tout à coup,



et du tout au tout, en *six années*? Croyez-vous seulement que les nations, pas plus que les hommes, changent? Croyez-vous, pour parler comme Sieyès, que ce que nous étions hier, nous ne le sommes plus encore aujourd'hui? Soyons plus positifs, encore, plus concrets : Croyez-vous que le régime actuel soit un produit réel et légitime de la France de 1789 à 1832? Que cette *idée* soit sortie tout à coup de son cerveau, qu'elle soit la fille de son âme, l'aboutissement historique de son mouvement antérieur? Est-ce que cet *empire*, renouvelé de *Rome*, vous paraît *xix<sup>e</sup> siècle*, c'est-à-dire libéral, social, philosophique, économique, européen, français?... Est-ce que cela tient à quelque chose, va quelque part, exprime une morale, une doctrine, une destinée? Évidemment non : rien qu'à poser de telles questions, on voit, on sent, on juge, on se dit aussitôt que nous sommes dans l'impossible, dans l'absurde!...

Comment, alors, y sommes-nous tombés? C'est la chose qu'il faut étudier, au lieu de nous abandonner à des lamentations toujours nuisibles.  
 Eh bien! monsieur, il faut l'avouer, ouvertement : nous avons été trompés par une fausse doctrine, la doctrine démocratique du gouvernement de la multitude. Ceux qui nous ont conduits où nous sommes, sont ces prétendus législateurs qui, surfaisant le projet de réforme électorale de M. Duvergier de Hauranne, nous ont donné d'un coup dix millions d'électeurs, dont les idées, pour les trois quarts, étaient juste maintenant de l'ancienne plèbe de Rome.

En deux mots, nous sommes victimes d'une *utopie*! Au lieu de faire du progrès, nous avons fait, en 1848, de l'absolu : nous avons pris au pied de la lettre et

comme étant d'une vérité immédiate, *à priori*, sans conditions, le dogme de la *souveraineté du peuple*, et nous sommes arrivés juste, avec cette souveraineté, au même résultat où parvinrent jadis les cités grecques et romaines même, à *la tyrannie*, à *l'empire*.

Ajoutons que la division des partis, la prédication socialiste, la peur des uns, l'ardeur des autres, l'impuissance des assemblées, la surprise du pays, les souvenirs légendaires du peuple, etc., etc., ont été autant de causes décisives de cette création impériale. Que Napoléon III s'enivre de son succès, se regarde comme un homme fatidique, se prenne pour l'incarnation de la multitude et l'organe de la Providence, libre à lui. Une philosophie attentive démêle bientôt les absurdités du système, et, comme elle ne voit dans l'empire qu'une aventure, elle garde son opinion sur l'empereur.

Certes, je ne vous dirai point, comme tant de mystiques-faiseurs de conjectures, que ce que nous voyons va tomber demain; que la révolte de l'opinion, la guerre étrangère, un accident du sort, un fait de vengeance, vont nous délivrer du joug qui nous opprime. En principe, tout gouvernement, quelle que soit son origine, quels que soient ses débuts, peut durer s'il veut : *il suffit qu'il se mette au courant des idées et des choses*. L'empire actuel peut donc durer; il ne tient qu'à lui; mais ce qu'il est permis d'affirmer, c'est qu'il ne durera qu'à la condition de faire lui-même, plus ou moins vite, plus ou moins heureusement, avec plus ou moins de franchise, ce qu'il a l'air d'être venu empêcher, c'est-à-dire à la condition de cesser d'être lui-même.

Et déjà il le fait, il est emporté, il ne résiste pas.  
*Ex.* : La paix s'impose à lui, même honteuse : pour-

quoi? Parce que, avec le développement économique des nations, avec la solidarité de leurs intérêts, la guerre est devenue à peu près *impossible*. Prenez pour vrai cet adage : le peuple le mieux en état de guerroyer, c'est le peuple sauvage; la guerre lui devient d'autant plus onéreuse au contraire qu'il travaille, apprend, commerce et s'enrichit plus. Napoléon III rêve la conquête de l'Europe, on le sait; il compte sur la sympathie des peuples pour son nom et la haine qu'ils éprouvent pour leurs despotes. Supposons qu'il la fasse; où elle finira au premier choc, et alors la question se retrouvera posée comme auparavant, ou si elle se prolonge, l'intolérable malaise des nations la précipitera.

A l'intérieur, le prétendu empire est lancé à fond de train dans la voie socialiste : voie tortueuse sans doute, scabreuse, pleine de mensonges et de déceptions. Mais enfin, il y est entré, il vole, et pour qui est au courant des *affaires*, je dis des affaires industrielles, il est aussi clair que le jour qu'une société nouvelle commence et que l'ancienne a vécu. Avant un quart de siècle, la transformation de la propriété, l'abolition de l'intérêt de commerce, de la rente; la dissolution de la féodalité financière et son remplacement par un système de sociétés ouvrières, etc., etc., seront des vérités vulgaires, peut-être même des faits accomplis. L'économiste, celui surtout qui est placé au centre, voit dès à présent ces choses; il les touche, il en calcule la marche et le progrès; il compte, assigne, précise tous les rapports qui systématisent le mouvement et le rendent chaque jour plus irrésistible.... C'est là l'enfantement de la France actuelle, enfantement qui devait s'accomplir n'importe sous quelle raison sociale : République,

Empire, Monarchie ou même Anarchie; enfantement qui étonne et stupéfie le monde. Or, laissez dix ans de travail s'effectuer; laissez entrer la masse ouvrière dans la *participation* de toutes ces grandes sociétés; laissez expirer la propriété ancienne sous l'expropriation pour cause d'utilité publique, la solidarité des industries, la police et la réglementation du sol, etc., etc.; laissez enfin se former les cadres de ce monde nouveau et poindre son nouvel esprit, et vous verrez alors ce que lui pèsera la botte impériale! Oui, il est vrai, la France est écrasée en ce moment, outragée, bafouée, muselée; mais c'est la vieille France, une autre se forme à sa place, et ce n'est qu'à la condition de cette formation, plus rapide mille fois que vous ne pouvez croire, qu'est devenue possible cette autocratie qui nous fait honte.

Comme vous, monsieur, je ne pense pas que le bien à produire soit une excuse, et bien moins encore une justification du mal qui le reconvre: j'attends la liberté tout en maudissant la chaîne que la sottise des hommes, la scélératesse des chefs de partis et la fatalité m'imposent. Mais sans que j'approuve ou excuse le moins du monde cette *transition* déshonorante, il m'est permis de l'apprécier telle quelle est, et de m'exhorter même à l'abréger, en poussant, si la dignité me le permet, au mouvement qui s'accomplit sous l'apparente initiative de l'Empereur.

La France ne se connaît pas; elle a perdu la conscience de ses propres opérations. Mais enfin elle agit et on le verra bientôt, malgré les dilapidations, l'agiotage, la curée immense, les scandales; elle agit, dis-je, d'une manière digne d'elle.

Pour moi, absorbé dans mes études favorites, je me

tiens à l'écart et j'observe. Je passe tour à tour de l'histoire à l'économie, de l'économie à la philologie; tantôt j'amasse des matériaux que je me borne à classer; tantôt je cherche la construction des idées que je vois surgir, à l'insu des hommes, de ce tourbillon où s'agite l'avenir. La certitude où je suis de la Révolution entretient la sérénité de ma pensée, et de temps en temps je me distrais encore à rêver aux *éventualités* qui peuvent accélérer l'émancipation générale. Je ne crois pas qu'il y ait à faire autre chose... J'ai conquis ma liberté; je ne travaille plus que pour la liberté des autres : celle-ci manque à mon bonheur.

Je voulais vous faire une petite lettre sympathique, amicale, toute d'effusion et de bon sentiment. Je m'aperçois que je vous ai fait un sermon en deux points. C'est votre faute, monsieur; il ne vous appartient pas de méconnaître ou dissimuler la vraie raison des choses, pas plus que de déplorer la prétendue *décadence* de notre pays au moment où il se régénère, sur la foi de quelques adages classiques recueillis des hallucinations des anciens.

Un mot de vous, monsieur, en réponse à celle-ci, me mettra tout à fait au diapason de l'amitié, le seul que je veuille me permettre en vous écrivant. Ce sera une consolation que j'aurai de plus; il me sera doux de penser qu'à l'extrémité de la France il y a un homme qui me lit, me comprend, et j'espère le dire bientôt qui m'aime.

Je vous serre la main, monsieur, bien affectueusement,

P.-J. PROUDHON.

29 août 1853.

## A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, cette vilaine question de moucharderie est enfin coulée à fond. J'ai entre les mains *la pièce émanée du père* que n'a pas lue le procureur impérial, que n'a pas rapportée la *Gazette*. Cette fameuse pièce, je l'imprimerai avec quelques réflexions, et tout sera dit. — *Je m'honorerais de l'avoir écrite!*

Je regrette fort de ne l'avoir pas connue plus tôt. Je ne me serais pas laissé balloter à tant de systèmes de défense, j'aurais fermé d'un mot la bouche à tout le monde en m'en tenant à ma première lettre.

Oui, Piégard a révélé ce qui lui a paru un complot, et cela pour sa sûreté personnelle, car il était *menacé*.

Oui, il a fait acte de dévouement et de légitime défensé dans cette circonstance.

Oui, quelque exagération qu'il y ait eue dans ses terreurs, dans l'importance qu'il s'est donnée, etc., un républicain, au 23 janvier 1852, pouvait sympathiser avec lui.

Quant à la question de pauvreté, elle est facile à briser : c'est un fantôme dont le seul orgueil s'épouvante.

Somme toute, j'ai beaucoup souffert depuis que ce soupçon de *délation payée* a été levé, et j'en veux un peu à tous nos amis qui, *a priori*, sur l'affirmation d'un procureur, s'en vont croire au *crime* parce que le suspect est *pauvre* ou qu'il est *légitimiste*.

Nous sommes lâches, mon cher ami, bourgeois et comédiens : je m'en tiens toujours, comme vous voyez, à ma première impression.

Décidément nous ne pouvons imprimer en France, et devant le haro soulevé par quelques idées de ma brochure, devant la calomnie avérée du parquet, j'ai conseillé à Garnier d'aller en Belgique.

Je ne veux pas sottement me mettre aux griffes du parquet.

C'est un travail qui ne me produira rien, qui m'eût donné 2,000 francs : j'aime mieux rester libre.

Dans quinze jours, mon plus gros ennui sera liquidé, et cette fois j'aviserais à être plus réservé.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

30 août 1853.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, voici l'occasion ou jamais de me rendre service.

Entendez-vous avec Massol, Edmond ou autre; allez aux *Débats*, à la *Presse*, à l'*Estafette*, etc., et tâchez d'obtenir qu'on insère la lettre ci-jointe.

Si on refuse, tâchez de faire constater au moins, par les rédacteurs, le refus, dans des termes honorables pour moi. — Vous ferez ensuite une copie, que vous trouverez moyen d'envoyer en Belgique, afin que la chose se répande le plus possible.

Le gouvernement de Bonaparte veut me déshonorer; il lui sera plus facile de me jeter aux oubliettes.

Faites vite.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.



31 août 1853.

## A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, je ne puis aller demain à Sainte-Pélagie. J'ai déjà refusé pour demain l'invitation de Pilhes.

L'*Estafette* et le *Journal des Faits* ont refusé l'insertion de ma lettre. Sur ce refus, je n'ai pas cru devoir insister auprès des *Débats*. Ainsi, je ne publierai rien, vous pouvez en prévenir CHARLES EDMOND.

Ceci expliqué, je dois vous dire que si quelque chose me donne depuis quatre jours du tourment, m'agace, me brûle le sang, c'est de voir vos figures allongées à tous, comme si véritablement j'avais fait une chose monstrueuse.

Comme fait de la *vie publique*, cependant, il me semble que la pièce est zéro, néant, moins que rien. Cela n'existe pas. Je suis en droit de le nier, d'y opposer une fin de non-recevoir inexpugnable.

Comme fait de la *vie privée*, je conçois encore moins ce qui pourrait me chagriner; il y a tout à la fois, ainsi que je l'explique dans un billet à Morin, une complaisance, une *polissonnerie politique* et un éclat de haine pour le nom impérial. Rien de plus légitime que toutes ces choses, auxquelles il faut ajouter encore

mon opinion bien arrêtée sur les faits et gestes du père Piégard, que vous ne connaissez point et que je loue, moi, en politique et en morale. On dit qu'il a été *mou-chard, voleur*. C'est faux, archi-faux, c'est absurde, cela me dégoûte et m'indigne. On dit qu'il a sollicité les secours de la République; mon opinion est que par son opposition au régime impérial il les a mérités; mais comme c'est paradoxal, que le pays n'est pas prêt pour recevoir de telles idées, n'en parlons pas.

Tout le scandale vient, selon moi, de ce que l'on oppose ici la *vie privée* à la *vie publique*, une chose innocente à une autre irréprochable, mais deux choses qui, par leur contraste, blessent ce qu'on appelle les *mœurs* en rhétorique.

Je dis que c'est-là une injustice, une iniquité, qui devrait être repoussée par tous les hommes, et dont la victime serait en droit d'exercer une action en récrimination et représailles contre le genre humain.

La pièce est indéfendable, *inexcusable*. Oui, par l'effet de cette opposition qui tient, comme je le dis, aux conventions publiques, au décorum, non en elle-même, sous quelque rapport qu'on l'envisage. Or, qui viole ici les *conventions*? C'est le ministère public.

Donnez-moi enfin des raisons; ne me ballotez pas de réticences. Montrez-moi cet *abîme*, ce *crime* qu'on veut extraire d'une chose innocente.

Je ne comprends rien, je ne vois rien, et vous me confondez tous. Si je ne vous voyais aussi malheureux pour moi, aussi consternés, aussi dévoués, je croirais que vous êtes aussi de mes ennemis, que vous me calomniez, que vous m'en voulez tous.

Qu'y a-t-il donc? Que dit-on? Que sait-on? Parlez, parlez pour Dieu!

Tant que je ne serai pas mieux renseigné, tant que vous n'aurez que de vaines déplorations à m'opposer, je persiste dans ma manière de voir, et je reste dans ma solitude.

Un contre-temps m'arrive encore. L'imprimeur ne veut plus tirer ma brochure. Garnier pense l'envoyer en Belgique. Il paraît que la diffamation circule et produit son effet. Et vous croyez que je ne me lèverai pas ! Oh !... Il faudra bien que je trouve moyen de parler. Et je n'ai rien à déguiser, moi, *Vie publique, vie privée* ; eh bien ! tout y passera. Je ne peux pas être vaincu sur mon terrain.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 7 septembre 1853.

### AU PRINCE NAPOLEÓN

Prince, mon ami M. Charles Edmond vient de m'informer que vous aviez vu avec déplaisir le refus que je faisais de prendre ma part d'une somme de 40,000 francs mise à la disposition d'Huber et de moi, par M. Pereire, à titre d'indemnité.

M. Charles Edmond me fait observer en même temps que, par une délicatesse digne de votre cœur, vous regardiez cette indemnité comme une sorte de satisfaction envers vous, pour la peine que vous avez prise dans cette affaire, qui, en définitive, s'est terminée, du moins au point de vue financier, d'une façon avantageuse au gouvernement.

Permettez-moi, Prince, en vous soumettant mes motifs, de persister dans ma résolution. Je ne joue pas, croyez-le bien, à *l'homme vertueux et incorruptible*; je n'aime pas les vertus de théâtre et n'estime en toutes choses que ce qui est naturel et modeste. J'avais recommandé à Huber de transmettre purement et simplement à M. Pereire mon abstention, et de couvrir tout cela du silence; je regrette que trop de gens soient déjà instruits de la chose.

J'ai sollicité, comme *économiste et démocrate*, la concession du chemin de Besançon à Belfort, pour la compagnie Murray ; mon but n'était pas seulement de procurer à l'État des conditions meilleures, c'était aussi, et surtout, de poser par un fait une idée, l'idée de la non-agglomération des compagnies de chemins de fer, de l'indépendance des lignes et de leur ressortissement direct de l'État. J'eusse peut-être accepté de la compagnie Murray, si elle avait obtenu la concession, une position convenable, qui m'eût permis, en qualité d'ancien commissionnaire et d'homme du métier, de poursuivre dans l'application la pensée que j'avais fait valoir comme solliciteur : le gouvernement a donné l'exclusion à mon plan ; je n'ai point à recevoir d'indemnité pour une idée.

Disons toute la vérité : je sais, Prince, que la franchise ne vous déplaît pas.

M. Pereire est le représentant et le chef du principe saint-simonien de féodalité industrielle qui régit en ce moment notre économie nationale, principe que je regarde comme antidémocratique et antilibéral, comme aussi funeste à l'émancipation populaire qu'il peut le devenir au pouvoir même de l'empereur.

Mon devoir, ma destinée, est de combattre en tout et partout ce système ; il serait étrange, digne d'un chevalier d'industrie, que je reçusse une gratification de l'ennemi. Que diriez-vous de moi si, en compensation du refus que s'obstine à faire le gouvernement d'autoriser la *Revue du Peuple*, dont je dois être le directeur, les jésuites, à la sollicitation de M. de Persigny, qui n'est point défavorable à cette *Revue*, m'offraient une somme de 100,000 francs, et que j'acceptasse ?

Ma position est exactement la même vis-à-vis de

M. Pereire. L'empereur, votre cousin, après avoir livré nos âmes aux jésuites, livre le patrimoine du peuple aux juifs : parce qu'il a la conscience qu'il ne se livre point lui-même, il s'imagine que ses faveurs sont sans conséquence pour la nation. L'empereur se trompe, et le mal qu'il nous fait est énorme...

J'en ai dit assez, Prince, pour l'explication de ma conduite et pour votre intelligence si prompte. Permettez donc, encore une fois, que je garde ma position : elle est la seule qui convienne à celui que vous avez daigné quelquefois honorer de votre bienveillance, et qui, plus que jamais, vous prie d'agréer l'expression de sa profonde reconnaissance.

De Votre Altesse Impériale, Prince, le très-humble serviteur,

P.-J. PROUDHON.

16 septembre 1853.

## A M. TROUESSART

Monsieur Trouessart, je ne puis laisser votre lettre sans réponse, attendu qu'elle contient un soupçon peu honorable pour moi, qui me prouve que vous m'avez peu compris, et qui est souverainement injuste. Vos réflexions sur certains disciples de Fourier, réflexions reproduites dans la lettre que vous adressez à M. Marchand, tombent d'aplomb sur moi, à telle enseigne que votre lettre n'est d'un bout à l'autre qu'une réfutation de l'optimisme de ces Messieurs. C'est donc bien moi que vos reproches regardent, et je suis certain que vous ne serez pas fâché, au fond de l'âme, que je vous aie entendu.

Il me faudrait, Monsieur, pour vous convaincre sur un point aussi capital que celui qui fait l'objet de notre correspondance, point qui touche, à mon avis, à la plus haute question que puisse soulever l'histoire, la question de la *décadence* des nations, il me faudrait, dis-je, une dissertation en forme. Je me bornerai, pour aujourd'hui, à poser plus clairement les termes de ma proposition, sans entrer dans aucun développement. Il

me suffit pour le moment que vous sachiez bien ce que je crois et ce que je ne crois pas.

Assurément, vous avez toute raison de soutenir que des progrès accomplis dans l'ordre de *l'utile* ne suffisent point pour établir la moralité d'un peuple et sauvegarder son honneur, sa vie, son influence parmi les nations. Si j'avais dit pareille chose, je m'en confesserai ; et au lieu d'essayer de vous combattre je solliciterais humblement mon absolution. Mais suis-je donc à ce point *utilitaire*, je dirais presque immoral ? Je sais bien que j'ai moi-même donné lieu à ce soupçon par l'énergie avec laquelle j'ai affirmé certains principes économiques, et l'expérience ne prouve que trop que les chefs de secte ou d'école, partiels pour leurs idées, sont sujets à faire bon marché du reste. Eh bien ! Monsieur, je proteste contre toute induction que vous pourriez former contre moi à cet égard ; comme vous, je regarde les avantages matériels comme néant, s'ils ne sont *commandés* par les principes de l'honneur et de la justice ; comme vous, je proteste contre toute scission que l'on voudrait faire dans la société, et conséquemment contre toute pensée de compensation entre le *bien-être* et la *vertu*.

Ceci bien compris et l'accord établi entre nous sur ce point, reste à savoir ce que j'entends lorsque j'allègue, en preuve de la haute vitalité de notre nation, les progrès accomplis depuis deux ans dans l'ordre économique. C'est bien là, ce me semble, le point de la difficulté et ce qui a été pour vous un sujet ou prétexte de scandale.

Cet argument qui, dans la bouche de certains personnages, bien loin d'offrir un motif d'espérance et de consolation, ne serait qu'une raison de plus de gémir



sur l'affaïssement de notre race, reçoit dans la chaîne de mes idées une toute autre signification.

Depuis deux ans, je me livre à des études toutes spéciales d'histoire, complément nécessaire de mes études, toujours suivies du reste, d'économie et de philosophie. J'ai voulu suivre de près, dans les faits, ce qu'on appelle *décadence* des nations : *décadence* des Romains, des Grecs, des Égyptiens, etc., etc. Quel est donc le peuple que n'a pas eu sa *décadence* !...

Eh bien ! monsieur, — faites-moi grâce ici des détails, vous les trouverez quelque jour dans un ouvrage *ad hoc*, — cela n'était qu'un verbiage d'école, suggéré par l'analogie si facile à faire entre la vie de l'individu et le développement des nations. J'ai trouvé des nations que le sabre, que l'invasion, que l'extermination, la transportation, l'esclavage, la décimation, la peste, etc., ont pu DÉTRUIRE : je nie formellement, contre Montesquieu, Bossuet, etc., la *décadence* d'aucun peuple. Je dis que ce mot *décadence*, appliqué à une société, par comparaison avec les phénomènes de la vie individuelle, est plus qu'impropre, qu'il est faux, qu'il énonce une chose impossible, absurde. Je le prouverai sans réplique, non par une *philosophie* de l'histoire, mais par *l'histoire* ramenée à sa plus haute simplicité ; je le démontrerai, dis-je, par l'exemple des Orientaux, des Égyptiens, des Grecs, des Romains, de toutes les nations, en un mot, qui ont, à ce que l'on prétend, *dégénéré*, et qui finalement ont disparu.

Voilà, monsieur, quelle est ma thèse fondamentale que je vous demande la permission de ne pas développer ici ; encore une fois, je ne discuterai pas, je ne le puis pas : je précise ma pensée.

Le corollaire de ce principe si grave, comme vous

voyez, qu'il entraîne une révolution de l'enseignement de l'histoire, c'est, quant à la France par exemple, que la génération actuelle vaut mieux, à tout prendre, que celle de la Restauration et du premier Empire, mieux que celle de 89 et 93, mieux que celle de Louis XIV. Cela encore je suis, je crois être en mesure de le prouver, non par des anecdotes, mais, entendez-moi bien, *par l'histoire*.

Plein que je suis de ces convictions très-sérieuses, et à mon jugement assises sur des faits inexpugnables, que dis-je ? sur *la totalité des faits historiques*, je soutiens deux choses : l'une, que j'ai passée sous silence dans ma première lettre, c'est que le reproche d'immoralité adressé au peuple français, à raison de son état actuel, est pleinement injuste, attendu que cet état, vrai accident de la fatalité, sorte de *casus belli* que le concours des choses, plus puissant que la volonté des hommes, a fait surgir, s'explique merveilleusement par la *logique des événements*, d'autant mieux encore qu'il n'est *voulu de personne*, qu'il *afflige tout le monde* et pèse sur la conscience de la nation comme un *malheur*, comme un **OUTRAGE**, nullement comme un **CRIME**.

Non, mille fois non, la France, dans sa collectivité, n'est point coupable ni solidaire du 2 Décembre et de ce qui s'ensuit ; la faute en est, je le répète, à une *série de causes objectives*, fatales et tellement puissantes que toute protestation a dû mourir pour un temps dans les cœurs.

C'est l'esprit saisi de toutes ces pensées, qui toutes, je l'avoue du reste, peuvent sembler paradoxales, que je vous ai dit en passant par-dessus mes prémices : *considérez les faits quotidiens*, et vous y trouverez la preuve, non pas qu'une nation est assez puissante,

assez morale, etc., quand elle est riche; mais que 1° la Révolution ne s'arrête point; 2° que si la Révolution ne peut être arrêtée, il n'y a pas de décadence; 3° que si, par hypothèse, il y avait momentanément éclipse du sens moral dans notre pays, — ce qui n'aurait rien d'extraordinaire, le progrès ne se faisant que par des oscillations, — la nécessité des choses, cette même nécessité qui en ce moment nous humilie, doit nous ramener bientôt au sentiment de notre dignité. J'ai cité les faits économiques du jour, par conséquent non comme compensatoires, mais comme *avant-coureurs*; c'est pour moi un diagnostic infaillible. Point de progrès dans l'économie sociale sans un progrès parallèle dans la moralité publique, et *vice versa*; je défie de citer un exemple du contraire dans toute l'histoire du genre humain.

Maintenant, monsieur, faudra-t-il que je rappelle à un esprit tel que le vôtre que tout ceci n'est pas de l'*optimisme*? Faut-il que je dise que ces lois puissantes de l'histoire, qui rassèrent mon âme, bien loin de servir à justifier, excuser ou pallier les crimes de la tyrannie, en sont la condamnation suprême; n'est-il pas évident que si la tyrannie peut trouver quelque part une excuse, c'est précisément dans ces théories de décadence et de corruption spontanées des peuples, qui font dire aux lâches qu'après tout le prince est l'expression du pays qui le souffre, et qui créent ainsi au despotisme d'une prétendue dégénération une sorte de légitimité?

Oui, je le répète, la société par elle-même est chose incorruptible, indéfectible; la société avance toujours. On peut la tuer, en tuant ses membres; on peut l'affaiblir en la dévastant, la tyrannisant; on peut la

retarder en la décimant, en lui ôtant son élite (son aristocratie) par qui elle vit, et la réduisant à la poussière inerte de la *multitude*. Par elle-même, elle avance toujours; elle est toujours en érection; elle est, par son essence, vaillante et pure; la lâcheté, la corruption est son contraire; c'est non-société. Et c'est pour cela que le crime de qui la viole, l'outrage, l'empêche, est irrémédiable.

Actuellement, trouvez-vous que la société française soit corrompue, parce que vous y voyez force gens corrompus? Encore une fois; c'est transporter à l'organisme social un jugement qui ne peut s'appliquer qu'aux individus. Pour vous faire sentir ma pensée d'un seul coup, je dirai que la société peut être très-forte, et la masse des individus qui la composent corrompue, et réciproquement qu'une élite d'hommes vertueux peut ne former qu'une société sans vigueur et sans dignité.

Je reproduis donc ma question : Est-ce que la France est plus faible que dans les époques antérieures? N'avons-nous pas 37 millions d'habitants sur 27,000 lieues carrées? N'est-ce pas le principe de 89 qui nous régit? Ne voyez-vous pas chaque jour le despotisme se heurter à l'impossible, revenir sur ses mesures, faire amende honorable, etc.? L'élite sociale est-elle morte? La pensée nouvelle est-elle incomprise? Ne s'impose-t-elle pas à ses proscriptionnaires eux-mêmes? Que de choses j'aurais à dire qui prouvent et leur impuissance, et leur défaite!... Il n'y a pas jusqu'à l'hypocrisie régnante qui ne soit à enregistrer au crédit de notre société; ces mots de famille, de *religion*, d'*ordre*, de *propriété*, etc., dont on s'est armé pour combattre la Révolution, que sont-ils autre chose qu'une équivoque

sous laquelle tout le monde affirme la justice et la morale?...

Je ne veux pas reprendre ici le thème de ma première lettre; j'aurais trop à dire. Il me suffit, encore une fois, d'avoir rétabli ma proposition dans ses vrais termes.

Je nie, en principe, la *décadence* des nations;

J'affirme, en fait, le progrès immanent, l'intelligence intime et la haute moralité de la France, même et surtout à l'heure où je parle;

Je conclus, pour l'avenir, à un redoublement d'influence de notre patrie sur le globe et à l'impossibilité, pour le gouvernement de *fatalité* que nous avons, de soutenir longtemps l'œuvre de brutalité qu'il a entreprise à la faveur de l'ignorance des masses et des malentendus des partis.

Je ne demande point, monsieur, à être cru sur parole; mon but a été de vous dire nettement ce que je pense et comme je vois les choses; je suis sûr que votre excellent jugement vous fera du moins reconnaître qu'il y a là matière à de bien graves considérations et à de bien sérieuses études. J'ai voulu me laver à vos yeux du soupçon d'*optimisme* et de *banalité*. Permettez-moi d'espérer que j'aurai cette fois réussi.

Je vous serre la main de tout cœur, et comme à un ami.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 16 septembre 1853.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, au moment où je prenais la plume pour vous annoncer l'accouchement de ma femme, votre commissionnaire arrive avec deux perdrix, ce qui fait que j'ai à vous faire, par la même occasion, mes remerciements.

Vos volatiles seront bien venus de l'accouchée ; je tâcherai, si la fièvre de lait le permet, de les réserver. Encore une fois, merci pour elle.

La triade est victorieuse ; Pierre Leroux l'emporte et votre pauvre philosophe est décidément confondu. Me voilà avec trois filles, dont je peux déjà dire ce que Virgile disait des trois Grâces : *Facies non omnibus una nec diversa tamen, qualem decet esse sororum.*

Assez comme cela. Dans quinze ans, j'aurai un atelier au complet ; ma carrière finie, mes filles installées, je prendrai ma retraite en tenant leurs écritures.

Depuis ma visite à Voves, je n'ai pas été heureux, une brochure que j'ai livrée au libraire — *Programme de philosophie*, en 160 pages, — après avoir été composée, tirée à moitié, soumise à la police, qui n'y a rien vu de

dangereux, a été ensuite, par peur du *parquet*, refusée par tous les imprimeurs : force a été de l'envoyer à Bruxelles. Nous espérons que la police, qui en avait autorisé la publication à Paris, en permettra l'introduction en France et que le *parquet*, dont les *prérogatives* sont indépendantes de la préfecture de police, n'en dira rien. En tout cas, c'est une affaire manquée. Je perds à ces contre-temps 3,000 francs.

Autre ennui. Mon vieux beau-père, ancien soldat de la légitimité, est compromis, sans motif, dans une affaire de société secrète. Il eût été acquitté sans nul doute; malheureusement une perquisition faite à son domicile a amené la saisie de quelques papiers écrits de sa main, et où se trouvaient relatés avec détails les services qu'il a rendus à la légitimité contre la dynastie des Bonaparte et contre celle des d'Orléans. On l'a condamné à *deux ans* de prison. On a frappé en lui deux personnes : le gendre socialiste et le beau-père, ennemi de la dynastie régnante et de la dernière déchue; il s'est pourvu en cassation, mais je suis sans espoir.

La grande entreprise des frères Gauthier arrivera à bon port. Ces messieurs me font espérer quelques actions, s'il y a prime; je pourrais donc avoir une petite indemnité pour la part que j'ai prise à la chose.

De mon côté, je poursuis le cours de mes études historiques : j'ai sur les bras une entreprise considérable, dont les frais seuls de rédaction monteront à 36,000 fr.

Vous ai-je parlé du chemin de fer de *Besançon* à Mulhouse, dont j'ai sollicité la concession pour une Compagnie? La concession a été adjugée à une autre Compagnie, ayant pour chef M. Pereire. Comme la Compagnie au nom de laquelle j'agissais a servi du moins à faire baisser les prétentions des concession-

naires préférés, on a exigé une indemnité de 40,000 fr., à partager entre moi et d'autres collaborateurs.

J'ai refusé, comme bien vous pensez, de recevoir ma part de cette somme, en disant, ce qui est vrai, qu'ayant agi en vue de combattre le système d'agglomération des lignes, je n'avais pas d'indemnité à recevoir pour une idée; qu'au contraire, je prétendais continuer mon opposition.

C'est la première fois qu'il m'arrive d'être en butte à une tentation d'argent : je dois dire cependant que l'on a agi en bonne intention et avec délicatesse.

Bonjour à Bessetaux.

J'ai oublié le nom de votre vieil ami, le notaire de Chartres, dans la famille duquel j'ai reçu un accueil charmant. Exprimez lui, je vous prie, toute ma sympathie et ma gratitude. J'espérais lui envoyer un petit souvenir dans ma nouvelle publication. J'ignore si j'en recevrai moi-même de Belgique, et s'il sera possible d'en introduire en France.

Votre malade de pneumonie est-il guéri ?

Adieu, je vous embrasse et à bientôt.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 22 septembre 1853.

A M. SUCHET

Mon cher Suchet, je viens vous faire part, comme à un ami fidèle, des événements heureux et tristes dont il plaît à la Providence d'éprouver votre ancien compagnon.

Le premier est la condamnation de mon beau-père Piégard, que vous connaissez, à *deux ans* de prison pour un soi-disant délit de société secrète. Mon beau-père est aussi innocent que vous du délit dont on l'accuse; par malheur, on a trouvé chez lui quelques papiers de sa main faisant connaître la part qu'il a prise, en 1815 et 1831, à la chute de Bonaparte et aux efforts des légitimistes contre la branche d'Orléans. Il n'en a pas fallu davantage pour le réputer en conspiration permanente; non content de le frapper, on a essayé de le flétrir en le qualifiant de mouchard: un homme qui, pour ne pas livrer les chefs de son parti en 1832, a fait *cinq ans* au Mont-Saint-Michel!... Mais aujourd'hui, c'est un crime à tout homme du peuple de faire acte de zèle politique; c'en est un bien plus grand d'être mon parent!...

Le deuxième fait dont j'ai à vous informer, c'est

l'accouchement de ma femme. Trois couches, trois petites filles : la triade l'emporte, Pierre Leroux est vengé et votre serviteur confondu. Nous avons fait enregistrer cette troisième fille sous le nom de Stéphanie. Si j'en crois mes yeux, elle menace d'être plus gentille que ses aînées.

Je comptais vous adresser cet automne ma nouvelle brochure, je vous l'ai même annoncée. Mais je suis voué à l'anathème. Aucun imprimeur n'a osé l'imprimer à Paris, même après le *visa* de la police; après la préfecture, on craint le parquet. J'ai été obligé d'envoyer mon ouvrage à Bruxelles; j'en suis là!... Si la persécution doit ainsi continuer de s'acharner sur moi, je serai forcé de renoncer à la vie d'homme de lettres et de me faire commis.

J'aurais bien d'autres histoires à vous raconter : en voilà assez pour une fois. Et puis tout ne se doit pas confier au papier. Mais ce ne sera jamais un crime de vous dire que je regrette toujours ces beaux jours d'amitié touchante que nous avons passés ensemble à l'ombre des voûtes du palais de saint Louis, et que s'il me reste de bons et vrais amis, je n'en ai pas que je mette au-dessus de vous et qui m'inspirent une sympathie plus absolue.

Conservez-vous, mon cher Suchet, pour les vôtres et pour vos amis, pour l'orgueil de votre femme et l'exemple de votre fils. Dites-leur combien nos âmes se sont approchées, combien par conséquent ils me sont chers. Ma femme me prie de rappeler à M<sup>me</sup> Suchet que sur ces deux points nous ne faisons, elle et moi, qu'un esprit et un cœur : il est vrai que nous ne différons à peu près en rien sur le reste ! Oserais-je, à propos de ma femme, vous dire une de ses fantaisies d'enfant ?

Elle serait bien heureuse si M<sup>me</sup> Suchet, à son retour à Paris, lui apportait quelques coquilles de la Méditerranée.

Amitié et confiance à perpétuité, mon cher Suchet. C'est le supplément de la fortune que je n'aurai jamais.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 25 septembre 1853.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, j'ai écrit à Guillemin il y a quinze ou vingt jours, avec prière de me faire réponse sur-le-champ. Je ne lui demandais pas de *lettre*, mais simplement un *accusé de réception*. Pourquoi me fait-il attendre? Ne faites pas comme lui, je vous en prie, et donnez-moi au plus tôt de vos nouvelles.

MM. Gauthier frères ont dû vous écrire pour vous donner l'ordre, en ce qui me touche, de *balancer mon compte*. Le *Mémoire* que j'ai fait pour le procès de Lyon et les quelques petites rédactions qu'ils m'ont demandées jusqu'à ce jour ont été comptées, sur ma proposition, comme un juste équivalent. — A partir de ce moment, 25 septembre, je travaille pour ces messieurs *à nouveau*; c'est-à-dire que ce que j'aurai à leur fournir comptera pour l'avenir, non plus pour le passé. Dans huit jours, en un mot, c'est moi qui serai créancier.

Avant de vous parler d'autre chose, je dois vous faire part du troisième accouchement de ma femme. C'est une troisième fille!

Enregistré l'enfant au douzième arrondissement sous le nom de *Stéphanie*.

L'accouchement a été prompt, peut-être prématuré; la mère a de la peine à se remettre, et nous avons craint

pendant plus de huit jours de graves accidents. Il ne m'aurait plus manqué que cela. Vous figurez-vous le citoyen P.-J. avec trois marmots sur les bras et point de femme?... J'aurais vite pris mon parti : l'une en nourrice, la deuxième à Burgille, la troisième avec moi et la bonne... Mais sans maîtresse de maison, je n'en aurais été que plus à plaindre ; enfin, j'espère n'en avoir eu que la peur.

Ma brochure est imprimée à Bruxelles et je pense en vente. On sollicite ici l'autorisation de vendre ; on espère que la police ayant laissé passer une première fois ne fera pas de difficulté, attendu que l'impression n'a été faite en Belgique que par suite de la peur qu'ont les imprimeurs du parquet. Du moins les robes rouges ne m'auront pas au moins cette fois. J'entends rester étranger à la publication en France.

Je travaille sans relâche à mon *Histoire universelle*, qui commence à prendre une fière tournure. La matière est vieille, le travail sera ce que j'aurai jamais fait de plus *neuf*. Je compte pouvoir, dans le courant de 1854, fournir les deux premiers volumes grand in-8° de 650 pages, en quatre livraisons.

La politique devient inquiétante au dehors et au dedans, et même *très-inquiétante*. Décidément il n'est plus possible de croire au bon sens de ce gouvernement, à moins que son système ne consiste : 1° à désaffectionner le pays ; 2° à tuer la confiance ; 3° à affaiblir le peuple ; 4° à déconsidérer le nom français ; 5° à rendre la banqueroute inévitable, etc., etc., et, par tous ces moyens, à faciliter le retour du comte de Paris après avoir écrasé la République.

L'opinion générale, en haut et bas lieu, parmi les agents supérieurs de l'administration de la police,

comme dans la bourgeoisie et le peuple, est qu'il n'y en a plus pour un an. Tout conspire contre l'empire, la conscience publique, la colère des partis, l'engagement des finances, l'attitude ridicule de la diplomatie, la non-confiance des capitaux, la stupéfaction des masses, la défection du clergé, la trahison collective de l'administration, de la police et des états-majors. Ce que je vous dis est vrai à la lettre et sans hyperbole; toute la question est d'opérer la transition en passant sur ou à travers le corps des rouges. Cependant Sa Majesté n'a pas l'air de se douter de rien : on *épure* de partout les gens soupçonnés d'affection à la personne de l'empereur ou de dévouement au gouvernement établi; on est plein de complaisance pour le clergé, les gros bourgeois, la haute finance, on consomme le temps en fêtes, voyages, plaisirs, revues, chasses, etc. Nous avons passé à Dieppe la saison des bains de mer; l'empereur a fait preuve de son talent à nager; l'impératrice a dû être préparée pour une nouvelle et plus heureuse grossesse... Voilà ce que l'on fait raconter au *Moniteur*!... Pour moi, en voyant ce qui se passe, l'hypocrisie profonde de tout ce qui porte une cocarde, et l'inertie désespérante de la *multitude*, fatigué d'ailleurs de six ans de lutte, enveloppé comme d'un filet par la calomnie de tous, je ne songe plus qu'à me retirer de cet imbroglio et à me réfugier dans ma philosophique, consolante et vengeresse ironie. J'en ai assez, et si je m'excite à quelque chose, c'est à persévérer dans ces bons sentiments.

Bonjour aux amis.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 27 septembre 1853.

A M. X\*\*\*

Monsieur et ami, il me semble que la question vient, par votre dernière lettre, de faire un pas. D'abord, nous nous comprenons l'un l'autre ; vous êtes bien convaincu, pour votre part, que tout économiste que je sois par la spécialité de mes études, je ne fais pas consister seulement le progrès de la société dans le mouvement des affaires mercantiles et industrielles ; de mon côté, je prends acte de vos paroles : « La société est par elle-même chose incorruptible, indéfectible, qui avance toujours. Le présent vaut mieux que le passé ; l'avenir vaudra mieux encore, etc. »

Voilà, certes, déjà une affirmation bien grave et qui établit entre nous une communauté d'opinions d'une largeur immense. Qu'est-ce donc qui nous sépare ? Je continue à vous citer :

« Oui, dites-vous, la vie sociale est meilleure en France *objectivement*, impersonnellement, qu'à toute autre époque ; mais est-elle *virtuellement* supérieure ? Je le nie. » — Vous expliquez ensuite ce mot *virtuellement*, qui n'est pas clair et ne fait point opposition logique aux termes qui le précèdent (*objectivement*,

impersonnellement) de la manière suivante : « Il y a, à certaines époques, une force, une énergie morale qui fait vouloir et agir une nation comme un seul homme... C'est ce que j'appelle *vertu patriotique*. Il en est d'autres, etc. »

Puis vous citez en exemples du premier cas, les Grecs, les Romains dans leur *beau temps*, la France de 89, l'Amérique actuelle ; du deuxième, les trois premiers peuples après : Alexandre, César, Napoléon.

Pardonnez-moi, monsieur, si avec un contradicteur aussi loyal, aussi éclairé que vous, je procède ainsi par constatations et prévisions. Mais, je vous l'avoue, j'ai senti en vous lisant une joie réelle de voir que vos objections ne sortaient pas du cercle que j'avais prévu, de sorte que ma conviction à moi en a acquis un nouveau degré de certitude.

J'ai fait part de notre correspondance à un mien ami, qui est en même temps mon collaborateur. C'est un ancien professeur d'histoire, fort instruit, que le présent afflige et qui incline fort, comme vous, à accuser la *virtualité* présente de la nationalité française. Il n'a vu d'abord dans mes idées sur la *non-décadence* des sociétés qu'un brillant paradoxe ; après discussion entre nous, il a avoué du moins qu'il y avait là matière à réflexions sérieuses, et peut-être à une réforme intégrale de *l'histoire* !...

Encore une fois, monsieur, il ne m'est pas possible de soutenir thèse dans une courte missive, bien moins encore de discuter la valeur et la signification des époques historiques ; tout ce que je puis, en attendant mieux, c'est de provoquer vos propres recherches par quelques questions qui suspendent votre jugement.

Vous affirmez avec moi *l'incorruptibilité essentielle*



EN SOI de la société. Traduisons l'expression négative en affirmative ; cette *incorruptibilité* accuse nécessairement une cause , principe ou vertu qui empêche la corruption et qui constitue la virilité sociale. Ce principe, cette vertu est *indestructible en soi* ; il est toujours présent, toujours agissant, stimulant, bien plus, toujours s'étendant, s'augmentant dans la plus petite fraction de l'espèce comme dans la plus vaste. Tout cela, monsieur, résulte de votre première proposition, à moins que vous ne lui retiriez sa signification littéraire et naturelle.

Voyez maintenant où vous êtes ! Vous affirmez implicitement la même chose que moi, à peine, pardon de ces mots sévères, de n'avoir su vous-même ce que vous disiez et affirmiez. Je sais de quelle manière on a cru représenter la permanence du progrès dans l'humanité (son incorruptibilité), en même temps qu'on soutenait la dégénérescence des nations ; on s'est figuré le progrès, ou la virtualité sociale, comme un fluide parcourant chaque race tour à tour, allant d'Orient en Occident, à rebours du soleil ; des Indiens aux Bactriens, des Bactriens aux Assyriens, de ceux-ci aux Grecs, des Grecs aux Romains, puis aux Celtes, et enfin aux Américains. Nodier s'écriait sur la fin de sa vie : *l'Amérique est déjà vieille ; à la Chine!*... Tout cela ne soutient pas une minute de discussion et n'est que du bavardage, que la solennité germanique des Hegel et autres n'a pas rendu plus profond et plus vrai. Raisonnons en hommes et non en poètes : *La société est de soi incorruptible* ; elle l'est par conséquent *dans tous les temps, dans tous les lieux, dans toutes ses parties*, depuis la famille jusqu'à l'État.

L'incorruptibilité n'existe pas à moins ; elle ne serait

pas si elle cessait d'être, comme je viens de le dire, universelle. Elle répugne à toute forclusion. Cette première proposition est donnée immédiatement par la notion de la société et du progrès, c'est-à-dire par la *sociabilité* et la *perfectibilité* essentielle de notre nature, qui ne permet pas que *deux, trois* ou un plus grand nombre d'hommes soient en rapport, sans qu'il y ait aussitôt développement organique et continu de leur groupe.

Une fois ce principe forcément conçu et clairement posé, reste à voir ce que donne l'expérience et comment s'opère l'application du principe dans l'histoire. Or, il est facile d'apercevoir que certains faits historiques qui nous apparaissent comme des *décadences* ou *corruptions* de sociétés particulières, ne peuvent déjà plus, en regard de ce principe, être admis comme tels ; ce sont des *accidents* dont la science aura à rendre compte, dont elle devra dégager les causes, les symptômes, suivre les crises, etc., mais sans jamais se départir de ce fait capital, qui est désormais pour la société, pour l'histoire ce que l'attraction est pour les corps, savoir que la société est toujours et dans tous les cas incorruptible. La LOI est certaine ; reste à rendre compte, d'après la loi, du *phénomène*.

Or, ces phénomènes accusateurs, qui seraient destructifs de la loi s'ils étaient tels que vous les prenez, et que tant d'autres les prennent, quels sont-ils ? Vous rappelez les plus connus, la *Grèce*, *Rome*, la *France*... Un mot sur chacun et vous reconnaîtrez, j'espère, comme l'a fait mon ami, que tout est à revoir dans l'évolution de l'humanité, avant de porter un jugement sur la prétendue décadence des nations.

Vous dites : « *Cette défaillance* qui atteint les Mira-

« beau, les Danton, n'épargne pas plus les nations.  
 « Cela arrive ordinairement aux peuples comme aux  
 « individus qui ont fait les plus grandes choses, qui  
 « ont touché à tout et qui sont classés surtout. On a  
 « assez vécu pour la gloire, on aspire au repos ; on  
 « veut les jouissances d'une vie douce et facile. Telles  
 « furent, etc. »

Je ne puis assez m'étonner qu'un homme qui, comme vous, monsieur, professe les sciences, se contente d'observations aussi superficielles. C'est toujours l'*analogie* entre l'individu et la société qui fait le fonds de votre critique, une assimilation impossible, diamétralement opposée à la nature des choses. Sans doute il peut arriver dans une société, que tous les individus qui la composent, éprouvent, à un instant donné, un sentiment commun de fatigue, d'épicurisme, de fanatisme ou de peur ; alors, il se produit en raison de ce sentiment individuel généralisé, telle décision, tel acte de l'Être social, plus ou moins heureux, moral et honorable. De pareils faits ne sont pas rares, et je ne songe point à les nier. La fameuse panique de juin 89 et février 92 en est un exemple. Mais de tels mouvements n'ont par eux-mêmes rien que de très-passager ; ajoutons qu'ils ne constituent point des manifestations sociales ; ce sont des perturbations produites dans la société par des influences individuelles, perturbations qui la tueraient, comme nous verrons tout à l'heure, si elles pouvaient devenir permanentes et prépondérantes.

La *virtualité* sociale est *en dehors* de ces faits, et les exemples que vous citez vont me servir à vous le démontrer !

1. *La France après Napoléon*. Est-ce bien vous, monsieur, un homme d'études et de liberté, qui placez

la France de la Restauration *au-dessous* de la France impériale?... Pour moi, j'avoue que votre exemple me semble si mal choisi qu'il prouve justement contre votre théorie. Oui, en 1815, *tout le monde* en France était fatigué, et avec raison, de la *gloire* de l'empereur; tout le monde était las comme aujourd'hui de l'oppression. Voilà le côté (*individualiste*) qui ne fut pas sans influence assurément sur la Restauration et qui, du reste, n'eut rien en soi que de légitime. Mais la société elle-même a-t-elle défailli après l'Empereur? Tout au contraire, c'est alors qu'elle a pris un surcroît de vigueur. Quand l'heure de la justice sera venue, on reconnaîtra, malgré les erreurs du gouvernement bourbonnien, qui n'appartiennent qu'à la dynastie et aux partis, que la société française de 1814 à 1830 montra plus de vitalité, d'action, de génie, qu'elle n'avait fait à aucune époque depuis les Barbares, sans en excepter le règne de Louis XIV, la Convention et l'Empire. L'idée populaire et tout individualiste d'un pouvoir dictatorial organisé pour la guerre à l'étranger, cette idée incarnée dans Napoléon, et qui s'était développée outre mesure étant détrônée, la discussion reparut; la liberté recommence de circuler dans le corps social, rendu, sous l'Empire, inerte et passif...

Ainsi la virtualité dans la nation n'est pas la somme des virtualités individuelles; elle est d'une autre nature; elle peut exister à part; elles doivent sans doute s'harmoniser, mais elles peuvent aussi se combattre et jusqu'à certain point se neutraliser sinon s'entre-détruire. Quand l'une semble épuisée, l'autre s'élance plus forte, en sorte que l'impulsion est permanente et le mouvement perpétuel. Si quelque chose peut leur faire obstacle à l'une et à l'autre, c'est lorsque, par l'effet de ce

préjugé qui fait l'essence de la vieille démocratie, la *somme des individualités* se posant comme souveraine usurpe la place de la société, usurpation funeste, et que vous exprimez vous-même par cette phrase biblique : *se lever comme un homme*. Certes, sous l'empereur, la France fut menée comme *un esclave*, c'est là ce qui plait à la multitude, qui ne conçoit pas autrement l'*action sociale*. Mais que ce régime de *gloire* et d'action belliqueuse, si facilement saisissable au peuple, se prolongeât un siècle, comme celui des Antonins par exemple, et c'était fait peut-être de la *société* française.

*Rome après Jules César.* — Depuis Montesquieu, il est de mode d'accuser de tout le mal la *corruption* des Romains, la *dégénérescence* de la race, etc. J'en aurais long à dire sur ce sujet; je me bornerai à cette seule proposition. La cause première organique, persévérante, de la destruction de la société romaine, a été l'habitude prise dès le commencement de la République de la *suspension de la vie sociale*, par ce qu'on appelait à Rome DICTATOR; je sais que le mandat du dictateur était spécial et pour un temps fort court. A cet égard, il est inutile de me faire aucune objection. Mais remarquez, monsieur, qu'à Rome, comme en Orient, comme en Russie, le peuple aimait surtout ces *individualisations* de l'action collective, qui permettent de frapper de si grands coups et qui, pour le vulgaire, manifestent la puissance publique mieux que des institutions et des statistiques. Le *triomphe*, si cher aux Romains, était vraiment l'immolation de la société, non pas tant par l'honneur, plus ou moins équitable, dont était comblé le consul, ou l'*imperator*, que par l'exaltation du sentiment individuel généralisé aux dépens de la virtualité purement sociale. Il fallait bien qu'un jour le

*trionphateur* s'établit en permanence; que le dictateur devint absolu; alors plus de société romaine. Le peuple, comme les jacobins et communistes de nos jours, ne concevait rien de plus beau que cette UNITÉ : unité morgantique, et qui est synonyme de mort sociale. Qu'après cela, les individualités, n'étant plus soutenues par la conscience d'une vie collective, se précipitassent dans la dissolution, rien de plus naturel. J'observerai seulement que cette décadence des mœurs a commencé quand la société n'était plus; et cette société elle-même de quoi était-elle morte? De corruption? Non, d'assassinat.

Il me serait facile de faire sur les Grecs, les Égyptiens, etc., des observations analogues, sans parler des causes *étrangères* qui, plus d'une fois, ont anéanti des sociétés en pleine efflorescence. Je reviens à l'époque présente, à la France du dix-neuvième siècle, à cette France qui a laissé périr la République, et qui subit si honteusement la tyrannie d'un vieux chauvinisme, et je dis :

Qui a fait l'élection de 1848? La société française? Non. C'est une fantaisie légendaire, réveillée à propos dans les masses; c'est-à-dire une impulsion toute individualiste, générale si l'on veut, mais point sociale.

Qui a fait les élections de 51 et 52? La société française? Non encore; c'est la même fantaisie, joint à un sentiment commun, mais tout aussi individualiste, dans son origine: la peur! Dans l'une et l'autre circonstance, le suffrage universel (chose tout individualiste) a dit le contraire de ce que pense la société. Depuis le 2 Décembre, la société française a-t-elle accepté l'institution impériale? Aucunement. Elle se débat contre cette institution, fruit de l'influence individualiste et passa-

gère que je signalais tout à l'heure, mais qui répugne essentiellement à l'organisme social.

Il n'y a donc pas corruption ni dégénérescence dans la société française; seulement on peut dire qu'à l'heure d'opérer sa métamorphose décisive, elle s'est effrayée et divisée, et qu'à la faveur de cette peur, de cette division, la portion la plus immorale, comme individus de la nation, s'est emparée du pouvoir et opprime la société.

La société française, si fortement développée dans son économie, peut-elle être immolée par le nouvel empereur, comme l'a été la société romaine par César? Là est la question décisive.

A quoi je réponds :

Oui, si Napoléon, comme César, avait à sa disposition, pour nourrir la plèbe et entretenir le prolétariat bourgeois, ces deux grands moyens : les tributs de l'univers vaincus et le travail des esclaves !...

Mais l'empereur n'a ni tributs disponibles, ni population servile; tout au contraire, il dévore, en contributions improductives, les dernières ressources de l'État; le déficit de chaque année est de 2 à 300 millions, la circulation de 500 millions, la non-confiance des capitalistes se prononce plus que jamais; en même temps, l'organisme social, bien loin de fléchir, se développe et se réforme avec plus d'énergie qu'auparavant. Ajoutez que le spectacle des orgies financières et impériales soulève les consciences, et que l'impuissance démontrée achève dans l'opinion ce qu'a commencé la réprobation des cœurs.

Certes, nous hésitons, et nous hésiterons peut-être longtemps encore. Est-ce un crime? La France *ne sait pas*; faut-il la condamner pour ne savoir point? Tan-

dis que les uns, impatients, poussent; les autres, effrayés, retiennent; entre ces deux influences (tout individualistes), la station semble immobile; soit! Mais ce qui va encore un coup, c'est la *société*, c'est la régénération de son organisme et la *mortification* du régime impérial. Bien loin que la corruption l'atteigne, la société française est plus forte et plus vivace que jamais; l'expérience du *gouvernement direct* des masses a détruit l'erreur grossière qui faisait prendre la généralité d'une opinion pour une *idée sociale*, et l'action en masse pour l'action de la société. Quand tous les Français la voudraient, la dictature est incompatible avec leur état économique; c'est là un théorème que j'exprime dans mon grand ouvrage d'Économie par cette formule latine : *Non datur imperium in œconomia*.

En deux mots, et pour me résumer sur cette question si grave de la corruptibilité sociale et de la décadence des nations, je dirai, abstraction faite des causes externes : guerre, invasion, massacre, asservissement, transportation, peste, etc., qui peuvent altérer et faire périr une civilisation, la cause organique générale, qui altère et corrompt les sociétés, et amène ce que nous appelons leur dégénérescence; c'est, *à priori*, la confusion de la VOLONTÉ SOCIALE avec le *suffrage universel*, et la substitution de celui-ci à celle-là.

Que le suffrage universel, c'est-à-dire une idée individualiste adoptée par la majorité du peuple, s'exerce d'une manière tacite ou formelle, peu importe. Dès lors qu'il devient la loi de la nation, il doit arriver infailliblement que la volonté sociale soit viciée dans ses manifestations légitimes et peu à peu anéantie. C'est ce qui arrive lorsque le peuple, prenant l'action par masse pour l'action sociale, l'uniformité discipli-



naire pour l'unité organique; le prestige monarchique, dictatorial, triomphal, pour la richesse, la grandeur et la gloire, finit, en se donnant un *dépositaire* de sa pensée et de son pouvoir, par détruire son propre organisme et se réduire, suivant l'expression de Napoléon, à l'état de poussière!...

Cette destinée de toute *démocratie* a été celle de tous les peuples de l'antiquité : LA CHOSE ÉTAIT INÉVITABLE. L'esprit de conquête et de pillage, et l'institution de l'esclavage faisant le fond de la politique dans ces sociétés passionnelles, la destruction des unes par la guerre et l'incorporation; la dissolution des autres par le Césarisme, était au bout de toute évolution.

Aujourd'hui, une pareille solution n'est plus possible; l'état des nations civilisées ne permettant plus ni l'exploitation des races vaincues au profit d'une seule, ni le retour à l'antique esclavage. L'organisme social est donc devenu incorruptible, indéfectible; plus fort que tous les plébiscites et que tous les votes, et c'est pourquoi tout gouvernement qui affecte des allures despotiques, est d'avance condamné et ne durera pas longtemps.

Il est vrai que l'époque présente étant celle où, pour la première fois, la civilisation commence à avoir conscience de cette loi, l'inquiétude saisit toutes les classes, et qu'il se fait un effort suprême pour ramener les peuples en arrière. Folie d'intrigants, de traîneurs de sabres et de cafards. La société ne peut vivre sans travail, le travail sans division; la division suppose l'échange, le crédit, etc., etc. L'organisme économique tue le despotisme militaire et sacerdotal. La société prouve ainsi sa vaillance, bientôt elle la reconnaîtra elle-même; alors disparaîtront pour jamais les igno-

minies que le *préjugé universel*, l'individualisme glorifié comme raison générale, lui impose en ce moment. Alors, aussi, les lâches que l'obscurité des temps aura entraînés dans la défection, reviendront à l'honneur et à la liberté, et peu à peu l'on reverra la *virtu* de masses remonter au niveau de la virtualité sociale.

Je voulais ne vous répondre que quelques lignes : j'ai été entraîné par le sujet. Puissiez-vous du moins, monsieur, comprendre, par la longueur de ces pages, que la société se gouverne par d'autres lois que celles que l'on est dans l'habitude d'admettre, et que les faits antiques ne forment point du tout un préjugé contre la moralité et la stabilité des sociétés modernes. Nous sommes sortis du cercle fatal d'Aristote ; nous n'y pouvons plus rentrer. Le peuple, à travers ses erreurs lamentables, demande le *travail* et l'*organisation* avant tout ; c'est là le talisman qui rend le despotisme et la décadence, comme la corruption générale des mœurs à jamais impossibles.

Je vous remercie, en attendant, de l'intérêt que vous prenez à des études qui se présentent d'abord comme entachées de paradoxe, et j'accepte de grand cœur le titre d'*ami* que vous voulez bien que nous prenions ensemble.

A vous donc de cœur et de pensée.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 20 octobre 1853.

A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur de vous adresser un exemplaire de l'opuscule que je viens de publier à Bruxelles sous ce titre : *PHILOSOPHIE DU PROGRÈS. Programme.*

Cet opuscule avait été d'abord composé à Paris, chez M<sup>me</sup> veuve Dondey-Dupré, et soumis en épreuves au bureau de la librairie, qui, tout en déclarant ne se point opposer à la mise en vente, laisse entendre cependant à l'imprimeur que le *laisser-passer* de la police ne devait point être considéré comme une garantie contre les poursuites du parquet; sur cet avis, aucun imprimeur n'a osé se charger du tirage, et force m'a été d'envoyer mon manuscrit à l'étranger.

Maintenant qu'arrive-t-il ?

J'avais lieu de croire que mon ouvrage, imprimé en Belgique, et payant pour entrer en France des droits énormes, pourrait enfin être livré au public qui depuis longtemps l'attendait : il n'en est rien. Voici que le même bureau, qui d'abord ne s'était point opposé à la première publication, refuse, après huit jours de nouvel

examen et par votre ordre, d'en autoriser l'introduction.

C'est contre ce refus que je proteste; et puisque l'occasion m'en est offerte je demande que l'interdit qui me frappe depuis deux ans, et comme publiciste et comme journaliste, soit levé, non plus par une mesure d'administration gracieuse, mais par un acte de justice formelle.

Suis-je enfin dans la loi ou hors la loi? Voilà, monsieur le Ministre, ce que j'ai besoin de savoir, et qu'il est de votre dignité de m'apprendre.

Il existe une loi sur la *presse*, décrétée après le coup d'État par le Président de la République et maintenue par l'Empereur.

Cette loi a imposé aux écrivains, aux journalistes, aux imprimeurs et aux libraires des conditions sévères; elle n'a pas créé de catégories d'opinion, elle n'a fait aucune acception de personnes.

En vertu de cette loi, les anciens partis dont le Président de la République nous annonçait la fin, ont pu, en se soumettant aux prescriptions du nouveau législateur, conserver tous leurs organes quotidiens.

Le parti légitimiste a la *Gazette* et l'*Union*;

Le parti orléaniste, le *Journal des Débats*;

Le parti fusionniste, l'*Assemblée nationale*;

Le parti républicain, le *Siècle*;

Le parti que je nommerai *spéculateur*, car je ne puis l'appeler bonapartiste, a le *Pays*, la *Patrie* et le *Constitutionnel*;

Le parti jésuite, enfin, a l'*Univers*.

Pourquoi le prolétariat n'a-t-il pas son journal?

Pourquoi est-il défendu au peuple de lire les auteurs qu'il préfère, de s'abonner à une revue créée pour la défense de ses intérêts?

Pourquoi, depuis un an que deux libraires sollicitent l'autorisation de publier cette Revue, dont je dois être le rédacteur en chef, se voient-ils constamment repoussés ?

Pourquoi, alors qu'il existe une loi de laquelle seule ils sont justiciables ; un droit commun, dont rien ne peut les exclure, des tribunaux devant lesquels seulement ils peuvent avoir à rendre compte ; pourquoi, dis-je, dans les bureaux du ministère de l'intérieur, en dehors des prévisions de la loi, au mépris de tout droit et de toute juridiction, répond-on à toutes leurs demandes :

Que le gouvernement de Sa Majesté ne peut pas autoriser un écrit périodique signé P.-J. PROUDHON, attendu que cet écrit périodique, bien venu peut-être du peuple, serait désagréable à la bourgeoisie, c'est-à-dire aux gens que représentent l'*Union*, la *Gazette*, les *Débats*, l'*Assemblée nationale*, le *Siècle*, le *Constitutionnel* et l'*Univers*, tout aussi amis de l'empire et de l'empereur ; tandis que le peuple en est apparemment l'ennemi ; que M. Proudhon étant hostile au clergé et notamment aux jésuites, on ne peut pas permettre qu'il attaque les prêtres et les jésuites, protégés de l'empereur ; que M. Proudhon passe pour être partisan de la guerre, et qu'on ne saurait lui permettre de prêcher la guerre, alors que l'Empereur a dit : l'*Empire, c'est la paix*.

Que M. Proudhon ayant eu l'honneur d'être reçu plusieurs fois par le prince Napoléon, il y a lieu de craindre qu'il n'appuie la politique du prince Napoléon, notoirement opposée à celle de l'Empereur, etc., etc., etc.

De quel droit recherche-t-on les opinions d'un écrivain avant qu'il les ait fait connaître, et, sous prétexte

de ces opinions, lui défend-on d'écrire, quoi que puisse être ce qu'il écrira?...

- Ce qui se passe vis-à-vis de moi, monsieur le Ministre, est illégal, arbitraire, sans exemple. J'accuse le gouvernement tout à la fois de violence et de contradiction.

- De deux choses l'une, cependant. Le gouvernement de Napoléon III a reçu pour mission, comme il s'en est vanté, d'opérer la fusion des partis; dans ce cas, je demande à être compris dans la fusion.

- Ou bien ce même gouvernement, prétendu napoléonien, n'est autre chose que la coalition des vieux partis contre celui qui est né le 24 février, *qui est le sien*; et, dans ce cas, je demande que la proscription qui, dans ma personne, atteint tout un ordre d'intérêts, le plus nombreux et le plus respectable, soit officiellement déclarée par un décret de l'Empereur ou une décision de son Ministre.

En résumé,

J'ai le droit de publier mes opinions et de les défendre dans un journal, une Revue ou un livre, en telle façon qu'il me plaira, comme la *Gazette*, les *Débats*, l'*Assemblée nationale*, le *Constitutionnel* et l'*Univers*, en me conformant à la loi.

Je demande, une fois pour toutes, que ce droit me soit reconnu ou par exception refusé, d'une manière officielle.

J'attends de votre obligeance, monsieur le Ministre, la faveur d'une prompt réponse, ayant à prendre moi-même une résolution sérieuse.

Jé suis, etc.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 21 octobre 1833.

A M. TISSOT

Mon cher et honoré compatriote, je remets à votre libraire Ladrangé deux exemplaires de l'opuscule que je viens de publier en Belgique, sur le refus de la police d'en tolérer la vente à Paris; l'un est pour vous, l'autre pour M. Muteau, envers qui je suis coupable d'omission presque volontaire.

Je m'étais promis de répondre à l'obligeante lettre de M. Muteau, après avoir lu sa *Traduction d'Ancillon* et lorsque j'aurais pu lui envoyer mon *Programme*; la multitude des affaires et des tracasseries de la police ne m'ont permis jusqu'à ce jour de faire ni l'un ni l'autre. J'espère que par votre intercession, M. Muteau voudra bien me pardonner mon silence, et accueillir, jusqu'à ce que je sois en mesure de lui écrire, le petit remerciement que je lui adresse.

Vous avez lu ma *Déclaration de guerre*. Mes publications antérieures ne peuvent guère être considérées que comme des monographies, des critiques, des essais; maintenant il s'agit de pousser à bas un édifice suffisamment miné et de donner l'aperçu d'une construction

nouvelle. C'est à cette œuvre révolutionnaire que je prélude aujourd'hui.

Quand je dis *construction nouvelle*, vous comprenez ce que je veux dire. L'innovation en politique, philosophie, etc., n'est jamais qu'un changement d'aspect des idées antérieurement, je dirais presque nécessairement admises. Toute doctrine novatrice qui ne s'établit pas *historiquement* est nulle, et même elle ment à son titre, elle n'est pas neuve, à moins qu'elle ne soit pis encore que vieille, qu'elle ne soit une utopie.

Vous me direz jusqu'à quel point je puis mériter d'être classé dans les novateurs de cette espèce.

En tout cas, j'ose dire par avance que ma théorie morale ou mes principes d'*éthique*, de même que mes principes de philosophie de l'histoire, me fournissent en ce moment le moyen de porter au catholicisme le coup le plus terrible qu'il ait reçu. Avec le catholicisme tombe toute autorité. N'est-ce pas superbe ?

Le malheur est que nous avons beau, nous autres philosophes, travailler pour la liberté, il y a derrière nous un parti de soi-disant libéraux et républicains occupés à reforcer, au nom de la souveraineté du peuple, les chaînes que nous brisons. Quand serons-nous délivrés de cette jacobinière ?...

Je vous serre la main ; je me mets aux pieds de M<sup>me</sup> Tissot, et vous prie tous deux de me regarder comme votre fidèle et dévoué.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Depuis votre visite, ma femme est accouchée d'une fille, que nous avons enregistrée sous le nom de



*Stéphanie.* Voilà l'atelier au complet. Le n° 3 est le portrait des n°s 1 et 2.

La mère et la fille me réjouissent à qui mieux mieux de leurs cris. Ma femme me prie de la rappeler à votre souvenir, et présente ses hommages à M<sup>me</sup> Tissot.

Paris, 2 novembre 1853.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai bien regretté de n'avoir pu vous voir avant-hier, d'autant plus que je me reprochais d'avoir manqué, contrairement à ma promesse, à votre rendez-vous de jeudi. C'a été de ma part un pur oubli. Une fois absorbé dans mon travail, je laisse couler les jours et les heures sans m'en apercevoir, et ne suis rappelé à la vie que par les repas et le tour du soleil.

Vous savez quelle a été la réponse du ministère. On me dit, d'un air aimable et goguenard, qu'on ne sait de quoi je me plains; que la censure n'existe pour personne; que ce sont mes libraires qui, faisant apparemment de méchantes affaires avec moi, ne se soucient plus de m'éditer; quant à la *Revue*, que je n'ai qu'à former une demande officielle et qu'on y fera droit.

Bonnes paroles, comme vous voyez! Mais quand je rapporte cela à Garnier frères, et que je leur propose de nouveau de publier mon livre, ils me répondent qu'ils savent de leur côté à quoi s'en tenir; que l'avis de M. Latour-Dumoulin est d'un tout autre style; bref, qu'ils regrettent sincèrement de se voir dans la nécessité

de me refuser ! Sur quoi, l'on m'assure de nouveau que mon nom est rayé de leur catalogue.

Si des Garnier je passe aux B\*\*\*, je ne trouve guère plus de sujet d'encouragement. B\*\*\* et M\*\*\* ne demandent pas mieux que de faire la *Revue* ; mais je ne vois pas chez eux de ressources, et je n'ose m'embarquer avec des entrepreneurs si mal lestés de capitaux.

Je suis dégoûté.

Pardon, cher ami, de me laisser aller à ces épanchements ; je ne fais que vous rendre confiance pour confiance. Ne dites mot à personne de cela, sur votre tête !

Pour finir, j'ai bien peur que ma dernière communication au public ne soit le plus gros péché, et la plus irréparable maladresse que j'aurais commise de ma vie. En livrant ainsi le secret de mes *oscillations* intellectuelles, ne me serais-je pas étranglé dans ce lacet, qui me servait si bien à étrangler les autres ?... Que croire désormais d'un écrivain qui proclame la *mobilité* universelle ?...

J'ai déjà reçu bien des observations, qui me donnent lieu de penser que mon *exposition* est fort défectueuse, ce que je supposais avant même d'avoir écrit ; mais qui me rendraient fou, si je devais croire, sans le pouvoir comprendre, et sur la parole du genre humain, que les choses se *passent* comme si elles ne se *passaient pas* !...

L'un me dit qu'il existe un absolu, et par conséquent un *critère* ; à quoi je répons : montrez-le ?

L'autre me reproche de poser moi-même un critère, en prouvant que tout est mouvement ; à quoi je réplique : Oui, c'est le critère du non-critère !...

Celui-ci me dit que ma systématisation pêche par endroit et manque de lien logique ; comme si j'avais

voulu faire une *déduction*, et non pas montrer simplement que tout ce que nous pouvons voir et concevoir *se meut*, ou est une notion analytique du mouvement... J'aurais tort, en effet, si je faisais un système!...

Tel autre trouve que je n'ai pas *déduit* d'une manière assez démonstrative le *Progrès* (social), du mouvement : ce qui est toujours me reprocher de ne faire pas ce dont je nie la possibilité : un système universel et absolu. A celui-là je réponds que le *Progrès* est la forme du mouvement social, comme l'ellipse est la forme du mouvement de la terre, et que si j'ai choisi ce mot pour titre de mon programme, au lieu de celui de mouvement, qui est plus générique, c'est que je n'ai pas voulu prendre pour titre, ce qu'on aurait appelé peut-être un *principe*, mais la question capitale, dont je poursuis l'explication décisive.

Mais tout cela ne convient point à une lettre.

Pour vous, dites-moi aussi ce que vous pensez, et traitez-moi en homme.

On me dit que notre bon et brave général Ulloa s'en va à Constantinople.

Est-il parti? Pourrais-je encore espérer de le voir chez vous demain?... Je voudrais embrasser ce noble cœur, qui m'a entièrement gagné et séduit.

A vous, cher ami.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Pourriez-vous me procurer une place de commis à 4,000 francs d'appointements?...

Paris, 4 novembre 1851.

### A MONSIEUR TROUESSART

Monsieur et ami, merci de votre bonne et encourageante lettre. J'ai besoin que de temps en temps des hommes comme vous me soutiennent et m'avertissent. Vos observations ne seront pas perdues, je vous le promets : elles sont si bien entrées dans mon esprit que je n'ai pas le plus petit *mais* à y opposer. Ma seule excuse est que je n'ai pas encore entièrement dépouillé le vieil homme, l'homme du combat; et qu'à force d'appuyer contre le *mysticisme* et la vieille *ontologie*, qui ont tout infecté, j'ai bien pu, malgré moi, dans l'expression, paraître recréer un autre dogmatisme, dont je me défends de tout mon cœur. Que voulez-vous, je suis homme; je veux rester homme; et je vais jusqu'à prétendre que mes amis me doivent aimer et estimer, d'autant plus que je suis et que je me montre vraiment homme. C'est ainsi, du moins, que j'en use à leur égard : est-ce trop de leur demander la réciproque ?

J'avais préparé une *longue lettre* en réponse à votre dernière sur le *progrès social* : je l'ai ajournée, jusqu'au jour où il me sera possible, ou de vous adresser un article imprimé sur la matière, ou de faire cette lettre

courte : mais vous devinez maintenant que, quand je parle de *philosophie de progrès*, il s'agit surtout du *progrès de l'humanité*, qui n'est qu'un cas particulier de la philosophie plus générale du mouvement. Continuez-moi donc vos excellentes et amicales observations. Je ne suis pas *savant*, hélas ! je n'ai pas honte à le dire ; puis, je suis toujours, malgré mes quarante-cinq ans bientôt, si passionné, si dominé par le cœur et l'imagination, que je ne rencontre souvent la vérité elle-même que comme une fantaisie, la plus belle de toutes. Chez moi le jugement est presque le goût ! Jugez du péril auquel je m'expose en parlant *philosophie* !...

J'ai lieu de croire que peut-être il me sera permis de bientôt publier une *Revue de quinzaine* : alors mes communications avec le public devenant plus fréquentes, peut-être pourrais-je marcher avec plus d'assurance. Dieu veuille du moins que la malice des hommes ou la fatalité des choses, ne me rejette pas violemment dans la polémique, qui me fatigue et ne me laisse pas de satisfaction !...

Je vous serre la main bien cordialement.

P.-J. PROUDHON.

11 novembre 1853.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, envoyez-moi donc, je vous prie, l'adresse exacte de Ferrari. Je suis privé de le voir et de lui écrire, et j'ai besoin de le faire.

Hier, j'ai essuyé une homélie de M. D\*\*\*\*, avocat, à l'endroit de la *Revue*. J'ai cru devoir tâter en lui une certaine opinion : son sentiment, exprimé avec franchise et non sans bienveillance, me révèle des sentiments affreux. Je ne pense pas que cela me retienne, mais, du moins, cela me forcera de prendre des mesures plus énergiques et de procéder de plus en plus franchement et *politiquement*.

Lisez-vous les débats de la Cour d'assises ? Quelles pauvres gens d'un côté, et quels vieux gredins de l'autre !

Voilà les hommes d'action, et voici les *Vengeurs de l'ordre* !

Avez-vous vu le V\*\*\* ? Hein ! qu'en dites-vous ? Êtes-vous tenté de vous faire tartufe et de cumuler les avantages de l'obséquiosité avec ceux de la démagogie ?

Voilà bien la maladie de l'époque. De l'orgueil, du point d'honneur, un masque de dignité, et point de vraie vertu, point de courage!

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Avez-vous remis à Hervé l'exemplaire de ma brochure?



Paris, 13 novembre 1853.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher ami, je n'ai point encore fait ma demande d'autorisation pour la *Revue*, et je ne demanderai point de *laisser-passer* par écrit au chef du cabinet, ainsi que le souhaite M. Lévy.

Avant de faire ma demande, je veux d'abord me renseigner sur l'état des esprits, c'est-à-dire tâter le pouls à mes malades. Je sais que la plupart, et je l'avoue à ma honte, ceux qui m'intéressent encore le plus, ceux dont je voudrais enlever l'applaudissement ou du moins faire taire la calomnie, ces braves Athéniens de démocrates, enfin, pour qui je me suis donné tant de tourment ; — je sais, dis-je, qu'ils ne sont même pas capables de comprendre qu'un homme en ce moment se dévoue pour leur faire la leçon, éveiller l'opinion, donner la chasse à l'inertie universelle et fouetter l'idée révolutionnaire. Ils n'ont que rancune, sottise, mauvais vouloir, calomnie et lâche haine pour moi.

Faut-il que je courbe la tête ?

Faut-il que je me révolte ?...

Ah ! si je disposais de quelques mille francs, si je pouvais une fois aller vivre à Genève ou Bruxelles, et

là, les coudées franches, leur dire en face, sans être obligé de me taire sur *Isidore* (1), ce que je pense d'eux!...

Mais puisque ma misère me défend d'aspirer à ce bonheur, il faut m'y prendre d'une autre manière. Point d'attaque au gouvernement, donc point d'attaque contre personne. Mais si la polémique est interdite, la discussion est libre ; et à moi la discussion.

Ce pays est malade, et les plus malades, vous dis-je, sont ceux qui se croient les plus sains. Je vois dans les âmes tant de petitesses, tant de passions cancanières, tant de pauvretés traditionnelles, tant de misères morales et intellectuelles, que je regrette de ne pouvoir, comme je vous l'ai dit plus d'une fois, m'établir n'importe où en simple observateur des événements humains. Il faut travailler, écrire, parler encore ; je suis condamné, je sens le fouet de la furie qui me sangle. Marche donc, misérable ; et au bout, le supplice, et peut-être l'infamie!...

Puisque vous voulez bien que votre chambre me serve de pied-à-terre, il faudra quelqu'un de ces jours que nous nous y rencontrions un certain nombre d'hommes dont je prendrai l'opinion.

Songez à ceci : si je me charge de la *Revue*, j'entends que tous ceux qui y concourront, qui y inséreront des articles, sachent par avance qu'ils seront considérés, par le public et par moi, comme approuvant la pensée de la *Revue* ou tout ce qu'il vous plaira, non un *homme*. J'ai toujours repoussé le titre de chef d'école, et je suis

(1) *Isidore le Taciturne*, sobriquet que l'on donnait à cette époque à Napoléon III.

plus éloigné que jamais d'y prétendre, mais je ne consentirai plus désormais à me produire que comme membre d'une collectivité; je ne veux pas qu'aucun de mes collaborateurs ait la ressource de dire : *Proudhon a fait ce qu'il a voulu, je m'en lave les mains*. Si j'ai écrit dans sa Revue, c'est comme je l'eusse fait dans les Débats ou partout ailleurs; je ne réponds que de ma pensée, de mon intention et de mes efforts.

Je me sens des accès de misanthropie frénétique. Je voudrais, comme Caligula, que l'espèce humaine n'eût qu'une tête...; pour la conspuer d'un seul coup !...

Ma demande d'autorisation faite, si elle est accueillie, servira implicitement à ma brochure.

Je veux *user du droit commun*, rien de plus, rien de moins; je ne puis accepter ni demander rien qui ressemble à une autorisation spéciale; je ne veux pas de la tolérance du gouvernement.

Les choses se passeront comme je le veux, ou bien dans trois mois je reprends mes fonctions de commis.

Il fait froid, les jours sont courts, les visites deviennent plus onéreuses et plus rares; pardonnez-moi donc, cher ami, de vous écrire.

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 14 novembre 1853.

A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Monsieur le Ministre, par une lettre du 20 octobre dernier, j'ai eu l'honneur de vous adresser une plainte contre l'espèce d'ostracisme dont je me trouve, comme écrivain, depuis deux ans l'objet, sans que je puisse savoir au juste à quelle influence j'en suis redevable.

Supposant d'abord que la police n'était point étrangère à l'interdit jeté sur ma plume, je prenais la liberté de vous exposer, monsieur le Ministre, que d'après la Constitution qui nous régit et les principes qu'elle a reconnus et proclamés, j'avais le droit, en me conformant à la loi, de publier mes opinions et de les défendre dans un journal, une Revue, un livre, en telle forme qu'il me plaisait, comme font tous les jours les honorables écrivains des *Débats*, de la *Gazette*, de l'*Assemblée nationale*, du *Constitutionnel*, de l'*Univers religieux* et autres feuilles sur lesquelles ne pèse ni suspicion ni *veto* ;

Que j'entendais user de ce droit, non plus, comme il m'est arrivé l'an passé, en vertu d'une mesure d'admi-

nistration gracieuse, mais par un acte de reconnaissance formelle ;

Que s'il en devait être autrement, je demandais que cette proscription littéraire, qui dans ma personne frappe tout un parti, fût publiquement déclarée par une décision du gouvernement impérial, instrument dès lors avoué des vieux partis coalisés contre la démocratie nouvelle.

A cette plainte trop fondée vous avez bien voulu, monsieur le Ministre, me faire répondre de vive voix par votre chef de cabinet.

En ce qui touche l'opuscule pour lequel je n'ai pu, jusqu'à présent, trouver à Paris ni imprimeur ni libraire,

Qu'en principe et en fait, la censure n'existait pas ; qu'en conséquence vous n'aviez point à autoriser ou empêcher la publication d'aucun écrit, pas plus qu'à reconnaître ou nier à personne l'exercice d'un droit garanti à tous les Français ; et que si je rencontrais pour mes publications quelque difficulté, je devais m'en prendre uniquement à la mauvaise volonté des éditeurs ;

Quant à la *Revue* que je désire fonder,

Qu'il était bien parvenu au ministère à ce sujet une *Note*, mais qu'aucune demande d'autorisation n'avait été officiellement déposée, et qu'en conséquence vous n'aviez eu à statuer sur rien.

Après une déclaration aussi explicite, il semblait que les appréhensions des libraires seraient enfin levées et qu'une misérable brochure de cent cinquante pages, traitant de matières philosophiques, pourrait voir le jour. Il n'en est rien pourtant, et c'est toujours la prohibition ministérielle qu'on m'oppose.

L'un me dit qu'il ne doute pas des bonnes paroles que j'ai entendues, mais qu'elles ne regardent que l'auteur, et que quant à lui il n'oserait passer outre, ayant reçu à mon endroit un *avertissement*.

L'autre répond qu'il se chargerait volontiers de mon opuscule, mais qu'il lui faudrait au préalable une attestation écrite, émanée du ministère, comme quoi la police ne prendra pas la chose à mal... Condition que je ne puis accepter, parce qu'elle change en tolérance la justice que je réclame, et à laquelle, d'ailleurs, il ne pourrait vous convenir, monsieur le Ministre, de vous prêter, puisque, d'après vos propres paroles, une pareille attestation serait sans cause et de plus illégale.

Telle est, il est bien que vous le sachiez, monsieur le Ministre, la terreur qu'inspire le *gouvernement impérial* aux imprimeurs et aux libraires, que non contents de voir partout des périls, partout encore ils aperçoivent des pièges, et que d'eux-mêmes, sans manifestation authentique de l'autorité, sur l'injonction verbale du premier agent venu, ils exercent sur les auteurs et les écrits une censure cent fois plus injurieuse que ne serait celle du gouvernement lui-même, s'il se décidait une fois à en établir une.

Non, monsieur le Ministre, malgré vos assurances certainement bien sincères, non, la situation n'est point éclaircie; il faudrait d'abord, et afin de ne parler que de ce qui me touche, que tous les partis eussent le même droit, la même facilité de publier leurs opinions, de les discuter et de les répandre; or, c'est ce qui n'a pas lieu pour les idées que je représente, et ce que savent parfaitement les libraires. Comment, en effet, des industriels timorés dont une simple *mesure d'ordre* peut

anéantir les établissements, oseraient-ils, sans le *visa* de la police, par conséquent sans une censure préalable, procéder à la publication du moindre écrit relatif aux idées sociales ?

Cet état de choses, monsieur le Ministre, humilie le pays et vous déshonore. Il importe de le faire cesser au plus vite, surtout d'en faire disparaître les causes. C'est pour cela que, décidé à rompre cette glace, je vous adresse aujourd'hui la présente pétition.

Lorsque chaque jour le parti démocratique est offert en holocauste par les organes du gouvernement, à la réconciliation des vieux partis; lorsque, d'après ces mêmes organes, le titre suprême de l'Empereur à la reconnaissance de la nation est toujours d'avoir exterminé le socialisme et fait rentrer dans le néant ce *Protée*, ce *Sphinx* mangeur d'hommes, ce monstre de *blasphème* et d'*anarchie*; lorsque à la Cour d'assises la possession d'un seul numéro du *Peuple*, cet *infâme*, cet *abominable* journal, est sans cesse présenté comme pièce de conviction et circonstance aggravante dans les affaires politiques que le gouvernement défère aux tribunaux ?...

En vain, M. le préfet de police, dans son allocution du 6 novembre, proteste au nom de l'Empereur. « Que loin d'enfermer l'avenir dans un cadre inflexible et d'élever les barrières qui appellent les révolutions, l'Empire prépare une large voie à toutes les améliorations indiquées par l'expérience; à *cet esprit nouveau*, à cette *sagesse nouvelle* où les peuples intelligents et destinés à vivre retrempe leurs forces affaiblies et *rajeunissent leurs institutions vieillissantes*; »

En vain il s'écrie :

« La routine et l'immobilité sont la décadence et la

mort des nations. Celles-là seules marchent, grandissent, se fortifient et prennent possession de la durée, qui savent à temps relever leurs ruines, *abattre leurs faux dieux*, faire triompher toutes les vérités et *se régénérer à propos par les transformations qui sont la loi de leur existence.* »

Ces conditions de vie et de mort, l'Empereur les connaît et ne les oubliera point. Lorsque le législateur des temps modernes, sondant les besoins de l'avenir, disait qu'on ne saurait laisser une trop large voie aux améliorations, il indiquait par ces mots la SOLUTION DU PROBLÈME SOCIAL et fixait le caractère du régime politique destiné à cette gloire.

Et encore :

« L'Empire n'est pas venu détruire la démocratie, mais l'accomplir... »

« Transition savante d'un monde trop vieux à un monde trop jeune... »

En vain, dis-je, les personnages les plus élevés dans la hiérarchie, les amis de l'Empereur affirment après lui qu'il est le Progrès, la Liberté, la Révolution, la Démocratie, la Paix, la Gloire; personne ne paraît entendre, personne ne songe à prendre au mot le discours impérial. On compare la harangue de celui-ci avec les actes de celui-là; aux encouragements de l'un, on oppose les menaces de l'autre; on se dit que M. Piétri n'est pas plus digne de foi que M. Mongis; que M. de Persigny ne saurait être un interprète de la pensée régnante plus sûr que M. Troplong ou M. Barroche; que si, dans le monde officiel, on rencontre



encore ça et là des enfants de Voltaire, il y manque encore moins de jésuites, etc., etc.

Je comprends, monsieur le Ministre, qu'il vous répugne de détruire, par des manifestations trop avancées, la confiance qu'ont mise en vous les intérêts conservateurs et rétrogrades; aussi n'est-ce pas ce que je demande. Ni approbation ni désapprobation pour aucune doctrine, tant que la sanction n'en a pas fait une loi, telle doit être, à mon avis, la politique du pouvoir, en matière de presse.

Mais pourquoi, de cinq ou six grands partis qui divisent la France, le dernier en date servirait-il de pâture aux autres; pourquoi lui serait-il défendu de s'affirmer, à la face du monde, dans la sincérité de ses principes, de ses tendances, de ses droits; de répondre à ces réclames ignobles, à ces prônes hypocrites, à ces réquisitions? Ce parti effraie, dit-on! Prétexte usé, dont je m'étonne que l'Empire, après la République, consente à être dupe.

Quoi qu'on pense des théories et des hommes qui le représentèrent en 1848, si humble que soit leur place devant l'histoire et la philosophie, il restera toujours à ce parti l'immortel honneur d'avoir posé ce *problème*, à la solution duquel le Code civil et l'Évangile ne suffisent plus; d'avoir affirmé comme but et raison d'existence de la République, ce que M. le préfet de police reconnaît aujourd'hui comme but et raison d'existence de l'Empire, la *transformation sociale*.

La France se tait depuis deux ans et ne pense plus. Avec sa parole, son génie semble s'éteindre. Ne serait-ce pas qu'en la délivrant du *Socialisme*, on lui ôte à la fois l'idée et la voix? Rendez le verbe à cet *esprit nouveau*, qui fait la vie et l'avenir du pays, et la

pas venu. Vous voyez bien qu'il est comme nous; il ne peut pas et il me laisse son livre en gage.

J'ai reçu, ces jours derniers une nouvelle marque d'amitié du parquet. Mon ex-libraire Garnier m'avait prié de lui composer une brochure de pacotille, *Manuel du spéculateur à la Bourse*; je bâclai cela pour une somme de 1,500 francs; comme un cordonnier fait une paire de bottes, bien entendu sans y mettre mon nom. Ne puis-je donc faire honorablement de petits travaux de commande, comme j'en faisais autrefois de mon propre mouvement?... La police eut vent de l'affaire; le parquet fut à la veille de saisir, mais, comme la publication était anonyme, on s'est abstenu. On se soucie fort peu du livre et du libraire; c'est l'écrivain qu'on voudrait prendre. Que dites-vous de cette moralité de MM. du parquet?...

A l'heure qu'il est, mes publications sont proscrites; retirées de l'étalage, rayées des catalogues, refusées par tous les éditeurs. On m'attaque par le chômage et la famine. Vous n'en êtes pas encore là... Ah! si je pouvais comme vous, devenir le commis de la *citoyenne!* mais elle n'a ni commerce ni industrie; et il lui suffit de ses trois miochesses.

Mille baise-mains à M<sup>me</sup> Suchet; je la prie, en bonne patronne, qu'elle est de ne se montrer pas trop sévère envers son serviteur Fulcran, de lui donner de temps en temps quelque marque de satisfaction, de lui faire espérer surtout, que s'il se conduit bien, s'il est dévoué aux intérêts de sa maîtresse, assidu, constant, on pourra quelque jour l'admettre en participation dans les affaires, et qui sait? l'élever à la dignité d'époux, de tuteur et de père!... C'est ainsi que le jeune Mahomet devint, par son travail, l'heureux possesseur de la

belle et noble Caddge, et bientôt après, le réformateur de l'Arabie!...

Amitiés à Gustave.

Je vous serre la main, mon cher Suchet, et vous promets, si je tombe jamais à Toulon, de m'informer d'abord de votre domicile; vous me servirez de cicerone.

Ma femme vous embrasse et vous présente sa Stéphanie.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 22 décembre 1853.

A M. TISSOT

Mon cher compatriote, Bailly vient de me remettre vos Principes métaphysiques du Droit, que j'ai commencé par couper tout en causant, et qui resteront sur mon bureau jusqu'à ce que j'en ai tiré la quintessence pour mes travaux actuels.

Je suis honteux de n'avoir eu à vous envoyer pour ces 600 pages de science qu'une méchante fantaisie soi-disant philosophique, et que le titre ambitieux que je lui ai donné : *Programme d'une Philosophie du Progrès*, a fait prendre tout de travers. Ce ne sont, comme vous verrez, que des *fragments*, les uns théoriques, les autres polémiques, destinés à mettre les esprits sur la voie, non pas d'une philosophie que je posséderais, mais de celle qu'il me semble entrevoir, et que je me figure avoir toujours servie.

La vérité que je crois, je ne la sais pas encore, je la cherche et la chercherai toujours; je dis qu'elle est fugitive et mobile, et qu'on la saisit d'autant moins qu'on a envie de la fixer davantage. C'est ce qui m'empêche de me dire *positiviste*, mot que je trouverais ou ne peut plus sot en philosophie, si je n'avais autant de

respect pour son auteur; mais je suis encore moins *mystique*, attendu que la VÉRITÉ dont j'affirme l'existence, de même que comme *réalité*, elle est pour moi essentiellement mobile, visible, tangible. De même, comme intelligibilité, elle est conception, formule, loi, nombre, mesure, etc., toutes choses, ce me semble, radicalement contraires au mysticisme.

Enfin, et voilà pour moi la grande chose. J'affirme l'HUMANITÉ à la place de l'*Être suprême*. Celui qui sondera cette proposition, et qui me fera l'honneur de croire que j'ai le sentiment de son étendue, de sa gravité, de sa profondeur; celui qui comprendra que le dix-neuvième siècle est destiné à substituer dans le gouvernement de l'humanité, aux principes théologique et politique, le principe économique ou social, celui-là rendra justice à mon intention, et au lieu de me faire la guerre pour des misères d'exposition et de littéraire, me tiendra compte surtout du but.

Il y a quinze siècles, en l'an 325-381, le monde romain substitua le *Christos* à Jupiter, etc., un Dieu à un Dieu; un anthropomorphisme à un anthropomorphisme. Aujourd'hui il s'agit pour tout de bon de substituer l'*humanité* en chair et os, en pensée et en œuvres, en organisme et en psychisme, au Christ surnaturel des gnostiques, au Dieu de Rousseau et de Spinoza!...

Voilà où je vais, où je tends; voilà l'affirmation sur laquelle je grave, et qui doit former le premier et inébranlable article de mon *Credo*. C'est bien gros cela... Qu'en pensez-vous?

Toutes mes études sont dirigées dans ce sens; aussi, depuis le 2 décembre 51, je ne prends qu'un médiocre intérêt à la soi-disant politique. Nos prétendus hommes

d'État me semblent être tous, depuis Guizot jusqu'à Ledru-Rollin, de vrais gibiers tournant dans leur horizon, jusqu'au moment où ils tombent sous la balle du chasseur, qui est l'éternelle révolution. Je continue mes recherches d'histoire; je recueille des faits économiques, je suis le courant insensible de l'Europe, tourbillonnant sous l'influence de la terreur que lui a causée le socialisme, et arrivant juste à se fourrer la tête dans le sac!... De temps à autre, un peu de philologie biblique, pour le régal de notre clergé; somme toute je suis assez content de mes progrès.

Je vous ai adressé deux exemplaires de mon *Programme*, un pour vous, un pour M. Muteau. Cet opuscule n'ayant pu paraître à Paris, je me suis trouvé à court d'exemplaires, et n'ai pu en distribuer autant que j'eusse voulu.

Ma femme me prie de la rappeler à votre souvenir, et vous prie de présenter ses hommages à M<sup>me</sup> Tissot.

Toute ma marmaille jouit d'une santé prospère; je ne regrette que de n'être pas riche, pour jouer avec cela toute la journée. Mais je leur prépare une solide éducation.

A vous de cœur, cher compatriote!

Tiens bon! ne lâche pas! *Ecr. l'inf.*

P.-J. PROUDHON.

Paris, 27 décembre 1853.

À M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, M<sup>me</sup> Darimon m'a apporté de votre part un immense tarbouch, dont le gland seul pèse un demi-kilogramme. Cela a été fait pour la tête d'Hermès-Trismégiste; cependant, n'était le poids, il va très-bien à la mienne. Sans le rhume qui m'opresse, j'irais vous faire mes remerciements de ce cadeau égyptien.

J'ai appris par la même personne que vous aviez une pièce reçue, sans doute à l'Odéon. Je vous en fais compliment. Vous voilà tout à fait gent de lettres et artiste : le théâtre, les journaux, les armes, tout cela est également dans votre vocation.

Pour moi, je suis une marche diamétralement opposée. Si les dieux ne me sont contraires, avant peu, je l'espère, j'y travaille, j'aurai dit adieu au métier. Avec le temps je liquiderai mon compte de librairie, et tout sera dit !... Mais quelle manie de vous entretenir toujours de mes affaires !...

Pourquoi ne m'avez-vous pas renvoyé la lettre que je vous demandais ? Qu'est-ce qui vous fait tenir à ce monument de mes indiscretions perpétuelles contre

moi-même, auquel vous avez trop officieusement supposé une intention qui n'y était pas?... Croyez-vous que hormis l'excessive facilité de mes épanchements, il y ait dans cette lettre quelque chose de répréhensible? En ce cas, je vous invite à la garder. Que le monde soit plein de mes imprudents autographes!

Nous avons décidé, Darimon, Ferrari et moi, de célébrer le dernier de l'an, qui est samedi, dans un dîner de garçons, à 2 francs au plus par tête. Si vos relations dramatiques vous laissent une heure de libre, je vous invite à former avec nous le *quatuor*. Ce sera maigre de chère, mais grâce à vous et à Ferrari, ce pourrait être riche de philosophie et d'esprit.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 1<sup>er</sup> janvier 1854.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, les affaires pour moi prennent une tournure de plus en plus inquiétante. Vous savez que mon opuscule philosophique n'a pu voir le jour à Paris, par le refus des imprimeurs et des libraires, les premiers ne voulant pas se charger de l'impression, les autres de la vente. Le parquet, qui a juré, s'il me peut remettre la main dessus, de me faire sentir ses ongles, le parquet s'est informé si j'en vendais, pour me saisir et me juger. Et d'un.

Vous avez sans doute entendu parler d'une brochure de pacotille que je me suis chargé de rédiger pour Garnier frères et à laquelle j'ai fait travailler Duchêne. C'est le *Manuel du spéculateur à la Bourse*; une bombe lancée à l'improviste dans le public. La police ayant appris que j'étais l'arrangeur anonyme de cette brochure, s'est émue; plaintes, menaces à Garnier; de nouveau le parquet délibère s'il poursuivra; enfin, on se décide de nouveau à lâcher prise, attendu que n'ayant pas signé la chose, je ne puis en être responsable. Que dites-vous de cette moralité de la judicature? On se fiche du livre; on n'en veut qu'à l'auteur. Et de deux.

Sur ce, Garnier frères, bien et dûment avertis, me déclarent qu'ils ne peuvent plus rien publier ni vendre de moi. Mes brochures sont retirées de la boutique, rayées du catalogue ; mon petit capital littéraire mis à néant. Je me plains au ministre de cet ostracisme; le ministre me berne et me dit en gouaillant qu'il n'y a pas de mesure, que le gouvernement n'empêche rien et qu'il faut m'en prendre aux libraires, qui apparemment ne font pas avec moi leurs affaires.

En ce cas, dis-je au ministre, accordez-moi l'autorisation de publier une *Revue*. Et je dépose ma demande. Il y a six semaines que ce dépôt est fait, et j'attends encore ma réponse. Comme ma requête est faite de manière à ce qu'on n'ose dire non, on garde le silence. C'est ce qu'on appelle *ajournement*. Ainsi, je ne puis faire ni livres, ni écrire dans une publication périodique. Me voilà pris par la famine. Et de trois.

Il me restait la maison B\*\*\* et M\*\*\*, des pauvres libraires à *prime* qui ont déjà payé quelque argent à Darimon et Boutteville pour travaux divers concernant une publication importante dont je me suis chargé. Mais voilà que, grâce à la police, la librairie à *prime* est assassinée. B\*\*\* et M\*\*\* liquident, et je m'attends un de ces jours à me voir appelé par les créanciers pour entrer en arrangement. Ainsi, j'avais de ce côté, pour dernière chance, la perspective d'un labeur de quelques mille francs qui pouvait me faire vivre deux ans. Me voilà à sec. Et de quatre.

Je dois donc, à ce régime dur, me résigner à changer de métier, abandonner la littérature. Mais pourquoi ? Parce que j'entends quelque peu les questions économiques, ce n'est pas une raison pour que je me croie négociant, homme d'affaires ou comptable, et pourtant

je ne me vois guère d'autre ressource. Un de mes amis vient d'obtenir la concession d'un chemin de fer en Suisse ; je lui demande s'il ne pourrait me caser dans son administration. A ce mot, il s'épouvante. Mes Suisses ne me le pardonneraient pas ! dit-il. Et de cinq.

Je rédige de temps en temps quelques notes et mémoires pour MM. Gauthier, mais tout cela incognito, car si on savait que je me mêle de leurs affaires, on se livrerait bientôt à toutes sortes d'interprétations, et cela leur nuirait ; MM. Gauthier pourraient moins que tout autre m'assister. Et puis, la Compagnie des paquebots transatlantiques n'est plus entre leurs mains ; ils n'y ont qu'une très-petite influence, qui va même en diminuant, par la méfiance ou la jalousie qu'ils inspirent. De ce sixième côté, je ne vois rien à attendre.

Quelques-uns me parlent d'un changement prochain. La question d'Orient, la fusion, la *misère*, l'agitation sourde qui commence à se manifester... Pour moi, je suis moins rassuré. La question d'Orient se résoudra par la guerre ou par la paix. Dans le premier cas, la guerre est menée *impérialement*, branle-bas général, cinq ou six années de lutte, victoires, défaites, conquêtes, invasions, tout le bastringue de 1813-14 ; que voulez-vous que je devienne dans cette mêlée ? Dans le second cas, nous avons la continuation du régime jésuitique et malthusien, à moins que nous ne tombions en fusion et Restauration. Mais la fusion ne parle déjà de rien moins que d'un rétablissement de l'inquisition et d'une Saint-Barthélemy de libres penseurs. Comme c'est régaland !...

Reste donc la misère, et c'est en effet ce que j'attends, pour moi et bien d'autres. Je n'ai pas encore expié

suffisamment mes crimes révolutionnaires et tant de ridicules, jusques et y compris le *Manuel du spéculateur à la Bourse*, mérite un sévère châtiement!...

Voilà mon bilan de fin d'année et mes aperçus pour celle qui commence. Que dites-vous de cela ?...

Creutin sort de chez moi et me charge de vous souhaiter de sa part toutes les horreurs de la circonstance, la goutte au nez, la quille ailleurs, et l'enfer à la fin de vos jours. Il prétend que vous êtes en retard de six semaines avec lui.

Dites-moi donc comment s'est emmanchée l'élection du sieur Latour-Dumoulin, député actuel de Pontarlier? Je soupçonne Montalembert et le parti prêtre d'avoir arrangé cela à la honte de nos imbéciles montagnards. Vous saurez pour votre gouverne que ledit Latour-Dumoulin, ex-chef de bureau à la police, a été rédacteur de la *République* en 48, comme A. de Césena du *Peuple*.

Il avait même fait un traité avec Dumont, le rédacteur en chef actuel de l'*Estafette*.

Le même Latour-Dumoulin n'avait pu se faire connaître par un travail sur ou contre Descartes et en faveur des jésuites; mais si les gloires de l'opinion lui manquent, en revanche il a recueilli des lauriers avec l'empereur et la société. C'est le persécuteur le plus acharné de la presse, et notamment de votre serviteur.

Ah! bonnes gens de Franche-Comté, baise-culs de soutanes, toujours couards, toujours rampants, toujours sans dignité et sans cœur; il ne vous manquait donc plus que de vous faire représenter par un agent du Saint-Office! Et c'est le clan des libéraux qui a fait ce chef-d'œuvre électoral! Honte et infamie!

Obligez-moi de porter vous-même l'incluse à son

adresse. Vous me donnerez des nouvelles, de *visu*, du vieux père Proudhon, qui doit être actuellement entré dans la quatre-vingt-dixième année de son âge, ayant été fait ~~prêtre~~ avant 89!... Comme sa vue baisse et que sa main tremble, il n'écrit plus, et me doit encore la réponse à ma lettre de bonne année de l'année dernière.

Compliments, baise-mains et embrassade de ma part et de celle de ma femme, à M<sup>me</sup> Guillemin, à son mari, à François Prével, à Abram, etc.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

*P. S.* Le père Piégard, condamné de nouveau à deux ans de prison par la Cour d'appel, est toujours libre. Il semble qu'on ne se soucie pas de le prendre. On a outragé le gendre, on croit l'avoir flétri; on sait bien, du reste, que le beau-père est innocent. A quoi bon sévir contre le vieillard, maintenant que le but est atteint? Comprenez-vous? Cette affaire a été pour moi comme ma présence à la place de la Bastille: je suis frappé, sans que je puisse répondre. Est-ce que je n'aurai donc pas encore une fois la parole?...

4 Janvier 1837.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, je vous prie de m'excuser cette fois.

Je suis trop ennuyé pour entreprendre le voyage de l'impasse Mazagran et passer toute une soirée en causeries philosophico-politiques.

Quelque attrait que j'y trouve, je sens pourtant que la fatigue et le dégoût me gagnent, et je n'attends plus qu'une occasion favorable pour consommer par une retraite utile mon abdication.

Serrez la main pour moi à Ferrari, si vous le voyez ce soir. Pourquoi donc ne m'écrit-il pas ?

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* Je viens de lire le compte-rendu de la police correctionnelle.

J'ai été surpris de voir figurer Furet que je croyais toujours à ses travaux à Alais. Je tremble pour tous ces pauvres accusés. Plus de jury compatissant : le voilà entre les mains des *bêtes* du prétoire, il s'agit de

*société secrète*, gare Cayenne ! — Pendant que ces drames se jouent, il y a foule à Sainte-Geneviève. On se presse, on s'étouffe : sermon, musique, illuminations de huit à dix heures du soir. Faites-vous donc déporter pour revendiquer des droits politiques et sociaux à cette canaille !

Non, non ; si nous sommes sages, nous n'écrivons plus un mot, nous en pria-t-on à genoux.

Paris, 10 janvier 1834.

A M. FERRARI

Mon cher Ferrari, il y a de grandes, d'incroyables nouvelles.

On nous fait dire des *Tuileries*, par des intermédiaires notables, que *l'autorisation* de notre Revue est décidée, mais qu'on attend que la situation soit définitivement tranchée, soit pour la paix, soit pour la guerre.

Si c'est la paix, on autorise ; car on paraît sentir l'impossibilité de garder le *statu quo*, et on veut que la Révolution produise *toutes ses idées*.

Si c'est la guerre, on reconnaît qu'elle ne peut être que révolutionnaire ; on est résolu de l'accepter comme telle, et l'on autorise encore.

Est-ce clair ? Pesez cela et dites si l'apparition de la *Revue du Peuple* ne sera pas un événement plus considérable encore que le 2 Décembre!...

Maintenant, reste à savoir si la décision prise est sincère et si on persistera ?... En tout cas, la confiance à elle seule est grave.

Vigilance donc et discrétion. Point de fausses démarches, c'est ce qui nous importe le plus.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.



40 janvier 1864.

## A M. MADIÉR-MONTJAU

Mon cher Madiér-Montjau, j'ai vu votre ami, M. E. M\*\*\*, et lui ai donné sur V. A\*\*\* des renseignements que je crois exacts et qui ne paraissent n'avoir rien que d'honorable. V. A\*\*\* est un honnête cœur, mais manquant de mesure et de prudence, saisissant mal l'opportunité des choses, et se compromettant à plaisir par excès de franchise et d'entraînement. Je m'en suis expliqué longuement avec M. M\*\*\*.

J'ignore de quel livre vous voulez me parler. M. Lebègue a dû vous remettre un opuscule philosophique que je vais retirer de la circulation, attendu qu'il a été mal compris et par suite assez mal accueilli. — Je ne présume pas que vous ayez la curiosité de posséder une brochure anonyme, faite en partie par notre jeune ami Duchêne, et à laquelle j'ai mis ça et là un peu de ma façon : c'est le *Manuel du spéculateur à la Bourse*, qui a paru chez Garnier frères et que le parquet aurait saisi avec délices si l'anonyme n'avait protégé l'auteur présumé. Cette brochure, très-bien venue des ouvriers qui la lisent, n'a d'importance qu'en ce qu'elle présente une

sorte d'inventaire du *patrimoine aliéné* du peuple, la première chose à revendiquer tout de suite en cas de révolution, une valeur de 12 à 15 *milliards!*... On y montre aussi, par détail, les secrets de la *spéculation* et du *jeu* ; la portée des divers établissements financiers et industriels, toutes choses très-instructives sans doute pour le peuple et qui ont le mérite d'établir nettement l'*objet* révolutionnaire, ce que l'on n'avait jamais fait auparavant. C'est une bombe monstre jetée sur le pavé de Paris par la main de la Révolution ; mais comme œuvre littéraire, cela ne vaut pas la peine de vous en occuper.

Du reste, je ne possède pas d'exemplaires, et l'ouvrage est propriété des Garnier.

Vous me demandez ce que je pense de la situation. Elle est fort claire, à mon avis, mais je rencontre peu de gens qui veuillent la saisir.

L'origine de tout ce gâchis est comme vous savez, la question des *Saints-Lieux*. Or, qu'est-ce que la question des Saints-Lieux ? Une pensée exclusivement politique, anti-grecque, qui n'a d'importance que pour la papauté ; et qui a été suggérée à la cour des Tuileries par cette détestable influence cléricale qui est la lèpre de tout l'Occident.

On a voulu, en un mot, rendre à la papauté, aux latins, la protection du Saint-Sépulcre, ce qui, en un sens, veut dire la prépondérance sur l'Orient. C'était une conséquence de l'expédition de Rome, très-habilement tirée par les calotins du catholicisme. Pour cela, on s'est servi de la vanité impériale, de la niaiserie des Lavalette et des Drouyn de Lhuys ; car je veux bien supposer qu'ils ont agi sans connaissance et sans la moindre prévision.

Or, par cela même que la Porte accordait à l'Empe-

reur des Français le protectorat des Saints-Lieux, dont la Russie (représentant de l'Église grecque), avait joui seule auparavant, on diminuait de moitié l'influence du Tsar sur l'Orient, ou pour mieux dire, on la neutralisait. Une position partagée équivaut à néant. Tous les avantages de la Russie, qu'elle avait obtenus par la guerre et des traités, se trouvant donc compensés, étaient, de fait, je le répète, réduits à rien.

Les Grecs et le Tsar l'ont parfaitement senti et se sont plaints, comme on devait s'y attendre. On leur a répondu qu'ils avaient tort, ce qui est juste, au point de vue de nous autres occidentaux qui ne comprenons pas que le Tsar, ayant les mêmes droits que Napoléon, ne sait pas content; mais ce qui est souverainement inexact au point de vue de la position exclusive que la Porte avait faite à la Russie et que maintenant elle lui fait perdre.

Ceci bien compris, je vous suppose assez d'intelligence pour concevoir que si, dans une situation pareille, vous eussiez été le Tsar, souverain d'une nation de 70 millions d'âmes, ayant une armée de 800,000 hommes, vous n'eussiez pas souffert que la France vint exercer, à votre barbe et à propos de Saint-Sépulchre, une influence outrageuse pour vous sur l'Orient. Autant valait dire à la France : prenez la Syrie, ou la Bessarabie, ou la Pologne !...

Le Sultan n'a rien voulu entendre; a-t-il été excité par la France ou par l'Angleterre? Je l'ignore. Il semble, d'après ce que je sais des pensées du pouvoir, qu'on n'avait pas, aux Tuileries, compris la chose comme cela, et qu'on s'est trouvé engagé plus loin qu'on n'avait cru. De là les équivoques de la diplomatie et les oscillations des gouvernements. J'inclinai à penser

que les Tuileries avaient cherché cette guerre; ses actes, ses circulaires actuelles semblent prouver que non. Quel est le vrai? La suite l'apprendra.

Ce qui est certain, c'est que tout le monde paraît ébaubi de la situation; ce qui est plus certain encore, c'est que ni la Russie ni la France ne me semblent pouvoir honorablement reculer, et que si la lutte commence, il est à peu près inévitable qu'elle devienne générale. Dans ce cas, la guerre est *révolutionnaire*; on le sait aux Tuileries; on *accepte* la chance, et, si j'en crois mes renseignements, on ne serait même pas loin de se prononcer dans ce sens et d'offrir des gages à la Révolution!...

Dans cette perspective donc, nos affaires se présentent assez belles; et, malgré l'ostracisme qui m'écrase, j'en suis assez satisfait.

Maintenant, changeons l'hypothèse; admettons que la guerre s'éloigne et que la paix se rétablisse; la situation ne me paraîtra pas moins favorable.

La *fusion* est faite. Qu'est-ce que la fusion? Une compétition dynastique basée sur une *Charte constitutionnelle*. Or, si la paix se consolide, si Napoléon recule, déshonoré à tous les yeux, il ne peut tenir longtemps devant un PROGRAMME PARLEMENTAIRE; il faut qu'il tombe ou qu'il enchérisse sur l'offre constitutionnelle, c'est-à-dire qu'il appelle à lui la Révolution. C'est ce qu'on m'assure encore, que le gouvernement actuel est résolu de faire, l'expérience des deux dernières années lui ayant appris qu'il ne saurait tenir davantage dans ce *statu quo* du despotisme.

Ainsi, tandis que la guerre nous ouvre la perspective de la Révolution en Europe, la paix nous place entre la *Charte* et l'*Acte additionnel*; celui-ci accompli, comme

l'autre, en mémoire de la Révolution, avec rappel à la Révolution.

Que choisissez-vous ? Je vous connais trop anti-bonapartiste pour supposer que vous donniez la main à l'homme du 2 Décembre; vous vous abstenrez donc, ou vous irez aux Bourbons. Vous n'avez pas d'autre alternative; la République de 48 n'existe plus, elle est aussi bien anéantie que l'était en 1814 le Comité de salut public. Une seule chose reste debout qui ne connaît pas les hommes et se sert sans vergogne de tous les instruments ? C'est la Révolution. Eh bien ! le jour où Napoléon III nous offrira son *acte additionnel*, ce jour-là il sera la Révolution.

C'est désolant sans doute pour le cœur d'un pros-crit, c'est navrant. Ce grand coupable que nous avons tous voué à l'échafaud, *sacer esto*, trouvera infailliblement son salut, et qui plus est, son absolution, sa gloire, sa stabilité, en embrassant l'œuvre révolutionnaire, notre œuvre !... Que voulez-vous ? ainsi vont les affaires humaines. Je vous l'ai déjà dit, la Révolution est *impersonnelle*, et les masses savent unir, dans leur mystérieuse intelligence, Robespierre et l'empereur, la Vierge et Vénus, la liberté et la dictature.

Il ne nous reste, cher ami, qu'à nous résigner en stoïciens et accepter philosophiquement le bien que la force des choses nous envoie, alors même qu'on nous vole la gloire de le procurer. Je ne serai jamais, que je crois, le ministre, ni le commis de Bonaparte; je ne souhaite pour ma plume qu'un peu de liberté, afin d'achever d'importants et magnifiques travaux. Mais si, dans les conjectures que je vois surgir, la Révolution, que je sers seule, a besoin d'un coup d'épaulé; si, comme certaines réformes m'invitent à l'espérer,

le gouvernement impérial venait à autoriser la réapparition du *Peuple*, oh! alors vous pouvez compter sur mon énergique initiative. Je ferai de mon mieux pour ouvrir les écluses révolutionnaires, et quand je verrai voguer l'empire sur cet océan, avec des libéraux pour pilotes et un équipage fanatique, je me consolerais facilement des médisances et des ingratitude de notre vieille démocratie. Pauvre démocratie, monarchique jusqu'à la moelle des os, et qui n'a de la Révolution que les phrases théâtrales! Aussi ne m'a-t-elle jamais compris. Elle n'a pas compris que ce qui avait fait ma force, ce qui la ferait demain, s'il m'était permis d'écrire, c'est que je ne suis réellement pas un chef, ni un tribun, ni un personnage. Comme individu, je reste prolétaire, un homme de néant, impropre à la tribune, impropre au pouvoir, à toute espèce de *représentation*. Je suis la négation des *personnalités*, l'affirmation de la raison collective, *impersonnelle, anarchique*, invisible, le dernier terme de la Révolution.....

Je compte assez sur votre amitié, mon cher Madier-Montjau, pour croire que vous ne verrez en ceci que l'expression d'une idée philosophique, nullement un accès de misanthropie. Je ne hais personne, que les hypocrites. Je tâche de choisir mes amis, et je suis pour eux sans réserve. Je ne forme point d'Église; j'ai été mal à mon aise; j'ai rougi de moi chaque fois que j'ai cédé à la nécessité de paraître, tant bien que mal, en public. Maintenant le sacrifice est consommé; mon *entrée* est faite, et je peux à l'avenir garder l'incognito de mon individu, en continuant de servir la cause de mes pareils. Cette position me semble unique, admirable, et je ne la compromettrai plus, quelque occasion que les événements m'en fournissent.

Que me dites-vous de mes *prédictions* contre la guerre? Je ne sais de quoi vous voulez me parler. Je n'ai jamais fait de prédictions sur rien, mais bien des conjectures. Or, en fait de politique, d'histoire, vous devez savoir que la conjecture n'a de valeur que pour le jour où elle est faite; les circonstances changeant la conjecture de la veille se trouve naturellement annulée pour le lendemain. C'est comme à la Bourse, où vous voyez depuis six mois les fonds monter invariablement pour la paix et baisser pour la guerre, sans qu'on puisse dire pour cela qu'ils changent d'opinion.

J'ai tiré l'horoscope de Napoléon III, et j'ai dit que s'il suivait l'exemple de son oncle, il finirait comme son oncle. Je le crois encore.

J'ai cru ensuite que Napoléon désirait jouir en paix de sa fortune, et bien des raisons, qui subsistent toujours, qui chaque jour se relèvent avec plus d'énergie, m'autorisaient à le penser.

J'ai cru plus tard que ce même homme avait voulu, cherché, avec préméditation, un conflit; que la question d'Orient avait été une occasion et un prétexte saisi avec bonheur; je le croyais encore il y a quatre jours; et la dernière circulaire de Drouyn de L'huys, malgré la déplorable *imprévoyance* qu'elle accuse, ne m'avait pas fait changer d'avis.

Je doute maintenant que personne aux Tuileries ait eu, depuis un an, l'intelligence de la question. J'ai des motifs particuliers de penser, comme je vous l'ai dit, que l'on a agi sans *conscience*, et qu'on s'est engagé sans le vouloir. Dans trois jours peut-être mon opinion changera encore.

Mais ce qui reste invariable, c'est que la Révolution se montre de tous côtés impérieuse; que déjà, pour le

refouler, il faut, en France une nouvelle combinaison. il faut une nouvelle *restauration* soi-disant constitutionnelle, parlementaire et libérale... L'Empire est usé, comme la Constitution de 48 a été usée, comme le gouvernement provisoire et le vieux parti de la *Réforme* se sont usés. Tout cela est allé vite dans ce siècle de la vapeur! Donc, le dilemme se pose : ou un *acte additionnel* qui sera le pacte avoué entre l'Empire et la Révolution; ou une *Charte*, qui, en n'ayant l'air de n'être qu'une restauration dynastique, serait encore au fond, à peine de périr, une affirmation révolutionnaire. Je n'y vois pas de milieu.

Quant à la démocratie, je vous le répète, elle n'est pas en tour de rôle. Elle a péri par le formalisme de son principe (le suffrage universel), et par l'ignorance de sa réalité (la réforme économique). Pour que la démocratie revienne, il faut qu'elle se fasse révolutionnaire, non pas à la façon de M. Buchez, qui nous a donné les prêtres; ni à celle de Robespierre, le grand créateur de la centralisation et de la police, mais à la façon des fédérés de 89, des cordeliers de 93, de Cloutz, de Chaumette, de Cambon, de tous ces *désorganiseurs* du sacerdoce, du Capitole et de l'État !...

Écrivez-moi plus souvent.

Bonjour et bonne année.

P.-J. PROUDHON.



Paris, 10 janvier 1840.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher malade, j'ai eu de vos nouvelles tous les jours. Je sais que vous souffrez horriblement, et que vous ne pouvez recevoir personne. Faites mieux encore; fermez votre porte, en laissant à votre concierge une liste, très-courte, d'exceptions.

Surtout, n'allez pas prendre la nostalgie sur des souvenirs de famille, plus ou moins grossis et dénaturés par votre imagination. Appelez à vous les pensées de science et d'art, la philosophie et la politique, et bercez-vous mollement dans la Révolution. Je sais ce que c'est que souffrir, et c'est toujours avec les méditations les plus profondes que je trompe mon mal. Il se peut que ce travail du cerveau paralyse l'action médicale; aussi vous avouerai-je que la médecine ne m'a jamais procuré de soulagement. Mais, enfin, j'ai pu supporter le mal et j'ai guéri.

J'embrasse votre pauvre tête.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

*P.-S.* J'aurai bien des choses à vous dire quand vous irez mieux; mais cela peut se remettre. Courage donc!

Paris, 18 janvier 1854.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, je viens vous présenter, ainsi qu'à ces dames, mes compliments de bonne année et ceux de ma famille. Je serai heureux d'apprendre qu'elle a bien commencée pour vous, sous le rapport de la santé et des affaires, choses assez rares par le temps qui court. Est-on en santé, en effet, quand on est à la gêne, et la misère n'est-elle pas la pire des maladies ?...

L'année 1854 me semble décidément se présenter sous de fâcheux auspices. La cherté des subsistances est excessive, le commerce à Paris au plus bas, et la misère générale. La perspective de la guerre n'aide point du tout à la reprise, au contraire. Les journaux du gouvernement et de l'ex-république ont beau crier que le Tsar veut conquérir l'Europe et nous faire tous cosaques, on est assez peu touché de ces exagérations, et l'on se demande quel besoin avait notre ambassadeur, M. de Lavalette, d'aller, à propos du Saint-Sépulcre, emmancher cette question d'Orient et susciter cette guerre ? On se dit que l'empire français, obéissant à ses traditions, cherchait sans doute une occasion de

se signaler par des victoires; que l'Angleterre de son côté n'était point fâchée de pêcher, suivant son habitude, dans cette eau trouble, et d'agrandir son empire sur la Méditerranée, etc., etc., etc. On voit, au fond de tout cela, des sommes immenses dépensées, le despotisme consolidé, la liberté ajournée, la puissance des jésuites triomphante, et le pays, en fin de compte, un peu plus écrasé qu'auparavant. Il est vrai, pour tout vous dire, que les démocrates ne doutent point que la guerre ne devienne *révolutionnaire*, et qu'ils en attendent leur résurrection prochaine et infaillible. J'ai très-peur que ce ne soit une déception de plus pour eux et un remords.

A travers toutes ces péripéties, ma situation ne s'améliore point. Je suis toujours sous le coup de l'ostracisme littéraire dont je vous ai parlé; aucun imprimeur n'ose imprimer, aucun libraire débiter rien de moi. Je n'existe plus. — Si je cherche à me caser ensuite dans les affaires, je ne rencontre que répugnance et mauvais vouloir: il semble que je sois condamné, au milieu de la civilisation, à rester sans emploi et à mourir de faim par interdiction de travail !...

Il y a huit ou dix jours, le Ministre me faisait dire par un intermédiaire qu'on était décidé à me laisser écrire, mais que la situation était encore trop délicate, et qu'il fallait attendre !... Est-ce de l'eau bénite de cour? Pourquoi tromper, bernier un écrivain inoffensif, et réduit à l'impuissance?... J'attends, car je ne puis qu'attendre, et ne vois rien venir. L'autorisation de publier une Revue serait pour moi une vraie reconnaissance; mais personne ne croit que le gouvernement m'autorise, et je me vois ballotté entre l'espérance et la ruine.

Je suis en voie de transformation à peu près complète. Par la puissance du gouvernement et la volonté des jésuites, j'ai, comme écrivain, à peu près cessé d'exister. Mes publications sont retirées des étalages et rayées des catalogues; aucun libraire ne veut se charger d'éditer quoi que ce soit sorti de ma plume.

Ce qu'il y a de plus édifiant, c'est qu'au fond du cœur, tous les partis, même hostiles au gouvernement, même les *Rouges*, applaudissent, en sorte que je suis parfaitement fondé à dire, comme je l'ai fait dans une protestation au ministre, que l'Empire n'est autre chose qu'une coalition de tous les vieux partis contre la pensée de février, à ce titre le plus légitime des gouvernements.

Je me suis plaint de cet ostracisme, on m'a berné; j'ai demandé l'autorisation de publier une *Revue*, de jour, moi homme de 48, du même avantage que les *républicains* modérés, les *orléanistes*, les *légitimistes*, etc., qui tous, sous l'empire de Napoléon III, ont leurs journaux. On m'a donné de l'eau bénite de cour. Si bien que tout mon petit capital littéraire est anéanti, et qu'il ne m'est plus permis de vivre de mon travail!

J'ai rédigé déjà, pour le compte des frères Garnier, une brochure de pacotille, — comme un cordonnier fait une paire de bottes; — brochure anonyme bien entendu.

La police l'a vue, s'en est émue et a menacé; sans l'anonyme on parlait de me faire un procès. Je tâche donc de faire d'autres travaux, non plus pour les libraires, mais pour des amateurs qui me payeront, et de vivre ainsi au jour le jour du métier d'*écrivain public*. Si cela dure, je finirai par solliciter quelque part un emploi; mais il faut que le temps et quelques travaux utiles aient dûment fait oublier mon passé impardonnable : *Major est iniquitas mea quam ut ve-*

*niam mercar*, disait Cain. Si, du moins, je pouvais comme lui prendre ma marmaille et aller au fond de quelque vallée m'établir comme cultivateur! Mais toutes les places sont prises, même en Amérique, et je suis trop vieux pour me refaire laboureur!... Nous voilà à la guerre, et bien que notre folle démocratie s'en promette un prompt retour, j'y vois une nouvelle cause d'ajournement. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la situation pour s'en rendre compte. Quelles qu'aient été et que soient encore les intrigues diverses qui ont insensiblement amené le conflit, ce qui est certain, c'est que la Russie, héritière présomptive et pour la plus forte part de cet empire ottoman qui s'en va, ne pouvait pas permettre que, sous prétexte de protéger le Saint-Sépulcre la France vint lui contester cet héritage; que d'autre part, l'Angleterre menacée dans ses possessions de l'Inde et les relations avec l'Égypte, le golfe Persique, la Perse, etc., etc., par les progrès du tsar, ne pouvait pas non plus garder le *statu quo*, et qu'elle a besoin de conquérir dans la mer Noire un poste analogue à ceux qu'elle a dans la Méditerranée; c'est qu'enfin, la Prusse, l'Autriche, la Belgique, le Piémont, etc., etc., menacés d'une guerre *révolutionnaire*, ou s'empressent de se déclarer neutres, ou même se prononcent contre le tsar! Si bien que, tandis qu'en 1840, la France était hors du concert européen, aujourd'hui c'est la Russie! Comment, dans cette situation, la démocratie espérerait-elle une restauration?... La coalition des puissances est assez forte pour mettre à la raison, et le despote moscovite, et le jacobinisme européen. Qu'en dites-vous? Voilà notre position au clair, et pour n'être pas brûlés par les jésuites, il ne nous reste qu'à nous faire commis quelque part dans les chemins de fer.

Il me reste un traité avec un libraire pour une publication importante, qui pourrait me faire vivre cinq ou six ans.... Mais ce libraire est entravé par la police dans ses opérations; depuis le coup d'État, il a beaucoup dépensé et peu recueilli, et j'ai lieu de craindre qu'il ne puisse résister au régime que les jésuites font à la presse. Tout cela me tient dans une incertitude insupportable, et qui me trouble dans mon travail.

Voilà, mon cher Maurice, le résultat très-peu satisfaisant de ma situation. Il est impossible qu'elle se prolonge, et de façon ou d'autre il faut que j'en sorte. J'ai déjà fait quelques démarches; je les multiplierai, car il faut en finir.

Donnez-moi des nouvelles de votre famille et des quelques personnes dont la connaissance nous peut être commune. Que font MM. Plumey, Huguenet, Bichet, Nerix, etc.? Guillemin m'écrit quelquefois, et Mathey aussi. Je sais par eux les nouvelles de la place, quant aux affaires, mais c'est tout.

Avez-vous eu occasion de rencontrer le père Proudhon de Saint-Jean? Je lui ai écrit l'an passé pour le nouvel an; je lui ai écrit il y a quinze jours encore; je n'ai de réponse à aucune de mes lettres. Je sais que sa vue s'éteint et que sa main tremble; si je ne me trompe, il doit être dans sa 90<sup>m</sup>. Il était prêtre, et disait la messe avant 1789: or, on n'obtient pas la prêtrise avant 24 ans révolus. Comptez.

Ma femme présente ses hommages affectueux à M<sup>me</sup> Maurice et à sa fille.

Moi je vous embrasse tous de bon cœur, et suis votre dévoué.

P.-J. PROUDHON.

14 janvier 1834.

## A M. JOSEPH FERRARI

Mon cher Ferrari, vous avez toujours de l'esprit, et toujours un peu raison, mais pas tout à fait raison. Vous faites parler M. de Persigny, que vous n'avez jamais vu, comme si vous l'aviez vu, c'est-à-dire en vrai pantin ; à ce point de vue, le discours que vous lui prêtez est d'une vérité écrasante et l'argument invincible.

Mais vous oubliez une chose, c'est que dans la supposition à laquelle je m'abandonne parfois d'un recours à la Révolution de la part de nos gouvernants, je compte, non pas précisément sur leur sagesse et leur sincérité, mais sur une certaine divinité bien connue des stoïciens et des assureurs, le *fatum*, ou la force des choses. Que répondrait, je vous prie, votre M. de Persigny, si dégagé, si fendant, si leste, à cette petite harangue :

« Vous vous êtes comportés, dans cette affaire d'Orient, que vous avez soulevée sans vous en douter, comme de vrais écerclés ; et vous agissez en ce moment comme des gens en démente.

« La preuve que vous n'avez su ce que vous faisiez,

et que vous n'êtes point maîtres de vos résolutions, c'est que d'abord vous avez été surpris des réclamations de la Russie; c'est que vous avez cherché à lui donner toute satisfaction en ce qui touche votre protectorat; c'est qu'ensuite vous n'avez point prévu le désastre de Sinope; c'est qu'en ce moment vos flottes n'ont d'autre but que d'*empêcher une rencontre navale*; c'est qu'enfin vous ne savez où veut en venir la Russie, à laquelle vous prêtez absurdement, honteusement pour votre raison, le projet de conquérir l'Europe.

« La preuve, dis-je, que vous ne savez où vous en êtes, après avoir fait les matamores, c'est que vous ne faites rien, vous ne résolvez rien pour résister à cet ennemi qui vous porte sur le dos du Turc des coups terribles et irrémédiables.

« Eh bien ! sachez donc quelle est votre situation.

« Le tsar a déjà dissipé une armée turque entière; il tient Erzeroum; appuyé de la Perse qui fait marcher ses bandes sur trois lignes contre le sultan, et qui a *renvoyé* les ambassadeurs de la Porte et de l'Angleterre, il manœuvre pour s'emparer de l'Asie-Mineure et jette la Sublime-Porte dans l'archipel. L'objet de la guerre actuelle est le *Saint-Sépulcre*, c'est-à-dire l'influence sur l'Orient : eh bien ! le tsar met la main sur l'Orient. Qu'avez-vous à répondre à cela ? La Turquie enlevée en Asie, il faut qu'elle tombe sans coup férir en Europe. Y avez-vous pensé ?

« Vous avez provoqué des conférences nouvelles, mais il a été stipulé que *la guerre continuerait pendant ces conférences*, ce qui veut dire, qu'en attendant les négociations, la Russie aura tout le loisir d'exterminer l'armée d'Omer-Pacha et de chasser les Ottomans d'Europe comme d'Asie.



« Où sont vos soldats pour l'empêcher ? Envoyez donc une armée en Bulgarie ou chez les Bosniaques ? Allez donc mettre le siège devant Bucharest !... Vous vous livrez aux jésuites ; que les jésuites vous aident à cette heure. Le clergé russe a fourni 100 millions de francs au tsar ; le clergé catholique ne vous donnera pas un sou. Toute la race moscovite applaudit à son empereur, et vous, malgré les déclarations de vos chauffeurs de la *Presse*, du *Siccle*, etc. vous n'avez pas la sympathie du dernier pékin de la rue Saint-Denis.

En Russie, toute la population crie hurrah ! En France, nous grelottons de faim, de froid, de peur et de chômage.

La Russie, sans la Pologne et les provinces Moldo-Valaques, compte 60 millions d'habitants, avec ces provinces 70 millions, et, sur cette population, 95 % sont agricoles. Une population ainsi constituée ne craint pas la guerre. La France et l'Angleterre réunies ne comptent pas 60 millions d'habitants, et sur cette population, les 2/5, 40 % sont de misérables prolétaires, des commis, des fabricants, des boutiquiers, voués à la vie mercantile et industrielle.

La guerre vous tuera encore plus de monde dans vos villes sans commerce, que sur les champs de bataille. A cette heure même, les écus disparaissent, le numéraire diminue à la Banque, le portefeuille se remplit de valeurs qui ne se remboursant pas, se renouvellent sans cesse. La misère vous dévore, et, un de ces matins, on vous fera main-basse sur l'encaisse de la Banque de France.

« Alors on ne pensera plus aux cosaques, on criera *aux voleurs* ! et ce sera fait de vous.

« Oui-dà, nous savons que votre plan, si vous ne pouvez à la distance de 600 lieues atteindre le tsar, est de tomber sur son allié supposé l'Autriche. — Mais c'est là qu'on vous attend, misérables brigands que vous êtes. Ah ! vous aurez livré la Turquie votre alliée aux coups du tsar, pour avoir un prétexte de vous ruer sur l'Autriche !... Vous abandonnez le Saint-Sépulcre, l'Asie, la mer Noire, Constantinople, et le Danube pour la Lombardie et Naples ! Eh bien ! vous rencontrerez en Italie et sur le Rhin, non pas l'Autriche seule, mais le tsar que vous aurez fui et la Prusse, probablement encore l'Angleterre !... Alors vous invoquerez la Révolution qui, j'espère, commencera sa besogne par vous serrer le gorgéin. »

Oui, cher ami, si la *Revue* est autorisée, la Révolution est lancée de nouveau, et je vous réponds qu'elle fera payer cher son alliance à l'Empire, et si cette *Revue* n'est pas autorisée, eh bien ! la Révolution n'en tombera pas moins irritée sur l'empire et l'empereur, c'est ce que j'ai l'honneur de répondre à M. Campanella-Persigny.

Le déficit se creuse, la banqueroute fait partout d'affreuses razzias, le travail manque; le laboureur a faim, l'ouvrier est aux abois. On danse, il est vrai, aux Tuileries. Mais je calcule, que pour couvrir leurs dépenses en bâtisses, marine, artillerie, soldats, liste civile, etc., il leur faudrait cette année quelque chose comme *un milliard*, et au pays trois fois autant. — *Y sino no*, c'est-à-dire, sinon misère, ruine, dépopulation, démoralisation, déroute.

Je puis me tromper, il y a dans les nations des ressources inconnues, d'ailleurs, souffrir ne les empêche pas d'agir, et comme on ne porte jamais en ligne de

compte les morts et les blessés, — de même qu'aux échecs le vainqueur ne compte pas les pièces qu'il a perdues, — il *peut* arriver que dans dix ans, après d'affreux malheurs, la France glorieuse comme toujours, danse sur les cadavres de cinq ou six millions de créatures humaines crevées de désespoir.

C'est là un des côtés horribles de la politique humaine pour lesquels l'histoire n'aura jamais assez de flétrissures, et les Jacquess Clément, les Ravailac, les Morey, assez de machines infernales et de poignards. Si c'est là le raisonnement que vous tenez en réserve pour un de Persigny, je me confesse vaincu. Seulement, vous remarquerez que vous vous jugulez du même coup. **Malédiction ! c'est votre dernier mot ; à la bonne heure, il fallait commencer par là.**

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

21 janvier 1884.

## A M. JOSEPH FERRARI

Mon cher Ferrari, votre réplique de M. Persigny est un petit chef-d'œuvre de fanfaronnade qui achève de peindre le personnage et qui terminerait admirablement le quatrième acte d'une tragédie. Après ce morceau, il n'y a plus qu'à laisser tomber la toile et passer au dénouement, c'est-à-dire à la catastrophe.

C'est vous-même qui le dites, comme si, après avoir joué avec une verve si comique le rôle du néo-bonapartisme, vous n'aviez pu vous empêcher de le siffler le premier : *Ce sont les hommes de la fatalité, comme nous sommes ceux du libre arbitre.* Et où les mène suivant vous encore cette fatalité ? Au retour du socialisme, à la Révolution.

*Vous reviendrez*, me dites-vous d'un ton plus grave ; ce qui signifie que le *casse-cou* dans ce petit drame que nous jouons à nous deux n'est pas le rédacteur en espérance de la *Revue du Peuple*, c'est le désopilant ministre de M. Napoléon Junior.

Hélas ! je le sais comme vous, cher ami, nous reviendrons, et ce simulacre d'empire s'en ira, car nous

sommes les représentants de la liberté qui ronge le despotisme, comme la lime fine et mince qu'un enfant briserait dans ses doigts, coupe les colonnes de fer !

C'est pour cela que je me dis sans cesse que quoi qu'ils soient les vainqueurs et nous les vaincus, quoi qu'ils soient tout et nous rien, en dernier résultat nous sommes les plus forts, et que la raison des choses finira par triompher de la brutalité des choses. C'est pour cela que je ne puis renoncer jamais à l'espérance de voir ces hommes quitter leur besogne fatidique, pour prendre une conduite de réflexion et de calcul.

J'y serai trompé, sans doute, il y a mille raisons pour que je le sois, et je les connais si bien, ces raisons, que la déception qui m'attend ne me surprendra point. Je veux être trompé; telle est la conscience que j'ai de mon propre principe que je me reprocherais de ne le pas vouloir. Et en cela je vous trouve aussi d'accord avec moi, tant il est vrai que cet esprit satanique, que vous aimez à faire augmenter contre mes espérances, ne peut étouffer, en vous le sentiment vrai des situations et l'intelligence pratique des affaires.

Après avoir lu, en effet, votre dernière page et ces amoureuses aspirations pour l'affranchissement de votre chère Italie, j'ai eu un moment l'idée de vous rendre, comme on dit, la monnaie de votre pièce, en vous montrant à mon tour sur quels misérables gages vous avez hypothéqué vos patriotiques espérances. Mais à quoi bon ! N'aurais-je pas dû finir à mon tour par vous dire : vous reviendrez, l'Italie sera délivrée un jour; ce qui se passe en ce moment n'est que le dernier coup de tric-trac de cette fatalité qui nous opprime tous et que vous croyez en ce moment servir vos intérêts ? Nos cœurs, en caressant des espérances différentes et, à mon avis,

également illusoire, sont donc à l'unisson ; pourquoi, lorsque vous criez avec un si noble transport : *Italiam ! Italiam !* me défendez-vous de répondre à votre antienne par cette autre : *Galliam ! Galliam !* Continuez à me faire de l'algèbre historique, mais permettez-moi de vous servir à mon tour mon arithmétique financière et commerciale.

La baisse de ces deux jours me dit de nouveau que l'Occident ne marche qu'à contre-cœur dans cette guerre contre le tsar. Ni le sentiment, ni l'idée, — c'est-à-dire la Bourse, qui le déclare malgré la fameuse de vos journaux — ne sont ici pour les alliés du sultan. Et l'histoire prouve que la Bourse a raison, en dépit de nos hallucinations cagotes et jacobiniques.

Cette nuit, j'ai rêvé que les Russes étaient entrés à Constantinople, et, me réveillant là-dessus, je me suis dit : Bravo ! cela doit être et cela sera. Il faut que le Turc soit enfin chassé de l'Europe ; il est dérisoire, impie de penser à faire entrer ces barbares dans le *système européen*. Aussi bien, il y a là, sous le croissant, des nations opprimées qui demandent à *revenir* et qui ne sauraient attendre les convenances des diplomates de l'Occident. La Grèce crie par tous ses organes : *Hors d'ici le Tatar !* et la race slave tout entière se lève pour l'expulser. Ne sont-ce pas les Hongrois et les Slaves qui ont arrêté déjà les progrès des Turcs, les Huniady, les Sobieski ? N'est-ce donc point une mission historique que poursuit le tsar ? Et quand la flotte anglo-française le menace, cela ne vous paraît-il pas une apostasie ? Notre politique devrait être de laisser tout doucement s'accomplir cette inévitable réparation, en y prenant notre part d'influence et nos places de sûreté ; nous ne savons que nous mettre à la remorque

de l'Angleterre, de l'exploiteur des nations et des mers. Nous en serons châtiés, et ce sera justice ; le châtement est déjà commencé. Tandis que la Russie et l'Angleterre luttent, la première pour le triomphe définitif de la civilisation, la seconde pour le trafic du globe, la France, stupide comparse, va combattre pour une relique, le Saint-Sépulcre !... De quelque manière que finisse la lutte, nous serons les *Sosies* de la pièce. Un si grand honneur mérite bien que nous y dépensions 800 millions et 100 mille hommes !...

Comment vous, spectateur si calme, ne voyez-vous pas qu'en ce moment le beau rôle est véritablement au tsar et qu'il le remplit avec autant d'énergie que d'intelligence ? Il a parfaitement vu que son influence en Orient était minée, et il a déclaré de suite qu'il ne le souffrirait pas. Tout aussitôt il a pris des gages, deux provinces, quatre millions d'hommes. Il fanatise peuple, noblesse, clergé ; il crée des armées énormes et va droit à son but, sans s'inquiéter des crialleries de nos pékins. De ce côté-ci, on marche à tâtons ; on a commencé par dire que l'on ne regarderait pas comme *cas de guerre* l'occupation des Principautés ; on parlemente, on négocie, on dit carrément qu'on n'a pas peur, quand la Bourse donne chaque jour les plus outrageux démentis ; on pleure sur le désastre de Sinope, *qu'on n'avait pas prévu* ; on attend un mois encore pour entrer dans la mer Noire, puis on envoie une signification moitié impertinente, moitié timide à l'amiral de Sébastopol, pour lui dire qu'on ne veut qu'empêcher une rencontre, tant on a réellement peur de sacrifier dans une victoire navale inutile, et d'ailleurs problématique, ces beaux navires de 90, 100 et 120 canons !... Dame ! c'est que chaque coup de canon revient à 15 francs, chaque

vaisseau de guerre coûte plusieurs millions, et l'on sait compter en Angleterre !...

Aujourd'hui, les défaites des Turcs en Asie sont *confirmées* ; l'affaire de Citale, qui a duré trois jours et pour laquelle déjà on chantait victoire, se réduit à une attaque *impuissante* de 18,000 Turcs contre 6 à 10,000 Russes, etc. Il paraît que l'amiral Nachimow, qu'on s'attendait à tenir bloqué dans Sébastopol, est sorti bravement avec quarante vaisseaux, prêt à faire payer cher aux flottes alliées l'avantage de croiser librement dans la mer Noire. L'idée d'une rencontre a déjà fait frissonner les esprits à Constantinople, aussi bien qu'à Paris et à Londres ! Tant nous avons le cœur à la chose !...

Cependant, que faisons-nous ? A Paris, nous donnons des bals parés, masqués, musqués, costumés ; à Constantinople, notre ambassadeur Baraguey-d'Hilliers, ancien président de la rue de Poitiers, n'est occupé qu'à éteuffer les manifestations des patriotes musulmans. Les dernières chances que nous avons d'occuper l'Italie ou le Rhin s'éloignent tous les jours avec le progrès des Russes et l'immobilité de l'Autriche ; pendant que la Bourse proteste chaque jour *systématiquement*, c'est le *Journal des Débats* qui le dit, contre la guerre, voici la duchesse d'Orléans qui parle du DROIT de ses fils à la couronne de France !

Il est vrai que l'*authenticité* de la lettre est démentie ; mais qu'importe, si le fond est vrai et répond aux sentiments de la princesse comme à ceux des bourgeois !

Pauvre M. de Persigny ! Pauvre, pauvre empereur ! Engagé dans une entreprise jésuitique à la suite de la moderne Carthage, entouré par la trahison, incapable de rompre le charme funeste qu'a jeté sur lui la réac-



tion dont il est l'aveugle instrument. Ah ! malheureux singe d'une destinée que vous n'avez jamais comprise, je vous vois déjà revenu de Moscou et de Leipzig. Dépêchez-vous de lancer votre *acte additionnel*, car je vous le prédis, si vous vous laissez mettre à l'île d'Elbe, vous n'en reviendrez jamais.

Bonjour, cher ami.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 1<sup>er</sup> février 1834.

A M. JOSEPH FERRARI

Mon cher Ferrari, nous sommes d'accord sur la fatalité qui entraîne l'empire, d'autant plus d'accord, qu'en dernière analyse, vos lettres ne sont qu'une paraphrase de votre brochure italienne sur le coup d'État, comme les miennes ne sont qu'une inspiration de ma brochure française sur le même événement.

Notre pensée à tous deux est que le coup d'État fait contre la Révolution au dedans, est par là même condamné à périr après avoir provoqué sur tous les points de l'Europe cette même Révolution, à moins que, sortant de son rôle fatidique, il ne se décide à agir enfin en vertu de la science et du libre arbitre, c'est-à-dire à se faire lui-même l'organe de la Révolution.

Je dis qu'il le pourrait s'il voulait, — vous ne l'espérez pas ; — j'ajoute qu'il y sera forcé ; vous répliquez qu'il se montrera jusqu'au bout réfractaire : voilà toute la différence qu'il y a entre nous.

Maintenant, changeant de thèse, vous posez pour la *Revue du Peuple* et sa rédaction la question de convenance et d'opportunité, et vous concluez encore, qu'en l'état des choses, alors même que l'autorisation nous

serait donnée, si le gouvernement ne se déclarait pas explicitement révolutionnaire, la Revue serait inutile ou plutôt impossible.

Sur ce point, je crois encore que l'insécurité serait beaucoup moindre que vous me semblez craindre; mais enfin, je reconnais qu'il y aurait à prendre des garanties et des précautions, ce qui, comme vous voyez, rend votre manière de voir aussi unanime qu'elle le peut être.

J'ai lu hier le discours de Victoria. La déclaration de guerre s'y trouve en propres mots, et la conséquence immédiatement avouée : demande de subsides en hommes et en argent. Voici donc le drame qui commence, et, jusqu'à nouvel ordre, je ne vois rien pour nous à entreprendre.

En ce moment, la situation peut paraître excellente pour le gouvernement impérial et la question suffisamment éclaircie par les faits.

De même que le tsar ne pouvait, à mon avis, laisser partager son influence sur l'Orient, et la France poser des prétentions à l'héritage de la Turquie, de même l'Angleterre ne pouvait non plus souffrir cette menace du souverain moscovite qui, s'emparant de la mer Noire, du Caucase, du Thibet, de Constantinople et des Balkans, met en péril toute l'existence de l'Angleterre. Voilà, au fond, ce que signifie cette question du protectorat et des Lieux-Saints. L'Angleterre veut donc une *position* et des *garanties* dans la mer Noire; la France en demande en Syrie et partout où il vous plaira. La Turquie, enveloppée par ses alliés, ne fait que changer de suzerain; à vrai dire, elle n'existe plus.

Jusqu'ici, la Révolution n'est point en jeu, et il semble que la guerre, comme nous l'avons dit maintes fois,

moins, bien entendu, que les conditions actuelles ne viennent à changer. C'est l'intérêt du salut commun qui pousse les gouvernements à s'unir contre le tsar, moins à cause de lui qu'à cause de la *Revolution*. La question ainsi posée, la solution ne peut être douteuse. Le tsar et les révolutionnaires seront battus. Mais cette alliance se formera-t-elle? C'est là le hic!

Je vous remercie bien sincèrement de vos offres cordiales. Je n'ai pas besoin, je travaille, je noue les deux bouts; et puis, pour tout dire, nous ne dépensons pas plus que je ne gagne. J'ai payé les frais du procès Tubergue, aimant mieux laisser tomber cela et souffrir une iniquité de plus que de m'exposer à une perte de 1,000 fr. Je ne suis pas assez riche pour me donner le plaisir de la Cassation.

Bonjour à ces dames; ma femme se recommande à leur bon souvenir.

Je vous serre la main, cher ami, et suis tout votre

P.-J. PROUDHON.

Paris, 25 février 1854.

## A M. JOSEPH FERRARI

Mon cher Ferrari, je n'ai pu assister à votre soirée de jeudi, pour divers empêchements, tous plus insurmontables les uns que les autres. Je l'ai regretté, car j'aurais eu besoin, cette fois ou jamais, des révélations de votre génie Persignyforme.

Que dites-vous de l'article du *Moniteur* de mercredi 22 courant. Espérez-vous encore quelque chose pour votre chère Italie, du rival de Nicolas? Pour moi, voici ce que m'apprennent mes chiffres boursicoocrates.

14 février. — Publication de la lettre de Napoléon à Nicolas. — Elle est accueillie par une baisse de 1 fr. 20.

15. — Nouvelle baisse de 45 centimes. Tant cette magnanime épître semblait rassurante à monseigneur le Capital!...

16 et 17. — Baisse encore de 35 centimes pour l'amour de l'équilibre européen. L'*Univers* écrit que le tsar fait cause commune avec tous les révolutionnaires de l'Europe : Point du tout, dit le *Charivari*, les révolutionnaires sont derrière Napoléon. Révolution par ci, révolution par là! Tout cela ne sent pas bon, dit le Capital.

18. — Stagnation de la Bourse. On se demande si la

guerre sera révolutionnaire ou non, et de quel côté sera la révolution ?

20. — Le *Moniteur* annonce que le tsar a rejeté les propositions de Napoléon, et que l'empereur des Français compte sur le *patriotisme* du *pays* et les *sympathies* de la Prusse et de l'Autriche.

Baisse de 2 francs pour le patriotisme et les sympathies... On se dit partout que si seulement l'Autriche garde une neutralité absolue, Bonaparte est impuissant, et que la dégringolade commence.

21. — Le bruit se répand que l'Autriche et la Prusse, effrayées de la Révolution, se montrent favorables à l'alliance anglo-française. C'est une solution, se dit le Capital. Si l'on parvenait à former une sainte alliance à la fois contre la Révolution et contre le Tsar, nous serions sauvés : *Ni républicains ni Cosaques* ! Hausse de 40 centimes.

22. — Les nouvelles de l'Autriche continuent à être favorables. En même temps, le gouvernement impérial brûle ses vaisseaux et rompt sans retour avec la pensée révolutionnaire. Publication de l'article susdit du *Moniteur*. Hausse de 20 centimes.

Le 23, nouvelle hausse de 30 centimes, et, le 24, hausse encore encore de 20 centimes.

Nous (en sommes là. Comprenez-vous le tour de main ? Hier, le *Journal des Débats*, le lâche et infâme journal, rompait sa première lame contre la Russie. Le sens de l'article était : rallions-nous à l'Autriche ; c'est là qu'est le salut ! Le tsar a tort, malgré tout ce que nous avons dit pour sa défense, puisqu'il a réveillé les espérances de la Révolution !...

...Il y a quelques jours, M. Monnier est allé faire une visite à M. Collet-Meygret au ministère de l'intérieur,

afin de savoir à quoi s'en tenir sur ma demande d'autorisation pour une Revue. Collet-Meygret était tout déconcerté de l'article de mercredi 22, il assurait que lui et M. de Persigny avaient fait tous leurs efforts pour en empêcher la publication. Rien n'a pu triompher de l'obstination de l'Empereur. C'est lui qui est l'auteur de cet article qui, je veux le croire, lui conquerra l'alliance de l'Autriche (??), mais qui le livre désormais sans défense à cette sainte alliance nouvelle et lui ôte tout recours éventuel auprès des démocrates. C'est fini, nous sommes le petit-fils de Louis XV, non le neveu du grand Empereur; quel dommage que nous ayons épousé notre bien-aimée Eugénie! C'est à ce coup que nous aurions une archiduchesse!...

Guerre impériale, conservatrice, capitaliste, catholique, anti démocratique, anti nationaliste, anti-grecque; telle est désormais la guerre de l'Orient!

Et la nationalité italienne?

Et la nationalité hongroise?

Et la nationalité polonaise?

Et la nationalité des chrétiens derbes, bulgares, roumains, épirotes?...

Ces nationalités, mon cher ami, elles peuvent attendre, attendre encore!... Ce n'est pas pour les nationalités que *le boudin grille!* dit la marseillaise de la Courtille et des Tuileries.

A propos, j'entends dire que l'on a fait hier mille à douze cents arrestations à la Bastille! Je n'attendais pas moins de la sottise démocratique et jacobine. Il leur faut des promenades militaires, des démonstrations! Après avoir applaudi à la guerre contre le tsar, les voilà qui, sans s'en apercevoir, vont faire cause commune avec les Cosaques! Choisir un pareil moment

pour se *prononcer* ! En vérité, c'est vouloir se faire fusiller comme espions de l'étranger et traitres à la patrie !... eux qui ont tant déclamé contre les Bourbons revenus dans les fourgons des Cosaques !... Démagogues !... Et puis fournir un pareil argument à la formation de la Sainte-Alliance nouvelle !...

Mon cher Ferrari, la Révolution s'accomplit par une route nouvelle. Laissez s'opérer cette coalition d'un nouveau genre, si faire se peut, laissez battre le Cosaque et rogner les griffes de S. M. le Tsar ; laissez les puissances *protectrices* inféoder la pauvre Turquie à la civilisation d'Occident, et bientôt vous verrez l'essor que prendra le principe économique qui régente en ce moment l'univers, qui, n'ayant pas pu empêcher le conflit d'éclater en Orient, prie du moins : Napoléon de lui rendre hommage, en se déclarant conservateur ; l'Autriche, de s'allier avec Napoléon ; toute l'Allemagne d'entrer dans ce mouvement, et qui frappera le tsar d'un coup irréparable, s'il ne se hâte de faire, le plus honorablement qu'il pourra, sa soumission. C'est une très-curieuse péripétie, que celle à laquelle nous assistons ; il ne s'en est pas encore vu de pareille dans l'histoire. Elle prouve déjà combien sont étrangers à leur siècle les hommes qui n'ont su que l'agiter en 1848... (Tout ceci, bien entendu, dans l'hypothèse impériale de l'alliance universelle contre les Cosaques et la Révolution, car si ce n'est qu'un leurre !... *sacer esto!*)

Bonjour, et à bientôt.

P.-J. PROUDHON.

P. S. Hier, samedi, nouvelle hausse de 25 cent. La Bourse joue en désespérée l'alliance ou la mort. Addi-



tionnez toutes ces hausses des 21, 22, 23, 24 et 25, ajoutez la somme à la baisse du 20 et jours précédents. et vous aurez, avec la véritable expression de la Bourse, le taux auquel elle descendra, si la Sainte-Alliance bonapartiste vient à rater. Nous tombons d'emblée à 64.50, pour ne plus nous arrêter qu'à 30 !... Alors l'Empire saute !

Paris, 26 février 1854.

A M. TRUCHE

Mon cher monsieur Truche, il faut que vous soyez bien mal renseigné sur mon compte, pour croire que ma sollicitation puisse vous être de quelque utilité dans l'affaire de votre embarcadère, et que j'aurais, si je voulais, le crédit de faire réussir votre réclamation. Détrompez-vous, je suis le dernier homme que vous devez charger d'une pareille commission; il suffirait même que je m'en mêlasse pour faire perdre aussitôt votre procès. Peut-être avez-vous entendu dire que j'avais autrefois fait des démarches, au nom d'une compagnie, pour la concession de Besançon à Mulhouse. Cette compagnie offrait au gouvernement des avantages comme il n'en avait jamais rencontré; eh bien ! une des causes qui ont fait échouer cette compagnie, ç'a été mon malheureux ministère. Cela est si notoire que mes meilleurs amis refusent aujourd'hui d'employer mes services et me tiennent à distance, de crainte que je ne leur porte malheur.

Quelle est donc cet antagonisme qui désole notre vieille cité et met aux prises le canton nord et le canton sud ? A Besançon, comme partout, on se méprend sur

l'influence des chemins de fer et la nature de leurs services; de là, les erreurs de la spéculation et les mécomptes des localités. On s'imagine que l'on ne sera jamais assez près du rail et que si l'on n'a l'embarcadère à sa porte on n'a rien. Pour cette ridicule satisfaction on sacrifie les plus graves intérêts. La rivalité s'en mêle, et ce qui devrait être décidé par des considérations d'utilité publique, est tranché par les *influences*. C'est ce qui arrivera à Besançon tout à l'heure, si j'en crois les appréhensions que me manifeste votre lettre.

J'ignore sur quels motifs se fonde le canton sud pour faire établir le débarcadère à la Mouillère, à la sortie d'un tunnel partant de la plaine Saint-Ferjeux. Peut-être y en a-t-il de plausibles que vous ne me dites point et que je ne peux d'ici prévoir. Mais il me semble, à vue d'oiseau, que l'unique avantage qu'il puisse se promettre de ce système est une insignifiante économie de camionnage et d'omnibus, en échange de laquelle le canton nord tout entier serait séquestré et mis en dehors du mouvement (à moins cependant que l'on n'ouvre une nouvelle porte dans les remparts du Petit-Battant, ce qui ne servirait guère). Or, l'embarcadère établi à la Mouillère, il est difficile de ne pas en établir un autre aux environs de Saint-Ferjeux, pour le service des populations d'Avaune, Château-Farine, etc., qu'on ne peut raisonnablement contraindre d'aller s'embarquer à la Mouillère. Cela étant, une chose ne peut manquer d'arriver : c'est que le canton nord peu à peu se dégarnira, et qu'il se formera à Saint-Ferjeux, en dehors de l'octroi, un lieu d'entrepôt, un faubourg qui fera le plus grand tort à la ville. Comment ne voit-on pas cela? Comment le canton sud ne comprend-il pas qu'il a un égal intérêt à entretenir la vie industrielle

dans le canton sud, et, dans ce but, à éviter autant que possible l'établissement d'un embarcadère dans un rayon de deux ou trois, au plus, kilomètres ? Pour atteindre ce but il n'y a qu'un moyen, c'est de placer l'embarcadère quelque part entre les routes d'Arènes et de Palante, si on ne le peut établir même au fort Griffon.

Le résultat des chemins de fer, c'est, en général, de désagréger les populations; de créer la vie industrielle dans les campagnes aux dépens des villes, et de diminuer la prépondérance des centres. Cela arrivera pour Besançon comme pour tous les pays ; les embarcadères de Thyse et de Serre, Tranois ou Saint-Vist attireront peu à peu les habitants, fatigués de la cherté des villes et trouvant sur la ligne de fer tous les avantages qu'on ne rencontrait autrefois que dans les entrepôts. Faut-il donc, par un embarcadère à la Mouillère et un autre à Saint-Ferjeux, porter le dernier coup à la cité?...

Voilà, mon cher monsieur, les réflexions qu'à fait naître dans mon esprit votre lettre. Je regrette encore une fois de ne pouvoir vous obliger en cette circonstance et de n'avoir à vous offrir que des considérations peut-être sans fondement. Mais j'espère que l'intérêt de la compagnie, l'intervention du génie militaire et le bon sens public finiront par vous donner gain de cause. Je ne connais pas d'influence qui puisse rompre un pareil faisceau.

Je suis, mon cher monsieur Truche, votre tout dévoué compatriote et ami.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 26 février 1854.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, nous avons profité de votre billet pour aller voir *l'Honneur et l'Argent*, que je ne connaissais point encore, et je vous remercie de l'agréable soirée que vous nous avez procurée. J'en remercie également la personne qui nous a valu ce billet, et vous prie, s'il y a lieu, de lui en témoigner ma reconnaissance.

J'ai trouvé de belles choses dans la pièce de M. Ponsard ; j'aime sa facture poétique, sa période carrée, son style géométrique et parfois cornélien. Je crois que M. Ponsard, s'il veut, peut s'élever bien au delà de ce qu'il a produit. Je ne suis pas aussi satisfait de la conception du drame et des personnages. Son jeune Georges est un garçon de la *petite vertu*, et qui, après avoir misérablement sombré sous le coup de vent du malheur, finit par recevoir la récompense du dégoût que lui inspire une vieille fille qui, après tout, valait mieux que lui. Cette vieille fille, ainsi que Rodolphe, sont les vrais héros de ce drame en vers où, en définitive, l'argent triomphe et l'honneur est enfoncé. J'ai trouvé aussi que le rôle du banquier, le père des deux

jeunes filles, tournait trop à la caricature, chose d'autant plus malheureuse que ce banquier est parfaitement dans son droit, je dirai même dans son devoir, quand il refuse sa fille à un rapin ruiné. J'ajoute que la conduite de Georges vis-à-vis de la jeune fille qu'il aime et qu'il accable de reproches, est indécente, injuste, et, disons le mot, lâche. Un vrai honnête homme aurait été le premier à dire : Je suis pauvre, Lucile ; je ne vous épouse plus !...

M. Ponsard, que je n'en prise pas moins pour ces critiques, me paraît avoir son énergie dans la tête et pas assez dans ses principes. Je voudrais qu'il refit sa pièce sur ces données.

Parlons d'autre chose.

Il y a longtemps que je me méfie de cette question d'Orient où je n'ai vu jusqu'ici que l'orgueil bonapartiste qui l'a soulevée, puis les intrigues diverses qui l'ont entretenue et qui ont essayé de populariser, par tous les prétextes, une guerre avec les Cosaques. Tout cela me semblait mesquin, me rappelait la guerre de *sept ans*, fruit d'une intrigue de cour, et où M<sup>me</sup> de Pompadour joua le premier rôle ; bref, je souffrais de voir démocrates, réfugiés, proscrits appuyer de leurs vœux, de leurs illusions la politique des Tuileries.

Maintenant la situation paraît dans sa nudité. L'article du *Moniteur* du 22 février doit avoir dessillé les yeux des plus confiants. Napoléon III se déclare chef d'une Sainte-Alliance contre la Révolution, contre les espérances des peuples aussi bien que contre le tsar ! Napoléon III vient de brûler ses vaisseaux et de déchirer sa dernière carte, la plus précieuse, sa carte révolutionnaire. Sans doute, si cette Sainte-Alliance se formait, si l'Autriche y mettait 50,000 hommes, si du

moins elle nous offrait le passage par Vienne et le Danube ; si la Prusse et la Confédération germanique envoyaient 100,000 soldats ; si, si, si..., sans doute, dis-je, Napoléon aurait la chance de perpétuer, avec son despotisme, la compression qu'il fait peser sur l'Europe.

Mais qui ne voit que ce plan gigantesque est une pure chimère ! Napoléon a menacé les puissances *d'une guerre révolutionnaire* ; cette menace les rallie momentanément, ou plutôt les intimide ; mais elle leur reste comme une haine secrète. On se neutralisera, on promettra, on ne fera rien ; et les prétextes abondent pour ne rien faire. Devant l'insurrection grecque, qui gagne du terrain, l'Autriche a assez à faire de se garder elle-même : tous les autres en feront autant. La France reste donc seule avec l'Angleterre, qui offre 20,000 hommes : 20,000 et 50,000 = 70,000 ; ce n'est plus suffisant pour réprimer à la fois l'insurrection des peuples et arrêter le mouvement russe...

L'inclination de l'homme l'a emporté sur la raison des choses ; Bonaparte a trahi son vrai principe ; je le regarde comme perdu, et déjà il faut qu'il se prépare à *l'abdication*. Je ne vois plus que ce moyen de sauver l'honneur et la fortune des Bonaparte. Il faut que ce mot se dise d'abord confidentiellement, puisqu'il circule, puisqu'il s'avoue tout haut, et que *l'Empire finisse* ! Napoléon III s'est placé dans la même situation que Charles X et Louis-Philippe ; s'il a quelque souci de sa famille et de son nom, qu'il n'attende pas au dernier moment. Qu'il parte, et qu'avec son cousin, à qui il laissera *légalement* son pouvoir, recommence l'ÈRE RÉPUBLICAINE.

Je ne comprends pas Girardin ; je pardonnais à son

1834

A M<sup>lle</sup> MARIE EDMOND

Ma bonne Marie, j'ai été bien content de ta jolie lettre, et Catherine, à qui je l'ai fait voir, est bien heureuse de ton invitation. Elle aurait bien voulu pouvoir la lire et encore plus y répondre. Elle trouve merveilleux qu'une jeune fille de huit ans sache écrire de si jolies choses.

Moi, ma bonne Marie, je te ferai, en qualité d'ami, une observation. Le commencement de ta lettre est beaucoup mieux écrit que la fin ; ce qui prouve que tu es impatiente, et que tu ne sais pas conduire ta jolie tête et ta petite main. Tâche de devenir ta maîtresse, et je te le prédis, moi qui suis ton cher ami, tu sauras un jour faire prévaloir ta volonté dans des choses autrement sérieuses.

Ton vieux et affectionné,

P.-J. PROUDHON.



## APPENDICE

---

Paris, 4 mai 1848.

A M. DELARAGEAZ

Monsieur Delarageaz, j'ai reçu vos deux lettres, dont l'une du 3 avril 1846. Je ne puis répondre en détail à toutes les questions que vous me faites et auxquelles, du reste, vous trouverez réponse dans les opuscules que je viens de vous faire adresser, ainsi que dans les numéros du *Représentant du Peuple*.

Toutes les questions politiques et économiques dépendent, comme vous verrez, de la question fondamentale de la circulation et de l'échange, laquelle se résout par la loi de *réciprocité*, qui est elle-même le côté positif de la loi (négative) de contradiction.

Ainsi, sauf la variété (infinie) des applications, la loi

est la même pour tous les pays ; ce que nous allons faire en France sera imité par toute l'Europe, et dans un temps fort court. L'Europe réformée au point de vue économique, la vieille politique est anéantie, la guerre impossible ; l'égalité, au contraire, seule possible.

Ne vous préoccupez pas trop des menées de vos dévots et de vos conservateurs. Tant que la société souffre, ils ont pour eux l'argument d'insuccès ; mais si une fois l'ordre économique est trouvé, les vieilles superstitions, les vieux préjugés, le privilège sont à bas.

Appliquez-vous donc aux réformes économiques. La France se débat en ce moment dans sa vieille idéologie politique, mais c'est pour la dernière fois. L'organisation s'élabore ; bientôt elle apparaîtra radieuse ; le prolétaire sera affranchi, le riche rassuré, et tout sera dit. L'humanité n'aura plus qu'à poursuivre en paix son œuvre d'artiste.

Conformément à votre invitation, je fais traite sur M. Michaud, de Lausanne, à *vue*, de la somme de 70 francs, montant des ventes faites par lui, et dont je vous serai infiniment obligé de soigner le paiement.

Je fais aussi traite sur vous de la somme de 33 fr. 75, à *vue*, montant de divers articles que vous m'avez demandés. Au lieu de trois exemplaires de la première livraison, j'en ai fait mettre six. Ayez la bonté de distribuer les trois autres comme prospectus aux personnes à qui vous jugerez que cette communication puisse faire plaisir.

Pressé par le travail, par les événements, mais surtout par la situation la plus redoutable où se soit jamais trouvé un pays, je ne puis, monsieur, malgré

tout mon désir, vous entretenir plus longtemps, mais ma pensée est avec vous ; d'ailleurs, vous recevrez le *Représentant du Peuple*, vous pourrez me lire tous les jours. Vous y verrez successivement développée toute ma solution.

Je vous salue avec amitié.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 4 juin 1849.

A M. DELARAGEAZ

Monsieur Delarageaz, j'ai reçu, il y a déjà quelque temps, une lettre de vous que j'ai égarée dans mes immenses tracas et mes fréquentes pérégrinations, et dont je ne me rappelle plus le contenu. Mais il ne tiendrait peut-être qu'à vous que nous nous entretenions bientôt face à face et de vive voix; il faudrait pour cela répondre courrier par courrier à mes questions.

Puis-je, avec un passeport pseudonyme et votre recommandation, aller à Lausanne sans danger d'y être inquiété, et de Lausanne à Genève où je voudrais fixer ma résidence ?

J'ai le désir très-vif d'utiliser le temps de mon exil à visiter votre chère Suisse; mais je voudrais n'y être ni espionné, ni mal vu, et je crois que le meilleur moyen est d'y garder l'incognito.

En un mot, dites-moi si et comment je puis arriver à Lausanne sans danger et en me réclamant de vous. La Suisse me sera-t-elle inhospitalière comme la Belgique, où je serais forcé de vivre caché comme je le ferais en France. Vos états de Genève, Neuchâtel,

Lausanne, etc., m'ordonneront-ils, si je suis découvert, de vider le territoire sous vingt-quatre heures. Où irais-je une fois que je serais en Suisse. Ce n'est pas le Piémont ni la Prusse qui me recevraient, et je ne me soucie point de passer la Manche. D'ailleurs, l'Angleterre elle-même se met, à la requête des princes, à tourmenter les réfugiés.

De grâce, un mot de réponse, s'il vous plaît, et, à moins qu'une amnistie, sur laquelle je ne compte pas, ne me rende à la liberté, je serai bientôt vers vous. Qui sait d'ailleurs ? même en cas d'amnistie, j'irais encore vous voir ; j'ai besoin d'aller un peu me rafraîchir au pays. La Franche-Comté me rappelle, et nécessairement je passerai par chez vous.

Permettez-moi donc, cher citoyen, de compter sur cette nouvelle marque de votre obligeance : les malades, les prisonniers et les exilés sont naturellement impatients, et vous ne voudrez pas me faire languir.

Je vous écris de la frontière belge ; une lettre sera jetée à la boîte de Paris. Adressez-moi votre réponse sous enveloppe à l'adresse de M. Guillemin, au bureau du *Peuple*, rue Coq-Héron, 3, à Paris.

Je vous serre la main, et suis votre tout dévoué et obligé,

P.-J. PROUDHON.

Burgille-les-Marnay, 7 août 1832.

A M. DELARAGEAZ

Monsieur Delarageaz, en écrivant avant-hier à notre ami Laudet, actuellement habitant de votre ville, j'ai répondu d'avance de la seule manière qui me semble possible, à votre estimable invitation. J'ai amené dans mon pays natal ma jeune famille, pour raison de santé; je profiterai de cette occasion pour parcourir, presque sans frais, la ligne de la Saône et du Rhône jusqu'à Marseille, et me renseigner sur l'état économique des provinces que j'ai jadis habitées. Certes, il me serait agréable de faire une excursion jusqu'à Lausanne, mais je ne crois point que ma condition pécuniaire me permette cette dépense de luxe, et, en bon père de famille que je veux être, je vous demanderai la permission de m'abstenir. Au reste, d'ici à quinze jours, ma résolution pourrait être modifiée, c'est ce que mon prochain voyage à Lyon m'apprendra. Les témoignages de sympathie que m'apporte votre lettre me sont d'autant plus agréables que les réfugiés de Belgique et de Londres sont loin d'avoir reçu avec la même bienveillance mon dernier ouvrage. Là, les cervelles sont renversées au point qu'on m'accuse d'avoir fait le panégyrique du

2 Décembre et presque d'être le compère de Louis-Napoléon. Pour contenter l'émigration, il faudrait que je me fisse déporter; or, c'est une faute que je ne commettrai, je vous assure, qu'à mon corps défendant. Des chefs de parti, assez aveugles pour ne pas comprendre, après quatre ans de déceptions, que la société attend autre chose que l'application de leurs topiques renouvelés des Grecs, des Romains et des Jacobins ne méritent plus aucune considération. Continuons, s'il se peut, de subvenir à leurs besoins d'exilés; mais méprisons leurs calomnies et défions-nous de leurs jugements. S'ils parlent, ne craignons pas de leur dire, qu'absents du pays, ils ne peuvent juger de ses dispositions, et qu'après tout, ils n'ont pas emporté le patriotisme à la semelle de leurs souliers.

On m'annonce de Paris la proclamation prochaine de l'Empire. Une partie, que je crois minime, de la bourgeoisie le demande pour raison de *stabilité*. L'autre partie, de beaucoup supérieure, se rallie aux d'Orléans, ne cache point sa haine pour le Président, et conspire au moins par sa réprobation contre l'établissement actuel.

Mais cette bourgeoisie, qui, après avoir bénéficié du coup d'État, en répudie l'auteur, ne vaut pas mieux que celle qui l'assiste, et quand, dans la perspective d'une nouvelle révolution de palais, les républicains devraient se rapprocher et se concerter, à la seule voix énergique qui ait pu se faire entendre, ils n'ont rien de plus cher que d'accuser cette voix de *trahison* !... Comme parti, la démocratie française n'est rien, moins que rien. Quand l'ignorance et l'incapacité ne la rendent pas ridicule, la haine et l'envie la divisent et la font impuissante. Le royalisme, le jésuitisme, le césarisme, le capitalisme,

comprennent encore les idées qui leur sont opposées et les combattent : le jacobinisme n'entend rien à ces idées qu'il accuse de sa propre déconfiture. En sorte que les ennemis des rois, des papes, des Césars et des exploiters sont en même temps les ennemis des jacobins et les auxiliaires de la contre-révolution ! Profondément dégoûté de la stupidité démagogique, je n'attends plus rien que du progrès de l'opinion, et de la conviction des hommes de bonne volonté. J'agis donc en vue de ce progrès, profitant de toutes les circonstances, faisant tous mes efforts pour ne pas être pris au dépourvu par les événements, et maintenant, même contre les clameurs des Montagnards ignorants, le drapeau de la révolution européenne. Mais pourquoi ici nominativement la démocratie française ? Les démocrates de votre pays, ceux de Belgique, etc., valent-ils donc mieux que les nôtres ? N'est-il pas vrai que partout l'intelligence révolutionnaire est éteinte par ceux-là même qui sont censés représenter la Révolution, et là où la raison historique et sociale cherche des différences de doctrine, il n'existe que des distinctions de personnalité ? — Au symptôme, il faut bien se dire que les vieux partis sont usés, la politique finie et le gouvernementalisme perdu sans retour. Si ces conséquences ne passaient pas dans la réalité, la civilisation rétrograderait et ce serait fait de l'humaine espèce. Or, cela ne peut pas être, et c'est cette impossibilité qui soutient mon courage contre tous les coups de la fortune et les persécutions des démocrates. — Présentez, je vous prie, mes respects à M<sup>me</sup> Delarageaz, et mes salutations fraternelles aux amis qui approuvent ma conduite dans ces circonstances pénibles. Et vous, mon cher monsieur, si vous croyez que depuis dix ans je ne



me suis pas un seul instant démenti, croyez encore, quelque tactique que les événements m'obligent à suivre, que je ne me démentirai jamais, et que je serai jusqu'à la fin le même homme qui connut un jour, à Besançon, votre si digne compatriote, dont le souvenir reste gravé dans mon cœur, mais dont ma mémoire infidèle me refuse en ce moment le nom.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

## NOTE TROUVÉE DANS LES PAPIERS DE P.-J. PROUDHON

C'est un fait d'observation à la fois historique et statistique que, dans l'économie actuelle des sociétés, l'action distributive tend incessamment à envahir et à étouffer l'action effective :

Dans le pouvoir législatif, la délibération utile ne prend pas la moitié du temps consumé en amendements, motions d'ordre, rappels au règlements, rappels à l'ordre, positions de la question, déclarations d'urgence, ajournements, renvoi aux bureaux, interpellations, faits personnels, fixations de l'ordre du jour, etc., etc., etc.

Dans le pouvoir exécutif, le travail de bureau dépasse de beaucoup le travail réel : en réalité, on n'agit plus, on administre. La Guerre et la Marine, les Travaux publics eux-mêmes, s'évanouissent en administration.

Dans l'industrie et le commerce, la même chose se remarque : les écritures coûtent plus de temps et d'argent que la main-d'œuvre. C'est ce qui fait qu'en toute maison dont les opérations s'étendent d'une manière continue, tandis que les produits croissent en raison arithmétique, les frais généraux augmentent en progression géométrique.

Il semble que la loi du développement économique soit de métamorphoser partout le travailleur en commis. Que ce mouvement de bureaucratie s'étende à l'agriculture, et nous finirons par ne plus labourer, ne rien semer, ne rien moissonner; nous ne consommons rien, nous ne mangerons même pas : nous ferons des opérations simulées dont nous tiendrons les écritures.

Quelle est la raison secrète de cette tendance ? Quel en est le terme ? Faut-il rebrousser chemin ? Faut-il précipiter le mouvement et épuiser le principe ?...

L'économiste, l'administrateur ou l'homme d'État qui résoudrait cette question aurait rendu un signalé service à la République et à l'humanité.

P.-J. PROUDHON.

FIN DU TOME CINQUIÈME



## TABLE DES MATIÈRES

1859

	Pages.
A M. le docteur Cretin, 3 septembre.....	5
A M. Darimon, 3 septembre.....	7
A M. Maurice La Châtre, 8 septembre.....	10
A M. Furet, 10 septembre.....	13
A M. Darimon, 13 septembre.....	17
A M. Charles Beslay, 15 septembre.....	20
A M. Alfred Darimon, 20 septembre.....	25
A M. Ch. Beslay, 20 septembre.....	28
Id.                    Id.....	30
A M. Darimon, 21 septembre.....	33
A M. Goudchaux, 21 septembre.....	34
A M. le docteur Cretin, 21 septembre.....	38
A M. Ch. Beslay, 22 septembre.....	43
A M. M. La Châtre, 27 septembre.....	45
A M. Beslay, 27 septembre.....	48
A M. Darimon, 4 octobre.....	50
A M. Boutteville, 8 octobre.....	53
A M. Maurice, 17 octobre.....	60
A M. Charles Edmond, 18 octobre.....	63
A M. Suchet, 19 octobre.....	68
A M. Ch. Beslay, 20 octobre.....	72
A M. le docteur Maguet, 31 octobre.....	73
A M. Charles Edmond, 7 novembre.....	78

	Pages
A M. A. Madier-Montjau, 10 novembre.....	80
A M. Guillemin, 10 novembre.....	85
A M. Antoine Gauthier, 15 novembre.....	93
A M. Maurice, 28 novembre.....	96
A M. X***, 5 décembre.....	103
A M. Madier-Montjau, 11 décembre.....	10
A M. le rédacteur du <i>Moniteur</i> , 18 décembre.....	115
A M. Guillemin, 24 décembre.....	123
A M. Mathey, 29 décembre.....	128
A M. Maurice, 1 <sup>er</sup> janvier.....	131
A M. le docteur Maguet, 1 <sup>er</sup> janvier.....	134
A M. Madier-Montjau, 1 <sup>er</sup> janvier.....	138
Id.          4 janvier.....	148
A M. M. X***, 6 janvier.....	150
Au prince Napoléon, 7 janvier.....	153
A M. Mathey, 13 janvier.....	166
A M. Marc Dufraisee, 13 janvier.....	171
A M. Mathey, 13 février.....	179
A M. Charles Beslay, 23 février.....	185
A M. Hodé, 17 mars.....	187
A M. Charles Beslay, 20 mars.....	189
A MM. Orschger et Mesdach, 21 mars.....	191
A M. Guillemin, 29 mars.....	193
A M. Ch. Beslay, 20 avril.....	198
A M. Maurice La Châtre, 28 avril.....	200
A M. Nodé, 5 mai.....	205
A M. le docteur Maguet, 17 juin.....	207
A M. Ch. Beslay, 3 août.....	208
A M. Charles Edmond, 7 août.....	210
A M. Boutteville, 11 août.....	211
A M. Charles Edmond, sans date.....	213
Id.          Id. ....	216
Id.          22 août.....	218
A M. le docteur Cretin, sans date.....	219
A M***, 23 août.....	223

DE P.-J. PROUDHON.

383

	Pages.
A M. Trouessart, 31 août.....	224
A M. Alfred Darimon, 29 août.....	232
Id. 30 août.....	234
Id. 31 août.....	235
A M. Charles Edmond, septembre.....	238
Au prince Napoléon, 7 septembre.....	240
A M. Trouessart, 16 septembre.....	243
A M. le docteur Maguet, 16 septembre.....	250
A M. Suchet, 22 septembre.....	253
A M. Mathey, 23 septembre.....	256
A M. X***, 27 septembre.....	259
A M. le ministre de l'intérieur, 20 octobre.....	274
A M. Tissot, 21 octobre.....	275
A M. Charles Edmond, 2 novembre.....	278
A M. Trouessart, 4 novembre.....	281
A M. Alfred Darimon, 11 novembre.....	283
A M. Charles Edmond, 13 novembre.....	285
A M. le Ministre de l'intérieur, 14 novembre.....	288
A M. Suchet, 11 décembre.....	295
A M. Tissot, 22 décembre.....	298
A M. Charles Edmond, 27 décembre.....	301

1854

A M. Mathey, 1 <sup>er</sup> janvier.....	303
A M. Darimon, sans date.....	308
A M. Madier-Montjau, 10 janvier.....	311
A M. Charles Edmond, 10 janvier.....	319
A M. Maurice, janvier.....	320
A M. Joseph Ferrari, 14 janvier.....	323
Id. 21 janvier.....	328
Id. 1 <sup>er</sup> février.....	334
A M. le docteur Maguet, 2 février.....	337
A M. Beslay, 12 février.....	341
A M. Madier-Montjau, 12 février.....	342

384            **CORRESPONDANCE DE P.-J. PROUDHON.**

A M. Mathey, 21 février.....	348
A M. Maurice, 23 février.....	351
A M. Joseph Ferrari, 23 février.....	355
A M. Truche, 26 février.....	360
A M. Charles Edmond, 26 février.....	363
A M <sup>lle</sup> Marie Emond, 1854.....	368

**Appendice.**

A M. Delarageaz, 4 mai 1848.....	369
A M. Delarageaz, 4 juin 1849.....	372
Id.        27 août 1852.....	374
Note trouvée dans les papiers de P.-J. Proudhon.....	378





*En Vente chez les mêmes Éditeurs*

## OUVRAGES DES GRANDS AUTEURS FRANÇAIS CONTEMPORAINS

<b>Victor Hugo.</b>		France et Allemagne. 1 vol. in-8.....	1
Les Misérables. 10 vol. gr. in-18 jésus.	35 »	Œuvres politiques. 2 vol. gr. in-18.....	4
— 40 vol in-8.	60 »	La Création. 2 vol. in-8.....	10
Les Travailleurs de la mer. 3 v. in-8.....	18 »	Le Siège de Paris et la Défense nationale. 1 vol. gr. in-18.....	1
— 2 vol. gr. in-18 jésus....	7 »	L'Expédition du Mexique. 1 v. gr. in-18.....	1
Les Chansons des rues et des bois. 1 vol. in-8.....	7 50		
— 1 v. gr. in-18 jésus....	3 50	<b>Louis Blanc.</b>	
William Shakespeare. 4 vol. in-8.....	7 50	Histoire de la Révolution française. 13 forts vol. gr. in-18.....	43
— 1 vol. gr. in-18 jésus....	3 50	Histoire de la Révolution de 1848. 2 v. gr. in-18....	7
L'Homme qui rit. 4 vol. in-8.	30 »	Pages d'histoire de la Révolution de 1848. 1 vol. gr. in-18.....	3
Paris. 1 vol. in-8.....	2 »	Lettres sur l'Angleterre. 4 v. in-8.....	21
Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie. 2 vol. in-8.....	15 »	L'Etat et la Commune. 4 vol. in-8.....	1
— 2 v. gr. in-18 jésus.....	7 »		
		<b>P.-J. Proudhon,</b>	
<b>J. Michelet.</b>		Œuvres complètes : Œuvres anciennes. 27 vol. gr. in-18, à.....	3
Histoire de France. 17 vol. in-8.....	102 »	Œuvres posthumes. 13 v. gr. in-18, à 2 50, 3 50, 4 et Correspondance. 10 v. in-8.	50
Histoire de la Révolution française. 6 vol. in-8.....	36 »	(Voir le détail au Catalogue.)	
(Chaque vol. se vend séparément.)		(Chaque vol. se vend séparément.)	
La Sorcière. 1 vol. gr. in-18 jésus.....	3 50	<b>Daniel Stern.</b>	
Nos Fils. 1 v. gr. in-18 jésus.	3 50	Histoire de la Révolution de 1848. 1 vol. gr. in-8 avec gravures.....	7
La Montagne. 1 v. gr. in-18 jésus.....	3 50		
		<b>Pelletan.</b>	
<b>Alp. de Lamartine.</b>		La Famille. — La Mère. 1 v. in-8.....	3
La France parlementaire (Recueil des discours). 6 vol. in-8.....	33 »		
Les Hommes de la Révolution. 1 vol. in-8.....	5 »	<b>Eugène Sue.</b>	
Les Grands Hommes de l'Orient. 1 vol. in-8.....	5 »	Œuvres complètes. 41 v. gr. in-18 jésus.. à 1 fr. 25 et à.....	3
Portraits et Biographies. 4 v. in-8.....	5 »	Les Mystères du Peuple. 12 v. in-8.....	60
Civilisateurs et Conquêteurs. 2 vol. in-8.....	10 »		
Shakespeare, sa vie et son œuvre. 1 vol. in-8.....	5 »	<b>Alexandre Dumas.</b>	
		Les Crimes célèbres. 4 vol. gr. in-18.....	3
<b>Edgar Quinet.</b>			
La Révolution. 2 forts vol. in-8.....	15 »		
— 2 vol. gr. in-18 jésus....	7 »		
La Critique de la Révolution. 1 v. in-8.....	1 »		

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02046 9246